|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| |  | | --- | |  | |  | |  | |  | |



Rapport de l'évaluation finale du Programme d’Adaptation en Afrique au Niger

##### Evaluation réalisée par Sasha Lagrange [sasha.lagrange@gmail.com](mailto:sasha.lagrange@gmail.com)

##### 18 février 2012

# Préface

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) du Niger a au début de l’année 2013 recruté les services d’une évaluatrice indépendante afin de conduire l’évaluation finale du Programme d’Adaptation en Afrique au Niger (PAA-N), comme requis dans le document de projet (Prodoc) du programme. Le premier livrable attendu par cette mission de 25 jours étalés sur 5 semaines fut un plan de lancement, remis à l’équipe le 18 janvier 2013. S’ensuivit une mission de terrain de 10 jours à Niamey du 22 janvier au 2 février 2013. Le deuxième livrable attendu fut un rapport provisoire, remis à l’équipe de projet comme convenu le 6 février 2012. Le présent rapport final constitue le livrable final de cette mission.

L’équipe du PAA-N est vivement encouragée à partager ce rapport avec l’ensemble des parties prenantes.

# Remerciements

Des remerciements sont adressés à tous les membres de l’équipe du PAA-N pour le temps octroyé à la réalisation de cette évaluation pour leur hospitalité lors de la visite de terrain au Niger. De sincères remerciements sont notamment adressés à Monsieur Moussa Gousmane, Coordinateur du PAA Niger, Monsieur Rouscoua Boubacar, chargé du suivi et de l’évaluation de l’unité de gestion de projet (UGP), avec qui l’ensemble des visites de terrain a été effectué, Monsieur Abderamane Coulibaly, chargé des finances de l’UGP, le Docteur Kamayé Maâzou, Secrétaire Exécutif du Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable (SE-CNEDD), Monsieur Lawali El hadji Mahamane, chargé de Programme de l’unité Energie et Environnement et Madame Julie Teng, experte en changement climatique pour le PNUD.

Toutes les parties prenantes rencontrées, qu’elles soient issues de l’administration, d’organisations internationale et régionales, de la société civile, du secteur académique ou du secteur privé, ont toutes été extrêmement affables et ont volontairement donné de leur temps au cours de la mission de la terrain ou lors de communication à distance. Ces personnes sont listées dans l’annexe de ce rapport et leurs contributions en tant qu’informateurs de l’évaluation sont vivement appréciées.

Table des matières

[Préface 2](#_Toc367950766)

[Remerciements 3](#_Toc367950767)

[Abréviations 6](#_Toc367950768)

[1. Résumé exécutif 8](#_Toc367950769)

[1.1 Brève description du programme 8](#_Toc367950770)

[1.2 Contexte et objectif de l'évaluation 9](#_Toc367950771)

[1.3 Synthèse des principales conclusions et recommandations 10](#_Toc367950772)

[2. Introduction 14](#_Toc367950773)

[2.1 But de l'évaluation 14](#_Toc367950774)

[2.2 Audience cible 15](#_Toc367950775)

[2.3 Les questions clés abordées 15](#_Toc367950776)

[2.4 Méthodologie de l'évaluation 16](#_Toc367950777)

[2.4.1 Informations primaires 16](#_Toc367950778)

[*a)* *Interactions avec les informateurs* 16](#_Toc367950779)

[*b)* *Echantillonnage* 16](#_Toc367950780)

[*2.4.2* *Information primaire quantitative* 17](#_Toc367950781)

[*c)* *Visites de terrain* 17](#_Toc367950782)

[2.4.2 Informations secondaires 17](#_Toc367950783)

[2.4.3 Interprétation des données 17](#_Toc367950784)

[2.5 Structure de l'évaluation 18](#_Toc367950785)

[2.6 Limites de l’étude 19](#_Toc367950786)

[3. Le projet et son contexte de développement 21](#_Toc367950787)

[3.1 Contexte du programme 21](#_Toc367950788)

[3.2 Durée du programme 22](#_Toc367950789)

[3.3 Défis auxquels le programme a cherché à répondre 22](#_Toc367950790)

[3.4 Objectifs et but du programme 23](#_Toc367950791)

[3.5 Montage de projet et composition de l’unité de gestion (UGP) 23](#_Toc367950792)

[3.6 Les parties prenantes principales 24](#_Toc367950793)

[3.7 Analyse des résultats globaux escomptés et obtenus 24](#_Toc367950794)

[3.8 L’efficacité et l’efficience des activités du projet 26](#_Toc367950795)

[3.9 Progrès dans la réalisation des résultats 34](#_Toc367950796)

[4. Analyse des processus/cycle de projet 57](#_Toc367950797)

[4.1 Les mécanismes de gestion 57](#_Toc367950798)

[4.1.1 Conceptualisation/formulation du projet 57](#_Toc367950799)

[4.1.2 Les étapes de formulation et de mise en œuvre 58](#_Toc367950800)

[4.1.3 Les étapes et outils de planification 59](#_Toc367950801)

[4.1.4 Mécanismes de Gestion 62](#_Toc367950802)

[4.1.5 Modalités de mise en œuvre 69](#_Toc367950803)

[4.2 Partenariats 70](#_Toc367950804)

[4.3 Processus et administration 78](#_Toc367950805)

[4.4 La Mise en œuvre financière du projet 80](#_Toc367950806)

[4.4.1 Analyse des dépenses réelles 81](#_Toc367950807)

[4.4.2 Les procédures budgétaires 83](#_Toc367950808)

[4.4.3 Co-financement 88](#_Toc367950809)

[4.5 Suivi et évaluation 88](#_Toc367950810)

[5. Durabilité des résultats 93](#_Toc367950811)

[6. Apprentissages & recommandations 97](#_Toc367950812)

[6.1 Évaluation générale des apprentissages émanant des activités 97](#_Toc367950813)

[6.2 Cadres des recommandations 97](#_Toc367950814)

[6.3 Conclusion 102](#_Toc367950815)

[Annexes 1](#_Toc367950816)

[A. Cadre de suivi de la planification des activités du PAA, des produits du PAA, des amendements à la planification et des partenariats (Tableau 21) 1](#_Toc367950817)

[B. Cadre des produits, risques, et résultats des projets pilotes (Tableau 22) 30](#_Toc367950818)

[C. Cadre de suivi des résultats du PAA (Tableau 24) 45](#_Toc367950819)

[D. Equipements physiques acquis avec les fonds PAA (Tableau 25) 60](#_Toc367950820)

[E. Termes de référence de l’évaluation 1](#_Toc367950821)

[F. Chronogramme de mission 1](#_Toc367950822)

[G. Liste des personnes rencontrées 1](#_Toc367950823)

[H. Liste des documents examinés 9](#_Toc367950824)

[I. Questionnaire cadre utilisé auprès des parties prenantes lors des entretiens semi-structurés 21](#_Toc367950825)

[J. Questionnaires utilisés pour les études de satisfaction 1](#_Toc367950826)

[K. Synthèse des commentaires des intervenants pour le rapport d'évaluation provisoire 5](#_Toc367950827)

[L. Management Response 6](#_Toc367950828)

# Abréviations

AGR Activités génératrices de revenus

AGRYHMET Centre Régional Agro-Hydro météorologique

ALM Mécanisme d’Apprentissage d’Adaptation

BPCR Bureau pour la prévention des crises et le relèvement

BM Banque Mondiale

CNCVC Commission Nationale Changement et variabilité Climatiques

CNEDD Conseil National de L’Environnement pour un Développement Durable

CPAP Plan d’Action du Programme de Pays

CPP Comité de Pilotage du Projet

DEP Direction des études et de la programmation

DMN Direction de la Météorologie Nationale

FAO Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture

FEM Fonds pour l’Environnement Mondial

GAR Gestion axée sur les Résultats

I3N Initiative Les Nigériens Nourrissent les Nigériens

ICRISAT Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-arides

INRAN Institut National des Recherches Agronomiques du Niger

MDA Ministère du Développement Agricole

MHE Ministère de l’Hydraulique et de l’Environnement

MPAT/DC Ministère du Plan, de l’Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire

MSP/LCE Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre les Endémies

NIM Modalité d’Exécution Nationale

ONG Organisation Non Gouvernementale

PAA Programme d’Adaptation Africain

PANA Programme d’Action National pour l’Adaptation au changement climatique

PAC-RC Programme d’Action Communautaire de la BM – Résilience climatique

PNEDD Programme National de L’Environnement pour un Développement Durable

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PPCR Programme Pilote pour la Résilience Climatique

PTA Plan de Travail Annuel

SAP Système d’Alerte Précoce

SDR Stratégie de Développement Rural

SDRP Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté

UEE Unité énergie et environnement du PNUD

# 1. Résumé exécutif

### Brève description du programme

Le Programme d’Adaptation en Afrique (PAA) est un ambitieux programme visant à créer les fondations d’une intégration globale de la variabilité et du changement climatiques dans les processus de planification du développement sur le long terme de vingt pays en Afrique. Le programme a été mis en œuvre suivant les principes de la mise en œuvre nationale (NIM), avec l’appui technique du Programme des Nations-Unies (PNUD).

Les résultats attendus du programme sont au nombre de cinq :

1. Des mécanismes de planification dynamiques, à long terme pour gérer les incertitudes inhérentes au changement climatique sont introduits.
2. Des capacités de leadership et des cadres institutionnels pour gérer de manière intégrée les risques climatiques et les opportunités aux niveaux local, régional et national sont renforcés.
3. Des politiques et des mesures de résilience climatique sont mises en œuvre dans les secteurs prioritaires.
4. Des options de financement pour faire face aux coûts de l’adaptation nationale sont étendues aux niveaux local, national et régional.
5. Les connaissances visant à ajuster les processus de développement national pour intégrer pleinement les risques liés au changement climatique et les opportunités sont produites et partagées à tous les niveaux.

Le programme a consisté en un montage de projet innovant, dans la mesure où une structure interrégionale d’appui technique (IRTSC) est venue se greffer aux bureaux régionaux du PNUD afin d’accompagner la mise en œuvre des composantes nationales du programme. Il est essentiel de souligner cette dimension innovante et phare d’un programme tel que le PAA, car cette dynamique voulue entre l’IRTSC et les composantes nationales a eu une incidence sur la mise en œuvre du programme dans tous les pays et sur les processus de planification, de suivi et évaluation et de reddition des comptes des parties nationales.

Le Gouvernement Japonais a financé ce programme à hauteur de 92 millions de dollars US, alloués à vingt pays du continent ainsi qu’à l’IRTSC. Le Niger a bénéficié dans le cadre du PAA d’un financement de trois millions de dollars US. L’organisme d’exécution du PAA au Niger fut le Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable (CNEDD), sous la tutelle de la Primature.

Référence est faite au Prodoc ainsi qu’à la récente étude sur les scenarii climatiques réalisée par le biais du PAA pour un diagnostic sur les défis et incertitudes climatiques auxquelles sont confrontés le Niger.

Si le Prodoc donne un aperçu du scenario de référence institutionnel à l’époque de la conception du programme (2009/2010), il convient d’actualiser ces informations et de décrypter le paysage politique et institutionnel dans lequel le PAA s’est inscrit lors de sa réalisation et à la clôture du programme.

Le Niger a connu une situation particulière durant la période de mise en œuvre du projet, avec un coup d’état institutionnel en 2009 (référendum anticonstitutionnel), un coup d’Etat militaire en 2010 et l’élection d’un nouveau Président en 2011 qui a conduit à une révision des politiques nationales du pays. L’équipe du PAA a dû traverser une période de latence pour recevoir les lignées de ces nouvelles orientations nationales et s’assurer de la pertinence des interventions du programme. Les orientations du PAA ont ainsi donc dues être quelques peu révisées dans le courant de l’année 2011 afin de s’aligner aux nouvelles politiques nationales. Enfin, le SE-CNEDD a aussi connu trois secrétaires exécutifs sur une période de trois ans ; cette instabilité institutionnelle interne a aussi pu affecter le projet. La section 3.1 dépeint ces circonstances de manière plus détaillée.

Les autres facteurs externes qui ont influencé la mise en œuvre du programme ont concerné les évènements climatiques difficiles de 2010-2012. Il est tautologique de souligner combien les épisodes de sècheresse et d’inondation qu’a traversés le pays ont pu influer sur le bon déroulement d’un projet. En 2010, la région sahélienne a été affectée par une famine, conséquence de la forte sècheresse de juillet-aout 2010. Le Niger a connu de sérieux épisodes d’inondations en 2011 et 2012. Si la mise en œuvre d’un programme de cette nature est toujours clairement cadrée, il n‘en demeure pas moins vrai que des partenaires de réalisation ont pu exercer une certaine pression pour que les activités du PAA soient articulées sur des activités plus visibles qui viendraient alléger de manière visible les impacts des évènements en question et contribuer à l’effort national de reconstruction. Il est difficile de déterminer le poids réel de ces facteurs dans les sommes investies dans les projets pilotes du PAA.

Pour conclure ce chapitre contextuel introductif, il est important de souligner les visées stratégiques du PAA. La rhétorique utilisée par l’IRTSC fait référence à un « *changement transformationnel et irréversible*», faisant du programme un ambitieux projet de réforme des manières de travailler et de se comporter et incitant les composantes nationales à s’attaquer aux « *questions difficiles*» de la réforme institutionnelle, des partenariats interinstitutionnels et du partage de  l’information. Ainsi ces nouvelles manières de travailler devraient être pérennisées dans un cadre institutionnel viable, fonctionnel, avec un accès aux compétences techniques requises pour faire face aux défis du changement climatique, et être de cette manière éligible et à même de gérer les futurs financements liés à l’ACC. Ces éléments cadres du PAA sont importants pour calibrer les visées de l’évaluation.

### Contexte et objectif de l'évaluation

L’évaluation finale du projet PAA-N résulte du respect des procédures de gestion de programmes et projets PNUD dans le cadre de l’Exécution Nationale. Au terme de la mise en œuvre du programme, la mission d’évaluation se propose de vérifier si les activités prévues dans le cadre du programme ont été effectivement réalisées et si les résultats attendus ont été atteints, en conformité avec la politique d’évaluation du PNUD (2009). Elle vise aussi à relever les éléments de réussite à considérer comme apprentissages à des fins de capitalisation et de réplication dans le cadre de futurs programmes. Les insuffisances et contraintes relevées par les parties prenantes au cours de la mise en œuvre du programme font partie intégrale d’un tel effort de capitalisation.

Il est donc important de noter que toute évaluation sous-entend que les bonnes pratiques devront être mises en exergue, ainsi que les échecs, les omissions et les blocages institutionnels. La présente étude se veut donc aussi objective que possible et tente, autant que faire se peut et lorsque ces éléments ont été portés à la connaissance de la mission d’évaluation, de souligner tant les aspects positifs que les difficultés issus de la mise en œuvre du programme. Il est en outre essentiel de souligner que l’étude d’évaluation n’a pas constitué une intervention de capitalisation des apprentissages à proprement parler, dans la mesure où ce processus requiert un engagement systématique et exhaustif avec tous les acteurs du projet qui devrait être mené par l’équipe de projet. La présente évaluation pourra néanmoins contribuer à alimenter toute intervention en matière de capitalisation des expériences à venir.

La politique du PNUD en matière d‘évaluation (UNDP 2009) souligne que tout programme doit être évalué à la lumière de ce qu’il a permis d’atteindre en termes de résultats – et non d’évaluer la mesure dans laquelle toutes les activités et livrables listés dans un plan de travail ont été complétés ou remis. Cette distinction est essentielle et c’est dans cet esprit que l’évaluation s’est déroulée pour le PPA – Niger.

### Synthèse des principales conclusions et recommandations

La vocation du PAAN-N à renforcer les capacités nationales pour incorporer l’adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification du pays sur le long-terme est un objectif qui a été partiellement atteint. Les percées réalisées grâce aux études de modélisation climatique et des études de vulnérabilité qui ont vu le jour grâce au PAA en font un succès, bien que ces travaux aient permis de révéler les insuffisances critiques en matière d’expertise climatique qui demeurent à l’échelle nationale. Le fait que le PAA ne soit pas parvenu à mettre en place un système viable et moderne de collecte, de gestion et de diffusion de l’information et des données climatiques, et de renforcer les capacités nationales sur cette thématique, est une des faiblesses principales du PAA-N. Toute future programmation devra urgemment intervenir sur cet aspect. Si le PAA-N ne s’est pas traduit par l’introduction effective de l’ACC dans des politiques sectorielles, le programme a néanmoins contribué à en créer les conditions favorables grâce à des formations de qualité qui ont contribué à affiner et à élargir le degré de sensibilisation sur les besoins en ACC au Niger. Le PAA-N a été conclu par l’élaboration du cadre d’une politique nationale sur le changement climatique, prélude à l’incorporation du CC dans les futures politiques. S’il a été difficile pour le PAA de toucher les décideurs, une première amorce de conscientisation a été faite grâce aux formations apportées au réseau des parlementaires pour le CC et le développement durable qui a vu le jour.

Le PAA-N au Niger a été exécuté de manière conforme aux attentes des modalités de mise en œuvre nationale. Le fort degré d’appropriation nationale est remarquable à tous les niveaux de réalisation des activités, qui ont été menées par une unité de gestion fonctionnelle, avec la concertation attendue avec le bureau pays du PNUD. Cet ancrage dans les structures institutionnelles du gouvernement nigérien est le gage de la pérennisation des acquis du PAA. Le programme a été caractérisé par une coopération interministérielle certaine et la mise en œuvre conjointe du PAA avec le Programme PANA pour l’agriculture résiliente en fait un modèle de bonne pratique. Si le PAA a donné lieu à un renforcement interinstitutionnel autour de l’ACC, cet aspect gagnerait néanmoins à être renforcé par des partenariats viables et durables avec le secteur académique, la direction nationale de la météorologie (DNM) et les organisations régionales telles qu’Agryhmet et l’ACMAD. Certaines faiblesses en matière de gestion de projet et de gestion financière ont cependant entravé la performance globale du programme et la capitalisation des apprentissages du PAA demeure limitée, en raison d’un manque de suivi et évaluation assidu des activités du programme. Les outils de gestion de programme n’ont a cet égard que marginalement été exploités et l’efficience du programme amoindrie par des coûts de gestion élevés.

Concernant la performance générale du programme, l’évaluation met en avant les éléments suivants:

* Le rythme de la mise en œuvre et des décaissements du programme a été relativement soutenu depuis le démarrage du programme (mai 2010), et tout au long de 2011, avec une réalisation des activités atteignant 94% du budget total à la clôture du programme le 31 décembre 2012.
* Contrasté avec l’analyse des résultats émanant du PAA, on s’aperçoit que ce taux relativement élevé de réalisation des activités – et produits dérivés – n’est pas corollaire à un taux similairement élevé de réalisation des résultats attendus.
* Le programme a été caractérisé par un ralentissement marqué des activités pour 2012, attribuable notamment au retard de mise à disposition des fonds et à l’interruption au cours du troisième trimestre de 2012 du système d’avance de fonds gérés directement par l’UGP suite à l’audit de l’exercice 2011.
* Au terme du programme, 80% des activités planifiées avaient été réalisées. Certaines des activités n’ont pu être mises en œuvre en raison d’un manque de temps pour leur réalisation, de défis opérationnels mais également en raison d’un manque d’expertise – tant au niveau de l’UGP que de la disponibilité de l’expertise à l’échelle nationale (surtout pour le résultat 4).
* La performance du programme a partiellement été affectée par un manque de capacités et un manque de familiarité de l’UGP avec les procédures du PNUD en matière de gestion de projet et de gestion financière.
* Afin d’évaluer l’efficacité du programme, il convient de faire une distinction entre les résultats attendus par la programmation effective du programme et les résultats globaux énoncés dans le Prodoc. Si de manière générale les activités et produits qui ont fait l’objet d’une programmation annuelle se sont traduits par les résultats attendus, ceux-ci ne correspondent que partiellement aux résultats initialement décrits dans le Prodoc. (voir ci-dessous)
* Si les ressources investies se traduisent en général par des produits tangibles, on peut arguer que les résultats obtenus ont fait état d’une efficience relative, dans la mesure où une forte proportion du budget global a été investie dans les frais de gestion du programme (à hauteur de 38% du budget total), ce qui inclut des dépenses marquées dans les équipements. Si le PAA constitue en effet un programme de fond, visant à créer les conditions favorables de l’adaptation au changement climatique (ACC) sur le long terme qui justifie ces investissements, ceux-ci devraient être néanmoins réalisés dans une limite raisonnable et surtout qui puisse se traduire par une performance accrue du programme. En outre, l’achat de quatre véhicules dont un mis à la disposition d’un autre programme à temps complet et un autre de manière ponctuelle, a eu pour effet d’amoindrir les retombées des ressources financières pour le PAA.
* Outre ceci et des frais d’ateliers et de *per diems* parfois excessifs, les postes de dépenses sont relativement équilibrés, pertinents et justifiés

Concernant l’atteinte globale des résultats attendus :

* Les visées du résultat 1 ont été partiellement atteintes par le biais des études réalisées, celles-ci ne qualifient que partiellement d’outils exploitables par les parties prenantes en raison de leur technicité et du manque de compétences acquises en interne au CNEDD pour les extrapoler de manière autonome. L’objectif visé par le Prodoc d’intégrer l’adaptation aux processus de prise de décision dans au moins cinq institutions n’a pas été entièrement réalisé, dans la mesure où les administrations doivent encore assimiler les informations mises à contribution. On note un manque critique de développement des capacités en collecte et gestion de l’information climatique. Le programme n’est pas parvenu à mettre en place un système centralisé de collecte et de gestion des données climatiques.
* Toujours sous le résultat 1, l’appui donné à la consolidation des données générées et exploitées par le Système d’Alerte Précoce du Niger témoigne de l’effort certain pour intégrer la dimension du changement climatique et de la réduction des risques de désastres et catastrophes naturelles. L’intégration de ces deux dimensions reste toutefois à être considérablement renforcée, notamment en interne au PNUD. Le Prodoc recommandait en effet une forte collaboration entre le Programme Prioritaire de Renforcement des capacités pour la Prévention et la Gestion des Crises de l’unité Prévention de crise et relèvement (UPCR) et le PAA (unité Energie et environnement -UEE), qui ne s’est pas concrétisée mais qui est actuellement envisagée.
* Au niveau du résultat 2, le programme a permis des avancées certaines concernant la réflexion sur les cadres institutionnels, avec la création d’une unité d’adaptation dans le cadre du programme, laquelle gagnerait à être pérennisée. Les compétences des planificateurs et autres techniciens de l’administration en matière d’intégration du changement climatique (ICC) à la planification ont été globalement renforcées mais les décideurs n’ont été touchés que faiblement (ateliers gouvernementaux, formation des députés). On note un manque persistant de partage de l’information entre les institutions, malgré les efforts du PAA pour partager les résultats des études.
* Le résultat 3 s’est traduit par la mise en œuvre de nombreux projets pilotes d’adaptation mais le résultat attendu d’intégrer le CC dans une large gamme de politiques, stratégies et lois n’a pas été atteint, témoignant de la déconnexions entre ces projets pilotes et l’apprentissage politique qui devait en émaner : en effet, du fait du retard évoqué plus haut, les 2 exercices (projets pilotes et l’élaboration de la politique CC) qui devaient se faire l’un après l’autre, ont finalement été conduits simultanément. Ce résultat a néanmoins permis l’élaboration d’une Politique nationale de changement climatique (PNCC), qui marque une première étape critique à l’ICC dans le développement futur du Niger.
* Les cibles du résultat 4 n’ont que marginalement été atteintes, ce résultat se réduisant au renforcement des capacités des principales parties prenantes à attirer des financements. Les objectifs d’un alignement des budgets pour faciliter un financement durable des activités d’adaptation nationales et de la création d’instruments et de mécanismes de financements pour diversifier les sources de financement pour l’adaptation n’ont pas été atteints.
* Des avancées marquées ont été faites sous le résultat 5, par les activités de sensibilisation conduites pour conscientiser le grand public sur les impacts du CC, et par les appuis apportés au secteur académique. L’objectif visé de mettre en place un mécanisme pour enregistrer et diffuser les leçons tirées n’a pas été atteint et les produits et résultats du PAA doivent encore être largement diffusés.

Concernant les modalités de mise en œuvre du programme :

* La mise en œuvre du programme a été caractérisée par une forte appropriation nationale, avec de manière générale une adéquation marquée aux modalités de mise en œuvre nationales (NIM).
* La mise en œuvre du programme a donné lieu à une collaboration interministérielle aboutie, ce qui a permis d’approfondir l’ancrage institutionnel du programme dans l’administration. L’appui et la participation des ministères clés identifiés dans le Prodoc auraient toutefois pu être plus marqués pour certains aspects du programme, notamment le résultat 1 concernant l’accès et la gestion des données climatiques, ainsi que le résultat 3 concernant la mise en œuvre de projets pilotes.
* Du point de vue de la collaboration interinstitutionnelle, le PAA-Niger a été caractérisé par un fort engagement du secteur académique, du fait du recours fait aux chercheurs universitaires pour des études commissionnées par le PAA, l’appui donné à des étudiants de troisième cycle et la formation en quasi-continu d’un groupe d‘étudiants. La collaboration avec le secteur académique aurait être encore plus marquée pour consolider la durabilité des acquis et la formation continue d’une expertise de relève en matière d’ACC au Niger.
* Le programme a néanmoins manqué l’opportunité de collaborer et de bénéficier des appuis techniques d’autres institutions, telles que notamment les agences régionales comme l’ACMAD ou Agryhmet. La vocation du PAA à créer les conditions favorables à une collaboration interinstitutionnelle pérenne pour la gestion globale du risque climatique n’est ainsi que partiellement atteinte.
* De manière globale, le montage et la gestion de projets et programmes réalisés sous la tutelle du CNEDD avec l’appui technique du PNUD a permis une mutualisation bénéfique de la mise en œuvre du PAA, de concert avec le projet PANA pour la résilience agricole, permettant une économie de moyens, une rationalisation et une intégration des activités tant au niveau conceptuel qu’au niveau des activités de terrain.
* Cette approche présente de nombreux mérites mais a également pu être problématique au niveau opérationnel. En effet, un risque inhérent à toute approche de mise en œuvre conjointe de programme a trait au risque de « délestage » d’activités devant en principe être mises en œuvre dans le cadre d’un programme que le PAA. Les projets pilotes - dits « micro-projets » - ont en outre été mis en œuvre conjointement avec le PANA. Or il ressort des observations faites que le PAA n’a que marginalement poursuivi le suivi et l’évaluation de ces micro projets, ce qui déroge à l’approche intégrée du PAA qui devait consister à extraire des projets pilotes des apprentissages pour informer les politiques en matière d’d’adaptation (section 3.9.3).  Ainsi, malgré la réalisation effective des projets pilotes sur le terrain, l’évidence d’apprentissages politiques demeure limitée pour le projet AAP en raison de l’absence d’une réflexion rétrospective.
* Un autre écueil émanant de cette mise en œuvre conjointe a trait au risque avéré de subventions croisées, comme mentionné ci-dessus.

Concernant la gestion globale et le suivi du programme :

* La concertation avec les parties prenantes, étayée par la lecture approfondie des documents relatifs à la gestion du projet, a révélé que de manière générale les outils de gestion originellement conçus dans le Prodoc (cadre logique, cadre des ressources, registres) puis mis à jour par le PNUD n’avaient peu ou que très partiellement été exploités.
* Les activités et produits émanant des activités ont fait l’objet d’une documentation assez exhaustive, bien que celles-ci n’aient pas fait l’objet d’un archivage centralisé, ce qui risque de compromettre la capitalisation et le partage des acquis.
* Un écueil d’importance concerne le suivi et évaluation limité des résultats du programme. S’il est vrai que beaucoup des résultats émanant de ces activités et produits peuvent requérir du temps pour être visibles et quantifiables, l’absence générale de suivi à cet égard est problématique.

# 2. Introduction

### But de l'évaluation

Du point de vue du PNUD, toute évaluation vise à contribuer à la collaboration au sein du système des Nations Unies afin d'améliorer l'efficacité et réduire les coûts de transaction pour la coopération au développement. Ce premier principe est extrapolé pour être appliqué à la partie nationale, responsable de la mise en œuvre des programmes de développement lorsque la mise en œuvre nationale est privilégiée.

Le bien-fondé de l’évaluation est ancré dans la nécessité de répondre aux impératifs suivants :

* rendre compte au gouvernement, aux bénéficiaires, au(x) bailleur(s) de fonds, aux autres partenaires et intervenants et au PNUD des résultats du programme ;
* Permettre la prise de mesures correctives (ou d’identifier les activités prioritaires à poursuivre pour la durabilité des acquis) ;
* Informer (et structurer de manière claire les éléments qui permettent) la prise de décision ;
* Permettre une capitalisation des apprentissages et un référencement des produits et résultats
* Mieux gérer les apprentissages organisationnels et individuels.

Le PNUD définit l’évaluation en ces termes :

« *L'évaluation est un jugement rendu sur la pertinence, l'adéquation, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des efforts de développement, basé sur des critères et références convenus entre les partenaires et les intervenants clés. Il s'agit d'un processus rigoureux et systématique et objectif dans la conception, l'analyse et l'interprétation de l'information pour répondre aux questions spécifiques. Il fournit des évaluations sur ce qui fonctionne et pourquoi, souligne les résultats attendus et inattendus, et donne des leçons stratégiques pour guider les décideurs et informer les parties prenantes ».*

L’évaluation conduite pour le PAA-N est alignée sur ces principes. Or il sied de préciser dans le contexte de cette évaluation qu’une terminologie nouvelle a commencé à émaner des cercles de discussion sur les interventions programmatiques. L’approche traditionnelle dite de la «gestion axée sur les résultats» (GARD), impliquant de se concentrer sur les résultats internes et le rendement des organismes de mise en œuvre, tend de plus en plus à être supplantée par une «gestion axée sur les résultats en matière de **développement**» (dite GRD), qui répond davantage à l’impératif de jauger des programmes ou projets à l’aune de leur impact réel sur les priorités nationales et le bien-être des populations. S’il est trop tôt pour évaluer l’impact du PAA sur les populations à proprement parler, il s’agira de concentrer l’analyse de l’évaluation sur les contributions du PAA-N vis-à-vis des priorités nationales et l’effet ressenti à court ou moyen terme des interventions.

L’ensemble des produits générés par le PAA ont été consultés ; plus que d’évaluer la valeur qualitative des produits, il s’agira donc de mettre en valeur les résultats qui en découlent. En ce sens, l’évaluation se propose également de tenir lieu de narration de l’historique du programme, permettant de tisser un fil d’interprétation entre des documents de planification, de gestion, de suivi et d’évaluation, des extrants divers et variés, des flux financiers et des rapports techniques. L’évaluation a ainsi mis l’accent - autant que faire se peut - sur les liens contextuels et synergies potentiels qui ont été identifiés et qui se doivent d’être poursuivis ou engagés.

### Audience cible

L’audience visée par le présent rapport est avant tout l’équipe de management du programme. Au final, l’organe décisionnel du PAA est le comité de pilotage du programme (CPP), et ce comité devrait aussi être le récipiendaire visé de cette évaluation, tout comme les cadres décisionnels et techniques du CNEDD, de la Primature, du Ministère du Plan et du PNUD.

Ce rapport devrait également être distribué à l’ensemble des parties prenantes, issues de l’administration, de la société civile ou des partenaires stratégiques. L’évaluation devrait également être partagée avec l’IRTSC et le siège du PNUD à New York, responsables de la reddition des comptes auprès du bailleur.

La présente évaluation appelle à une réponse concertée du management.

### Les questions clés abordées

Comme requis dans les termes de référence, l’évaluation se propose de fournir les éléments qui permettront d’apprécier dans quelle mesure le programme a su livrer des résultats conformes aux attentes.

Le PNUD définit les différentes composantes des retombées d’un programme de développement comme suivent:

* Livrable: Produit tangible (y compris les services) d'une intervention qui est directement attribuable à l'initiative. Les livrables sont liés à la réalisation (plutôt que la conduite) des activités et sont le type de résultats sur lesquels les gestionnaires ont le plus d’influence.
* Résultat: des changements réels ou prévus dans les conditions de développement qu'une intervention cherche à soutenir. La contribution de plusieurs partenaires est généralement nécessaire pour parvenir à un résultat.
* Impact: changements réels ou souhaités dans le développement humain, telle que mesurée par le bien-être des populations, le renforcement de la résilience aux vulnérabilités, le renforcement du tissu social, etc.
* Attribution: Le lien précis de cause à effet des changements dans les résultats de développement découlant d'une intervention individuelle.
* Contribution: Les changements dans les résultats de développement qui peuvent être liés de manière crédible à une intervention. La contribution implique une logique de cause à effet que la relation pointe vers l'entrée de sens de l'intervention de la suite de développement(s).

Si l’évaluation se concentre sur l’analyse des produits et résultats émanant de l’exécution du PAA, son ambition n’est pas d’en identifier les impacts, lesquels se mesurent sur un axe temporel bien plus éloigné et qui requiert une investigation de fond auprès des communautés.

Les axes de recherches vont également concerner une appréciation critique des aspects liés à l’avènement et à la vie du projet. Ceux-ci sont détaillés dans le questionnaire utilisé pour l’évaluation (annexe I), et ils concernent en outre la planification du programme, les modalités de sa mise en œuvre, l’adéquation du système de suivi et évaluation et des structures de reddition des comptes avec les éléments prédéfinis dans le Prodoc, l’appropriation nationale, la fonctionnalité des partenariats, les interactions et l’appui reçu de l’IRTSC.

### Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie adoptée pour l’évaluation a consisté en une approche mixte, visant à concilier une approche quantitative (afin d’optimiser la collecte d’informations vérifiables) et une approche qualitative. L’accent est cependant mis sur l’approche qualitative, en adhésion avec l’approche privilégiée d’une étude d’une gestion axée sur des résultats de développement (GARD) susmentionnée, et aussi en raison de la nature stratégique du programme, dont les résultats sont plus aisément analysables de manière qualitative.

L’évaluation a ainsi consisté à contraster le scenario de référence, les intentions du programme telles qu’elles apparaissant dans le Prodoc, les outils de planification, les rapports techniques et financiers, les plan d’interventions et les retombées effectives constatées sur le terrain auprès des parties prenantes (livrables et résultats).

La typologie des données peut être classifiée comme suit : une distinction est faite entre l’information primaire, l’information secondaire, et l’interprétation de celles-ci qui forme ainsi la base des conclusions et recommandations.

### Informations primaires

Cette information est relative aux données collectées par l’évaluatrice suite à des interactions directes avec les informateurs/parties prenantes. Ces informations font référence aux interprétations des processus et résultats, notamment les retombées des activités au niveau organisationnel et/ou individuel, ainsi que les connaissances, opinions et suggestions croyances qui ont pu être recueillies.

Les outils méthodologiques employés pour la collecte de l’information primaire inclut: des entretiens semi-structurés, des observations directes, des discussions en « focus groupes », des questionnaires écrits, et des visites de terrains.

### *Interactions avec les informateurs*

Les informateurs-clés pour la collecte de ces informations primaires incluent:

* L’équipe de gestion de projet (UGP)
* Les partenaires d'exécution dans les ministères concernés
* Les personnes associées au PAA dans le bureau pays du PNUD
* Les membres du comité de pilotage AAP et de l’unité d’adaptation
* Les agences partenaires responsables de l’exécution, mais également des agences non associées au programme qui auraient pu l’être
* Aux autres parties prenantes du projet, tels que les consultants sollicites pour les études.
* Les bénéficiaires du programme (société civile, étudiants, communautés locales)

### *Echantillonnage*

Les informateurs ont été sélectionnés sur la base de leur rôle dans le projet. Etant donnés les délais impartis pour la mission, les échantillons d’informateurs communautaires ont été identifiés sur la base d’une méthode d’échantillonnage pragmatique, souvent déterminée par la disponibilité des bénéficiaires.

Un total de 68 personnes ont été rencontrées au cours de discussions en groupes ou lors d’entretiens bilatéraux lors de la mission de terrain. Les informateurs qui n’ont pas pu être rencontrés sur le terrain ont été contactés à distance durant la période allant du 4 au 12 février 2013. La liste des personnes rencontrées se trouve dans l’annexe G.

### *Information primaire quantitative*

Venant enrichir les échanges qualitatifs susmentionnés, des questionnaires écrits interrogeant les parties prenantes sur leur degré de satisfaction par rapport à la manière dont les activités du programme ont été distribués et analysés. Un total de 21 personnes parmi les 50 sollicitées ont remplit le questionnaire partagé durant la mission d’évaluation. Cette base n’est statistiquement pas représentative mais donne un aperçu des perceptions des parties prenantes quant à la manière dont le projet a été géré. Les informateurs se sont dans ce questionnaires prononcés sur la gestion globale du projet, les résultats obtenus, le suivi et évaluation, le partage de l’information, la pertinence des partenariats, le développement des capacités, la durabilité des interventions et l’appropriation nationale du programme. Ces résultats sont partagés à travers le rapport.

### *Visites de terrain*

Cinq projets pilotes (dits « micro-projets ») ont été visités afin de constater sur le terrain les résultats de ces projets et de permettre un échange avec les partenaires de réalisation et les bénéficiaires.

### Informations secondaires

Les informations secondaires font référence à toute la littérature afférente au projet. Les documents ont principalement été collectés auprès de l’UGP, du PNUD et de l’IRTSC.

La revue documentaire a ainsi inclus tous les documents de planification, de reddition de compte, de suivi et évaluation, ainsi que les rapports techniques émanant des formations, les études/ rapports produits par des consultants. Un total de 96 ont été consultés pour les fins de l’évaluation, parmi un total de 141 documents sollicités (36 pièces n’étaient pas disponibles ou n’ont pu être mises à disposition et 7 n’existaient pas). Le détail des documents consultés est listé dans l’annexe H.

### Interprétation des données

L'interprétation des données fait référence à l’analyse des résultats, et repose sur une triangulation des résultats avérés constatés sur le terrain suite aux interactions avec les informateurs, avec les informations secondaires qui cadrent les intentions et résultats escomptés du programme.

L’interprétation des données est destinée à donner un sens aux résultats de l'évaluation en tissant une analyse reliant l'information émergeant de l'analyse quantitative, de l'analyse qualitative, des observations et de l’examen des documents. Elle vise ainsi à expliquer les succès, les réalisations, les insuffisances et les leçons apprises.

Les critères qui ont aiguillé l’évaluation du PAA-N sont les suivants :

* **La pertinence des activités,** qui permet d’examiner le bien-fondé de l'action au regard des objectifs et enjeux déterminés au départ. La pertinence de l’exercice de planification en lui-même est aussi un élément de l’évaluation. Ainsi il a s’agit d’examiner la pertinence vis-à-vis des politiques et stratégies nationales et au regard des besoins et des priorités du Niger en matière de changement climatique.
* **L’efficacité,** laquelle fait référenceau degré de réalisation des objectifs, y compris les éventuels effets non-attendus (effets positifs ou négatifs). L’efficacité a ainsi été définie en fonction du degré de réalisation des objectifs en tant que produits (approche quantitative), mais essentiellement aussi en fonction du degré de réalisation des résultats attendus (approche qualitative).
* **L'efficience** renvoie à la relation entre les ressources financières investies et les résultats obtenus en contrepartie. La question à se poser renvoie donc la mesure dans laquelle les ressources investies sont corrélés à des résultats probants. A ce niveau, cela suggère donc un rapprochement des résultats obtenus avec les sommes dépensées.
* **L'effet des activités** (que l’on préfèrera au terme d’impact, lequel renvoie à une vision)permet de juger les retombées de des actions à court et moyen terme. Les questions posées pour évaluer les effets des actions font par exemple référence à l’exploitation effective des données et études produites par le PAA par les parties prenantes, et la mesure selon laquelle celles-ci sont pérennes, soient intégrées à des plans ou politiques.

### Structure de l'évaluation

L’évaluation est structurée en trois parties principales ; il s’agit tout d’abord d’évaluer la qualité, l’efficacité et l’efficience du montage de projet (i). L’évaluation se consacre ensuite à une analyse et une interprétation des résultats du programme pour chacun des 5 résultats (ii). La gestion financière du programme et l’analyse des flux financiers fait l’objet de la troisièmes partie (iii). L’évaluation est conclue par les apprentissages et les recommandations (iv).

L’évaluation porte son attention sur les composantes majeures ci-après :

* La conception du projet : l’évaluation s’intéresse à la problématique abordée, l'approche proposée, la pertinence et la cohérence des éléments du cadre logique, les arrangements institutionnels, l’identification et l’implication des parties prenantes y compris les cibles du programme.
* La mise en œuvre du projet : il s’agira à ce niveau d’analyser l’utilisation des outils de gestion (programmations, cadre logique, etc.), l’adéquation aux procédures NIM, les mécanismes de communication et la participation des acteurs.
* La gestion et la coordination du projet : il s’agira ici d’apprécier la gestion adaptative, les partenariats, le choix et le recrutement des experts, les consultants et le personnel, les interactions avec la contrepartie nationale dans la définition des tâches et les responsabilités.
* Le suivi et l’évaluation (S&E) : l’objectif ici est non seulement d’évaluer l’adoption et l’utilisation effective des outils de S&E mais aussi d’évaluer la qualité des informations ressortant de ce système. La question phare ici est de savoir dans quelle mesure le S&E du PAA a permis une intégration interactive des informations liées à la mise en œuvre du programme, une capitalisation des apprentissages et une réponse corrective à tout problème constaté.
* Il s’ensuit ensuite une partie analytique qui examine chaque résultat du programme selon quatre axes principaux : i) produits, ii) résultats, iii) apprentissages, et iv) pérennité du projet pilote. Ces quatre axes d’analyse permettent de transcrire une discussion sur les aspects institutionnels des interventions, leur réelle valeur ajoutée, tout manquement à la réalisation des activités, les approches innovantes, tout en soulignant les défis, risques et opportunités liés à la mise en œuvre des activités. Cette grille d’analyse est adoptée pour chaque projet pilote et est conclue par des suggestions en matière d’axe de capitalisation des expériences.
* Analyse financière

L’étude est conclue par des recommandations sur des mesures concrètes à prendre par le management du PAA dans le contexte de la mise en œuvre de futurs projets NIM et par des recommandations sur les prochaines étapes constitutives d’un processus de capitalisation des apprentissages et les modalités opérationnelles pour utiliser au mieux les acquis du AAP dans le cadre d’autres programmes et projets.

### Limites de l’étude

La difficulté essentielle qui a affecté la conduite de l’évaluation fut la situation sécuritaire dans la région sahélienne. La visite de terrain qui s’est déroulée à Niamey est intervenue une semaine après que les troupes françaises et maliennes ont initié l’opération militaire Serval au Mali, pays frontalier avec le Niger. Le système de sécurité des Nations Unies, craignant un risque de contagion dans la sous-région, avait émis la forte recommandation de limiter tout déplacement dans les territoires hors de Niamey. Les visites de projets pilotes dans d’autres départements du Niger durent donc être annulées.

Cependant ces circonstances n’eurent qu’un effet négatif limité, dans la mesure où les échanges avec les équipes du PAA et du PANA ont permis d’extraire des informations importantes par rapport à ces projets. Aussi, cinq projets ont pu néanmoins être visités dans la commune de Niamey.

Il est également indéniable qu’une mission de courte durée (25 jours sur cinq semaines) ne saurait rendre compte des nuances essentielles et des acquis souvent tangibles plus difficilement quantifiables d’un programme qui a permis tant d’échanges interinstitutionnels et interpersonnels, et les limites de l’évaluation à cet égard sont d’emblée reconnues.

Si une évaluation peut rendre compte des renforcements quantifiables des capacités institutionnelles (équipements, mécanismes, partenariats), le renforcement du capital intellectuel associé à tout projet de renforcement des compétences techniques individuelles demeure souvent plus difficilement mesurables. Une difficulté additionnelle à cet égard et qui fut soulignée au court d’un entretien avec Monsieur le Représentant Résident du PNUD M. Fodé Ndiaye, est que le renforcement des capacités se mesure par rapport à un scenario de base. Le Prodoc n’a pas inclus des analyses institutionnelles permettant d’établir un scenario de base qui définirait l’état des compétences techniques tant individuelles qu’institutionnelles avant le démarrage du programme (2010 :8). Le Prodoc fait état des faiblesses institutionnelles et managériales à apporter une réponse adéquate aux problèmes. Toutefois ces références demeurent génériques et auraient dues être spécifiées au niveau de chaque institution clé. Une évaluation des compétences dans le changement climatiques des différentes institutions concernées et un état des lieux par exemple de l’infrastructure météorologique pour optimiser la génération de données climatiques auraient été essentiels.

Enfin, il convient de souligner que le PNUD a greffé plusieurs activités aux plans de travail annuels du PAA afin de rationaliser ses plans de travail. Les activités faisant l’objet du fonds TRAC n’ont pas été prises en compte dans l’évaluation, étant indépendantes de la mise en œuvre du PAA tout en les complétant. La section 4.4.3 traite des cofinancements du projet.

# 3. Le projet et son contexte de développement

### Contexte du programme

Si le Prodoc donne un aperçu du scenario de référence institutionnel et politique à l’époque de la conception du programme (2009/2010), il convient d’actualiser ces informations et de décrypter le paysage politique et institutionnel dans lequel le PAA s’est inscrit lors de sa réalisation et à la clôture du programme.

La Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) avait été élaborée en 2007 pour définir les grandes orientations de développement économique et social du Niger et venait supplanter la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) de l’époque (2002). Or le Niger connut une certaine instabilité politique au début de l’année 2010, marquée par un coup d’état (février 2010), lequel fut suivi d’élections générales en 2011 et l’avènement d’un nouveau président en mars 2011.

Le gouvernement nigérien a discontinu les travaux relatifs à la SDRP en 2011, alors que la mise en œuvre du PAA au Niger était à son acmé. Les travaux engagés pour intégrer le changement climatique à la SRDP furent ainsi avortés. A l’instar de la SDRP, la Présidence débuta l’élaboration du Programme de Développement économique et Social (PDES) 2012-2015. Au second trimestre 2011, le PAA-N initia des travaux visant à faciliter l’intégration de la dimension du changement climatique au PDES, par le biais notamment d’une politique nationale sur les changements climatiques (PNCC). En 2012, le Ministère du Plan, de l’aménagement du Territoire et du développement communautaire (MPATDC) fut ajouté comme cosignataire du PTA du PAA, tandis que la Primature (CNEDD) avait été pour les PTA 2010 et 2011 la seule agence gouvernementale signataire.

Les orientations stratégiques du Niger ont traditionnellement conféré au secteur rural le rôle de moteur de la croissance économique et du développement durable. Ce fut le cas à travers la Stratégie de Développement Rural adoptée en 2003 afin d’opérationnaliser la SRP dans le secteur rural, puis de la SDRP et présentement, à travers l’initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens) lancé en 2012. Si les orientations stratégiques du pays sont demeurées constantes à travers la transition politique, et orientées récemment vers la promotion du bien être, il n’en demeure pas moins vrai que la programmation des interventions a été affectée par de nouveaux cycles de projets. L’équipe du PAA a toutefois dû traverser une période de latence pour recevoir les lignées de ces nouvelles orientations nationales et s’assurer de la pertinence des interventions du programme. Les orientations du PAA ont ainsi été définies en 2009 par les axes de la DSRP, la stratégie de développement rurale définissant les priorités nationales en matière d’agriculture. Le PAA n’a pu influencer le PDES que de manière limitée, dans la mesure où ce document stratégique a été adopté au second semestre de l’année 2012.

Le CNEDD a élaboré un Plan National de l’Environnement pour un Développement durable (PNEDD) (élaboré en 1998, adopté en 2000) qui sert de cadre pour toutes les politiques relatives à ces thématiques et dont l’un des programmes porte sur les changements climatiques. Les contributions du PAA aux priorités nationales et à d’autres programmes de développement seront décrites dans la section 3.7.

### Durée du programme

Le Prodoc du PAA-N a été signé le 26 mars 2010 par la partie nationale et le 07 avril 2010 par le PNUD. L’atelier de lancement du PAA s’est tenu le 29 avril 2010 à Niamey, en la présence d’une centaine de personnes. Le PAA avait à l’origine été conçu comme un programme de deux ans (2010-2011), devant se clôturer le 31 décembre 2011. Or au cours de l’année 2011, de nombreux pays démarraient encore leurs activités, et le plaidoyer conjoint des parties nationales et de l’IRTSC firent concéder au Gouvernement Japonais une extension du programme d’une année, prorogeant la clôture du programme au 31 décembre 2012. Le PAA-N a ainsi donc été mis en œuvre sur une durée total de deux ans et huit mois.

### Défis auxquels le programme a cherché à répondre

Le Prodoc mentionne comme défis principaux au Niger l’incapacité du pays à faire face aux défis multisectoriels du changement climatique et le fait que les risques afférents aux changements climatiques et les mesures d’adaptation appropriées n’ont pas été intégrés dans la planification, la politique, les stratégies et la législation du Niger. Le Prodoc souligne combien cette absence de prise en compte de la variabilité et des changements climatiques dans le futur développement du Niger risque d’accroitre la vulnérabilité de populations déjà fragiles, notamment les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les éleveurs, les agriculteurs, les artisans et les commerçants (2010 :5). Le Prodoc souligne également que les initiatives d’adaptation en place sont fragmentées et limitées aux projets pilotes mettant l’accent sur des secteurs spécifiques, principalement agricole et de l’eau, ce qui augmente le risque de duplications, voire d’adaptation inefficace (2010 :8).

Le Prodoc indique que ces manquements sont en partie dûs à des évaluations et des informations insuffisantes sur les risques du changement climatique et les effets économiques associés pour permettre la formulation intégrée du CC aux politiques. Il existe qui plus est un décalage entre le format de rédaction des prévisions météorologiques et l’aptitude de l’audience cible à les interpréter. Le Prodoc fait aussi état des faiblesses du système d’alerte précoce (SAP) mis en place sous la primature, dont le rôle a traditionnellement été limité à la gestion des risques affectant la sécurité alimentaire.

Le Prodoc ne développe pas les défis inhérents à l’intégration de la variabilité et des changements climatiques dans les plans sectoriels et la planification sur le long terme ; les interactions avec les parties présentes au Niger ont permis d’identifier ces défis de manière plus nuancée, auxquels le PAA a aussi tâché de répondre :

* une insuffisance tant qualitative que quantitative des données climatiques permettant d’élaborer des scenarios prospectifs des impacts du changement climatique sur le long terme ainsi que définir des mesures d’adaptation dans les politiques sectorielles ;
* un manque d’échanges d’information et de données entre les institutions et agences détentrices ;
* Pour le SAP, les données répertoriées pour gérer le risque n’incluent pas les données biophysiques à la gestion du risque de catastrophes naturelles ;
* une coopération interministérielle encore limitée du fait de l’absence d’opérationnalisation des structures de concertation interministérielle mises en place.

### Objectifs et but du programme

Le Prodoc définit en ces termes les objectifs du PAA : « *Le projet AAP proposé vise à augmenter la capacité d’adaptation du Niger, améliorer la gestion des risques climatiques et renforcer la résilience au changement climatique, réduisant ainsi les risques que le changement climatique pose aux avantages du développement chèrement acquis*» (2010 :9).

Le Prodoc détaille les activités proposées pour remédier, à travers les 5 résultats du PAA – qui constituent 5 aires d’intervention – aux défis mentionnés ci-dessus. Chaque intervention décrite dans le Prodoc sera analysée au regard de ce qui a été planifié dans les plans de travail annuel et effectivement réalisé – voir section 3.9.

Le Prodoc précise que les secteurs prioritaires ciblés par le projet PAA sont l’agriculture, les ressources en eau, les forêts, la pêche, la santé et l’énergie.[[1]](#footnote-1)

### Montage de projet et composition de l’unité de gestion (UGP)

La composition mixte de l’UGP s’est avérée être une approche fonctionnelle et efficace pour la mise en œuvre du PAA-N. Les partenaires se sont entendus pour que l’UGP soit exclusivement domiciliée au CNEDD et que l’UGP soit dirigée par un fonctionnaire du CNEDD et les autres membres de l’UGP recrutés (en conformité avec ce qui est spécifié dans le Prodoc). Cette approche présente la garantie de renforcer les compétences des fonctionnaires du CNEDD tout en s’assurant que la mémoire institutionnelle du programme reste ancrée dans la partie nationale.

Le Prodoc fait état de programmes et partenaires stratégiques auxquels le PAA aurait du s’associer pour une mise en oeuvre du programme permettant des synergies et économies d’échelles. Les partenaires listés sont repris et l’évaluation en propose une analyse dans la section 4.2.

Une collaboration étroite avec le PNUD/FEM-Small Grant Progamme (SGP) sur l’Adaptation à Base Communautaire (ABC), avait originellement été envisagée notamment pour la mise en œuvre des projets pilotes sur le terrain. La revue-à–mi parcours (RMP) rapporte qu’un mémorandum d’accord avait été signé avec les PNUD/FEM (SGP), ce que le PNUD a confirmé, mais cette approche fut abandonnée.

Finalement, un partenariat fut entériné entre le PAA et le Programme d’Action National d’Adaptation au changement climatique (PANA) au Niger. Une concertation managériale au sein du CNEDD permit d’identifier les synergies et risques de duplications entre les programmes et les directeurs des deux projets se sont concertés de manière régulière pour une mise en œuvre conjointe optimale des interventions sur le terrain. Ce partenariat s’est notamment traduit par la décision de cibler la réalisation des micro-projets financés par le PAA dans les aires de vulnérabilité identifiées par le PANA. Les projets pilotes en question ont été identifiés et suivis par un comité conjoint PAA-PANA, bien qu’en réalité le suivi et l’évaluation de ces projets est essentiellement échue au PANA.

### Les parties prenantes principales

Le Prodoc liste l’ensemble des ministères et agences identifiés comme partie prenantes de la mise en œuvre du programme: le Ministère de l’Environnement et de la Lutte Contre la Désertification (ME/LCD); le Ministère de l’Hydraulique, de l’Environnement et de la Lutte Contre la Désertification (MHE/LCD) (ces deux ministères ont fusionne pour former le Ministère de l’Hydraulique et de l’Environnement) (MHE), le Ministère du Développement Agricole (MDA); le Ministère de l’Economie et des Finances (MEF); le Ministère du Tourisme et de l’Artisanat (MT/A); le Ministère de l’Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MAT/DC) *[renommé Ministère du Plan, de l’Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire];* le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre les Endémies (MSP/LCE); le Ministère des Mines et de l’Energie (MME) ; le Ministère de l’Urbanisme, de l’Habitat et du Cadastre (MUH/C), ainsi que la Direction de la Météorologie Nationale; l’Institut National des Recherches Agronomiques du Niger (INRAN) et l’ Institut International de Recherches sur les Cultures des Zones Tropicales Semi-arides (ICRISAT), et le centre régional AGRHYMET du CILSS.

Si toutes ces parties prenantes sont représentées dans le comité de pilotage à la base très élargie, le PAA a désigné comme partenaires de réalisation les entités suivantes : Le Secrétariat Exécutif de la Stratégie de développement rural (SE-SDR) ; le Ministère de l’Environnement et de la Lutte Contre la Désertification ; le ministère du développement agricole ; le Ministère de l’élevage et des industries animales ; le Ministère de l’hydraulique ; la Direction de la météorologie nationale ; la Commission Technique changements et Variabilité climatiques.

### Analyse des résultats globaux escomptés et obtenus

Les effets du Plan Cadre d’Assistance des Nations Unies au Niger (UNDAF) 2009-2013 poursuivis par le programme sont énoncés ci-après : « *D’ici 2013, les populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable des ressources naturelles et diversifient leurs sources de revenus*».

=> Les contributions immédiates du PAA à ces attentes du cadre UNDAF sont marginales ; les projets pilotes mis en oeuvre conjointement avec le PANA contribuent à ces objectifs de résilience, mais la portée de ces projets pilotes était à l’origine conçue de manière à informer les politiques. Le PAA a contribué à créer un terrain fertile à l’intégration de mesures d’adaptation et des bonnes pratiques identifiées dans les politiques nationales et les plans sectoriels, mais l’opérationnalisation des études générées manque encore.

Les effets poursuivis par le PAA dans le cadre du Programme Pays 2009-2013 sont les suivants : «*les populations participent à la préservation durable de l’environnement et des ressources naturelles, y compris l’eau*».

Les effets poursuivis par le PAA dans le cadre des résultats attendus du CPAP 2009-2013 sont les suivants :

1. Un appui technique est apporté aux institutions nationales en charge des changements climatiques dans la formulation et la mise en œuvre du plan d’action post-Copenhague.

=> Les activités ponctuelles liées au plan d’action post-Copenhague ont essentiellement été financées par le fonds TRAC du PNUD. Le CNEDD et les institutions clés ont reçu un appui soutenu du PAA en termes d’appuis techniques, et de par la multitude de formations de qualité organisées. Les formations ont bénéficié à de nombreuses parties prenantes, y compris une strate émergente de jeunes chercheurs et étudiants qui constitueront une expertise de relève au sein institutions nationales en charge des changements climatiques au Niger.

1. Les institutions nationales sont soutenues dans la mise en œuvre de la composante Niger du Programme Africain d’Adaptation aux Changements Climatiques ;

=> Les institutions nationales ont été soutenues dans la mise en œuvre du PAA à tous les niveaux : appui technique, apport d’équipements, etc. selon la procédure NIM.

1. Les institutions nationales sont soutenues dans la mise en œuvre du projet résilience du système agricole face aux changements climatiques au Niger (excepte pour le PTA 2012)

=> Le PAA a fait l’objet d’une mise en œuvre conjointe avec le PANA. Le CTP finance par le PAA a été mis a disposition du PANA et a beaucoup appuyé certaines de ses activités, notamment l’ICC dans les PDC. Cet appui a aussi donne lieu a des subventions croisées d’équipements qui ne constituent pas une bonne pratique.

Une lecture des résultats attendus du CPAP 2009-2013 souligne combien le PAA a avant tout été considéré comme un programme de renforcement des institutions nationales. La mise en œuvre conjointe du PAA avec le PANA tient également lieu de priorité stratégique.

Or il sied de rappeler que, comme souligné dans la partie 3.1.1, le contexte politique changeant du Niger sur la période de réalisation du PAA s’est traduit par une reformulation des stratégies de développement du pays. Ainsi, les Plans de travail annuel (PTA) de 2010 et de 2011 sont expressément articulés avec la Stratégie de développement rural (SDR) et le plan stratégique du PNUD (CPD 2009-2013). Le PTA 2012 est en revanche articulé avec la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPG): « La promotion d’une économie de croissance et de développement durable », ce qui s’est traduit principalement par la formulation d’une politique nationale de changement climatique (PNCC) devant dans un premier temps faciliter l’intégration du changement climatique (ICC) dans les politiques et stratégies sectorielles. Le PAA a aussi à cet égard appuyé l’ICC dans le PDES.

Le premier effet des objectifs visés par le CPAP 2009-2013 relatif à la mise en œuvre du plan d’action post Copenhague sous étend un appui aux négociations. Le résultat 7 du PTA (2012) du PAA inclut « Les institutions nationales sont soutenues dans le cadre du suivi de la CCNUCC », avec les activités suivantes : « appui au fonctionnement des commissions techniques changement et variabilité climatique et environnement urbain & cadre de vie » et « Appui a la participation du Niger aux conférences internationales sur le changement climatique/Développement Durable » qui ont été financées par le fond TRAC. Le PAA n’avait pas pour objectif de contribuer à ce résultat malgré l’institution de ce résultat dans la programmation du PAA.

Notons aussi que plans de travail annuels 2010, 2011 et 2012, qui constituent les outils de programmation des activités et de mise à jour du Prodoc , mentionnent comme groupes cibles « les communautés locales des villages sites (des projets pilotes), les services techniques décentralises et les communes ». Or si ultimement les activités du PAA visent en effet à améliorer les conditions de vie et la résilience au niveau communautaire, les orientations stratégies premières demeurent le renforcement des capacités des institutions nationales. Les populations locales ne seront touchées de manière significative par les projets pilotes que lorsque celles-ci se seront traduites par une systématisation des pratiques testées à travers par exemple une politique nationale promouvant et appuyant ces mesures d’adaptation. Ceci est un aspect qui sera détaillé davantage lors de l’analyse du résultat 3.

### L’efficacité et l’efficience des activités du projet

Cette section se concentre essentiellement sur un inventaire des activités du projet par rapport aux produits qui ont été livrés, et ce au regard des activités et produits qui étaient attendus. L’annexe A détaille chaque livrable, les activités menant à ce livrable, les obstacles à la réalisation des activités, tout remaniement des activités, et la conformité des activités conduites et des livrables obtenus par rapport aux attentes de la planification.

Pour les fins du rapport, l’inventaire des activités et produits par résultat est listé ci-dessous.

##### R 1.1 Des outils d’aide à la décision sur les mesures d'adaptation des secteurs clés sont disponibles

L’ensemble des études produites sous le résultat 1 et servant d’outils d’aide à la décision ont été amalgamées dans le tableau ci-dessous. On compte un total de quatorze études comme produits du résultat 1.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Revue et la Compilation des Leçons Tirées des Projets Passés et en Cours en Matière d’Adaptation aux Changements Climatiques au Niger | Mr Ahmed Oumarou, 11 septembre 2010 |
| 2 | Exercice d’Inventaire pour l’Auto – Evaluation de la Seconde Communication Nationale du Niger sur les Changements Climatiques | Daouda Mamadou, décembre 2010 |
| 3 | Elaboration du Document de projet de la Troisième Communication Nationale du Niger au Titre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques | Mr Garba Goudou Dieudonné, avril 2011 |
| 4 | Scenarios de changements climatiques sur le Niger | Ibrah Seidou Sanda, Seidou Ousmane, Yhaya Nazoumou, Moussa Mouhaimouni  Décembre 2011 |
| 6 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur agricole | Amoukou A. Ibrahi  Décembre 2011 |
| 7 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur des ressources en eau | Décembre 2011 |
| 8 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de l’vêlage | Décembre 2011 |
| 9 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de l’énergie et des transports | Décembre 2011 |
| 10 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur forestier | Décembre 2011 |
| 11 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de pêche et de la faune | Décembre 2011 |
| 112 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de la sante | Dr GUERO Maimouna HALIDOU DOUDOU, Décembre 2011 |
| 13 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur des zones humides | Décembre 2011 |
| 14 | Evaluation des Impacts Liés aux Changements Climatiques pour les Secteurs Clés du Développement Economique et Social du Niger (synthèse) | Dr Nazoumou Yahaya, Octobre 2010 |

##### R 1.2 Décideurs et cadres en charge de la planification au sein des ministères techniques sont formés prise en compte de la dimension changement climatique dans les programmes et plans nationaux, régionaux ou locaux

Les ateliers visant à former les décideurs sur l’exploitation du modèle climatique n’ont pas été tenus. Les formations et ateliers conduits à l’instar sous le résultat 1 pour former les décideurs et cadres ont été amalgamés dans le tableau ci-dessous.

On compte un total de cinq formations ou ateliers réalisées par le PAA dans le cadre de ce sous-résultat. Parmi ces ateliers, une formation gérée par l’IRTSC n’était à l’origine pas programmés et ont été incorporés au PTA 2012 suite a la RMP.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Formation IRTSC sur l’analyse des données en matière de climat et de changement climatique dans la gestion des ressources en eau  . | Atelier conduit par M. Salack – appui IRTSC  Niamey, du 20 au 24 septembre 2012  Rapport de l’atelier rédigé par le Dr Nazoumou Yahaya, M. Bako Yacouba, M. Lawali Mallam Karami, M. Rouscoua Boubacar Participation de 26 personnes |
| 2 | Formation IRTSC sur les données et modèles climatiques | Atelier organisé par l’IRTSC à Accra, Ghana, 2011. Participation de 2 consultants PAA qui ont élaboré l’étude de modélisation. |
| 3 | Renforcement des capacités de chercheurs juniors en environnement et adaptions aux cc | Rapport de formation conduite par Sithou Rani Abdoul Moumouni |
| 4 | Atelier de formation des techniciens en charge de la planification des ministères clés. | Kollo, 13-14 aout 2012  Participation de 24 personnes |
| 5 | Validation de la Formation des techniciens sur l’utilisation des outils/modèles et participants | 14015 juin 2012  Rapport de l’atelier  Participation de 35 personnes |

Comme souligné dans les sections précédentes, le PAA a constitué un programme de renforcement des capacités globales et des ressources du PAA ont été mises à disposition d’autres programmes. Tel fut le cas du Conseiller technique principal recruté par le PNUD dans le cadre du PAA (contrat mi 2010- juin 2012), dont l’expertise fut mise à disposition pour le CNEDD et pour la mise en oeuvre du PANA-résilience. Le CTP a formé une dizaine d’étudiants sur les questions de l’ICC sur une durée de dix mois. Six parmi les dix « chercheurs juniors » ont activement suivi les formations, qui ont été supplémentées par des modules en fin de semaine (dits « école du samedi »). Les six chercheurs en question ont par la suite été intégrés aux équipes d’appui conseil pour l’ICC dans les Plans de développement Communaux (PDC). L’élaboration de huit PDC dans les communes d’intervention constitue une des activités du PANA. Les quatre premiers PDC ont été validées et les chercheurs y ont œuvrés sous la supervision du CTP. Les 8 PDC ont désormais été validés et le PAA a certainement contribué au développement de l’expertise requise pour ce processus.

Les produits et activités réalisées suite aux interventions du CTP, même si elles servent la mise en œuvre du PANA, sont donc soulignées ici.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Méthodologie d’analyse de la vulnérabilité et d’intégration de la dimension CC dans les PDC et politiques sectorielles | Rapport de M. Ganta, décembre 2011  Méthodologie validée  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 2 | Méthodologie de l‘ICC dans les PDC et dans la planification sectorielle | Rapport d’atelier par M. Ganta, 2 avril 2012  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |

Les formations et ateliers de validation ayant abouti à ces produits sont les suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Atelier de formation sur l’ICC du CC dans le plan de développement communal | Rapport par M. Ganta, 10 décembre 2011  12 personnes puis 18 personnes au  2eme atelier  3 rapports hebdomadaires  Produit : création le 31 oct 2011 d ‘une cellule technique d’ICC au CNEDD  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 2 | Atelier de validation du cadre méthodologique d’élaboration de schéma d’aménagement du territoire (SRAT) | Facilité par M. Ganta, octobre 2011  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 3 | ICC dans le schéma d’aménagement du territoire de Maradi | Atelier tenu le 20 octobre 2011  Participation de 12 personnes  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 4 | Prise en compte des CC dans la SDR | TdRs rédigés par M. Ganta, aout 2011  Atelier tenu à Kollo, 2 février 2012  Rapport par M. Garba Abdou Aboubacary,  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 5 | Méthodologie d’analyse de la vulnérabilité et d’intégration de la dimension CC dans les PDC et politiques sectorielles | Rapport de M. Ganta, décembre 2011  Méthodologie validée  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 6 | Méthodologie de l‘ICC dans les PDC et dans la planification sectorielle | Rapport d’atelier par M. Ganta, 2 avril 2012  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 7 | Formation Lucop et CNEDD | *Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* Formation ICC Daouda Diallo, AEDD/Mali,  Septembre 2011 (source : rapport final du CTP M. Ganta)  26 participants dont 2 membres du personnel du CNEDD (Rouscoua Boubacar et Mamoudou Idrissa), et le CTP  8 plans communaux révisés |
| 8 | Atelier de renforcement des capacités sur l’ICC | Ganta décembre 2011  Audience : CNEDS & étudiants  20 personnes  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 9 | Atelier de renforcement des capacités sur l’ICC | Rapport de M. Ganta, atelier réalisé avec assistants de formation mars 2012  9 personnes  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |
| 10 | Renforcement des capacités de SDR, SDRP et DGAT pour l’ICC dans les politiques sectorielles | Rapport de M. Ganta,  Plan de formation  *\* Activité PANA-résilience avec apport d’expertise par le PAA* |

##### R 1.3 Des agents du SAP sont formés sur la collecte et la gestion de données sur les risques climatiques

Les activités et produits liés à ce résultat sont listés ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Etude pour une meilleure prise en charge des risques majeurs liés aux changements climatiques par le Système d’Alerte Précoce (SAP) du Niger | Sahel Alternatives Development-Consult  [sadec\_niger@yahoo.fr](mailto:sadec_niger@yahoo.fr) |
| 2 | Validation de l’étude pour une meilleure prise en charge des risques majeurs liés aux changements climatiques par le Système d’Alerte Précoce (SAP) du Niger | Etude validée |

Les activités prévues sous le résultat 1 qui ont été programmées mais non réalisées sont les suivantes (voir le cadre des activités et produits du PAA dans l’annexe A pour plus de détails sur la reprogrammation) :

* Formation des décideurs sur l’utilisation de l’outils/modèles;
* Information des décideurs sur les résultats des outils/opportunités de financement
* Etablissement d’une base de donnée SAP AAP

##### Résultat 2 : Des capacités de leadership et des cadres institutionnels pour gérer de manière intégrée les risques climatiques et les opportunités aux niveaux local, régional et national sont renforcés.

L’ensemble des études produites sous le résultat 2 relatives au renforcement des cadres institutionnels ont été amalgamées dans le tableau ci-dessous. On compte un total de douze études comme produits du résultat 1.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’agriculture au changement climatique | Souley Mahamadou  Octobre 2011 |
| 2 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’eau au changement climatique | Par MAGAGI Yacouba, Septembre 2011 |
| 3 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’élevage au changement climatique | Dr DINA TANKARI [tankaridina@yahoo.fr](mailto:tankaridina@yahoo.fr)  Bureau d’Etude en Ingénierie et en Environnement |
| 4 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’énergie et des transports au changement climatique | SANI Ibrahim, [ibrahimdak@yahoo.fr](mailto:ibrahimdak@yahoo.fr), Octobre 2011 |
| 5 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur forestier au changement climatique | HASSANE DJIBO  Novembre 2011 |
| 6 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de la pêche et de la faune au changement climatique | LAOUALI HAMISSOU  Octobre 2011 |
| 7 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de la sante au changement climatique | DR ISSA BAARE Ibrahim  [ibaares@yahoo.fr](mailto:ibaares@yahoo.fr)  Bureau d’Etude en Ingénierie et en Environnement  Octobre, 2011 |
| 8 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur des zones humides au changement climatique | Abdoulaye MAIZAMA, DESS/AGRN [maizama@yahoo.fr](mailto:maizama@yahoo.fr)  Novembre 2011 |
| 9 | Etude sur l’analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation dans les secteurs-clés de la foresterie, pèche, faune, agriculture et élevage (synthèse). | Bureau d’étude en ingénierie pour l’environnement, décembre 2011 |
| 10 | Etude pour l’évaluation des besoins en renforcement des capacités des parties prenantes des secteurs clés | Aout 2011- Mr Abba Mallam Boukar |
| 11 | Note de positionnement des parlementaires | Voir [www.iavs.org](http://www.iavs.org) |
| 12 | Appuyer la recherche en termes de vulgarisation | Janvier 2011 (rapport provisoire) – Auteur : SIDO Y. Amir |

Les formations, ateliers et réunions réalisées dans le cadre du résultat 2 ont eu pour objectif de promouvoir la cohésion interinstitutionnelle. On peut nommer les évènements suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Tenue d’une session du CNEDD | Nombre de participants et rapports non communiqués pour l‘évaluation |
| 2 | Formation des parlementaires a l’intégration des changements climatiques dans les Politiques et Stratégies Nationales | Ouagadougou/ Burkina-Faso  Participation de 3 personnes: Sani MaÏgochi ; Amadou Sala; Djiabiri  Participation de 5 personnes a l’atelier de Niamey |
| 3 | Formation des membres du réseau des parlementaires sur l’adaptation au CC et le développement durable | Rapport de formation  5-10 aout 2011  PPT Animé par M. Ganta et M. Maazou Kamaye  Nombre de participants non communiqué |
| 4 | Validation de étude sur l’analyse du cadre institutionnel | Date et nombre de participants non communiqués |
| 5 | Réunion de la présentation de la SDR aux conseillers/cadres du CNEED | M. Saadou, 10 nov 2011  Nombre de participants non communiqué |
| 6 | 3 reunions de concertation avec les partenaires | Dates, rapports et nombre de participants non communiqués  Création d’un cadre de concertation entre les projets CC |
| 7 | Atelier d’appui a l’élaboration du PAC-RC | Dates, rapports et nombre de participants non communiqués |

Les équipements physiques acquis avec les fonds PAA relatifs pour renforcer les capacités physiques des parties prenantes sont listés dans l’annexe D.

D’autres activités de renforcement des capacités globales des parties prenantes et notamment de l’UGP et de l’UA ont été organisées à l’initiative notamment du PNUD (fonds TRAC), afin d’appuyer la mise en œuvre du PAA. Les sources de financement de ces activités ne viennent pas du PAA mais il convient de souligner le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du PAA :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Initiation aux procédures NEX | Public : UA & UGP  2012, Fonds TRAC |
| 2 | Atelier de formation sur la Gestion Axée sur les résultats (GAR) | Atelier de formation tenu à Kollo, du 02 octobre au 05 octobre 2010  Participation de 20 personnes Public visé : cadres du CNEDD et de l’unité d’Adaptation - Fonds TRAC |
| 3 | Renforcement des capacités en anglais technique au profit des négociateurs du Niger sur le CC | TdRs rédigés par M. Ganta 6 janvier 2012  Contribution PAA (via le CTP) |
| 4 | Formation a l’utilisation du logiciel comptable | Public cible : toutes les UGP, y compris  Fonds TRAC |

L’activité prévue sousle résultat 2 qui a été programmée mais non réalisée est la suivante :

* Relecture des cadres de référence en matière de CC

##### Résultat 3 : des politiques et des mesures de résilience climatique sont mises en œuvre dans les secteurs prioritaires.

Le résultat 3 inclut tous les projets pilotes, dits “micro-pilotes” qui ont été réalisés de pair avec le PANA.

Le PAA a financé un total de dix-sept micro-projets qui ont été mis en œuvre conjointement avec le PANA-résilience agricole. Ces projets ont ainsi été déployés dans les zones de vulnérabilité identifiées par le PANA. Trois micro-projets additionnels axés sur les énergies renouvelables ont été mis en œuvre et fiancés par le PAA, mais ceux-ci n’ont pas été associés au PANA.

Le détail des produits émanant de ces micro-projets est listé dans le cadre des produits et résultats des micro-projets dans la section 3.9 ci-dessous.

Un produit additionnel généré sous le résultat 3 concerne :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Film documentaire sur le PAA | 2012 |
| 2 | Avant-projet de document de politique national en matière de changements climatiques (PNCC) | Mr Aminou Tassiou  Mai 2012 |

L’activités prévues sous le résultat 3 qui a été programmée mais non réalisée est la suivante :

* Relecture des cadres de référence en matière de CC

##### Résultat 4 : Des options de financement pour faire face aux coûts de l’adaptation nationale sont étendues aux niveaux local, national et régional.

Les activités relatives au résultat 4 consistent essentiellement en deux formations. Le résultat 4 ne s’est pas traduit par des livrables exploitables post facto.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Atelier de formation sur l’élaboration de Projets en Adaptation Climatique et en Mobilisation de Financements Innovants | Atelier tenu à Kollo  21-23 juin 2012  Participation : 24 personnes |
| 2 | Atelier de renforcement de capacités des Institutions de Planification et Financières à mobiliser des Fonds Innovants aux Fins d’Adaptation au Changement Climatique | Atelier tenu à Niamey  26 au 28 juin 2012  Public : UA et banquiers  Participation : 30 personnes |

Les activités prévues sous le résultat 4 qui ont été programmées mais non réalisées sont les suivantes :

* Identification /étude des instruments et mécanismes financiers appropriés
* Etude de la faisabilité de mettre en place une assurance climatique

##### Résultat 5 : Les connaissances visant à ajuster les processus de développement national pour intégrer pleinement les risques liés au changement climatique et les opportunités sont produites et partagées à tous les niveaux.

Les produits émanant du résultat 5 sur la génération et la diffusion des informations et connaissances à tous les niveaux ont été amalgamés dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Rapport de l’étude sur les outils et supports de communication pour une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et l’adaptation | Janvier 2011- Abdoulaye Djibo |
| 2 | Elaboration d’une Stratégie de communication sur les Questions de Changements et Variabilité Climatiques et de l’Adaptation | Mr Abdoulaye Djibo, avril 2011 |
| 3 | Modules sur l’adaptation et la gestion des risques climatiques à introduire dans les cours du cycle de base 1 | Mme Djibrilla Safia Moustapha  Janvier 2011 |
| 4 | Modules sur l’adaptation aux CC à introduire dans les cycles de base II et moyen | Mme Traoré Aïssata Ali Mamadou Janvier 2011 |
| 5 | 4 lettres d’informations du CNEDD | Coordonnées par la chargée de communication du CNEDD |

De nombreuses sessions de formation sur le changement climatique et l’intégration du changement climatique (ICC) dans la planification se sont tenues. Ces formations sont mentionnées dans le tableau ci-dessous au niveau des activités de sensibilisation du PAA ; beaucoup de ces formations ne s’inscrivent pas nécessairement dans la planification du PAA et sont le produit des activités de formations initiées par le Conseiller Technique Principal (CTP) recruté par le PAA.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Initiation à la Gestion des Connaissances | Atelier organisé par l’IRTSC, tenu a Maputo, 2012  Participation de 2 personnes PAA-N : DR Kamayé Maâzou, Conseil National changement climatique ; Rouscoua Boubacar, Expert Suivi/Evaluation AAP |
| 2 | Prise en compte de la composante Communication dans les Programmes de développement | Formation tenue à Nairobi, Kenya, 2012  Participation de M, Sani Boubacar, Journaliste ;  Rouscoua Boubacar, Expert Suivi/ Evaluation AAP |
| 3 | Appui Technique à l’Université Abdou Moumouni et les autres institutions de formation pour l’Introduction des Questions de Changements Climatiques dans les Programmes d’Enseignement et de Formation | Dr Mahamadou Adamou Moustapha  Février 2011 |
| 4 | Formation AAP pour les journalistes du Niger | Atelier organisé à Niamey avec l’appui de l’IRTSC. L’UGP n’a pas été associée à cette activité. |
| 5 | Formation Teamworks : rapport et participation | Atelier organisé à Niamey avec l’appui de l’IRTSC. Nombre de personnes non communique. |
| 8 | Formation sur les CC pour la FAO | Formation conjointe PNUD-UGP avec l’appui du CTP. Public ciblé : FAO  4 octobre 2011 |
| 9 | Formation sur les CC | 27 octobre 2011  Public ciblé : nations unies  11 personnes |
| 14 | Atelier de formation et de renforcement des capacités sur l’intégration du Genre dans les Politiques et Programmes d’Adaptation aux Changements Climatique | Niamey, du 02 au 04 juillet 2012  Participation de 36 personnes |
| 15 | Atelier sur la formation des journalistes nigériens sur le CC | Atelier financé par la cellule des medias du PAA, sans concertation avec l’UGP.  Niamey 20-22 février 2012  Participation de 20 personnes |

L’activité prévue sous le résultat 5 qui a été programmée mais non réalisée est la suivante :

* Création d’une plateforme de connaissances

### Progrès dans la réalisation des résultats

Cette partie consiste à passer en revue les résultats du PAA, analysés par rapport aux produits obtenus. Chaque résultat est intitulé selon le cadre global du PAA, puis chaque résultat est analysé selon le cadre des sous-résultats attendus par le PPA-N dans le cadre de sa planification annuelle. Cette section analyse dans quelle mesure les résultats ont été ou non obtenus et souligne les opportunités et éléments manquants pour chaque résultat. Voir l’annexe C pour le détail des résultats obtenus. Les recommandations émanant de cette analyse par résultat est reportée à la section 6 du rapport.

##### Résumé de l’analyse des produits et résultats du résultat 1 : Des mécanismes de planification dynamiques à long terme pour gérer les incertitudes inhérentes au changement climatique sont introduits.

Le PAA-N a désagrégé les attentes de ces résultats en trois sous-résultats, analysés ci-dessous.

##### R 1.1 Des outils d’aide à la décision sur les mesures d'adaptation des secteurs clés sont disponibles

##### Données et outils d’aide à la décision

Les attentes de ce sous-résultat ont globalement été satisfaites, mais il est important de nuancer ces acquis. Un capital d’évaluation de la vulnérabilité aux impacts climatiques a été développé via les huit études sectorielles réalisées, rendant les parties prenantes plus aptes à déterminer des mesures appropriées d’adaptation et de gestion de risque climatique. Ces études d’impacts ont été développées conjointement à l’élaboration de scenarios de précipitations et de températures à l’horizon 2050 au niveau des neuf principales stations synoptiques du pays que sont Agadez, Birni n’Konni, Gaya, Mainé Soroa, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéry, Zinder.

Cette étude climatique constitue une avancée certaine pour la planification prospective au Niger. Deux modèles climatiques globaux avaient auparavant été réalisés pour le Niger dans le cadre de la seconde communication nationale du Niger. L’étude de scenario réalisée par le PAA est une première car elle fait recours à d'une dizaine de modèles régionaux qui ont une plus grande résolution spatiale que les modèles globaux. Les difficultés et limites inhérentes à l’élaboration de ce modèle climatique sont décrites dans le tableau global venant conclure cette section.

Si la production de ces études constitue une base de référence pour la planification à long terme et l’identification globale des exigences d’adaptation des évaluations de risque sociales, économiques et environnementales, elle ne s’est pas traduite par l’élaboration d’outils de planification à proprement parler. La mutation d’études ponctuelles en outils de planification permanents requiert le développement de capacités techniques en interne des structures gouvernementales à même d’exploiter les données et de générer des données en continu. Le Prodoc avait originellement conceptualisé l’UA comme une entité d’experts qui serait pérenne et permettrait l’accès constant à l’expertise développée, or nous verrons que le rôle de l’UA est resté modeste par rapport aux attributions originellement envisagées (voir résultat 2 ci-après). Il apparaît que l’expertise requise pour la modélisation demeure l’apanage des consultants recrutés pour cette tache.

La capitalisation des progrès réalisés sous ce résultat demeure compromise par un manque de partage d’information attribuable à l’absence d’un système et d’un protocole de partage de l’information générée. Le PAA a facilité l’acquisition de certaines données auprès de la Direction Nationale de la météorologie (DGM) pour l’étude de modélisation ; en d’autres termes, ces données ont été achetées auprès de la DMN, une entité bénéficiaire du PAA. Il est paradoxal que la DMN n’ait pas mis ces données à disposition gratuitement pour les bénéfices d’une étude devant contribuer aux efforts de développement du Niger à l’échelle nationale[[2]](#footnote-2). Par ailleurs, les données climatiques générées pour l’étude de scenarios sont disponibles auprès du consultant et du CNEDD, mais celles-ci devraient être dans le domaine public et pouvoir être exploitables par les corps académique et scientifique pour un appui à la décision via un système cohérent et centralisé. Il en va de même pour toutes les études et ressources générées par le PAA et tout autre programme exécuté par le CNEDD.

##### Equipement pour les données et informations climatiques

Le PAA-N n’a pas répondu aux attentes concernant l’acquisition des équipements pour la collecte et la gestion des données et informations climatiques.

Un serveur a été acquis en décembre 2011 à l’initiative du CTP, avec pour ambition d’en faire un système central de gestion des données polymorphes (données socio-économiques, données climatiques, données institutionnelles). A l’heure de l’évaluation, le serveur n’était pas exploité. Une visite d’appui de l’IRTSC visant à former le PAA-N sur l’utilisation du serveur a été organisée en septembre 2012 et a permis d’établir que le serveur en question n’était pas un serveur de haute performance (HPC) comme attendu mais un simple serveur de gestion de données. Ce malentendu est attribuable à un manque de communication entre l’UGP et l’IRTSC. La visite de l’expert IRTSC ne s’est donc pas traduite par la formation attendue. Les TdRs préparés par le CTP avaient prévu que des étudiants soient formés à son utilisation mais cette approche n’a pas abouti non p lus.

Il aurait été essentiel que la DNM soit associée à cette initiative, dans la mesure où la gestion et la génération de données climatiques ressort de ses prérogatives. Il est ressorti des entretiens conduits avec le Directeur de la météorologie et le point focal du PAA pour la météo (aussi membre de l’UA) qu’ils n’avaient pas eu connaissance de l’acquisition de ce serveur.

L’acquisition des équipements requis pour le déploiement de l’architecture d’information telle qu’envisagée par la composante régionale sur les données et informations climatiques (DIMC) avait en outre fait l’objet d’une concertation entre la DMN et l’expert DIMC (éléments qui en outre ne sont pas mentionnés dans le Prodoc). Il apparaît que ces recommandations n’ont pas été suivies par les partenaires. Il est important de rappeler ici la vocation initiale de l’intervention régionale du PAA sous le résultat 1 : il s’agissait de faciliter l’achat des équipements[[3]](#footnote-3) qui permettraient le déploiement d’une infrastructure de collecte et de gestion des données d’observation, d’interpolation et de modélisation qui sont ouvertes et disponibles grattement et surtout de créer les conditions favorables à une contribution du Niger à la génération de ces données et d’explorer la possibilité d’y contribuer, permettant ainsi une réelle appropriation de cette thématique à l’échelle nationale. Les prochaines programmations devront intervenir sur ces aspects d’équipements et de formations.

L’acquisition et la non utilisation du serveur acquis à travers le PAA sont d’autant plus préoccupantes que le Programme PANA résilience, mis en œuvre conjointement avec le PAA, a également fait l’acquisition d’un serveur, lequel était également non opérationnel à cause du manque du système d’exploitation (source : Revue à mi parcours du PANA, juin 2012). De telles duplications devraient être évitées du fait de cette mise en œuvre conjointe de programmes.

##### Système de collecte et de gestion des donnes climatiques et partenariats

De manière générale, le Niger souffre d’un besoin critique d’un système centralisé et en réseau des informations liées au changement climatique. Une revue documentaire et divers entretiens (avec Agryhmet, avec la Banque Mondiale) ont fait état de l’absence de système de gestion de l’information disponible en ligne au Niger. Six ministères ont des données sectorielles informatisées mais celles-ci ne sont pas accessibles en ligne. L’agence interétatique du Bassin du Niger est une des rares agence disposant de données exploitées (sous la tutelle du Ministère de l’environnement et de l’hydraulique). L’Agryhmet détient des données reçues de la DMN mais son rôle n’est pas de mettre ces informations a disposition.

Un manque de coopération interinstitutionnel accentue ces difficultés et le CNEDD devrait jouer un rôle central de coordination et de mise à disposition, en concertation et en collaboration avec la DMN et le système SAP, des données en question. A défaut de recruter les ressources humaines requises, le CNEDD devrait entériner un accord avec la direction de la météorologie pour s’assurer d’une exploitation immédiate du serveur.

L’absence de partenariats engagés pour la réalisation de ce résultat – notamment avec l’Agryhmet[[4]](#footnote-4), le secteur universitaire, le programme Gestion du risque climatique (GRC) de l’unité Prévention crise et relèvement (PCR/PNUD) est une faiblesse du programme au niveau du résultat 1.

##### Renforcement des capacités

Les parties prenantes ont souligné combien le renforcement des capacités en matière de collecte des données et informations météorologiques, climatologiques et biophysiques qui sont essentielles pour l’évaluation des impacts des changements climatiques sur les secteurs clés du développement économique et social n’avaient pas été suffisamment pris en compte dans la planification des activités du programme.

L’IRTSC a appuyé l’UGP en organisant une formation sur les outils informatiques climatiques ouvertement disponibles en ligne. Cette formation a été fort bénéfique pour les participants et a aussi permis à l’expert intervenant sur cette formation d’évaluer le niveau de compétences existantes sur les données et informations climatiques. La conduite de l’atelier a révélé un niveau très faible des participants par rapport à la moyenne des autres pays du PAA dans des ateliers similaires (notamment en matière de gestion des outils informatiques). Ceci permet d’établir un diagnostic des besoins en formation critiques pour la pérennisation de futures programmations sur cette thématique.

Les parties prenantes ont aussi exprimé le regret que le résultat 1 n’ait pas permis de solliciter la visite d’un expert international qui serait venu appuyer les experts nationaux sur une certaine durée. Le PAA-N n’a pas réellement eu l’opportunité de capitaliser sur les bonnes pratiques internationales.

##### R 1.2 Décideurs et cadres en charge de la planification au sein des ministères techniques sont formés pour une prise en compte de la dimension changement climatique dans les programmes et plans nationaux, régionaux ou locaux

De manière générale, la capacité technique des cadres du CNEDD, de l’UA (ressortant des ministères et institutions d’Etat) et des cadres en charge de la planification, a été accrue.

Cependant les études susmentionnées doivent encore être assimilées et opérationnalisées par les administrations concernées. L’exploitation effective et imminente de ce capital se fera notamment à travers la Troisième Communication Nationale (TCN). Les études PAA appuieront notamment le volet de la TCN concernant « la mise à jour de l’évaluation de la Vulnérabilité et de l’Adaptation (V&A) aux changements climatiques dans les secteurs suivants: Agriculture, Elevage, Ressources en Eau, Foresterie et Santé ».

L’élaboration de la PNCC incorpore également les éléments de ces études et les étude d’impact sectorielles ont été mises à disposition du comite de travail charge de l’environnement et du CC pour l’élaboration du PDES. Les références du PDES à la vulnérabilité et à la variabilité climatiques restent minimales (voir la section 3.7 sur les contributions du PAA aux priorités nationales).

La contribution du PAA à la formation d’une « expertise de relève » constitue une valeur ajoutée certaine. Comme mentionné, le CTP a formé une dizaine d’étudiants sur les questions de l’ICC sur une durée de dix mois. Six parmi les dix « chercheurs juniors » ont activement suivi les formations, qui ont été supplémentées par des modules en fin de semaine (dits « école du samedi ». Les six chercheurs en question ont par la suite été intégrés aux équipes d’appui conseil pour l’ICC dans les Plans de développement Communaux (PDC), qui est une des activités du PANA-résilience. Cet aspect de formation est fondamental pour permettre de former une expertise de relève sur le CC au Niger et le PAA témoigne du haut degré d’intégration inter-programme qui a été effectué.

##### R 1.3 Des agents du SAP sont formés sur la collecte et la gestion de données sur les risques climatiques

Les résultats obtenus pour les activités liées au Système d’alerte précoce (SAP) sont conformes aux attentes. Le Secrétariat General (SG) SAP aurait préféré initier cette intégration du CC dans son système en interne, or l’activité a été conçue de telle manière qu’un consultant serait recruté pour mener cette étude. Le personnel du SAP a été sollicité pour rédiger les TdRs du consultante et ont participé à son recrutement.

L’étude a été réalisée mais se concentrait essentiellement sur l’ICC au niveau de la structure SAP nationale. Pour pallier au manque de précisions de l’étude au niveau sous régional, le SG-SAP élaboré un autre programme d’activités consistant à organiser des ateliers de partage et de diffusion du document au niveau sous régional. Ces concertations ont permis au document d’être amendé pour une prise en compte du CC à tous les niveaux.

L’étude a permis au SG-SAP d’identifier les données requises pour une incorporation du risque climatique dans ses dispositifs d’alerte. La programmation 2013 du SAP consiste donc à élaborer les outils standardisés multirisques pour collecter les données identifiées. L’appui du PAC-RC de la BM visera notamment à appuyer cette démarche.

L’appui du PAA a ensuite consisté à former les agents SAP au niveau des communautés à l’utilisation des outils de risques d’incendies et d’inondations.

L’appui du PAA au SAP a contribué à un renforcement du Système d’Alerte Précoce pour une meilleure gestion du risque climatique, parant ainsi au scenario de référence constaté dans le Prodoc, qui faisait état d’une gestion du risque généralement limitée à la sécurité alimentaire.

Une ligne de faille qui demeure est l’absence de lien institutionnel et de procédures opérationnelles définissant le lien entre les services techniques des ministères clés et le SAP, pour une rationalisation et une mise à jour systématique et standardisée des données collectées. Une activité prévue au PTA de l’année 2010 concernait la mise en place d’un système centralise de gestion de l’information. L’intention était d’amalgamer les données SAP, ainsi que les contributions des recherches émanant du PAC-CR et du PANA et des programmes gérés par la coopération danoise dans ce système. Or ce système (voir R1.1) n’a pu être opérationnalisé.

Tableau 1 : Résumé de l’analyse des résultats 1 obtenus par le PAA par rapport aux visées conceptuelles et aux résultats attendus du Prodoc

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description des activités et résultats dans le Prodoc** *(citations directes)* | **Analyse des résultats obtenus** | **Évaluation de la conformité** |
| Les ressources (financières et physiques) et la capacité seront allouées aux ministères et institutions clés pour passer en revue les principales informations et les besoins en équipement de l’adaptation et la réduction des risques dans les secteurs de leur ressort. | Le ministères et institutions clés n’ont pas reçu de ressources financières pour conduire cette évaluation en besoins en informations et équipements ; la démarche adoptée a consisté a commanditer une étude sur les besoins en renforcement des capacités qui fut réalisée par un consultant. Le consultant a interagi avec toutes les institutions clés mais les besoins en informations et en équipements répertoriés demeurent trop génériques.  Une partie diagnostique a aussi été incorporée dans les études institutionnelles sur 8 secteurs clés. | Conformité partielle |
| Ayant identifié les informations cruciales et les insuffisances d’équipement, le projet facilitera, par exemple, l’acquisition d’équipement et de données nécessaires ainsi qu’il fournira la formation pour produire des prévisions climatiques adéquates. | Le PAA a contribuée à l’acquisition de données pour la réalisation de l’étude de scenarios climatiques auprès de la DGM.  Les acquisitions d’équipements ont été limitées à de l’équipement informatique, distribué aux dix membres de l’UA institutions (chaque membre a reçu un onduleur, un ordinateur et une imprimante) (voir liste dans l’annexe D). Un serveur a été également acheté sans qu’il est fait l’objet d’une concertation avec d’autres insistions clés. Les besoins clés en équipements de certaines institutions comme la météo n’ont pas été pris en compte. | Conformité partielle |
| Les impacts seront modelés à plusieurs échelles de temps, notamment à court terme (jusqu’à 2030) et à long terme (jusqu’à 2080), sur la base du modelage précédent entrepris dans d’autres études telles que la SNC. | Deux scenarios (scenario sec et humide) de précipitations et de températures à l’horizon 2050 au niveau des neuf principales stations synoptiques du pays ont été réalisés. Cette modélisation marque une avancée par rapport à la résolution qui avait été utilisée pour la SCN. | Conforme |
| En outre, l’adaptation précédente (et actuelle) et les programmes et projets de gestion des risques climatiques seront passés en revue et évalués et les leçons tirées seront compilées. | Une étude a été menée. Celle-ci est exhaustive et très informative. | Conforme |
| Ces leçons tirées seront utilisées pour guider les activités de l’AAP et seront propagées en utilisant les plates-formes en ligne (Extrant 5). | Les leçons tirées n’ont pas fait l’objet d’une concertation pour informer l’identification et la mise en oeuvre des projets pilotes. Elles n’ont pas fait l’objet d’une diffusion large et les plateformes en ligne n’ont que marginalement été utilisées.  Aucun des résultats du PAA-N n’ont été postés sur le site [www.undp-aap.org](http://www.undp-aap.org)  Les informations relatives aux extrants et résultats du PAA postes sur le site de l’ALM n’ont pas été mis à jours et aucun document posté (voir <http://www.adaptationlearning.net/project/niger-–-supporting-integrated-and-comprehensive-approaches-climate-change-adaptation-africa>) | Non conforme |
| Les évaluations approfondies multisectorielles sociales, économiques et environnementales et les analyses des coûts et bénéfices seront menées (en utilisant des outils tels que le modelage et la planification des scénarii) par les ministères clés en collaboration avec les experts, en comparant les coûts du changement climatique (le scénario de routine) avec les avantages d’une adaptation efficace. | Huit études visant à évaluer les impacts du CC sur huit secteurs clés ont été réalisées.  Ces études déclinent les impacts environnementaux et socio-économiques du CC mais ne donnent pas des analyses de coûts détaillées.  Les consultants chargés de la rédaction de ces études sectorielles ont en partie utilisé les données émanant de la modélisation climatique et ont activement collabore avec le consultant chargé de cette étude. | Partiellement conforme |
| Ces analyses seront mises à jour périodiquement avec de nouvelles informations et les résultats d’autres analyses; l’élaboration et l’utilisation des outils de planification (voir ci-dessous). | Les analyses n’ont pas encore été mises à jour (non réalisable dans la durée du projet) ; or il ne semble pas que des dispositions concrètes aient été prises à cet égard. | Non applicable  Modalités opérationnelles pour une mise à jour future à considérer |
| Les évaluations d’une multitude de mesures d’adaptation seront aussi menées | L’étude sur la revue des pratiques d’adaptation au Niger et les études d’impact n’ont pas consisté à évaluer les mérites des mesures d’adaptation à proprement parler. | Non conforme |
| Le résultat des évaluations du risque et les analyses des coûts et bénéfices seront utilisées pour élaborer des outils de planification à long terme. Ces outils de planification à long terme seront utilisés par les principales parties prenantes pour intégrer les risques climatiques et les mesures d’adaptation dans une planification de développement intégrée pour faire face aux impacts du changement climatique. | Le résultat des évaluations du risque ainsi que l’étude de modélisation seront exploités pour l’élaboration de la troisième communication nationale (TCN). Celles-ci constituent des guides de planification plutôt que des outils de planification à proprement parler.  Les études conduites ont été remises au comité concerné pour l’élaboration du PDES.  Le cadre de politique nationale sur le changement climatique (PNCC) s’inspire également de ces études ; or la PNCC ne définit pas des mesures d’adaptation à proprement parler. | Conforme – encore en cours |
| Cette section d’extrants sera conduite en étroite collaboration avec le programme BPCR-GRC et le projet PAC\_RC de la BM pour éviter une duplication des activités. | Il n’y a pas eu de collaboration avec le BPCR  La collaboration avec le PAC-RC/BM a consisté à appuyer la tenue d’une réunion de concertation sur l’élaboration du PAC-RC. | Non conforme |
| Les experts locaux de l’Unité Adaptation seront formés dans le domaine de l’adaptation et du changement climatique (…) La formation renforcera la capacité en identifiant les mesures d’adaptation, en élaborant et en utilisant les outils de planification à long terme mentionnés plus haut et en menant des analyses multisectorielles telles que les évaluations du risque et les analyses des coûts et bénéfices. | Les experts locaux de l’Unité Adaptation ont bénéficié de nombreuses formations mais son rôle a été cantonné à valider des études. L’UA n’a pas joué le rôle d’une structure d’expertise opérationnelle qui aurait été sollicite pour des évaluations de risques ou de coûts  L’UA n’a pu capitaliser sur les apprentissages reçus. | Partiellement conforme |
| Les résultats des analyses et les outils de planification à long terme seront aussi utilisés pour renforcer et étendre l’actuel Système d’Alerte Précoce afin de réduire la vulnérabilité du Niger aux menaces climatiques et d’améliorer la réduction du risque de catastrophe (…) Ainsi, une amélioration des prévisions météorologiques et des modèles de changement climatique, ainsi qu’une capacité améliorée à utiliser de telles informations permettra l’élaboration d’une Stratégie d’Alerte Précoce. | L’étude a permis au SG-SAP d’identifier les données requises pour une incorporation du risque climatique dans ses dispositifs d’alerte. Celle-ci a fait l’objet d’une concertation et d’une formation au niveau sous régional.  La programmation 2013 du SAP consiste donc à élaborer les outils standardisés multirisques pour collecter les données identifiées. | Conforme activité poursuivie dans PTA SAP 2012 |

##### Résumé de l’analyse des produits et résultats du résultat 2 : Des capacités de leadership et des cadres institutionnels pour gérer de manière intégrée les risques climatiques et les opportunités aux niveaux local, régional et national sont renforcés.

Ce résultat 2 du PAA a été reformulé comme suit : Les acteurs nationaux sont informés et formés sur la prise en compte du changement climatique dans les politiques/programmes

Au niveau du contexte institutionnel, le PAA s’est donné pour tâche d’appuyer les structures existantes et l’opérationnalisation de leurs activités. La majeure partie des activités planifiées ont été réalisées, même si la manière dont elles ont été mises en oeuvre déroge de l’approche conceptuelle définie par le Prodoc (voir ci-après).

La dimension du changement climatique et son inscription dans les cadres institutionnels et programmatiques du Niger n’est pas chose nouvelle au Niger. Contrairement à d’autres pays du programme qui ont utilisé le PAA comme levier pour définir des cadres institutionnels régissant la gouvernance climatique, il a s’agit pour le Niger de renforcer des cadres qui avaient été définis depuis près d’une décennie déjà, avec la création du CNEDD en 1996, organe de coordination et de suivi de la politique nationale en matière d'environnement et de développement durable. Le PAA est mis en œuvre par le CNEDD et a notamment visé a renforcer les capacités techniques du CNEDD. Une des activités du PTA a aussi consisté à appuyer les travaux de la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilité Climatiques (CNCVC), mise en place en juillet 1997, mais cette activité a été financée par le fonds TRAC du PNUD.

Les activités du PAA sous le résultat 2 ont indéniablement permis de développer significativement les capacités des parties prenantes responsables du CC au Niger : au niveau ministériel (DEP, points focaux), au niveau des structures du CNEDD, de l’UA, au niveau des autres organisations des Nations Unies.

La réalisation des activités sous ce résultat a permis d’informer et de former le leadership sur la thématique du CC. Le public visé sous ce résultat concernait les décideurs, au niveau des directoires techniques, des politiques et des parlementaires. Malgré la difficulté à accéder aux décideurs, surtout au nouveau politique, le PAA est parvenu à déployer un nombre conséquent de formations qui ont essentiellement touché les planificateurs et les parlementaires.

Les formations que les parlementaires ont reçues vont dans le sens d’un appui à la formulation des politiques, stratégies et législation qui tiennent compte du climat. Cette formation a permis la mise en place du Réseau nigérien des parlementaires sur le changement climatique et développement durable. La note de positionnement des parlementaires sur le CC marque une première étape vers l’intégration de l’adaptation et de la gestion des risques climatiques dans les principaux processus nationaux.

Les bénéficiaires des formations ont de manière générale émis un fort degré de satisfaction sur la qualité des formations qui avaient été reçues et ont confirmé l’apport professionnel que ces formations leur avaient apporté. Les représentants des directions ministérielles des études et de la programmation (DEP) ont de manière générale émis la recommandation que les futures formations soient élargies aux cadres techniques et décentralisés. Ceci est particulièrement applicable au Ministère du Plan, sensé mettre en oeuvre toute politique liée au CC tant au niveau national qu’infranational. Afin de remédier aux difficultés liées aux financements parfois limites qui sont allouées aux formations dans le cadre de programmes prédéfinis, les DEP ont souligné que les ministères concernés pourraient financer les frais de rencontre pour prochaines formations. Sous un tel partenariat, le CNEED mettrait le formateur à contribution et n’aurait pas à financer les fais d’organisation des ateliers.

Le partenariat établi à travers la mise en place en 2010 d’un cadre de concertation avec le PANA Résilience, le Programme de Micro Financement du Fonds pour l’Environnement Mondial (PMF/FEM), l’initiative Adaptation Learning de la coopération Danoise et les ONG actives dans les mêmes zones d’intervention, a permis d’assurer une synergie dans les interventions et éviter les duplications éventuelles. Cette approche marque une nette amélioration par rapport à la discontinuité et à la fragmentation des appuis apportés à travers des projets de développement et interventions programmatiques dont le Prodoc fait état. Cependant le PAA n’est que marginalement parvenu à résorber des limitations en matière de partage de l’information aux niveaux interministériel et interinstitutionnel. Parmi les trois sessions du CNEDD programmées dans les PTA, seulement une s’est tenue avec l’appui du PAA.

Au niveau des structures institutionnelles, l’UA a conformément aux attentes du Prodoc été mise en place par un arrêté, mais l’évaluation n’a pu établir s’il avait en effet été signé par la hiérarchie. Les membres de l’UA n’ont pour l’essentiel pas reçu de copie du décret en question mais une simple lettre de nomination. Les attributions effectives de l’UA durant la mise en œuvre du PAA ont dérogé à ce qui était prévu dans le Prodoc[[5]](#footnote-5). Il était en effet prévu que l’UA réalise elle-même beaucoup des études qui ont été sous-traitées auprès de consultants et qu’elle devienne le pôle d’expertise incontournable pour la mise à jour des études et la génération des informations. Le rôle essentiel de l’UA consista à valider les études techniques pour soumission à la commission technique CC/VC pour validation.

L’UA est une structure qui a été conçue à l’origine comme structure pérenne et l’appréciation de l’UA comme structure limitée à la durée de vie d’un programme est problématique. Les membres de l’UA ont insisté sur la pertinence de capitaliser sur les acquis de la structure et de l’expertise acquise des membres en institutionnalisant l’unité d’adaptation. Cette pérennisation de la structure est d’autant plus justifiée que les membres de la commission sont très sollicités, ce qui permettrait de libérer une masse critique d’experts pour se pencher sur tous les dossiers du CC. Cette structure ne viendrait pas se substituer au secrétariat technique de la commission, qui assurer d’autres fonctions. Les attributions de l’UA seraient d’ordre exclusivement techniques, tels que définies dans le Prodoc.

Le tableau 2 ci-dessous résume l’analyse des résultats obtenus par le PAA par rapport aux visées du Prodoc. On observe un manque général de conformité de l’exécution du PAA par rapport aux visées conceptuelles, qui est surtout imputable à la manière dont l’UA a été amenée à être opérationnalisée.

Tableau 2 : Analyse des résultats 2 obtenus par le PAA par rapport aux visées du Prodoc.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description des activités et résultats dans le Prodoc** *(citations directes)* | **Analyse des activités réalisées et des résultats obtenus** | **Évaluation de la conformité** |
| Le CNEDD sera appuyé par un renforcement de capacité et d’une UA qui comprendra un groupe principal d’experts locaux et d’analystes | Le CNEDD a effectivement été appuyé par l’UA mais le rôle octroyé à l’UA pour le PAA a limité la capitalisation et l’exploitation possible de son expertise (voir ci-dessus). | Partiellement conforme |
| L’UA compte un membre du personnel permanent chargé d’intégrer l’adaptation et la gestion des risques climatiques en termes de décisions financières et d’amendements budgétaires. | L’UA n’a pas été conçue de telle manière à permettre ces activités. | Non conforme |
| Le projet fournira les ressources au Ministère de l’Economie et des Finances (ME/F) | Le PAA n’a pas fourni de ressources au Ministère de l’Economie et des Finances (ME/F) | Non conforme |
| L’UA travaillera en étroite collaboration avec: i) le programme BPCR-GRC qui mène des évaluations sur les risques climatiques à travers au Niger; ii) le projet PPRC/BM dont les activités sont susceptibles d’être guidées par les résultats de l’EA et les évaluations des risques et analyses des coûts et bénéfices du BPCR-GRC; et iii) le Centre Régional AGRHYMET du CILSS. | L’UA n’a pas été amenée à travailler avec les partenaires identifiées dans le Prodoc car elle n’a pas eu le statut d’organe d’expertise autonome qui lui avait été originellement attribué. En général ces partenariats n’ont pas été engagés (hormis l’appui au PPRC/BM) par le PAA. | Non conforme |
| Un réseau de communication solide doit être mis en place pour faciliter l’échange d’informations dans le cadre d’adaptation. Les ministères clés en particulier et les autres ministères concernés par le changement climatique produiront des informations pertinentes à l’UA pour les évaluations des risques et les analyses des coûts et bénéfices. | Ibidem – l’UA n’a pas eu a charge de travailler directement avec les ministères.  Un réseaux de communication et d’échange sur les produits génères a été mis en place entre les prestataires et l’UA qui validait les études. | Non conforme |
| Les fonds seront affectés aux ministères pour mener les évaluations relatives à leur secteur en collaboration avec les experts de l’UA. | La démarche adoptée a consisté à contracter des consultants | Non conforme |
| En plus, les résultats et conclusions produits par les ministères et l’EA doivent être diffusées à tous les niveaux, du niveau supérieur des décideurs dans tous les ministères aux communautés à la base. | Les études n’ont pas fait l’objet d’une diffusion de masse au-delà de cette structure. | Non conforme |
| La compétence des leaders au niveau national sera améliorée par le renforcement de capacité (des décideurs dans les ministères clés) en intégrant les extrants (produits par l’UA) dans les politiques, les stratégies et les nouvelles législations : révisées et multisectorielles pour guider l’adaptation dans tous les secteurs affectés par le changement climatique. | Les extrants produits sous le R1 notamment ont pas fait l’objet d’une intégration dans les PDC a travers le PANA. La PNCC s’inspire également de ces étude et la validations future de cette politique devrait influer les politiques, les stratégies et les nouvelles législations | Conformité partielle – effets sur le plus long terme |
| Au moins une personne de haut niveau dans chaque direction sera chargée d’intégrer l’adaptation au changement climatique et la gestion des risques climatiques dans les activités de leurs directions en vue de créer l’appropriation et la recevabilité dans chaque direction. | Les DEP, appuyés par les membres de l’UA devaient en principe jouer ce rôle ; or les DEP ont souligné qu’ils ne pouvaient faire seuls cette ICC dans leur ministères respectifs et que les cadres techniques des ministères devaient aussi être associées aux formations pour faciliter l’ICC dans les politiques sectorielles/ | Conforme mais non réalisé. |

##### Résumé de l’analyse des produits et résultats du résultat 3 : des politiques et des mesures de résilience climatique sont mises en œuvre dans les secteurs prioritaires.

##### Ce résultat 3 du PAA a été reformulé comme suit : Résultat 3 : La politique nationale sur le changement climatique élaborée et intégrée dans les cadres nationaux de référence

Il avait été à l’origine envisagé que la mise en œuvre des activités pilotes du PAA sous le résultat 3 fasse l’objet d’une mise en œuvre par le Fonds PNUD-FEM SGP. Cette démarche avait abouti à un accord de principe mais l’approche fut revisitée et le PAA s’est finalement orienté vers une mise en œuvre conjointe des activités pilotes avec le PANA. Cette approche présente de forts avantages en termes d’intégration programmatique, évitant des duplications, et permettant des synergies et une optimisation de ressources humaines et financières. La directrice du PANA est également fonctionnaire auprès de l’unité changement climatique du CNEDD, tout comme le directeur du PAA, ce qui a permis de nombreux échanges au sein des deux programmes. Le CTP finance par le PAA a par ailleurs beaucoup appuyé certaines activités du PANA.

Si ce montage de projet permet une approche innovante et une économie d’échelle entre les deux programmes, il pose problème quant à la gestion de projet et à l’héritage des acquis du PAA. On peut mentionner au rang des difficultés émanant de cette approche les éléments suivants :

* Le PAA financeur des micro-projet n’a eu que peu d’emprise sur les structures de reddition de compte de ces projets, car huit Volontaires des Nations-Unis (VNU) nationaux, charges du S&E sur le terrain, étaient supervisés par le chargé S&E du PANA et ne rendaient pas des comptes au chargé S&E du PAA.
* L’amalgamation de financements alloués à la gestion des projets pilotes s’est traduite par des subventions croisées rendant problématique la reddition des comptes pour le PAA. L’évaluation a entre autres établi que parmi les quatre véhicules achetés par le PAA, deux sont mis à disposition du PANA (un a temps complet et un a temps partiel). L’achat d’équipements pour d’autres programmes n’est pas une pratique acceptable au regard des bailleurs.
* Cette mutualisation des fonds s’est aussi traduite par manque de reconnaissance institutionnelle des appuis du PAA au niveau communautaire. Le rôle du PAA en tant que coréalisateur/financeur des micro-projets n’apparaît pas dans les supports de marketing apposes aux projets visités (le logo du PAA n’apparaît pas sur la plaque du PANA sur le projet maraicher ou le projet couture, pas de logo PAA).
* Ce montage de projet a laissé la place à certaines zones grises concernant le S&E des projets. La première vague des douze projets financés en 2011 n’ont pas fait l’objet d’un rapport par les prestataires, ce qui a entravé la capacité de l’UGP à rendre des comptes mais aussi à capitaliser sur les apprentissages ce cette première vague. Les cinq projets financés dans la deuxième vague ont fait l’objet d’un rapport intérimaire mais il n’existait pas de rapport final des projets 2012 à la clôture du programme.

Les autres faiblesses relatives à la mise en œuvre des projets pilotes incluent les éléments suivants :

* La conceptualisation et l’identification des projets pilotes n’a pas pris en compte les apprentissages de nombreux programmes similaires réalisés depuis les 1990, tels que répertoriés par l’étude PAA portant sur les pratiques d’adaptation au Niger. On note que les premières expériences de foyers améliorés remontent à 1988 et il aurait été pertinent de capitaliser sur ce qui a déjà été fait pour permettre une identification des pratiques d’excellence. La prise de connaissance des expériences déjà en cours pour tout projet de développement est recommandée dans les politiques nationales comme l’infinitive 3N (I3N 2012 :29).
* Enfin, la réalisation de ces projets pilotes n’a pas suivi le cadre conceptuel originellement défini par le PAA. Les parties prenantes ont perçu les projets pilotes comme un palliatif au manque de visibilité des autres composantes institutionnelles, ce qui a abouti à mettre de côté l’intention stratégique de ces projets pilotes. Les projets pilotes du PAA avaient pour objectif de tester sur le terrain des outils, des méthodologies et des approches innovants pour le Niger. Un S&E systématique était attendu afin de maintenir un registre des apprentissages, indispensable à l’identification des bonnes pratiques qui devraient faire l’objet d’une intégration politiques. Selon le Prodoc du PAA-N, l’amalgame des études du résultat 1 et des apprentissages du résultat 3 devait ainsi culminer dans l’élaboration d’une politique d’adaptation. On verra qu’à son instar une PNCC a été élaborée, mais celle-ci ne s’inspire pas des micro-projets. Les études du résultat 1 ayant été réalisées avec du retard, elles n’ont pu faire l’objet d’une réelle intégration dans les politiques. Ces études ont néanmoins été incorporées dans la formulation de la PNCC.
* On aurait ainsi préféré financer un nombre limité de projets pilotes plutôt que de disperser l’UGP dans la mise en œuvre de 20 projets pilotes en tout. La figure 1 ci-dessous illustre le flux directionnel de ce processus. Si l’impératif d’attirer l’attention des décideurs par des activités visibles est compréhensible, on pourrait arguer que les décideurs seront tout autant interpellés par des projets qui ont fait l’objet d’une mise en œuvre intégrée pouvant aboutir a des enseignements politiques.

Figure 1: Différentes phases du projet pilote à l’intégration des apprentissages aux politiques.

Concernant l’analyse des risques, défis, opportunités et résultats associés aux projets pilotes, on notera les éléments suivants :

* Une revue des rapports d’évaluation des micro-projets PANA–PAA (2011-12) fait état de critères de recevabilité caractérisés par leur situation géographique (zones de vulnérabilité du PANA), la nature de leur organisation (OCB, ONG, Commune ou AD), la durée proposée du projet (une durée maximale de 6 mois) et un seuil de 50000000 CFA pour les financements. Or ces critères n’incluent pas une aptitude démontrée à la gestion des financements. Si l’objectif des projets était en effet de structurer et de renforcer des comités locaux, une des plus grandes difficultés a eu trait au risque de mauvaise gestion des fonds par ces comités, notamment dans le cas des banques céréalières. L’appui et le suivi des comites locaux établis dans le cadre des micro-projets financés par le PAA ne sont pas clairs. Souvent les CBO ou associations locales ont pu être éligibles pour un financement PAA car elles ont bénéficié de l’aide d’un prestataire externe pour rédiger leur dossier de candidature. Il aurait fallut que le prérequis de tout octroi de financement inclut l’engagement du prestataire à accompagner le comité durant toute la durée du projet, afin de s’assurer également d’une reddition des comptes.
* Un autre écueil concerne le fait que les membres de l’UA n’ont pas été associés à la planification et à la réalisation des projets pilotes. Il serait nécessaire d’associer, dans tout programme futur, les membres de l’UA, garants d’une appropriation nationale des projets dans leurs institutions respectives.
* Les trois projets d’énergie renouvelable n’ont pas fait l’objet de rapports et la mise en œuvre de ces projets n’a pas associé le ministère de l’énergie, ce qui limite la durabilité et l’impact sur le long terme de ces projets. L’évaluation a pu établir que les deux projets solaires n’étaient plus fonctionnels, en raison de vols d’équipements (CEG de Tondibiah) et de déficiences techniques (les batteries solaires du CSI de Kouro Béri dans la commune urbaine de Loga ne fonctionnent plus).
* Le PANA a rapporté que les directions décentralisées des ministères concernés avaient été associés aux projets. Cela n’a pu être vérifié pour les projets financés par le PAA. La Direction nationale de la vulgarisation et Transfert de Technologies et la Direction nationale des énergies renouvelables auraient du être associée aux projets énergétiques.
* Le projet de foyers améliorés (FA) dans la commune de Saga présente un grand potentiel de réplication, surtout si l’on tient compte des priorités nationales de promouvoir les alternatives au bois de chauffe et d’alléger la quantité de biomasse pour la cuisson au Niger. Mais l’ambition affichée de réaliser 150 FA dans la commune n’a pas été atteinte ; l’informatrice locale rapporte qu’environ vingt-cinq FA ont été construits à ce jour ; c’est pourquoi une mission de S&E devrait établir objectivement les acquis du projet et permettre une capitalisation des apprentissages, en association avec la direction des énergies renouvelables.

Comme souligné au préalable, le suivi et évaluation des projets PANA financés par le PAA a surtout été géré par le PANA. De ce fait, les éléments de S&E mis à contribution par l’UGP PAA-N durant l’évaluation étaient minimes (voir la section 4.5 sur le S&E).

Le cadre des produits et résultats des micro-projets proposé dans l’annexe B est inspiré des rapports conjoints de S&E et de la littérature du PANA sur les projets. Il est important de noter qu’hormis pour les trois projets visités lors de la mission d’évaluation, les observations indiquées sont retranscrites directement par des rapports du PANA et que l’évaluation ne peut garantir l’exactitude de ces informations[[6]](#footnote-6).

Tableau 3 : Analyse des résultats 3 obtenus par le PAA par rapport aux visées du Prodoc.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description des activités et résultats dans le Prodoc** | **Analyse des activités réalisées et des résultats obtenus** | **Évaluation de la conformité** |
| Le projet AAP facilitera une revue des politiques, stratégies et législation dans les secteurs prioritaires au Niger en vue d’établir à quel point l’adaptation au changement climatique et la gestion des risques climatiques ont été intégrés. | Etude globule remise en Octobre 2011  Huit études sur les cadres institutionnels sectoriels | conforme |
| Comme le projet FPMA/PNUD-FEM passera en revue plusieurs stratégies et plans importants (…), le projet AAP mettra l’accent sur les secteurs non couverts tels que les forêts, la santé et l’énergie. | Les huit secteurs prioritaires identifiés ont été : les ressources en eau, les forets, les zones humides, l’agriculture, la pèche, les transports, la sante et l’énergie. L’énergie a bénéficié d’un appui spécifique du fait des trois micro-pilotes axes sur les énergies renouvelables. | Conforme/ orientations modifiées |
| Ce extrant sera réalisé en étroite collaboration avec le projet PPRC/BM qui: i) testera l’efficacité d’intégrer l’adaptation dans plusieurs plans et stratégies sectoriels, et ii) diffusera les expériences et bonnes pratiques. | La mise en œuvre du PAA n’a pas fait l’objet d’une collaboration effective avec le PPRC/BM | Non conforme |
| une Stratégie d’Adaptation Nationale (SAN) doit être élaborée, en se basant sur la Stratégie Nationale et le Plan d’Action pour le Changement et la Variabilité Climatique (SNPA/CVC, 2004), et en utilisant des informations climatiques et d’adaptation à jour. | Plutôt que de s’orienter vers l’élaboration d’une politique d’adaptation, le PAA a préféré s’orienter vers l’élaboration d’une PNCC qui inclurait un volet sur l’adaptation. Le cadre de la PNCC a été finalisé en 2012 et devait encore être validé. | orientations modifiées |
| L’AAP appuiera et augmentera un certain nombre de projets d’adaptation de petite portée qui seront sélectionnés par le Comité de Pilotage du projet AAP (CPP) avec la participation de la partie prenante et sur la base des résultats des analyses dans Extrant 1. | Les projets pilotes n’ont pas sélectionnés par le CPP et n’ont pas été informes par les produits du R1. Le PAA a financé 20 projets pilotes plutôt qu’un nombre limité de projets. | Approche projets pilotes non conforme, bien que 20 projets pilotes réalisés. |
| Les projets à appuyer pourraient comprendre: i) certains des projets PSG/UNDP-FEM (..); et ii) les projets initiés par les Ministères de l’Agriculture, de l’Environnement et le Programme Spécial du Président de la République. | Les projets pilotes ont été identifiés dans le cadre du programme PANA-Résilience agricole. | orientations modifiées |
| Une étroite collaboration avec le programme BPCR-GRC est nécessaire ici pour maximiser le nombre de projets appuyés et étendus | La mise en œuvre du PAA n’a pas fait l’objet d’une collaboration effective avec le BPCR-GRC | Non conforme |
| Pour davantage appuyer une adaptation solide, (les projets pilotes devraient porter sur): i) l’utilisation de l’énergie alternative pour préserver les ressources ligneuses ; et ii) des variétés de cultures résistantes au climat. | Ces deux thématiques ont été abordées dans les projets pilotes. | conforme |

##### Résumé de l’analyse des produits et résultats du résultat 4 : Des options de financement pour faire face aux coûts de l’adaptation nationale sont étendues aux niveaux local, national et régional.

##### Ce résultat 4 du PAA a été reformulé comme suit  Résultat 4 : Des options de financement innovant sont connues et exploitées

Les activités menées sous le résultat 4 n’ont pas abouti à des résultats probants. Le PAA-N a, comme tous les pays du PAA, manqué de l’appui requis pour définir et mettre en œuvre des activités qui auraient requis une expertise difficilement disponible au Niger. Qui plus est, l’IRTSC n’a pas apporté d’appui sur cette activité avant 2012, ce qui explique en grande partie le retard accusé dans la mise en œuvre de ce résultat et l’annulation des activités.

Une contribution cependant du PAA-N sous ce résultat a trait à l’appui octroyé pour la finalisation de la préparation du Programme d’Adaptation Communautaire – Résilience Climatique (PAC-RC). Les négociations avec la BM ont abouti à l’octroi de dons et de prêts totalisant 110 Million US $. L’appui du PAA a à cet égard surtout été d’ordre logistique et la contribution technique du PAA à ces tractations n’a pu être établie.

Les deux formations organisées ont été très bien accueillies par le public ciblé. On déplorera cependant un manque de suivi de ces ateliers, qui s’étaient conclus par des plans d’actions, engageant les participants à monter des projets afin de capitaliser sur ces apprentissages. Or les comités qui devaient être réunis suite à ces ateliers n’ont pas été réunis.

Tableau 4 : Analyse des résultats 4 obtenus par le PAA par rapport aux visées du Prodoc.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description des activités et résultats dans le Prodoc** | **Analyse des activités réalisées et des résultats obtenus** | **Évaluation de la conformité** |
| Des instruments financiers innovants et des mécanismes seront identifiés, développés et introduits, comme une partie d’une stratégie de financement pour financer l’adaptation à tous les niveaux (national, régional et local) dans le court et long terme. Le CPP sélectionnera les instruments et les mécanismes avec l’engagement de la partie prenante, en suivant les analyses dans l’Extrant 1. | Aucun des instruments et mécanismes proposés dans le Prodoc n’ont été testés | Non conforme |
| La capacité des principales parties prenantes sera renforcée dans les institutions financières et de planification aux niveaux national, régional et local.  Le renforcement de capacité comprendra: | | |
| i) améliorer la prise de conscience sur les impacts économiques du changement climatique, l’adaptation et la gestion des risques climatiques (en utilisant les résultats des évaluations économiques menées dans l’ Extrant 1); | Cette thématique a été abordée à travers les études d’impact sectorielles qui ont été partagées sous le R1. | Non applicable |
| ii) le conseil sur les sources de financement alternatif (par exemple, des fonds d’adaptation internationaux, donateurs et éventuellement le marché du carbone); | Cette thématique n’a pas été abordée | Non conforme |
| iii) une formation sur la rédaction des propositions qui attireront le financement international; et | Atelier de formation sur l’élaboration de Projets en Adaptation Climatique et en Mobilisation de Financements Innovants Atelier tenu à Kollo les 21-23 juin 2012  participation de 24 personnes  cibles : DEP et UA | conforme |
| iv) la conception des plans d’investissement résistants au climat. L’apprentissage actif sera encouragé en chargeant les parties prenantes formées à utiliser leurs compétences. | La formation adressée au secteur financier a eu pour intérêt de sensibiliser les banques sur la nécessité de proposer des produits financiers diversifiés qui tiennent compte du CC.  Atelier tenu à Niamey les  26 au 28 juin 2012  Public : UA et banquiers  Participation de 30 personnes.  Rapport de l’atelier | Activité modifiée |

##### Résumé de l’analyse des produits et résultats du résultat 5 : Les connaissances visant à ajuster les processus de développement national pour intégrer pleinement les risques liés au changement climatique et les opportunités sont produites et partagées à tous les niveaux.

##### Ce résultat 5 du PAA a été reformulé comme suit : Connaissances sur l'adaptation et opportunités liés aux changements climatiques générées et partagées aux niveaux local, régional, national et international

Le nombre et la fréquence des activités de formation et de sensibilisation a indéniablement contribué à pallier à la faible conscience des impacts du changement climatique sur les acquis du développement au Niger. Cette conscientisation est difficilement quantifiable sans scenario de référence mais les parties prenantes concertées ont de manière générale souligné les bénéfices de ces formations dans leur appréciation de ces risques et l’utilisation des connaissances acquises dans leur secteurs d’activité.

Le renforcement du capital de connaissances du secteur universitaire constitue également une percée du PAA-N. Treize étudiants ont reçu des bourses pour financer leurs master ou thèse et de nombreux autres étudiants ont été formés par le CTP, ce qui contribue à renforcer l’expertise de relève sur le CC au Niger. Trois universités ont bénéficié d’un appui en termes d’équipements et il est proposé que cet appui initial consiste une base à partir de laquelle poursuivre les actives de renforcement des capacités, notamment en appuyant chaque université à développer des programmes de formations spécialisées par rapport au CC (recommandation du CTP).

Le programme du PAA a été conçu pour assurer un flux continu entre les différentes composantes du programme ; en principe toutes les connaissances et informations générées du résultat 1 au résultat 4 doivent faire l’objet d’une diffusion de masse à des audiences ciblées. Les modalités de diffusion et de partage des ces informations et connaissances sont définies par une étude qui marque le prélude de la formulation d’une stratégie de communication. Les parties prenantes ont souligné combien cette étude est considérée comme un document cadre devant guider la politique de communication du CNEDD et des partenaires en matière de CC, non seulement pour le PAA mais aussi pour tous les autres programmes gérés par le CNEDD.

Or les résultats attendus de la composante 5 n’ont été que partiellement atteints, dans la mesure où l’ensemble des études et produits qui ont été générés par le PAA n’ont pas fait l’objet d’une large diffusion. Il sera important que dans le cadre des futures programmations et des fonctions régaliennes du CNEED, ce fossé entre génération et diffusion des informations et connaissances soit résorbé.

Il est essentiel que cette démarche de diffusion de l’information aille au-delà d’une simple conscientisation et qu’elle se traduire par des produits pouvant informer l’action des parties prenantes. Les outils de communication devront insister sur la réussite et la faisabilité des mesures d’adaptation.

Le fait qu’une plateforme de diffusion des connaissances n’ait pu être mise en place explique les limites de ce résultat, et est notamment liée à l’incapacité du PAA de viabiliser l’exploitation du serveur (résultat 1). L’UGP rapporte qu’elle n’avait pas de connaissance de qui était requis au niveau national, l’impression étant que ce système serait centralisé au niveau de l’IRTSC. Les directives reçues de l’IRTSC ont pu manquer de clarté à cet égard mais il en revenait aussi à la partie nationale de manifester toute demande d’appui; or aucune requête n’a été postée sur le compte de l‘AAP helpdesk de l’IRTSC par le PAA-N.

On note qu’un écueil dans la gestion du PAA a trait au fait que la chargée de communication du CNEDD n’a pas été mise en relation avec la cellule d’expertise en information (Luke Mawbey) ou la cellule d’expertise en gestion des connaissance (M. Jose Levy) de l’IRTSC. Son association aux ateliers régionaux du PAA aurait été pertinente pour optimiser le partage des connaissances PAA et renforcer les capacités en communication du CNEDD en interne.

Une priorité consistera donc à mettre toutes ces informations en ligne, à commencer par le site internet du CNEDD (NB : le lien url pour les publications du PAA sur le site du CNEDD <http://www.cnedd.ne/pub_APP.htm> n’est pas fonctionnel). Un webmaster vient d’entre recruté et il sera essentiel que les informations et connaissances générées par le PAA soient mises en ligne de manière cohérente, et de manière différenciée pour chaque public cible.

L’évaluation PAA des besoins en renforcement des capacités des parties prenantes des secteurs clés de Mr Abba Mallam Boukar (Aout 2011) suggère par ailleurs la mise en réseau des cadres de concertation établi sous le résultat 2 pour ériger le changement climatique en  priorité et pour encourager les recherches de financement

Teamworks a été considéré comme un outil de partage et de gestion des connaissances qui pourrait venir combler l’absence de tels outils au niveau interministériel. On peut toutefois s’interroger sur la pertinence d’adopter un outil propre au PNUD pour gérer les informations et connaissances au niveau de l’administration, mais ceci consiste clairement un besoin auquel répondre.

Tableau 5 : Analyse des résultats 5 obtenus par le PAA par rapport aux visées du Prodoc.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description des activités et résultats dans le Prodoc** | **Analyse des activités réalisées et des résultats obtenus** | **Évaluation de la conformité** |
| Ces leçons tirées doivent être largement diffusées pour être gratuitement disponibles et accessibles à la population du Niger et la communauté internationale. Différentes formes de communication doivent être utilisées pour assurer l’accès pour tous, comprenant l’Internet, les brochures, les séminaires, la radio, la télévision, les affiches et les programmes d’éducation dans les écoles (primaires et secondaires) et l’Université Abdou Moumouni de Niamey. | Les supports de communication ont été identifiées dans la stratégie de communication mais celle-ci n’a pas encore été exploitée et les apprentissage du PAA n’ont pas fait l’objet d’une vaste diffusion, hormis via les 4 bulletins du CNEDD. | Non conforme |
| Le Mécanisme d’Apprentissage d’Adaptation (MAA) du PNUD et le wikiADAPT (ressources obtenues sur le web) seront utilisées pour diffuser les leçons tirées où elles sont facilement accessibles à la fois à la communauté nationale et internationale. | Des informations relatives au PAA sont accessibles sur le site du CNEDD mais le lien url pour les publications du PAA sur le site du CNEDD <http://www.cnedd.ne/pub_APP.htm> n’est pas fonctionnel.  Aucun des résultats du PAA-N n’ont été postés sur le site [www.undp-aap.org](http://www.undp-aap.org) ou sur [www.wikiADAPT.org](http://www.wikiADAPT.org)  Les informations relatives aux extrants et résultats du PAA postes sur le site de l’ALM n’ont pas été mis à jours et aucun document posté (voir <http://www.adaptationlearning.net/project/niger-–-supporting-integrated-and-comprehensive-approaches-climate-change-adaptation-africa>)  L’espace Teamworks n’a que peu été utilisée par les parties prenantes, y compris par le PNUD. Les produits du PAA n’ont pas été postés sur l’espace Teamworks du AAP Niger. Les autres plateformes de partage de l’information et de diffusion des connaissances recommandées par le PAA n’ont été que marginalement utilisées. | Non conforme |
| L’UA sera aussi chargée de la création d’un bulletin mensuel (envoyé par email et sur papier aux parties prenantes), décrivant les activités et l’avancée du projet. | 4 bulletins CNEDD publiés (sur 10 programmés) | Partiellement conforme |
| Pour améliorer l’accessibilité des résultats scientifiques des évaluations, tous les chercheurs qui conduisent des études et évaluations spécifiques seront chargés de produire un rapport ‘Résumé pour les Décideurs’ en plus du rapport scientifique entier. | Cette section aurait été très bénéfique mais aucun des études réalisées par le PAA n’inclut un tel intitulé, bien que les recommandations finales des rapports puissent être adressées aux décideurs. | Non conforme |
| La recherche sur l’adaptation et la gestion des risques climatiques sera financée pour augmenter la variété des mesures d’adaptation disponibles, et donc la capacité d’adaptation du Niger. | 13 bourses d’études consacrées à ces thématiques ont été allouées à des étudiants. | conforme |
| La sensibilisation du grand public sur les effets du changement climatique et l’adaptation nécessite le renforcement pour réduire la vulnérabilité | Le PAA-N n’a pas mis en œuvre d’activité visant à sensibiliser le grand public, hormis l’appui a une radio communautaire dans le cadre des micro-projet. Or une activité dérivée des résultats du PAA concerne le débat télévisé sur le CC diffusé en juin 2012 auquel des étudiants financés par le PAA ont participe. | Non conforme mais résultat partiellement atteint |
| Il est donc important qu’une campagne de sensibilisation soit entreprise, en collaboration avec la diffusion des leçons tirées, la publicité sur les impacts du changement climatique et les effets des mesures d’adaptation sur l’augmentation de la résilience aux risques climatiques. | Voir ci-dessus |  |
| Le changement climatique et l’adaptation seront inclus dans les programmes scolaire et universitaire. | Deux études de base (1 et 2) et deux modules de formation en matière de changements (modules pour les écoles et un pour formation des formateurs) ont été réalisés et sont disponibles. | conforme |

Le tableau 6 récapitule la satisfaction des parties prenantes par rapport aux résultats du PAA par activité.

Tableau 6 : Satisfaction des parties prenantes aux résultats du PAA.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Totalement satisfait | Satisfait | Moyennement satisfait | Non Satisfait | TOTAL VOTES |
| Atteinte des résultats |  |  |  |  |  |
| Résultat 1 | 33 | **58** | 9 |  | 100 |
| Résultat 2 | 8 | **67** | 17 | 8 | 100 |
| Résultat 3 | 8 | 34 | **50** | 8 | 100 |
| Résultat 4 | 14 | **43** | **43** |  | 100 |
| Résultat 5 | 17 | **75** | 8 |  | 100 |

Sur la base des appréciations des acteurs et en pondérant ces notations en fonction du pourcentage de répondant ayant indique qu’ils trouvaient le résultat Très Satisfaisant (TS). Satisfaisant (S), Moyennement Satisfaisant (MS) et Pas satisfaisant (PA), on en déduit que la majeure partie sont satisfaits des résultats du R1, R2 et R5, et moyennement satisfaits des résultats du R3 et R4.

En guise de conclusion de la section 3, le tableau 7 propose un inventaire des contributions PAA Niger aux politiques nationales permettant liens et synergies stratégiques, ainsi que l’analyse des contributions du PAA au CEPAP et UNDAF.

Tableau 7. Contributions PAA Niger aux politiques nationales permettant liens et synergies stratégiques, ainsi que l’analyse des contributions du PAA au CEPAP et UNDAF.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Description** | **Résultat PAA-N** |
| **Priorités nationales** | | |
| *Plan National de l’Environnement pour un Développement durable (PNEDD)* | Lecadre de référence qui est le Plan National de l’Environnement pour un Développement Durable (PNEDD) a été élaboré et validé en avril 1998, puis adopté comme politique nationale par le Gouvernement en avril 2000.  Ce plan comprend six programmes prioritaires dont les trois programmes relatifs aux trois conventions post RIO. Par la suite, des stratégies relatives à ces conventions ont été élaborées ainsi que leurs plans d’actions : Stratégie Nationale et Plan d’Action sur la Diversité Biologique (SN/PA/DB), le Plan d’Action National sur la Lutte Contre la Désertification et la Gestion des Ressources Naturelles (PAN/LCD/GRN), la Stratégie Nationale et Plan d’Action en matière de Changements et Variabilités Climatiques (SN/PA/CVC), le Plan d’Action National d’Adaptation aux changements climatiques (PANA), les premières et deuxièmes Communications Nationales sur les changements climatiques, etc. | De part ses activités, le PAA a contribué aux éléments du PNEDD relatifs :  - Au plan d’Action National sur la Lutte Contre la Désertification et la Gestion des Ressources Naturelles   * Le plan appelle à une analyse et à un suivi des facteurs de la sècheresse => l’études de scenario climatique permet de contribuer a l’analyse des causes et du suivi de la sècheresse * Faire participer les populations rurales dans la gestion durable des ressources naturelles => projets banques céréalières du PAA/PANA * Améliorer la production rural => projets semences, embouche, maraichage du PANA/PAA   - Au programme de développement durable et énergie qui se centre sur :   * assurer une gestion rationnelle du bois-énergie => projet foyers améliorés du PAA, même s’il requiert bien plus d’accompagnement * élaborer des mesures d’accompagnement pour faciliter l’adoption de technologie nouvelles => projets énergie solaire du PAA, même s’il requiert bien plus d’accompagnement   - Le programme prioritaire liée aux changements et variabilité climatique porte essentiellement sur l’atténuation et la mise en oeuvre de convention cadre; à l’époque la réflexion sur l’adaptation étant en effet peu avancée, ce volet ne figure pas dans la politique nationale.  - Le dernier programme prioritaire est transversale et touche aux actions d’accompagnement – il consiste en un programme central de développement des capacités dans le domaine de l’environnement et inclut les volets suivants que le PAA a appuyés:   * renforcement des capacités des institutions gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine de l’environnement. Ce volet souligne le besoin de renforcer les capacités institutionnelles des structure étatiques a remplir leur mandate, mais aussi au renforcement des capacitives de la société civile a mettre en oeuvre le PNEDD => le PAA a contribué à ces objectifs à travers le recours à des OCB et ONGS dans la mise en oeuvre des projets pilotes. Toutes les ONG ont par exemple reçu une formation sur la gestion communautaire de projets (non les OCBs) => le PAA a fortement appuyé le renforcement des structures publiques au niveau national. * Le volet éducation et sensibilisation souligne la nécessite de viser particulièrement la jeunesse, surtout celle qui n est pas scolaire, mais aussi les adultes avec des formations diverses qui sied a leurs circonstances => les manuel PAA Base I et II sur le CC appuient cette orientation. |
| *PDES 2012-2015*  *Plan développement économique et social* | Le PDES (2012-2015) est le programme d’action opérationnalisant la vision du Président dans le cadre de son Programme de renaissance du Niger. | Les contributions du PAA au PDES n’ont été que minimes, en raison du retard accusé dans la formulation de la PNCC.  Néanmoins l’UGP rapporte que les produits relatifs aux impacts du CC produits par le PAA ont été mis à disposition de la commission travaillant sur le volet environnemental et de développement durable et Les études d’impact sectorielles ont été incorporées a la partie diagnostic du PDES.  Les références au CC demeurent minimales dans le PDES. Le chapitre 1.4.4. inclut un chapitre consacré au CC et la vulnérabilité du pays au CC est brièvement mentionnée (p24).  Le CC est listé comme un défi prioritaire dans le PDES Le renforcement de la résilience face au CC est un des programmes prioritaires dans l’axe 2 du PDES, où il est fait mention de la PNCC qui sera mise en œuvre. Les interventions définies dans ce doucement stratégique pourront faire usage des produits du PAA, notamment :   * l’intention de développer des outils de planification spatiale permettant la mise en place d’une politique d’aménagement du territoire afin de guider l’utilisation de l’espace et d’assurer la cohérence dans l’implantation des grands projets d’infrastructures, d’équipements publics et des agglomérations. * L’élaboration des Schéma National d’Aménagement du Territoire (SNAT), 6 Schémas Régionaux d’Aménagement du Territoire (SRAT) et 4 * Schémas Directeurs d’Aménagement et d’Urbanisme (SDAU) seront appuyés par un système d’information géographique (SIG). Il est fortement recommandé que le site internet SIG mentionné dans le rapport soit exploité à cette fin.   Le PAA a du fait de son appui à l’ICC dans le SAP appuyé une des orientations du PDES concernant l’ « Amélioration de la résilience des groupes vulnérables” (p26) qui prévoit  (i) l’amélioration de l’efficacité des mécanismes d’anticipation et de coordination des interventions en situation d’urgence, (ii) la mise en place des réponses adaptées aux situations d’urgence et (iii) le renforcement desdispositifs et mécanismes de gestion des risques. |
| Stratégie de Développement Rural (SDR) | Le PAA a en 2011 effectue de nombreux travaux pour appuyer l’ICC dans la SDR. Or cette stratégie a été abandonne au début de l’année 2012 au profit de **l**’initiative 3 N qui  représente la déclinaison sectorielle pour les domaines du développement agricole, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle , adoptée par décret le 18 avril 2012 et publiée au journal officiel le 18 juillet 2012, alors que le PAA entamait son dernier semestre d’activités. | Les efforts d’ICC à la SDR pourront être capitalisées dans l’I3N.L’initiative 3 N est composée de six programmes d’investissements Prioritaires (PIP). Les activités pilotes du PANA/PAA appuient les aspects stratégiques définis dans l’I3N. |
| Programme d’action National pour l’Adaptation aux Changements  Climatiques (PANA) | Le PANA est composé d’un volet résilience agricole devant faire l’objet d’une synergie avec le PAA. | Le PAA a fait l’objet d’une mise en œuvre conjointe avec le PANA. 17 projets du PANA ont fait l’objet d’un cofinancement par le PAA. |

# 4. Analyse des processus/cycle de projet

Une analyse générale de cycle de projet fait état d’un démarrage en bonne et due forme des activités en 2010, avec un rythme soutenu des activités en 2011, malgré le faible taux de décaissement constaté en septembre 2011 qui se montait à 1,26 million US$, soit 42% du budget[[7]](#footnote-7). Les activités ont ensuite significativement ralenti en 2012, certaines activités n’ayant pu être réalisées. Le PAA a néanmoins été clôturé avec un total de décaissement de 94%, ce qui constitue globalement une bonne performance. L’efficience de l’utilisation des ressources fera l’objet d’une analyse dans la section 4.4.

La revue à mi-parcours (RMP) souligne que le PAA – reprenant les éléments de la première revue conduite en novembre 2010 – avait démarré en bonne et due forme mais que par la suite la mise en oeuvre avait ralenti. Etayant sur cette analyse de la RMP, l’évaluation révèle qu’un ralentissement d’autant plus marqué a caractérisé la dernière année de mise en oeuvre du programme. Ceci est visible tant au niveau des activités menées qu’au niveau du rythme de décaissement et s’explique en grande partie par le changement de modalités de décaissements. L’audit de l’exercice 2011 a globalement fait état des insuffisances relatives à la gestion des fonds faisant l’objet d’une avance trimestrielle auprès de l’UGP, suite à quoi le système d’avances de fonds trimestriels a été interrompu au profit du système de demande de paiement direct (DPD). La mise en œuvre du programme, jusque la essentiellement portée par l’UGP, a nécessité dès le second semestre de 2012 un plus grand investissement du PNUD.

### Les mécanismes de gestion

### Conceptualisation/formulation du projet

La qualité de tout programme est définie en amont par la pertinence et l’exhaustivité du processus de planification et le Prodoc qui en découle. Il ressort de l’évaluation que certaines faiblesses de la mise en œuvre du programme sont en partie attribuables aux déficiences en amont au niveau de la planification. Le Prodoc constitue un document cadre avec des activités assez largement définies, lesquelles ont été sujettes à interprétation par l’équipe de mise en œuvre. Cet aspect a constitué un obstacle dans la mise en œuvre du programme en aval.

Aussi, il est important de noter que le Prodoc a à l’origine été rédigé en anglais, ce qui pose problème dans un pays francophone. Le Prodoc a par la suite été traduit mais la traduction est parfois approximative. Le recrutement d’un consultant non francophone pour rédiger un tel document stratégique paraît surprenante. Les parties prenantes ont aussi souligné la perte de mémoire institutionnelle liée à la discontinuité entre les personnes chargée de rédiger le Prodoc et les personnes chargées de son élaboration.

Le Prodoc a relégué à la phase de mise en œuvre la nécessité de faire un diagnostic institutionnel sur les besoins des entités (ministères, agences) qui sont parties prenantes du PAA. Cette approche a eu pour résultante de compromettre les visées globales du programme dans son architecture globale, dans la mesure où les agences concertées ont fini par recevoir un appui en équipements de bureautique. Cet apport d’équipement n’est pas négligeable dans le cadre d’un renforcement global des capacités, mais dénature la visée du PAA qui était de faire un diagnostic sur les dysfonctionnements institutionnels ou les manquements critiques en besoin de données afin d’aligner les activités sur des interventions stratégiques. Le fait que cette phase diagnostique approfondie n’est pas été incluse dans le Prodoc est une réelle faille technique. Un diagnostic de cette nature aurait simplement requis une concertation avec les parties prenantes clés qui aille au delà de l’inventaire en équipements légers.

Le PAA Niger a essentiellement permis l’achat d’équipements informatiques et de véhicules[[8]](#footnote-8), en contraste avec de nombreux pays du PAA qui ont mobilisé ces fonds pour l’achat de stations météorologiques. Cet argument est justifié par le fait qu’a regard des parties prenantes le PAA était considéré comme la clé de voûte sur lequel d’autres programmes tels que le PCCR de la BM devaient se greffer. Si l’étude de scenario climatique est une première au Niger, elle demeure un compromis au niveau de l’incertitude des scenarios, et cette étude aurait gagnée à être enrichie de données plus complexes issues d’autres stations météorologiques. Cependant l’extension du parc météorologique n’aurait pas nécessairement permis l’exploitation des données de manière immédiate, mais il est important de souligner cet écueil.

### Les étapes de formulation et de mise en œuvre

La formulation des activités a fait l’objet d’une programmation annuelle et trimestrielle. Les activités étaient généralement définies au niveau technique par l’UGP, avec l’appui du PNUD, puis le PTA validé été soumis au CPP. Le CPP a requis une concertation en aval qui permettait au CPP d’influer davantage la planification des activités mais ceci n’a jamais été fait.

Six activités non planifiées ont été rétroactivement insérées dans la planification – c’est le cas par exemple de l’atelier PAC-RC de la BM financé par le PAA en 2010. La plupart des ateliers régionaux (dix en tout) organisés par l’IRTSC étaient souvent annoncés tardivement, ce qui a également donné lieu à une planification rétroactive (voir l’annexe A pour l’inventaire des activités retro-planifiées). Sept activités ont accusé un retard et n’ont pas été réalisées dans la première année ou la deuxième année d’exercice ; elles ont généralement été reportées à l’année suivante.

En 2011, le management du PNUD a, en concertation avec la partie nationale, pris la décision de rationaliser les projets appuyés par le PNUD. Toutes les initiatives d’appui institutionnel à l’égard du CNEED ont alors été transférées sur le PTA du PAA. La volonté de rationalisation et d’optimisation du point de vue d’une organisation comme le PNUD est compréhensible et importante, et l’on verra que cette thématique est récurrente au sein du PNUD Niger. Cependant cette « sectorisation » des activités de renforcement des capacités du CNEDD a aussi eu pour conséquence d’amoindrir la portée du programme, cantonnant trop souvent le PAA à un programme de « renforcement des capacités », alors que le programme a essentiellement la vocation d’assurer l’intégration du CC et de l’adaptation dans la planification sur le long terme pour un développement résilient.

Face aux délais dans la mise en œuvre du programme en 2012, le CPP recommanda de formuler des propositions concrètes d’activités à poursuivre et de réaffecter des fonds à la réalisation de micro projets communautaires d’adaptation. Cette approche ne put être adoptée, car elle aurait dérogé aux procédures de gestion de projet du PNUD.

### Les étapes et outils de planification

Les plans de travail annuels (PTA) et trimestriels (PTT) du PAA ont constitué un outil de planification dynamique. Le PTA basé sur le Prodoc a en l’occurrence été quelque peu altéré d’une année sur l’autre. Ces altérations ont toutefois pu rendre problématique l’inventaire des produits et résultats du PAA ; il a été décidé pour les fins de l’étude d’évaluer l’intégralité des activités cumulées dans les PTA de 2010 à 2012, afin de permettre une interprétation globale des produits et livrables.

Sur une totalité de 47 activités planifiées sur les cinq résultats, un total de 38 ont été réalisées, ce qui correspond à une réalisation de 80% des activités (voir les annexes A et C pour le détail analytique des livrables et résultats). Les neuf activités annulées l’ont été soit par manque de temps, par manque d’expertise pour réaliser l’activité (résultat 4 notamment) ou bien les activités ont été révisées pour mieux s’adapter aux circonstances du moment. Contrastées avec l’analyse des résultats émanant du PAA, on s’aperçoit que ce taux relativement élevé de réalisations des activités – et produits dérivés – n’est pas corollaire à un taux similairement élevé de réalisation des résultats attendus.

La personne chargée de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD reporte avoir reçu les rapports trimestriels du PAA, mais a indiqué ne pas avoir été satisfait des canevas des rapports. Une interaction avec le chargé du suivi et évaluation de l’unité énergie et environnement a confirmé que le PNUD n’était également pas satisfait du canevas usité en 2010 et 2011. Un canevas définitif de reddition des comptes a été adopté en 2012.

Un problème récurrent au niveau de la programmation a concerné la signature tardive des PTA ; le PTA 2012 ne fut par exemple signé qu’au début du deuxième trimestre, ce qui causa un retard sérieux à la réalisation des activités.

Les échanges avec les informateurs ont révélé que ces retards de signatures étaient généralement causés à deux niveaux. D’une part, d’aucun estiment que les programmes dans lesquels le gouvernement s’engage sont trop ambitieux et que l’administration manque des ressources et des capacités à les mettre en œuvre. Il est vrai qu’un programme tel que le PAA, conçu selon un canevas fixe, permettait difficilement aux signataires d’en altérer le contenu. D’autre part, le retard est également accusé au niveau des procédures administratives. Certains fonctionnaires associent ces retards à la difficulté pour le PNUD d’accéder aux ressources financières et pensent que ceci serait la cause du retard de signature. Il serait important que le PNUD dissipe ces impressions dans ses communications avec la partie gouvernementale.

Or il est important de souligner que ces retards de signature ont affecté tous les projets conjoints entre le gouvernement et le PNUD et les parties se sont accordées pour laisser place à une planification biannuelle des 2012 (non applicable au PAA qui se terminait fin 2012).

#### Clarté des mandats

Les structures décisionnelles au sein du PAA ont été mises en place d’une manière fonctionnelle dès le debout du programme. Les mandats et attributions et toutes les instances de mise en œuvre ont été assimilés de manière consensuelle, ce qui illustre la maturité du PNUD et du CNEED en matière de gestion de projets NIM, ce qui ne constitue pas nécessairement un acquis dans d’autres pays du PAA.

Cependant il est apparu que les responsabilités de l’UGP en matière de gestion n’ont pas toujours été assumées, comme il est mentionné dans la section 4.5 sur le suivi et l’évaluation. Les budgets préliminaires définis par l’UGP manquaient d’exactitude et de planification objective, laissant au PNUD le rôle de vérifier la qualité de la gestion financière du programme.

#### La mise en place du dispositif décisionnel

En conformité avec la modalité NIM, la mise en œuvre a essentiellement été du ressort de l’UGP, initiatrice sous la direction du directeur du programme et du SE-CNEDD des activités du programme. Les membres de l’UGP et le personnel du PNUD engagés dans le projet ont tous convenu que les flux de travail étaient en ce sens harmonieux.

Cependant un aspect problématique qui mériterait d’être débattu concerne les structures décisionnelles ayant trait à la composition du CPP, dont la base de près de cent membres en fait une structure extrêmement lourde. Le procès verbal du premier PCC en 2010 rapporte la présence de 98 participants et de 49 participants en 2011[[9]](#footnote-9). Si l’approche consistant à promouvoir l’appropriation du PAA à une base aussi élargie que possible présente des mérites certains, il faudrait néanmoins rappeler que le CPP demeure une structure décisionnelle du PAA qui doit demeurer souple et aisément assemblable. Un CPP restreint semble avoir été établi mais sa composition n’a pu être confirmée. Cependant tous les membres de l’UA étaient aussi membres du CPP, ce qui présentait le mérite d’assurer une appréciation technique des activités du PAA par des membres du CPP.

Le Prodoc n’articule pas les termes de référence (TdRs) du CPP, ce qui représente un manquement important. Cependant une circulaire de mars 2011 du CNEDD décrit brièvement ces TdRs et cantonne le rôle du CPP à la validation des bilans d’exécution annuelle et à l’adoption de la programmation annuelle. Or le CPP semble avoir sollicité l’équipe du PAA pour jouer un rôle plus conséquent (voir ci-dessous).

##### L’engagement des parties prenantes et les processus consultatifs

Les informateurs interrogés se sont globalement déclarés satisfaits de la concertation des parties prenantes dans les étapes du programme. Certaines activités du PAA avaient été conçues de manière a permettre une dévolution de leur gestion au sein des ministères clés (comme par exemple l’inventaire des besoins) ; or pour cette activité le PAA a adopté une démarche consistant à centraliser toute l’information grâce aux travaux d’un consultant. L’aptitude du PAA à collaborer avec les institutions gouvernementales est cependant illustrée par l’activité d’ICC dans le SAP. L’équipé du dispositif SAP a été sollicitée pour rédiger les TdRs de cette activité et a été associée au processus de recrutement du consultant. L’équipe du dispositif aurait cependant préférée gérer ce processus en interne, sans nécessairement avoir recours à un consultant.

Le procès verbal du dernier CPP tenu le 8 août 2012 fait état de la requête des membres du CPP d’être davantage engagés dans la mise en oeuvre du programme. Les membres auraient notamment souhaité être associés aux visites de suivi et évaluation des activités du programme et notamment les projets pilotes. Le CPP a également insisté au cours de ce dernier CPP sur la nécessité d’organiser des sessions du CPP avant la finalisation et la signature des PTA. Cette requête met en avant le fait que le CPP semble ne pas avoir pu jouer un rôle conséquent pour réorienter et affiner les activités du PTA, cantonnant de fait le CPP au rôle de simple organe consultatif.

L’implication du CPP pour des sessions de travail visant à élaborer les activités du programme a donc manqué à la mise en oeuvre du programme et cet aspect devrait être pris en compte pour de futurs programmes similaires.

Cette demande a été assortie de la requête d’impliquer davantage les services techniques dans le suivi des activités de leur ressort mise en œuvre par les prestataires de service. Ceci est un aspect important qui a été également été porté à l’attention de l’évaluatrice lors des échanges avec les membres de l’UA.

Si la requête ci-dessus du CPP est compréhensible, un aspect plus important néanmoins concerne le manque d’implication des membres de l’UA à la sélection et à l’appui technique des projets pilotes.

Les membres de l’UA ont de fait joué un triple rôle au sein du PAA. En tant que membres de l’UA créée par décret (mais qui n’a aux dires de l’UGP pas été ratifié), ils ont le rôle de comité technique du PAA. Ces mêmes membres faisaient aussi partie du CPP du PAA et faisaient par la-même office de points focaux du PAA au sein de leurs ministères ou agences respectifs. Les membres de l’UA sont également membres de la Commission Technique changement climatique et cadre de vie (CTCCCV).

Le profil des membres de l’UA et leurs attributions dérogent par rapport à ce que le Prodoc avait originellement envisagé. La justification pour constituer l’UA de représentants émanant essentiellement de structures d’Etat est le souci de renforcer les capacités du gouvernement ; les membres de l’UA PAA étant également membres de la CCTCVT, cette approche a présenté également le mérite d’assurer une participation de la CCTVC aux travaux. Lors de la consultation pour l’évaluation les membres de l’UA confirmé qu’ils avaient essentiellement eu un rôle de restitution après examen des études soumises pour validation. Quelques membres de l’UA ont participé au recrutement des consultants (1 membre UA) mais aucun membre n’a été sollicite pour rédiger des études.

Or l’inconvénient de cette approche est que les membres de l’UA n’ont pas à proprement parler conduit les études ; ils les ont seulement validées. La participation plus active des membres de l’UA aux travaux du PAA aurait pu se traduire de la sorte (restitution des suggestions de l’UA) :

* Chaque membre de l’UA aurait du être responsabilisé pour le déroulement de l’étude sectorielle qui le/la concernait, travaillant de concert avec le consultant recruté pour l’étude.
* Les membres de l’UA auraient pu être associés au comité de suivi et évaluation des micro-projets, surtout dans le cas ou des secteurs spécifiques comme l’eau ou l’agriculture sont vises ;
* Le membre de l’UA issu de l’INRA indique ne pas avoir été associe aux choix des sites, des prestataires, des semences, etc. Si les structures décentralisées du Ministère de l’agriculture ont été associées localement, la contrepartie nationale ne l’a pas été (au niveau de l’UA), ce qui risque aussi d’amoindrir les opportunités d’apprentissages politiques.

En mai 2012, le ministère de l’économie et des finances a vu la nécessité d’assigner une personne chargée de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD. Cette structure constitue donc une entité importante de relais pour les activités de S&E du PAA mais il semble qu’elle n’a été que marginalement associé au PAA. Le chargé de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD au Ministère de l’économie et des finances n’a pas eu connaissance de l’évaluation à mi-parcours remise à l’équipe du PAA en janvier 2012[[10]](#footnote-10). Une plus grande appropriation nationale sera assurée par la participation du chargé de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD à l’élaboration des termes de références et aux validations des études commanditées. Cela présenterait aussi le bénéfice d’accroitre la qualité des livrables au regard de TdRs techniquement conçus pour garantir un meilleur S&E.

### Mécanismes de Gestion

##### Mécanismes et processus de gestion

Les membres de l’UGP telle que sa composition est décrite dans le Prodoc incluent :

1. Le Coordonnateur du projet – désigné par le titre de Directeur de projet
2. Conseiller technique – désigné par le titre de charge du suivi et de l’évaluation[[11]](#footnote-11)
3. Expert financier
4. Assistante administrative

Le Directeur désigné du projet est issu de l’unité changement climatique du CNEDD. Le Directeur dirigé l’UGP durant toute la durée du programme, bien que cette mise a disposition ait aussi impliqué qu’il soit toujours responsable de ses fonctions au CNEDD. Le conseiller technique, l’expert financier et l’administratrice de projet ont tous été recrutés. L’UGP a été domiciliée au CNEDD durant toute la durée du programme.

L’équipe a également disposé de l’appui technique d’un consultant national expert en changement climatique, désigné par la suite Secrétaire exécutif du CNEDD. Un Conseiller technique principal (CTP) international sur le changement climatique a également été recruté avec les fonds du PAA et a appuyé le projet de fin 2010 à juin 2012. Les parties ont souligné combien le retard dans le recrutement de cet expert avait négativement affecté la mise en oeuvre du projet. Certaines activités du PTA n’ont été lancées qu’à l’arrivée du CTP.

Une faiblesse de ce mécanismes est que le directeur, du fait de ses fonctions au sein de l’unité CC du CNEDD, a souvent été appelé dans d’autres programme et ne peut consacrer l’intégralité de son temps au PAA.

##### Diagnostique des difficultés et contraintes en matière de gestion

Les obstacles et défis à la mise en œuvre du programme concernent essentiellement les difficultés d’interprétation des procédures requises pour les décaissements de fonds selon les modalités du PNUD. Comme il sera vu dans la section 4.4, l’audit de l’exercice 2011 a souligné les insuffisances en termes de pièces comptables dans le système d’avances de fonds usité jusqu'alors. Il est apparu que l’UGP ait eu des difficultés à fournir les pièces justificatives requises pour les DPD, ce qui a causé un retard dans la mise en œuvre des activités ou leur annulation totale en 2012 (comme ce fut le cas par exemple pour la tenue d’une session du CNEDD prévue au troisième trimestre 2012).

Bien que ces aspects aient fait l’objet de concertations entre les parties prenantes, les pièces requises par l’UGP étaient souvent manquantes ou non satisfaisantes. Il semblerait qu’une note d’instruction gouvernant les attentes sur la formation des dossiers financiers pour les décaissements existe mais qu’elle laisserait place à interprétation ; ce document n’a pu être consulté par la mission d’évaluation.

Un manquement interne au PNUD concerne le degré de latence au niveau du service des finances par rapport aux éléments de dossier qui peuvent être manquants. Un délai de deux jours ouvrables devrait être fixé pour que les finances communiquent auprès de la partie concernée tout manquement au niveau des pièces justificatives.

##### Appréciation de l’appui technique par les équipes internationales et régionales lors de la formulation et la mise en œuvre

Les modalités de contact avec l’IRTSC ont établi que les pays PAA devaient soumettre toute demande d’appui en envoyant un email officiel à la cellule d’appui de l’IRTSC ([aap.helpdesk@undp.org](mailto:aap.helpdesk@undp.org)). L IRTSC a indiqué qu’elle n’avait reçue aucune sollicitation d’appui par le PAA-N sur toute la durée du programme. Cependant les missions d’appui de la consultante d’ancrage (voir missions ci-dessous) ont répertorié les requêtes d’appui du Niger, sans que celles-ci fassent l’objet d’un suivi par l’IRTSC.

Si le PAA-N ne semble pas avoir optimisé les opportunités d’appui par l’IRTSC, il n’en demeure pas moins qu’une difficulté liée à l’appui de l’IRTSC avait trait au fait que l’expert assigné comme « task manager » au Niger n’était pas francophone. Les parties prenantes ont souligné qu’il était problématique que seul un nombre réduit de personnes puissent communiquer avec le task manager lors de ses visites ou lors des communications à distance. L’IRTSC aurait pu bénéficier de l’appui des autres experts IRTSC si le relationnel approprié avait été établi ; l’opportunité manquée d’associer la chargée de communication du CNEDD aux évènements de gestion des connaissances a été mentionnée.

Le PAA-N a également bénéficié de l’appui de plusieurs consultants IRTSC venus en mission au Niger pour appuyer la mise en oeuvre du programme. Les visites des membres de l’IRTSC sont listées ci-dessous (la liste n’est pas exhaustive car certains BTORs sont manquants) :

1. Mission d’appui de Jose Levy, expert en gestion des connaissances et Nadia Bechraoui, Consultante PAA en charge du suivi et du reporting pour la préparation du Prodoc (2009) ;
2. Mission d’appui de Jose Levy pour participer à l’atelier de lancement (avril 2010) ;
3. Mission d’appui de Gregory Woodsworth, Conseiller en politique au PNUDet deNadia Bechraoui, (mars 2011) ;
4. Mission de travail à Dakar (mai 2011) pour planifier la stratégie d’élaboration de la PNCC ;
5. Mission d’appui de Nadia Bechraoui (4 au 9 septembre 2011), afin d’appuyer notamment les révisions du programme et la mise à jour du cadre accès sur les résultats ;
6. Mission de revue –à –mi parcours du Dr Intsiful ;
7. Mission d’appui du Dr Joseph Intsiful, et de M. Alioune Diallo (2012, dates non précisées) pour appuyer la mise en place des systèmes de données climatiques.

Si les missions d’appui ont de manière générale guidé l’UGP dans une mise en oeuvre améliorée du PAA, les appuis techniques requis n’ont que partiellement étaient satisfaits ou n’ont pas été reçus[[12]](#footnote-12). Le PAA-N n’a pas bénéficié de l’appui que les autres pays PAA ont reçu pour la mise en place d’un système décentralisé de l’information (« cloud computing »), malgré les visites prévues de la composante Gestion des données et de l’information (DIMC) de l’IRTSC. Or l’UGP aurait également pêché par un manque de suivi sur les actions requises et les manquements constatés pour associer les personnes ressources clés aux échanges sur ce thème (consultants modeleurs, DGM, etc.), qui ont participé à la non réalisation de cette activité.

La mission de mai 2011 à Dakar, en la présence des membres de l’UGP, du chargé de programme PNUD et du SG-CNEDD avait été organisée en réponse à une requête du PAA-N. Elle avait pour but de revoir les orientations stratégiques du PAA-N pour assurer un impact du projet sur les sphères décisionnelles. La session de travail a été conclue par un besoin d’incorporer l’élaboration d’une Politique Nationale sur le changement climatique (PNCC), qui serait l’outil exploite pour influencer les décideurs en matière de planification. L’appui technique de l’IRTSC lors de cette mission a conforté le PAA-N et notamment le SG-CNEDD dans ses orientations stratégiques mais n’a pas fait l’objet d’un suivi[[13]](#footnote-13).

Enfin, le PAA-N a activement pris part à l’ensemble des ateliers régionaux organisés par l’IRTSC, qui incluent :

1. Revue PAA par les pairs, (septembre 2010), Dakar : 3 personnes
2. Formation PDP 1 (Chargé S&E de l’UGP Casablanca : 3 personnes (2011)
3. Formation PDP 2 à Mombassa : 3 personnes (2011)
4. Formation données CC et modélisation à Accra, Ghana (2011) : 2 personnes (consultants)
5. Mission de travail à Dakar (mai 2011) pour planifier la stratégie d’élaboration de la PNCC ;
6. Formation cadres d’adaptation et financements à Maurice (2012) (Chargé S&E de l’UGP et le Directeur des énergies renouvelables)
7. Atelier de renforcement des capacités sur le CC, Dakar : 1 journaliste
8. Formation des formateurs media & CC du 16 au 20 janvier, Nairobi, Kenya : 1 journalise
9. Formation sur la gestion des connaissances å Maputo (2012) : 1 personne (Chargé S&E de l’UGP)
10. Atelier final du PAA, Dakar (septembre 2012)

Les deux formations adressées aux journalistes et organisées par la cellule des médias de Nairobi (Baobab Coalition) se sont faites sans concertation avec l’UGP. Suite à ces ateliers, un atelier national a été organisé à Niamey début 2012, avec les financements régionaux, mais sans associer l’UGP. Ceci a compromis tout S&E de cette activité par l’UGP.

La capitalisation des participations aux formations régionales par un plus grand nombre n’est pas évidente. Beaucoup des réunions avaient trait à la gestion globale du programme, d’autres se concentraient sur le développement professionnel et personnel (PDP).

##### Appréciation de la prise en compte des recommandations reçues durant le programme

La capacité d’un programme à effectuer une planification adaptive est fonction des mesures correctives ou altérations dans la planification en réponse à des recommandations. L’aptitude du PAA en mesure de planification adaptive ne peut qu’être mesurer à l’aune des recommandations répertoriées. Les rapports des missions d’appui, de la revue-a-mi-parcours (RMP) et des comités de pilotage ont été passés en revue. D’autres recommandations n’ont pas été portées à la connaissance de l’évaluation, hormis les recommandations techniques issues des rapports de validation d’études qui sont adressées aux consultants et qui ne sont pas le sujet de l’analyse ici. Les recommandations émanant des audits sont examinées dans la section 6.

De manière générale le PAA a initié des actions correctives ou une reprogrammations suite aux recommandations, mais souvent ces mesures ne se sont pas traduites par des mesures concrètes. Ces manquements sont aussi en général imputables au manque de temps ou au manque de suivi par l’IRTSC. Le PAA n’a pas pris de mesures correctives pour certaines activités, notamment liées aux modalités de gestion du programme.

Le tableau 8 ci-dessous propose un inventaire de toutes les recommandations répertoriées au cours des diverses missions d’appui, notamment par l’IRTSC. Les recommandations sont décrites et l’application des recommandations évaluées.

Tableau 8 : Recommandations et suivi des recommandations par le PAA

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat concerné** | **Source de la recommandation** | **Recommandations reçues (citations directes)** | **Suivi des recommandations au cours de l’évaluation (janvier 2013)** | **Prise en compte** |
| Résultat 1 | BTOR Bechraoui – juillet 2011 | The project has launched several studies (4) since its inception and which are not yet fully validated. Besides the issue of being able to identify the requested technical expertise, the project faces the difficulty to put in place an efficient quality insurance system. The next challenge is to leverage the results and recommendations from the studies conducted and disseminate them to the various stakeholders, including the decision makers, given the remaining limited time of the project. | La mise en place d’un système d’assurance qualité des études a été assurée par les processus de évaluation des études par l’UA.  La dissémination des études aux partis pénates et décideurs n’est effectuée que de manière limitée, ou du moins ce processus n’a pas été .documenté. | Partielle |
|  | RMP Dr Intsiful janvier 2012 | Dissemination of information – background study of institutional mapping is required as well as the establishment of Climate Information Centres to promote use of climate information for decision making. | Pas de mise en place de centres de gestion de l’information climatique (problème de capacité, de planifications, de manque d’appui) | Non conforme |
|  | RMP Dr Intsiful janvier 2012 | NBA, AGRHYMET and ACMAD engaged during MTR mission. Joint activities planned for the year. | Pas de mise en application ou de suivi des discussions amorcés avec ces organisations (hormis les concertations pour la modélisation) | Non conforme |
|  | Comité de pilotage avril 2010 (procès verbal) | Le PAA doit prendre en compte ce qui existe déjà et capitaliser ce qui a été fait par exemple par le Centre Régional Agryhmet en matière d’études et de recherche sur l’adaptation et de formation sur les changements climatiques pour diminuer le coût de certaines activités | Le partenariat avec Agryhmet n’a pas fait l’objet d’une concertation au niveau du programme. Les échanges ont eu lieu de manière isolée entre les consultants et Agryhmet. | Partielle |
| Résultat 2 | BTOR Bechraoui – juillet 2011 | The creation of the Parliamentary Network on the CC is a unique opportunity to design a capacity building programme for them and that, with the support of the AAP, the IRTSC and other appropriate programs of UNDP. The proposal for a revised AWP has included a budget provision to address this activity. | Le PTA révisé inclut une activité de développement des capacités des membres du réseau des parlementaires sur le CC. Deux formations ont été organisées à cet effet. | Conforme |
| Résultat 3 | BTOR Bechraoui –juillet 2011 | support from UNDP would be helpful to assist Niger in designing and launching a process for the preparation of a CC policy and for the integration of the CC issue into their SDRP. The proposal for a revised AWP has included a budget provision to address this activity. | Le processus de PNCC n’a pas reçu d’appui de l’IRTSC come sollicitée ; or ce manquement serait davantage imputable à l’IRTSC. | NA |
|  | RMP Dr Intsiful janvier 2012 | Funding of NGOs community-based adaptation for NAPA programmes in 8 sites :   1. Support to energy projects (on-going) => IRTSC can support energy access and physical and economic viability assessment. 2. Agricultural/food security in collaboration with SDR 14 sub-programme => IRTSC can support through WFP/Adcon on-going initiative. A workshop on weather index insurance was scheduled for 13-15 February, 2012. Also, discussion was held with AGRHYMET to support this initiative. 3. Candaji Dam – problem of engaging survey and assessment (IWRM) => This could benefit from IRTSC support on IWRM. Discussion with NBA, AGRHYMET & ACMAD for a workshop on IWRM was finalized (ASAP/Q1).   DIMC to support Climate Data Server installation and training in Q1 (Feb/March). | Les recommandations de l’IRTSC visent a appuyer les projets pilotes ; or la pertinence de ces recommandations est questionnable, alors que les projets pilotes étaient engagés d’une certaine manière (notamment pour le projets énergies).  L’atelier sur l’assurance météorologique n’a pas eu lieu ; les causes n’ont pu en être déterminées.  L’atelier sur la gestion intégrée des ressources en eau a eu lieu fin 2012 (le rapport n’a pas été communiqué).  La formation sur le serveur et son installation prévue pour le premier trimestre de 2012 n’a pas eu lieu. | Non conforme |
| Résultat 4 | BTOR Bechraoui – juillet 2011 | The project needs some external support to identify relevant activities. A concept note on the establishment of a climate fiscal framework was shared with the project team. | Pas de suivi de cette activité ou d’appui sollicite auprès de l’IRTSC (or la nature de l’appui était aussi diffuse). | Non conforme |
| Résultat 5 | RMP Dr Intsiful janvier 2012 | Absence of a communication strategy; this needs to be prioritised. | Stratégie de communication complétée en 2012 | Conforme |
|  | BTOR Marc Leapge – septembre 2012 | Les recommandations suite à la formation Teamworks s’adressent particulièrement au PNUD :   1. recommandé au chargé de programme environnement PNUD Niger de faire le lien avec les nombreuses autres activités en cours ou prévues dans le cadre large de la pratique énergie/environnement (…) 2. Manque de participation aux sessions de formation KM => faire le suivi à court et moyen terme avec le senior management du PNUD Niger quand à l’importance de la gestion des connaissances pour le personnel 3. Il est recommandé de nommer M. Laouan Boundi, (absent durant la mission) comme point focal de la gestion des connaissances. 4. il est recommandé de revisiter l’utilisation de l’espace PNUD Niger par rapport au plan d’action établi en 2010 dont la mise en œuvre a été très limitée. 5. Il est recommandé de faire un bref audit de la gestion des connaissances, qui permettra également d’expliciter (partiellement) les raisons de ce manque de prise en compte de la gestion des connaissances. | Le PAA vise a renforcer tant les capacités du Gouvernement que du PNUD. La mise en application de ces recommandations spécifiques au PNUD n’a pu être vérifiée. | Pas de vérification par l’évaluation. |
|  | Comité de pilotage avril 2010 (procès verbal) | Edition du bulletin : s’appuyer su l’existant pour sécuriser un peu d’argent, par exemple utiliser le PNEDD-info | Le bulletin s’est inspiré du modèle existent. | Conforme |
| Résultat 7  Gestion du projet | BTOR Bechraoui –juillet 2011 | |  | | --- | | Recommandations par rapport a la gestion du programme :  1) Support the updating/harmonization of the national AAP Projects’ RMFs, by following a participatory RBM based method. This will specifically mean supporting when needed the achievement of a clear project logic model where activities and outputs are expected to lead to measurable results and of a clear and simple results chain within the project M&E system.  2) Support the analysis of the RMF including associated indicators and assumptions to ensure that the RMFs are updated and consistent with the work plans.  3) When applicable, advise on how set up of a M&E and reporting framework in line with the RMF. | | Le système de S&E axé sur les résultats n’a pas fait l’objet d’une révision. Le cadre logique n’a pas été révisé ou utilisé par le programme. |  |
| Comité de pilotage avril 2010 (procès verbal) | Expliquer plus clairement les contenus des activités pour une meilleure compréhension dans la mesure où le PRODOC n’a pas fait l’objet de validation | Les activités ne sont pas décrites avec plus de détail dans les planifications annuelles ou trimestrielles. | Non conforme |

##### Pise en compte de la revue- à- mi-parcours dans la planification

Les parties prenantes ont souligné que la RMP s’est déroulée en janvier 2012 et que le rapport, bien que daté de janvier 2012, n’a été envoyé au PNUD qu’en juin 2012. Certains éléments de la RMP ont été intégrés à la planification du deuxième semestre ; le CTP – du fait de la barrière linguistique- était la personne la mieux en mesure d’intégrer les recommandations de la RMP dans la planification. L’UGP a été consultée sur la RMP suite à un second envoi du rapport par l’IRTSC en novembre 2012, mais certains membres de l’administration concernés par un tel rapport (tel que le chargé de S&E du CEDAP au Plan) n’ont pas eu connaissance qu’une RMP du PAA avait été conduite.

Le PNUD rapporte que les recommandations faites dans la RMP ont été (partiellement) mises en œuvre mais la RMP n’a pas été officiellement validée par la partie nationale puisque la version finale n’a toujours pas été rendue disponible par l’IRTSC.

Les conclusions de la RMP se traduisent presque exclusivement par des recommandations consistant à solliciter l’IRTSC pour adresser tout problèmes technique et managérial rencontrée. La RMP fait un diagnostic de l’avancée du projet en janvier 2012 et propose dans une matrice globale des solutions aux problèmes identifiées ; l’ensemble des solutions suggérées consiste à solliciter l’IRTSC, ce qui n’a pu être fait puisque la RMP n’avait toujours pas été validée en fin de projet.

Les recommandations qui ont été faites par la RMP et qui se sont traduites par des activités concrètes sont les suivantes :

1. l’addition d’activités liées à la gestion et à la génération des données climatiques pour un montant de 72,000 US$ sous le résultat 1 : la réalisation de ces activité ne fut que partielle et ne s’est pas soldée par la satisfaction des résultats attendus, comme souligné dans l’analyse du résultat 1.
2. l’organisation d’ateliers régionaux au Niger, aux nombres desquels :
   * sous le résultat 1 : Organisation d’une Formation sur l’analyse des données en matière de climat et de changement climatique en vue des évaluations d’impacts (septembre 2012)
   * sous le résultat 1 : Mission d’appui pour la formation sur l’utilisation du serveur (septembre 2012) (résultats non concluants)
   * sous le résultat 5 : Formation de l’équipe PAA et des membres du gouvernement à Teamworks, et formation de rappel auprès du PNUD (septembre 2012)
   * sous le résultat 5 : Une session de formation organisée pour les structures étatiques, les ONG et Associations de Développement sur l’approche Genre et changement climatique **(**Niamey, du 02 au 04 juillet 2012), avec la **p**articipation de 36 personnes.

### Modalités de mise en œuvre

##### Les initiatives de renforcement des capacités

Le PAA-N a organisé un total de cinq ateliers de formation d’envergure, totalisant tout public confondu un total cumulé de 157 personnes (sachant que les mêmes personnes ont souvent participe à divers ateliers, on peut donc parler de 157 formations)[[14]](#footnote-14). Le PAA a également appuyé de manière indirecte (soient des ateliers qui n’ont pas été inclus dans la programmation ou qui ont été financés par le fonds TRAC du PNUD) un total de 12 formations. Le CTP du PAA a bien souvent été le facilitateur des formations en question sur l’ICC ; ces formations sont donc partiellement attribuables au PAA. Le nombre total de bénéficiaires de ces formations indirectes n’a pu être répertorié en raison d’un manque de pièces justificatives.

Le PAA-N a participé à un total de dix formations organisées à l’initiative de l’IRTSC hors du Niger (visant notamment le renforcement des capacités des membres de l’UGP et le point focal du PNUD) ou organisées au Niger avec l’appui de l’IRTSC. Ces ateliers hors du Niger se sont généralement traduits par un renforcement des capacités de l’UGP et de l’équipe PAA-N dans la gestion du projet. Les ateliers organisés au Niger (ateliers i) données climatiques, ii) Teamworks et iii) genre & CC) ont constitué des formations qualitatives qui furent très bien accueillies par les audiences ciblées (voir annexe C pour le détail des résultats de ces trois ateliers).

La section 3.8 détaille toutes les initiatives de renforcement des capacités qui ont été appuyées par le PAA.

Tableau 9 : Analyse de l’appréciation des parties prenantes sur le développement des capacités.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Totalement satisfait | Satisfait | Moyennement satisfait | Non Satisfait | TOTAL VOTES |
| Développement des capacités | 33 | **41** | 20 | 6 | 100 |

Les informateurs se sont de manière générale déclarés satisfaits des interventions en matière de développement des capacités du PAA.

##### Risques et hypothèses

Le registre des risques proposé dans le Prodoc n’a pas été mis à jour ou exploité par l’UGP ou le PNUD. La mise en œuvre des micro-projets aussi requis la tenu d’un registre des risques. La mission d’évaluation a permis d’élaborer un cadre de suivi des projets pilotes qui inclut un registre des risques (annexe B) mais celui-ci est loin d’être exhaustif.

##### Projet relatif aux activités complémentaires

Comme mentionné dans les sections précédentes, le PAA a fait l’objet d’une mise en œuvre conjointe avec le PANA, qui s’est surtout traduite par une mutualisation des ressources pour les micro-projets. De nombreuses activités complémentaires avaient été identifiées par le Prodoc (PAC-RC-BM; BPCR-GRC, etc.) mais celles-ci n’ont pas fait l’objet d’un rapprochement. La section 4.2 sur les partenariats détaille davantage cet aspect.

### Partenariats

#### Participation au niveau national et de la perception des partenaires

Les informateurs ont souligné le fort degré d’appropriation nationale qui a prévalu à toutes les étapes de mise en œuvre du Programme. La réalisation des activités du PAA a essentiellement été portée par l’UGP composée de fonctionnaires, en bonne conformité avec les prérogatives énoncées dans les modalités de mise en oeuvre NIM.

#### Evaluation de partenariats locaux et leur implication

Le Prodoc met l’accent sur le besoin d’une collaboration marquée entre le PAA et le BPCR-GRC et le projet PPRC de la BM pour éviter une duplication des activités au niveau du résultat 1. L’évaluation a fait ressortir que le PAA n’avait pas collaboré avec les activités de l’unité crise et relèvement (UCR) du PNUD, ce qui constitue une insuffisance du programme. L’intention d’une collaboration accrue entre l’UCR et l’UEE dans la réalisation des programmes à partir de 2013 a néanmoins été soulignée par les parties prenantes. Le PAA a appuyé l’élaboration du projet PPRC de la BM en apportant un co-financement à un atelier de travail en 2010. La mise en oeuvre du PPRC a pris du retard, ce qui a diminué les opportunités de collaboration. L’intégration et le suivi des acquis du PAA au PAC-RC faisaient néanmoins l’objet d’une concertation entre les parties prenantes à l’heure de l’évaluation.

Une initiative qui a été saluée par de nombreuses parties prenantes concerne la mise en place d’un cadre de concertation. Trois réunions effectives du cadre de concertation se sent tenues au cours du PAA et ce cadre fut établi par décret du Premier Ministre en Octobre 2011. Les organisations associées a ce cadre de concertation ont inclus avec le PANA Résilience, le Programme de Micro Financement du Fonds pour l’Environnement Mondial (PMF/FEM), l’initiative Adaptation Learning de la coopération Danoise et les ONG.

Le tableau 10 ci-dessous propose une revue des partenariats locaux qui ont été effectivement engagés, et liste aussi les opportunités de partenariats manqués, à la lumière des dispositions initiales du Prodoc.

Tableau 10: partenariats locaux et leur implication

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Intitulé du projet /programme avec lequel un partenariat a été insisté** | **Financement** | **Période** | **Nature du partenariat engagé/activités au regard des objectifs du programme partenaire** | **Produits et résultats obtenus** | | **Défis/opportunités émanant du partenariats et recommandations sur les collaborations futures** |
| 1 | Projet « mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience et la capacité d’adaptation du secteur agricole au changement climatique au Niger » | PNUD | 2009 2013 | Mise en œuvre conjointe des projets-pilotes, avec financement du PAA, suivi et évaluation par le PANA, mise en place de comités de directions conjoints pour les projets pilotes.  Mutualisation du CPP pour les deux programmes.  Partages d’informations entre les 2 directeurs et les 2 équipes de projets. | Contributions du PAA à atténuer les effets néfastes des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables dans la perspective d’un développement durable : 19 (dont 17 conjointement avec le PANA) projets pilotes conduits dans les zones de vulnérabilité du PANA (voir la section sur le R3 pour le détail des résultats sur les micro-projets)  RMP des projets par le PANA.  Renforcement des capacités de l’UGP PANA qui a bénéficié des formations PAA.  Le PAA a appuyé la réalisation des résultats suivants du PTA PANA :  Activité 1.3 : Au moins 50 ha de parcours restaurés => les micro-projets de récupération des terres financés par le PAA couvrent près de 50 ha de terres dégradées ;  Activité 2.2 : Huit PDC révisés et au moins 25% des cadres nationaux et régionaux du DC sont formés sur les outils d'IDCC => le PAA a contribué à l’ICC dans les PDC car l’expertise technique requise pour ce faire fut financée par le PAA (CTP et étudiants formés)  Activité 2.6. Des nouveaux moyens d'existence sont promus permettant aux communautés rurales de s'adapter => le PAA a financé un microprojet d'AGR (couture) au profit de populations vulnérables.  La RMP du PANA souligne l’apport du CTP/AAP au PANA en matières d’assistance technique, en particulier dans les études, la capitalisation (posters) et les missions de terrain (2012 :45). | | Subventions croisées avec apport d’investissements lourds par le PAA pour le financement d’un véhicule à temps complet et d’un véhicule à temps partiel mis à disposition pour le PANA.  Economies d’échelle et synergie mais risque de « délestage » des responsabilités de S&E du PAA sur le PANA. |
| 2 | Programme pilote pour la résilience climatique du Fonds Climat stratégique PAC-RC | BAD  BM  28 million US de prêt et 35 million US$ de don | 2012-2018 | Le PAA a appuyé l’élaboration du projet PPRC de la BM en apportant un co-financement à un atelier de travail en 2010. La mise en oeuvre du PPRC a pris du retard, ce qui a diminué les opportunités de collaboration. | Le Prodoc  indique que la direction du projet PPRC/BM utiliserait les résultats du projet AAP pour guider les objectifs et investissements du PPRC. Ceci n’a pu être vérifié. | | Le PAC-RC – notamment le volet mis en œuvre par le CNEDD- devrait incorporer dans ses activités les besoins identifiés en matière de collecte et de gestion des données climatique. La mise en place d’un système centralisé de l’information ainsi que la mise en application de la stratégie de communication sur les CC (sur la base de tout ce qui a été produit dans les 5 dernières années) sont des priorités absolues. |
| 3 | PMF-PNUD/FEM | PNUD/FEM |  | Le Prodoc suggérait que le PAA en renforçant une capacité supplémentaire pour gérer et analyser les effets du changement climatique dans les secteurs agricole et de l’eau et mobiliser de fonds supplémentaires pour étendre les projets pilotes réussis dans le projet FPMA-PNUD/FEM. | Une collaboration avec le SGP initialement été considérée mais le protocole de collaboration originellement envisagé avec le SGP a été annule au profit de la collaboration avec le PANA.  Le PMF-PNUD/FEM a néanmoins fait partie du cadre de concertation mis en place par le PAA. | |  |
| 4 | Troisième communication nationale (TCN) | PNUD/GEF/ partie nationale  354 000 $US | 2012-2013 | Le PAA a appuyé l’élaboration du Prodoc de la TCN. | Les acquis du PAA (études d’impacts et scenario climatique notamment) feront partie intégrante de la TCN et appuieront notamment le volet  concernant « la mise à jour de l’évaluation de la Vulnérabilité et de l’Adaptation (V&A) aux changements climatiques dans les secteurs suivants: Agriculture, Elevage, Ressources en Eau, Foresterie et Santé ».  Les activités relatives à la TCN qui pourraient également exploites les acquis du PAA sont :  l’évaluation des besoins en matière de Transfert de Technologies => voir l’étude PAA sur les besoins en renforcement des capacités des institutions ;  Recherche et Systèmes d’Observations Systématiques des changements climatiques (SMOC et SOHH) => référence est faite aux discussions sur les besoins SMOC auxquels le PAA n’a pu répondre – lien avec le PAC-RC  L’Education, l’Information et la Communication sur les changements climatiques => exploiter les outils et manuels développés par le PAA. | | |
| **Projets/programmes avec lesquels des partenariats n’ont pas été institués mais qui auraient pu/du l’être (Prodoc)** | | | | | | | |
| 5 | BPCR-GRC | BCPR : 2 243 600 USD (1145678 US$ decaissés) | Janv. 2011- mars 2012 | Le Prodoc suggérait que le PAA  Cibles du projet :  Le renforcement des capacités des institutions nationales en prévention et gestion des crises, conflits et catastrophes ;  Le relèvement des populations sinistrés des inondations et conflits armées dans quatre régions pilotes. | | Le PAA n’a pas collaboré avec les activités de l’unité crise et relèvement (UCR) du PNUD sur la gestion du risque climatique.  Le BPCR-GRC aurait dû être associé au cadre de concertation du PAA. | |
| 6 | JICA |  |  | Le PAA suggère une collaboration avec JICA dans le contexte des initiatives d’oasis Sahéliens | | Le PAA n’a pas collaboré avec JICA.  JICA aurait dû être associé au cadre de concertation du PAA. | |

Tableau 11 : Analyse de l’appréciation des parties prenantes sur le développement des capacités.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Totalement satisfait | Satisfait | Moyennement satisfait | Non Satisfait | TOTAL VOTES |
| Pertinence et activation des partenariats | **33** | **41** | 26 | 0 | 100 |

Les informateurs se sont de manière générale déclarés satisfaits, voire très satisfaits des interventions en matière de développement des capacités du PAA.

#### Evaluation de la collaboration entre le gouvernement, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organisations régionales / internationales

Tableau 12: Partenaires institutionnels et leurs rôles dans la mise en œuvre du PAA

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Institutions** | **Aspects positifs des contributions** | **Défis/difficultés & suivi requis** |
| **Structures d’Etat** | | |
| **SE/CNEDD** | Contributions en nature évaluées a 200,00US$ par an (mise à disposition des locaux au projet, frais de fonctionnement, mise a disposition du directeur du PAA)  Recrutement du personnel du projet  Mise en œuvre du programme généralement conforme avec la planification  Supervision et suivi de la mise en œuvre des activités  Recrutement de tous les consultants nationaux  Organisation des ateliers  Exécution des micro-projets de concert avec le PANA  Participation aux 3 réunions du comité de pilotage ;  Suivi de la bonne participation des acteurs étatiques  et ceux de la société civile aux activités du PAA à travers le dialogue entre les unités du CNEDD, les commissions techniques et l’UA. | Manque de conformité avec les attentes du PNUD en matière de pièces justificatives causant un délai dans les activités  Manque de suivi dans la planification financière des activités  Délai dans le suivi des courriers  Audit de l’exercice 2011 négatif  Manque de suivi des attentes du CPP quant a sa consultation dans la planification des activités.  Manque de suivi des micro-projets financés par le PAA (reporting, etc). |
| **SE-SAP** | Membre de l’UA et participation à toutes les formations  Bénéficiaire d’une activité d’ICC dans le SAP et formation des agents SAP. Appropriation de l’activité du fait de la rédaction des TdRs et du recrutement du consultant. | Institution aujourd’hui supprimée |
| **Ministère de l’Hydraulique et de l’Environnement** | Le Directeur adjoint de l’Environnement Il a assuré la présidence de 3 CP du Projet  Membre de l’UA et participation à toutes les formations  Participation à 3 CPP  Associé aux recherches et bénéficiaire de l’étude d’impacts du CC sur le secteur de l’eau et des zones humides  Bénéficiaire particulièrement de la formation IRTSC sur les outils ICC dans la gestion de l’eau.  Services techniques déconcentrés au niveau départemental et communal associés aux projets pilotes PANA/PAA. | La dimension changement climatique n’a pas encore été intégrée dans le régime de l’eau et de l’assainissement |
| **Ministère de l’Agriculture** | Participation à 3 CP du projet  Membre de l’UA et participation aux formations  Associé aux recherches et bénéficiaire de l’étude d’impacts du CC sur le secteur de l’agriculture. | Le membre de l’UA n’a pas été associé à la mise en œuvre des micro-projets dont beaucoup touchaient au secteur agricole. |
| **Ministère de l’Elevage** | Participation à 3 CP du projet  Membre de l’UA et participation aux formations  Associé aux recherches et bénéficiaire de l’étude d’impacts du CC sur le secteur de l’élevage.  Services techniques déconcentrés au niveau départemental associés aux projets pilotes PANA/PAA. | Le membre de l’UA n’a pas été associé à la mise en œuvre des micro-projets dont beaucoup touchaient au secteur de l’élevage |
| **Ministère des Mines et de l’Energie** | Participation à 3 CP du projet  Membre de l’UA et participation aux formations  Associé aux recherches et bénéficiaire de l’étude d’impacts du CC sur le secteur de l’ élevage | Non associe aux projets pilotes en matière d’énergies renouvelables |
| **Direction de la Météorologie Nationale** | Co-présidence de 2 CPP  Membre de l’UA et participation aux formations  Associé aux recherches et bénéficiaire des études d’impacts du CC et de l’étude sur les scenario climatiques  Données météo achetées auprès de la DMN pour la réalisation des modèles climatologiques PAA. | Non associé a l’achat du serveur par le PAA => la DMN devrait être associé à la mise en service du serveur (voir lien aussi avec le serveur non exploité par le PANA)  Pas de convention de partenariat entérinée avec le SE/CNEDD malgré le besoin accru de protocole d’accord pour l’échange et la mise à disposition gratuite des données climatiques => ce partenariat devrait être poursuivi et intégré à la convention de partenariat du PANA avec le SE/CNEDD pour l’acquisition de 100 pluviomètres et d’un serveur pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données agro-météorologiques dans les 8 communes |
| **Ministère du Plan et du Développement Communautaire** | Participation à 3 CPP  Membre de l’UA et participation aux formations  Cosignataire du PTA 2012 | Le chargé S&E du CEDAP/PNUD au Ministère du Plan et du Développement Communautaire n’a pas été associé au programme = > tout futur programme devrait associe le chargé S&E (appui à la rédaction des TdRs, suivi des activités, etc.) |
| **Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre les Endémies** | Participation à 3 CP du projet  Membre de l’UA et participation aux formations  Associé aux recherches et bénéficiaire de l’étude d’impacts du CC sur le secteur de la sante  Consiste un des groupes de mise en application de l’ICC dans les politiques sectorielles | Manque de suivi et d’appui sur le groupe pratique de l’ICC dans les politiques sectorielles |
| **Ministère de l’Economie et des Finances** | Participation au premier CPP | Le MEF n’a pas suffisamment été associé au PAA |
| **Ministère de la promotion de la femme** | Services techniques déconcentrés au niveau départemental et communal associés aux projets pilotes PANA/PAA. |  |
| **CNCOD** | Participation à 3 CP du projet  Membre de l’UA et participation aux formations |  |
| **INRAN** | Disponibilité des semences améliorées pour un des micro-projets finances par le PAA/PANA |  |
| **Secteur académique :** | | |
| Université de Niamey, Abdou Moumouni | Des étudiants ont bénéficié d’appuis financiers et en équipements pour conduire leurs recherches. | Les universités n’ont pas suffisamment été associées à la conduite des travaux du PAA |
| Universités de Maradi, Tahoua et Zinder | Ces trois universités ont reçu un appui en équipements informatiques. |
| **Société civile** | | |
| **ONGs** | Le CNCOD (collectif des ONG) a participe aux 3 CPPP et a fait partie de l’UA.  Les ONG suivantes ont bénéficié d’un appui du PAA pour organiser des activites de sensibilisaiton : CNCOD; ONG EDER-Niger; ONG /CODDAE; Délégation Générale des Etudiants de la Faculté des Sciences et Techniques; Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger(AREN); association Nigérienne des Exploitants de Bois : Renforcement des capacités des Membres de l’association  Les ONG ont participé à de nombreuses formations |  |
| **Medias** | Un journalise a bénéficié de 2 formations avec l’appui de l’IRTSC, dont une formation de formateur. Ceci a été suivi d’un atelier national adresse aux medias. | Manque de suivi de l’activité par l’UGP qui n’a pas été associée.  Manque de traçabilité de produits de communication produits suite a ces formations. |
| **Agences régionales et internationales** | | |
| **AGRHYMET** | Le PAA n’a pas travaillé en collaboration avec AGRHYMET. Le dialogue avec AGRHYMET s’est fait essentiellement à travers le travail des consultants charges de l’étude sur les scenarios climatiques. | La RMP souligne en janvier 2012 que malgré la présence à Niamey de structures régionales telles que ACMAD, AGRHYMET et l’ABN, l’équipe du programme n’avait pas engage d’activités avec ces structures pour la mise en œuvre du PAA. Aucun des dialogues amorces par l’IRTSC n’ont fait l’objet d’un suivi au niveau national.  Ces organisations auraient dues être associées au cadre de concertation du PAA. |
| **Agence du Bassin du Niger (ABN)** | Le PAA n’a pas travaillé en collaboration avec l’ABN. |
| **ACMAD** | Le PAA n’a pas travaillé en collaboration avec l’ACMAD. |

#### Evaluations des mécanismes pour la diffusion de l'information dans l'exécution de projet et l'ampleur de la participation des partie prenantes dans la gestion

L’information produite par le PAA a été partagée au moyen essentiellement de trois méthodes :

1. L’organisation d’ateliers de restitutions des études commanditées par le PAA ;
2. La lettre d’information trimestrielle du CNEDD ;
3. Le recours aux ONGs pour les campagnes de sensibilisation du grand public.

Les ateliers de restitution ont ciblé les planificateurs et autres individus clés des institutions concernées, mais cette diffusion est restée limitée (dissémination horizontale de l’information) et le PAA n’est pas parvenu à y intéresser les décideurs (dissémination verticale de l’information).

On note néanmoins que seulement quatre bulletins ont été publiés sur la durée du projet. Le PAA n’a pas fait l’objet d’une mise en ligne systématique des produits de l’information et des connaissances générées, comme souligné dans la section 3.9 sur l’analyse du résultat 5.

Le recours à cinq ONG pour les campagnes de sensibilisation au grand public sur différents thèmes constitue une bonne pratique mais l’absence de pièces de suivi ou de reporting ne permet pas de juger de la qualité de ces campagnes.

Tableau 13 : Evaluation de la satisfaction des parties prenantes quant à la diffusion de l’information et de leur participation à la mise en œuvre du programme.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Totalement satisfait | Satisfait | Moyennement satisfait | Non Satisfait | TOTAL VOTES |
| Participation à la mise en oeuvre du PAA | 11 | **58** | 23 | 8 | 100 |
| Partage de l'information | 12 | **47** | **41** | 0 | 100 |

Les informateurs se sont de manière générale déclarés satisfaits ou moyennement satisfaits de la diffusion de l’information du PAA et satisfaits de leur participation à la mise en œuvre du programme.

### Processus et administration

#### Processus d'administration des procédures, en tenant compte du respect des procédures NIM

Le PAA a été caractérisé par un respect de la mise en oeuvre de la modalité NIM à toutes les étapes du projet. La gestion des recrutements de tous les consultants nationaux, l’organisation des ateliers, les achats d’entrants pour les micro-projets, etc. ont tous été gérés par la partie nationale. La RMP souligne la bonne performance des partenaires en matière de recrutement des experts, malgré les difficultés a identifier les experts requis, qui ont souvent été une cause des retards accises dans les activités.

Cependant le deuxième semestre marque une discontinuité dans cette approche, dans la mesure où le recours aux avances de fonds a été interrompu pour un recours systématiques aux DPD, caractéristiques d’une mise en œuvre DIM. Ce changement de procédure a suivi les recommandations de l’audit 2011 comme nous le verrons par la suite.

Le manque d’assimilation des procédures de décaissement du PNUD selon les modalités de DPD explique un ralentissement des activités sur l’exercice 2012.

#### Jalons (matrice du cadre logique, cadre des ressources et des résultats)

Les outils de gestion tels que le cadre logique, les cadre des ressources et des résultats, n’ont pas été utilisés par le projet bien que des modèles figurant dans le Prodoc.

#### Supervision du projet et la participation active du bureau pays du PNUD et du Comité du projet

Le PNUD a adéquatement appuyé le projet à toutes les étapes de la mise en œuvre du programme, et a su répondre aux besoins en renforcement des compétences de l’UGP, de par l’organisation de formations sur la Gestion axe sur les Résultats (GAR), sur la mise en oeuvre NIM ou sur l’utilisation d’un logiciel comptable (tel que recommandé par l’audit de l’exercice 2011).

Cependant ces appuis n’ont pas toujours été suffisants et l’évaluation a constaté des difficultés persistantes dans l’assimilation des outils informatiques ou des procédures de gestion de projet. Bien que – en raison du recours systématique au DPD- l’appui du PNUD ait été plus marqué durant le deuxième semestre 2012, cet appui ne s’est pas traduit par une accélération des activités dans le deuxième semestre de 2012. L’activation des DPD dépendait de la pro-activité de l’UGP qui n’a pas toujours pu fournir les pièces requises dans les délais escomptés[[15]](#footnote-15).

Le CPP n’a pas eu l’opportunité de réellement suivre les étapes de mise en oeuvre du programme; trois réunions annuelles se sont tenues qui ont fait état d’une restitution des activités réalisées et d’une présentation des activités planifiées, sans que le CPP puisse influencer la planifications.

#### Coordination entre le bureau pays du PNUD et l'agence d'exécution du gouvernement

L’évaluation a constate une bonne coordination conjointe du programme par le PNUD et le CNEDD.

#### Processus de Participation des parties prenantes

Il n’existait pas de plateforme de concertation des parties prenantes, hormis via les séances de validation des études PAA par l’UA et la restitution des études auprès des parties prenantes, qui ont eu alors l’opportunité de faire des commentaires sur les études en vue de leur amélioration.

### La Mise en œuvre financière du projet

Le PAA a été financé à hauteur de 3 millions $US, dont un total de 2,848,045.35 $US avaient été dépensés à la clôture du projet le 31 décembre 2012, incluant les fonds engagés liés à la clôture du projet. Ceci correspond à une utilisation de 94% des fonds et peut être considéré comme une bonne performance.

Le PNUD a greffé plusieurs activités au PTA du PNUD sur le PTA du PAA afin de rationnaliser ses plans de travail. Ceci concerne notamment la participation aux réunions du cadre de la convention post Rio. Ainsi quelques activités, notamment celles tombant sous le résultat 7 du programme « Les institutions nationales sont soutenues dans le cadre du suivi de la CCNUCC »  sont financées par le fonds TRAC du PNUD. En 2012, les activités liées à: « l’appui au fonctionnement des commissions techniques changement et variabilité climatique et environnement urbain & cadre de vie » et « Appui a la participation du Niger aux conférences internationales sur le changement climatique/Développement Durable » ont été financées par le fonds TRAC alors qu’elles ont été fiancées par le PAA les années précédentes.

Les fonds du PAA ont été gérés de manière conjointe entre l’UGP (avec le chargé des finances) et le PNUD. La demande d’ouverture du compte de projet fut soumise le 6 avril 2010.

Les activités financées dans les PTA sont traditionnellement scindées en trois avec des activités financées par (i) un système d’avance de fonds trimestriels (AFT) qui couvrent les activités directement exécutées par la partie nationale ; (ii) une partie des activités finances par demande de paiements directs (DPD) et (iii) une partie des dépenses est également budgétisée en début de chaque exercice par le biais de lettres d’accords, rédigées par le PNUD qui répertorie l’ensemble des commandes centralisées au sein du PNUD.

Les catégories de dépenses couvertes par chaque modalité de décaissement sont listées ci-dessous :

**i. Avances de fonds :**

* Recrutement des consultants nationaux
* Les frais de fonctionnement, administratifs
* Les consommables pour les projets pilotes
* Les fournitures de bureau/consommables

**ii. DPD**:

* Les salaires du personnel recruté de l’UGP
* Les assurances des véhicules
* Les participations aux voyages
* Les ateliers de validation

**iii. Lettres d’accord :**

* L’achat des véhicules et certains équipements informatiques
* Recrutement des consultants internationaux
* Couts de sécurité repartis sur l’ensemble des PTA
* Les audits

Les rapports financiers de l’UGP ont été envoyés sur une base trimestrielle, permettant d’évaluer la portion du budget qui a été décaissé et de déduire l’avance de fonds qui sera mise a disposition. Il a été requis de l’UGP qu’elle utilise le formulaire mis a disposition par le PNUD a compte de 2012. Mais au dire du PNUD ces formulaires n’ont pas été totalement exploitées par l’UGP.

Les décaissements en 2010 et 2011 ont majoritairement été réalisés par la partie nationale à travers le système d’avance de fonds, avec un total de 62% des décaissements effectués sous cette modalités (ce qui équivaut à un total de 1849448 US$). Dès le troisième trimestre de 2012, le recours systématique au DPD se substitua au système suite aux conclusions de l’audit externe de l’exercice 2011 reçues en juin 2012, qui a souligné certains manquements concernant les pièces à fournir pour la justification des dépenses (voir détails des conclusions de l’audit dans la section 4.4.2 ci-dessous).

Ce changement de modalité de décaissement a marqué une réelle scission dans l’exécution du programme, déjà ralenti par le retard de mise a disposition des fonds au début de 2012, avec seulement 65,9% des fonds totaux décaissés. Ce recours au PDP a certainement contribué au retard accusé par le projet aux troisième et quatrième trimestres de 2012[[16]](#footnote-16). A l’heure de l’évaluation, certains décaissements auprès des partenaires de mises en œuvre n’avaient toujours pas été effectués. Le management aurait du remédier urgemment à l’incapacité de l’équipe de projet à accélérer le taux de livraison sur la dite période.

### Analyse des dépenses réelles

Le tableau 14 ci-dessous propose une vue d'ensemble des dépenses réelles du PAA par rapport aux prévisions budgétaires du PAA pour chacun des résultats du PAA et sur chacune des trois années d’exercice. Ces données ont été calculées à partir des PPB 2010,2011, 2012 mis à disposition par le PNUD.

Tableau 14 : Vue d'ensemble des dépenses réelles par rapport aux prévisions budgétaires

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Composantes Résultats AAP** | **Décaissements totaux 2010** | **Décaissements totaux 2011** | **Décaissements totaux 2012** | **Total 2010-11-12 cumulés par résultat** |
| Output 1: Données et informations climatiques | | | | |
| budgétisé | 93500 | 125000 | 47000 | 265500 |
| décaissé | 122536,55 | 185482,64 | 44945,45 | 352964,64 |
| solde | -29036,55 | -60482,64 | 2054,55 | -87464,64 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 131% | 148% | 96% | 133% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 12,40% |
| Output 2: Cadres institutionnels pour le CC | | | | |
| budgétisé | 144500 | 150000 | 39000 | 333500 |
| décaissé | 99178,16 | 230963,84 | 22347,37 | 352489,37 |
| solde | 45321,84 | -80963,84 | 16652,63 | -18989,37 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 69% | 154% | 57% | 105% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 12,30% |
| Output 3: Intégration du CC dans les politiques | | | | |
| budgétisé | 49000 | 579500 | -8000 | 620500 |
| décaissé | 35400,21 | 523258,4 | -70797,44 | 487861,17 |
| solde | 13599,79 | 56241,6 | 62797,44 | 132638,83 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 72% | 90% | 884% NA | 79% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 17,20% |
| Output 4: Financements innovants | | | | |
| budgétisé | 23500 | 20000 | 97000 | 140500 |
| décaissé | 21363,84 | 0 | 29143,9 | 50507,74 |
| solde | 2136,16 | 20000 | 67856,1 | 89992,26 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 90% | 0% | 30% | 36% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 1,80% |
| Output 5: gestion des connaissances | | | | |
| budgétisé | 50000 | 235000 | 100500 | 385500 |
| décaissé | 26304,99 | 210020,22 | 83750,42 | 320075,63 |
| solde | 23695,01 | 24979,78 | 16749,58 | 65424,37 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 52% | 89% | 83% | 83% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 11,30% |
| Output 6 gestion de projet | | | | |
| budgétisé | 400500 | 490500 | 298166 | 1189166 |
| décaissé | 345578,81 | 497263,23 | 263513,83 | 1106355,87 |
| solde | 54921,19 | -6763,23 | 34652,17 | 82810,13 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 86% | 101% | 88% | 93% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 38,90% |
| Output 7: soutien au suivi de la convention | | | | |
| budgétisé | 77500 | 85000 | 123000 | 285500 |
| décaissé | 8086,89 | 67654,87 | 96645,19 | 172386,95 |
| solde | 69413,11 | 17345,13 | 26354,81 | 113113,05 |
| Pourcentage de réalisation global du résultat | 10% | 79% | 78% | 60% |
| Part du résultat dans le budget global |  |  |  | 6,10% |
| Total | | | | |
| budgétisé | 838500 | 1685000 | 696666 | NA |
| décaissé | 658449,45 | 1714643,2 | 469548,72 | 2842641,37 |
| avance | 140450,89 | 125186,81 | 9860,1 | 275497,8 |
| sous total dépenses | 798900,34 | 1589456,39 | 459688,62 | 2848045,35 |
| solde | 39599,66 | 95543,61 | 236977,38 | 151954,65 |
| Pourcentage de décaissement | 95% | 94,30% | 65,90% | 94% |

##### Analyse des décaissements : pertinence, efficacité et efficience de l’utilisation des fonds

Les conclusions générales que l’on peut tirer de ce tableau en matière de performance sont les suivantes :

* Les activités ou le PAA a affiché une forte performance en matière de dépenses sont les résultats 1 et 2 ; les budgets prévus pour ces activités ont été excédés sur les trois années d’exercice, indiquant que les activités sous ces résultats avaient de manière été sous-budgétisés.
* La performance des décaissements pour les activités 3 (79%), 5 (83%) et 6 (93%) peut être considérée comme plus ou moins satisfaisante.
* Une moindre performance financière s’affiche pour le résultat 7 et surtout pour le résultat 4, où seulement 36% des fonds alloués sur les 3 années ont été dépensés.

Cette analyse financière confirme de manière générale l’analyse des performances des résultats faite dans la section 3.9.

### Les procédures budgétaires

Cette section sur les procédures budgétaires évalue l’efficacité du document de projet de fournir des indications suffisantes sur la façon de répartir le budget.

Tableau 15 : Analyse comparative des allocations budgétaires du Prodoc et les allocations et dépenses réelles.

|  |  |
| --- | --- |
| **Composantes Résultats AAP** | **Total budget et décaissements cumulés par résultat** |
|
| Output 1: Données et informations climatiques | |
| budgétisé | 265500 |
| décaissé | 352964,64 |
| Prodoc | 760000 |
| Différence Prodoc/budgétisé | 494500 |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 25% |
| Output 2: Cadres institutionnels pour le CC | |
| budgétisé | 333500 |
| décaissé | 352489,37 |
| Prodoc | 570000 |
| Différence Prodoc/budgétisé | 236500 |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 20% |
| Output 3: Intégration du CC dans les politiques | |
| budgétisé | 620500 |
| décaissé | 487861,17 |
| Prodoc | 665000 |
| Différence Prodoc/budgétisé | -1285500 |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 22% |
| Output 4: Financements innovants | |
| budgétisé | 140500 |
| décaissé | 50507,74 |
| Prodoc | 400000 |
| Différence Prodoc/budgétisé | 259500 |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 14% |
| Output 5: gestion des connaissances | |
| budgétisé | 385500 |
| décaissé | 320075,63 |
| Prodoc | 605000 |
| Différence Prodoc/budgétisé | 219500 |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 20% |
| Output 6 gestion de projet | |
| budgétisé | 1189166 |
| décaissé | 1106355,87 |
| Prodoc | Exclu de la planification |
| Pourcentage du total pour l'activité selon Prodoc | 0% |

Une faille critique du Prodoc est que le cadre global des allocations proposé n’a pas tenu compte du poste de dépenses relatif à la gestion du projet. Le Prodoc avait comparativement à la planification réelle alloué une part plus conséquente du budget global au résultat 1, premier poste de dépenses selon le Prodoc, avec une allocation équilibrée entre les 5 résultats.

Le Prodoc inclut également une proposition de répartition des fonds sur les deux années d’exercice prévues originellement, par sous-activité. La programmation effective a peu été alignée sur ce cadre.

#### Analyse de l’efficience par poste budgétaire

Une analyse d’efficience jauge le relationnel entre l’utilisation des ressources et les effets de l’allocation de ces ressources. Les résultats obtenus sont moyennement proportionnels aux ressources financières allouées.

Un doute plane cependant sur l’efficience des dépenses sous le résultat 3, dans la mesure où celle-ci est effectivement déterminée par la durabilité de ces interventions de terrain dans la durée, et dans la mesure où ces dépenses ne se sont pas traduite par la formulation effective de politiques sectorielles tenant compte du CC ou de plans d’adaptation.

L’efficience des dépenses sous le résultat 6 est questionnable dans la mesure où ce résultat a accapare 38% des ressources, sans que cela se traduise par une gestion qualitative du programme à tous les niveaux, et surtout parce qu’une partie des équipements achetés n’ont pas bénéficié exclusivement au programme. Ceci dilue donc le degré d’efficience de ces dépenses.

#### Analyse de l’efficience des dépenses et de la pertinente ces postes de dépenses

L’utilisation générale des fonds PAA s’est globalement faite en adéquation avec le canevas prédéfini par le PTA global du PAA, hormis sur quelques aspects. L’analyse suivante peut être faite concernant les postes de dépenses :

* La plus grande partie du budget a été allouée au résultat 6 qui concerne la gestion du projet. Un total de 1,106,355 US$, soit près de 39% du budget a été alloué à ces frais de gestion et de fonctionnement. Ce pourcentage apparaît comme excessif.
* La pondération du budget entre les différentes activités du budget fait état d’un déséquilibre dans les allocations faites pour chaque activité. La part du budget allouée aux résultats 1, 2 et 5 avoisine les 12% du budget total en moyenne, tandis que le le résultat 3 a reçu 17,2% du budget. La part du budget allouée au résultat 4 se monte à 1,8 % du budget total. Cette allocation reflète la faiblesse des capacités disponibles pour concrétiser les activités en matière d’accès aux financements innovants.
* L’instruction reçue de l’IRTSC était que toutes les participations aux négociations internationales ne pouvaient être financées par le fonds AAP. Hormis la participation d’un membre de l’UGP à la COP de Durban et la restitution des conclusions de la COP de Durban, l’équipe du PAA-N a globalement respecté ces institutions.
* L’organisation des sessions du CNEED et des sessions des commissions techniques changement et variabilité climatique et environnement urbain & cadre de vie ont été couvertes par le fonds TRAC du PNUD, alors qu’il aurait été parfaitement acceptable de financer ces formations par les fonds PAA.

Quelques entorses aux bonnes pratiques concernant ces postes de dépenses sont toutefois notables :

* 20% des fonds ont été alloués à l’achat d’équipement et de véhicules (le montant total de 586,469 US$ a été calculé sur la base des taux de conversion en vigueur au moment de l’achat des équipements dont la liste a été mise à disposition par l’UGP). (voir le détail des équipements achetés dans l’annexe).
* Un total de quatre véhicules ont été achetés par le PAA, ce qui totalise un budget de 252,442 US$ (8,4 % du budget total) avec une mise à disposition d’un véhicule à temps complet et un autre véhicule à temps partiel (pour les missions de terrain) pour le bénéfice du PANA. Ce poste de dépense excède le seuil traditionnellement acceptable dans un tel programme et la pratique des subventions croisées n’est pas recevable auprès des bailleurs.
* Les dépenses relatives aux *per diems*, aux frais d’organisations des ateliers et séminaires ont généralement été exagérés. Ceci est un aspect qui fut souligné par l’audit, lequel recommanda le besoin de «  définir et de façon globale un pourcentage de réalisation de ces dépenses au delà duquel aucun dépassement ne peut être autorisé. (2012 : 13)
* Une irrégularité dans la gestion du budget concerne l’allocation dans le PTA 2011 faite au ministère de l’énergie. Cette activité se montant a 220000$ a été rajoutée au PTA 2011 pour appuyer le ministère de l’énergie dans le cadre d’un autre programme (acquisition d’équipements). Le PNUD indique que ce financement a ultérieurement été reversé au budget PAA.

#### Résumé des audits

Au total deux audits ont été réalisés. L’audit 2010 n’a pas été mis à disposition et seul l’audit de l’exercice 2011 a pu être consulté. L’UGP a aussi rapporté que le PAA a fait l’objet d’une inspection d’Etat en 2011, mais les conclusions de l’inspection n’ont pas été partagées avec l’UGP et l’évaluatrice n’a pu en obtenir copie.

En termes d’outils financiers, l’audit 2011 rapporte que l’audit de l’exercice 2010 a recommandé l’utilisation d’un logiciel comptable. Le logiciel de comptabilité SARI a été acheté et une formation organisée mais l’UGP ne s’est pas servie de ce logiciel.

L’audit de l’exercice 2011 a émis :

* un avis favorable sur l’état des actifs et du matériel ;
* un avis favorable sur l’état de la situation de trésorerie ;
* un avis défavorable sur l’état des dépenses de l’exercice 2011, indiquant que « "l’état des dépenses ne donne pas une image véridique et fidèle des dépenses s’élevant à USD 1.287.371,44 (…) pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.” (2011:10)

Les principales défaillances soulignées par l’audit de l’exercice 2011 sont les suivantes:

* la formation insuffisante du personnel du projet sur l’utilisation de l’ATLAS ;
* l’insuffisance du circuit d’échange d’informations financières et comptables entre le PNUD et l’UGP ;
* les manquements de l’UGP pour fournir les pièces justificatives afférent aux dépenses ;
* des dépenses relatives aux *per diems*, aux frais d’organisations des ateliers et séminaires exagérés.
* le déblocage tardif des fonds nécessaires au démarrage des activités du projet ;

Le PAA-N a de manière générale répondu aux recommandations de l’audit mais les résultats de ces réponses sont souvent mitigés. Le tableau ci-dessus reproduit les recommandations de l’audit, les réponses managériales apportées et le suivi de ces aspects dans le contexte de l’évaluation.

Tableau 16 : Analyse des problèmes et réponses managériales suite a l’audit des exercices 2010 et 2011 (source : audit 2011)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nature de la recommandation de l’audit de l’exercice 2011** | **Réponse du Management PAA-N** | **Etat du suivi constaté lors de la mission d’évaluation** |
| Mettre à la disposition des gestionnaires des outils (progiciels ou logiciels comptables) afin de leur faciliter la reddition des comptes et non des états Excel produits. | Un logiciel TOMPRO a été acquis en avril 2011 et la  formation des utilisateurs a été entamée mais pas  complétée, ce qui n’a pas permis de l’opérationnaliser. La coordination du projet s’engage à le rendre opérationnel d’ici la fin de mois de juillet 2012.  Mais, d’une manière globale, la possibilité d’utiliser le  « External acces » à Atlas (les projets) sera également  examinée avec le siège pour faciliter la reddition des comptes par le partenaire de réalisation. Le bureau envisage en attendant de faire développer un progiciel  comptable sur MS ACCESS. | Le logiciel acquis n’a pas été utilisé par la partie nationale  Soit pas d’opérationnalisation a l’horizon juillet 2012  Pas d’accès externe a Atlas |
| Des dépenses dont les montants sont supérieures à 100 000f cfa ont étés effectués sans appel à  concurrence |  | Le respect rétroactif de ces instructions n’a pu être évalué |
| Créer une caisse dépense confiée à une personne autre que les signataires de chèque bancaire et les gestionnaires. | Il était prévu que cette caisse menu dépenses soit mise en place et confiée à l’assistante administrative du projet au plus tard le 15 juin 2011, mais cela n’a été effectif qu’en décembre 2011. | La tenue de cette caisse menu dépenses respect n’a pu être évaluée |
| Tenir un registre de DPD envoyées au PNUD | En effet, le suivi des DPD est assuré sur Excel. Le  registre n’a toujours pas été mis en place | Pas de registre DPD tenu par l’UGP constaté, hormis a copie de tous les face forms soumis au PNUD |
| Un manque de maitrise des procédures de passation de marche par l’UGP ( critères spécifiques de sélection et les grilles d’évaluation des soumissionnaires ou candidats non clairement définis dans les TDR, contrats non enregistrés, | Le management a pris acte de ces recommandations pour action | Le respect rétroactif de ces instructions n’a pu être évalué |
| Insuffisances de pièces justifiant les dépenses, avec pour risqué le détournement des fonds du projet à des fins personnelles. | L’audit liste toutes les irrégularités ; l’UGP et le management y ont répondu point par point. | |
| Manque de tenue d’un registre gestion des biens (durables et consommables) | Le management a pris acte de cette recommandation pour action | Le respect rétroactif de cette instruction n’a pu être évalué |
| Manque de tenue d’un système de classement, d’archivage et de sauvegarde de données | Le management a pris acte de recommandations pour action | Aucun système de classement des pièces n’a été constaté lors de la mission d’évaluation, bien que les archives sollicitées aient généralement aient été mises à disposition. Sur un total de 141 pièces demandées pour l’évaluation, 36 n’ont pu être mises déjà disposition. |

### Co-financement

Le tableau ci-dessous reproduit les montants alloués par les différents partenaires du projet dans chacun des PTA sur les trois années d’exercice (les montants représentent les montants annuels programmés et non les dépenses réelles).

Tableau 17 : Cofinancements du PAA

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Année | Gouvernement Japonais | PNUD (fond TRAC) | participation du Gouvernement en nature | Fonds Mondial pour l'Environnement |
| 2010 | 1390000 | 80000 | non spécifié dans le PTA | 20000 |
| 2011 | 1880000 | 80000 | non spécifié dans le PTA |  |
| 2012 | 779500 | 100000 | 200000 |  |

Quelques activités, notamment celles tombant sous le résultat 7 du programme « Les institutions nationales sont soutenues dans le cadre du suivi de la CCNUCC »  ont été financées par le fonds TRAC du PNUD. En 2010, 20,000US$ du fonds FEM ont été alloués au PTA AAP pour appuyer l’auto évaluation de la seconde communication et la préparation du document de projet de la troisième communication.

Les PTA 2010 et 2011 ne quantifient pas les financements apportes par le gouvernement mais le PTA 2012 mentionne une contribution équivalant a 200,000 USS en nature (l’UGP indique que la contribution du gouvernement pour 2010 et 2011 se montrait aussi à 200,000US$) .Le détail de ce montant total ne figure nulle part mais il apparaitrait que ces frais réfèrent aux rémunération du directeur du programme PAA et aux frais de fonctionnement des bureaux du CNEED. On pourrait arguer que ces frais relèvent des frais de fonctionnement ordinaires du CNEDD et qu’ils ne sont pas additionnels.

### Suivi et évaluation

#### Problèmes et contraintes du Suivi et évaluation du projet

La RMP des plans de travail 2012 du programme de coopération Niger-PNUD fait état des difficultés générales en suivi évaluations dans le cadre du CPAP. Ces difficultés peuvent être extrapolées au PAA-N et sont reproduites ci-dessous :

* Les partenaires de réalisation ne se sentent pas obligés de transmettre leurs rapports de mise en œuvre à la coordination nationale => ceci est applicable au PAA. Beaucoup de rapports d’activités manquent de la part des partenaires. Le PAA-N n’a par exemple pas eu copie des rapports des VNU sur les micro-projets finances par le PAA.
* Non maîtrise, par la majorité des cadres chargés de la mise en œuvre des plans de travail de la Gestion Renforcée Axée sur les Résultats (GRAR) alors que la GRAG est l’approche retenue dans tous les domaines d’activités du CPAP afin de maximiser l’impact sur le terrain tout en réduisant les coûts de transaction => ce même déficits a été constaté pour le PAA-N, malgré la formation organisée a cet effet en 2010. Les outils GRAR n’ont pas été mis à jour utilisés par l’UGP ou le PNUD (hormis pour l’AGRAR – voir ci-dessous).
* Le suivi évaluation du CPAP n’est pas / insuffisamment doté des outils de suivi-évaluation.

Ces contraintes ont eu un impact sur la qualité du suivi de la performance du projet.

#### Outils de suivi et évaluation

La Revue à Mi-parcours (RMP) fait état des manquements en termes de S&E. La RMP recommande le développement d’un cadre de S&E viable qui aille au-delà du système de S&E *ad hoc* suggéré par l’IRTSC pour permettre de mesurer la performance effective du programme.

De manière générale, et en raison du manque d’un cadre de S&E et de rapports sur les activités ponctuelles, les résultats du programme n’ont pu qu’être difficilement appréciés tant quantitativement que qualitativement. La nature même des cadres de reporting trimestriels a compromis un suivi qualitatif des résultats du programme, le cadre limitant la reddition des comptes au niveau des activités et des produits. Le chargé de S&E a pris action par rapport à cette insuffisance et le cadre de reporting trimestriel a été révisée et amélioré pour l’année 2012.

Les produits de S&E énoncés dans le Prodoc et attendus du PAA sont les suivants :

* Rapports trimestriels => tous les rapports trimestriels ont été remis en conformité avec les attentes du Prodoc. La seule difficulté avait trait au format des rapports trimestriels.
* Bilan annuel du projet élaboré au cours du quatrième trimestre => trois bilans annuels (2010-2011 - 2012) ont pu être consultés par la mission d’évaluation. Ces bilans sont essentiellement axés sur un inventaire des activités et produits réalisés et ne prennent pas en compte les résultats.
* Rapport annuel de révision => un rapport de revue global a été partagé lors de la mission d’évaluation
* évaluation finale

Au niveau du PNUD, l’AGRAR a été tenu sur une base annuelle. Mais en raison des insuffisances mentionnées ci-dessus, ces AGRAR sont souvent limités et peu descriptifs sur les avancées réelles du programme.

##### Mécanismes de suivi et d’assurance qualité des études produites

Le mécanisme de suivi et d’assurance qualité des études produites a essentiellement reposé sur les validations techniques des études faites par l’UA. Cette procédure a été respectée systématiquement et les membres de l’UA ont souligné combien les attentes par rapport à la qualité des produits avaient été élevées. Apres cette validation, les études ont ensuite été présentées aux parties prenantes qui ont eu l’opportunité d’ajouter des commentaires pour leur amélioration. Ce processus de suivi et d’assurance qualité peut être jugé comme satisfaisant.

##### Mécanismes de suivi et évaluation des projets pilotes

Le S&E des projets pilotes mis en œuvre conjointement avec le PANA a fait l’objet d’une approche hybride. Les projets PANA récipiendaires d’un financement du PAA ont essentiellement été suivis par la structure de S&E du PANA ; ce système de S&E des projets a été complémenté par des missions conjointes et ponctuelles de suivi par le PAA.

Le S&E des projets pilotes a été effectué à trois niveaux :

1. au niveau national, l’UGP du PANA sous l’expertise du chargé S&E du PANA, de concert avec le chargé S&E du PAA concernant les projets financés par le PAA;
2. au niveau régional, les services techniques déconcentrés de l’administration au niveau départemental et parfois au niveau communal de l’élevage, de l’agriculture, de l’environnement, de la promotion de la femme ont été associés au suivi des activités
3. au niveau communautaire, les volontaires des Nations Unies (VNU) qui représentent le PANA localement, ainsi que le comité de gestion communautaire et le maire de la commune (répondant de la commune), le conseiller communal sont responsables du suivi du projet. Les VNU sont charges de remettre des rapports de suivi trimestriels au chargé S&E du PANA.

La nature et la qualité de ce suivi des projets financés par le PAA par les structures déconcentrées et par les VNU n’ont pu être évaluées par la mission d’évaluation.

En tout, quatre missions de terrains ont été conduites pour accompagner les projets pilotes (ces missions excluent les visites de S&E qui auraient été conduites par le PANA) :

* Mission PANA-PAA pour enseigner sur la nature des projets à soumettre (début 2011)
* Mission conjointe de S&E PAA-PANA-PNUD- Ministère du Plan juin 2011 (avec PNUD juin 2012)
* Mission PAA de suivi des projets 2011 (juillet 2012)
* Mission PAA de suivi des projets 2012 (aout 2012)

Des éléments d’analyse ont été extraits d’entretiens avec le chargé S&E de l’UGP, avec le chargé S&E du PANA. Les documents suivants ont servi comme sources pour enrichir l’analyse des produits et résultats issus de ces micro-projets :

* Deux rapports d’évaluation des micro-projets PANA–PAA (2011-2012)
* Revue à mi-parcours du PANA, Juin 2012 ;
* Evaluation des appuis pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR) fournis par le projet – PANA – Résilience (non daté)
* Rapport de la mission de supervision conjointe PNUD-Gouvernement (11-17 juillet 2012) par le chargé S&E du CPAP (aout 2012) ;

Cependant ces documents ne permettent pas de faire un diagnostic pour chacun des projets des résultats des activités financés à la fin de l’année 2012. Les éléments de suivi pour certains projets datent de missions de suivi effectuées en 2011.

L’évaluation n’a pas pour tache d’évaluer les systèmes de S&E d’autres programme mais leur incidence indirecte sur le PAA mérite une attention, car celle-ci a une incidence sur la reddition des comptes du PAA.

Les rapports VNU sont envoyé au charge S&E du PANA ainsi qu’a la structure VNU du PNUD. Le chargé S&E du PAA a rapporté ne pas avoir de copie de ces rapports. De manière générale, le chargé S&E du CPAP Niger-PNUD indique que ces rapports ne chiffrent pas des informations archivables permettant d’extraire des résultats statistiques objectifs émanant des projets pilotes. Cependant le cadre de reporting du S&E a été altéré courant 2011 pour améliorer le suivi qualitatif des projets.

Comme mentionné dans la section 3.9 restituant le cas de l’UA, une des faiblesses des mécanismes de S&E des micro-projets fut le manque d’engagement des membres de l’UA à la conception des micro-projets et à leur suivi technique sur le terrain. Un accompagnement des micro projets par les structures concernées au niveau national (via l’UA) aurait été et est toujours pertinent, surtout dans le cas du l’INRAN, du Ministère de l’Agriculture et du Ministère de l’Energie, entités essentiellement concernées par les interventions pilotes.

##### Registres

Un modèle de registre des risques et une typologie des risques sont proposés dans le Prodoc, mais ce registre n’a pas été actualisé ou tenu à jour par l’UGP ou le PNUD. Aucun des autres registres normalement attendus de la gestion de projet et recommandés par l’IRTSC (registre des ressources, registre des problème, registres des apprentissages) n’a été tenu à jour au cours de la durée de vie du programme.

#### Menaces/risques pour la réussite du projet qui ont émergé lors de l'exécution et les stratégies surmonter ces menaces et risques

Les risques majeurs qui ont affecté l’exécution du projet concernent l’instabilité politique qui a agité le pays en 2011-2012, ainsi que l’instabilité institutionnelle interne au CNEDD. L’équipe du PAA a su démontrer une flexibilité en s’accommodant du nouveau contexte politique et des orientations stratégiques nationales ainsi révisées.

#### Analyse de l'impact des recommandations de la Revue à Mi-parcours RMP

Les solutions agréées par la RMP recommandent généralement l’équipe du PAA-N à solliciter un appui de l’IRTS. Du dire des informateurs au Niger et au regard des activités constatées sur le terrain, il est conclu que l’appui en question ne s’est pas matérialisé. Or il est aussi pertinent de rappeler que le helpdesk du PAA n’a reçu aucune demande formelle d’appui du Niger.

Tableau 18: Matrice résumant les problèmes et les solutions agréées lors de la RMP (source : RMP 2012)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Problem Categories | Problem Identification | | Agreed Solution(Result-based activities) | |
|
| Project Management | 1 | Need for effective use of ATLAS to enhance PM | 1 | Make a formal request to IRTSC Operations team to provide support and training |
| 2 | General PM capacity needs to be strengthened | 2 | IRTSC Operations team to provide support and training |
| 3 | Effective reporting to IRTSC needs to be strengthened | 3 | Regular meeting with Task Manager |
| Procurement | 1 | Difficult to identify/attract local technical expertise | 1 | IRTSC to support technical capacity development |
| 2 | Capacity for developing specialized tech specs/TOR needs strengthening | 2 | Seek IRTSC support on developing/validating technical specifications and TORs |
| Human Resources | 1 | Accounting and operational capacity need strengthening | 1 | IRTSC Operations team to provide support and training |
| 2 | General capacity of staff need to be strengthened | 2 | IRTSC Operations team to provide support and training |
| Institutional  Buy-In | 11 | Regional institutions like ACMAD & AGRHYMET not engaged | 11 | NBA, AGRHYMET and ACMAD engaged during MTR mission. Joint activities planned for the year. |
| Communications  / Coordination | 1 | Absence of a communication strategy | 1 | IRTSC to support through the Communications/Media team or recommend a consultant |
| 2 | Repackaging of studies for awareness raising required | 2 | IRTSC to support knowledge management and awareness raising |
| Technical Capacity Gap | 1 | Lack of data and information management expertise | 1 | IRTSC to support the establishment of data and information management infrastructure and training of staff |
| 2 | Capacity gap in multi-sectoral planning and decision making mechanisms | 2 | IRTSC to support the integration of sectoral studies and institutional capacity development. |
|  |  | Lack of expertise in innovative financing and socio-economics of adaptation |  | IRTSC to provide technical support/recommend consultants |

# Durabilité des résultats

Le potentiel de pérennisation d’une intervention est fonction de la mesure selon laquelle les bénéfices apportés par le projets pilotes sous la tutelle du AAP se poursuivront une fois le programme terminé.

En d’autres termes, une fois l’architecture de soutien démantelée (appui technique, financier, etc.), dans quelle mesure peut-on attendre que le projet se poursuivra de son propre élan, sans recours à des appuis «  externes » ? Les indicatifs de durabilité des résultats incluent par exemple: le développement d'une stratégie de durabilité, une institutionnalisation pérenne des structures et systèmes, des mémorandums d’accords interinstitutionnels définissant les modalités d’une coopération future, établissement d’instruments et des mécanismes financiers, institutionnels et économiques, le transfert des activités en cours dans une autre programmation, et la continuité des acquis du projet dans des activités de production communautaire.

Les critères essentiels afférant à l’analyse de la pérennisation de l‘expérience concernent :

* le renforcement effectif des capacités des parties prenantes à gérer les difficultés et opportunités inhérentes au changement climatique.
* le renforcement des capacités des entités institutionnelles à opérationnaliser les changements et ajustements requis aux politiques, législations, etc. afin de permettre une adaptation optimale au changement climatique. Au niveau institutionnel, les éléments clés afférant aux capacités concernent l’accès aux finances et les mandats tant des institutions que des personnes.
* L’intégration effective des risques climatiques au sein de différentes sphères décisionnels et secteurs de l’économie.
* La promotion et la diffusion des connaissances émanant des initiatives d’adaptation mises en œuvre.

Le PAA-N n’a pas développé de stratégie de durabilité à proprement parler, mais le fort degré d’appropriation national du programme et les réflexions en cours pour assurer une continuité des activités constatées par l’évaluation sont de bon augure. Les partenaires devront néanmoins se concerter pour s’assurer d’un suivi soutenu de certains aspects du programme.

Le tableau 19 propose une grille d’analyse des acquis du PAA et des critères de durabilité. Il ressort de cette analyse que les fondations de base sont en place pour assurer une durabilité des projets, même si un suivi accru sera requis du CNEDD et des partenaires pour s’assurer d’une exploitation pérenne et pertinente de ces acquis.

Tableau 19: Evaluation de la pérennisation des acquis du PAA et suggestions

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultats** | **Points forts** | **Points faibles en matière de durabilité** | **Nature et degré du risque** |
| Résultat 1 | Qualité des études réalisées mais si les données ne sont pas toujours satisfaisantes et engouement des parties prenantes pour ces nouveaux éléments d’analyse qui permettront une plus grande prise en compte de la variabilité climatique dans la planification. Preuves déjà tangibles de l’exploitation des outils par d’autres programmes et partenaires. | La limitation de la diffusion des études et l’absence de résumés exécutifs a l’attention des décideurs dans les études, ainsi que l’opportunité manquée de présenter ces études aux décideurs compromet la durabilité de ces extrants. | Risque modéré d’une exploitation limitée des outils |
| Engouement et fort degré de participation aux formations sur les données et analyse climatiques | Le manque de suivi par l’UGP des groupes de travail suite aux ateliers et l’aspect ponctuel des formations risque de compromettre le potentiel réel d’apprentissage | Risque élevé d’une non exploitation des acquis des formations si un suivi n est pas effectue. Besoin de modules de formations additionnels. |
|  | Manque d’association de partenaires clés dans les activistes liées à la collecte et à l’analyse des données (DNM, Agryhmet, ACMAD, universités) | Risque élevé qu’un futur système de gestion des données ne regroupe que des données partielles et non exhaustives et d’un partage restreint des données. |
| L’activité relative à l’ICC dans le Système d’Alerte Précoce marque un fort degré d’appropriation par le SE-SAP et une activation des recommandations de l’étude a pu être constatée. La pérennisation de cette intervention est donc garantie. |  |  |
| La RMP souligne les efforts faits en matière d’acquisition des équipements de base au CNEDD et pour le bénéfice d’autres entités qui constitue une base pour le renforcement des capacités institutionnelles. | Manque de maitrise constatée des outils informatiques pour certaines des parties prenantes, qui risque de compromettre les aptitudes futures en développement des capacités. Le serveur acquis par le PAA n’est pas exploitable en raison du manque de personnel compètent en la matière au CNEDD. | Risque élevé d’une utilisation sous-optimale des équipements et de créer des « éléphants blancs » |
| Résultat 2 |  | Manque d’institutionnalisation pérenne de l’UA créée par le programme et utilisée par le PANA. | Risque élevé de non exploitation de l’expertise développée par  Besoin de rendre cette structure d’appui permanente (signature du décret et attributions) |
|  | Institutionnalisation d’une structure telle que les réseaux des parlementaires pour le CC ; la création formelle du réseau et le gage de sa pérennisation et de son appui constant a la commission parlementaire pour le développement durable pour assurer l’ICC dans les futures législations |  | Risque modéré d‘un relâchement de l’appui et des formations à contrer par le CNEDD dans le cadre de futures programmations |
|  | Mise en place d’un cadre de concertation sur les activités du PAA ; cette démarche constitue une bonne pratique, gage de synergies programmatiques. | Manque d’élargissement de cette structure a d’autres partenaires pertinents | Risque élevé de duplication des activités en raison du manque de partage d’informations pour un spectre suffisamment large |
| Résultat 3 | Les projets pilotes mis en oeuvre conjointement avec le PANA associent au niveau régional les services techniques déconcentrés de l’administration au niveau départemental et parfois au niveau communal. Au niveau communautaire, le comité de gestion communautaire et le maire de la commune (répondant de la commune), le conseiller communal sont associés au S&E des projet. Ce fonctionnement, assorti de l’engagement par les communautés bénéficiaires d’une inscription du suivi dans le budget communal post 2013, sont garants d’une pérennisation des activités. | Cette approche institutionnelle théorique n’a pu être vérifiée dans les projets pilotes visités. L’évaluation a pu établir un fort degré d’appropriation du projet maraicher par les associations de femmes ; l’effet de contagion du projet est déjà visible par le partage des semences et l’extension des terrains cultives au-delà des limites du projet.  Le manque d’ancrage de certains projets dans les cadres institutionnels de l’administration, notamment ceux gérés exclusivement par le PAA en matière d’énergie, compromet fortement la durabilité de ces actions. La direction des énergies renouvelables n’a pas été associée aux trois projets (2 projets solaires et un projet FA), qui ont deja montre leurs limites ou non fonctionnalité. | Risque élevé d’interruption des activités engagées à l’échelle communautaire pour certains projets. |
| Résultat 4 |  | Les formations organisées n’ont pas fait l’objet d’un suivi permettant de concrétiser les activités des groupes de travail mis en place | Risque d’une sous exploitation des formations organisées |
| Résultat 5 | Le renforcement des capacités universitaires abonde dans le | Les secteurs universitaire n’a cependant pas été suffisamment associé aux activités liées aux données climatiques, ce qui réduit le potentiel de contribution du secteur académique à la mise en place d’un système de gestion des données | Risque élevé d’initiatives isolant le secteur académique ; pourtant les universités constituent souvent les structures les plus stables en matière de mémoire institutionnelle et leur association aux activités relatives au résultat 1 mitigerait les risques d’instabilité politique au sein du CNEDD. |
|  | Les produits de connaissances n’ont pas fait l’objet d’une mise en ligne, sur une plateforme qui soit agréé par tous les partenaires.  Les documents PAA postes sur le site du CNEDD ne sont pas consultables (url non fonctionnelle). | Risque élevé de non exploitation des ressources, de duplication, de manque de synergies. |

# Apprentissages & recommandations

### Évaluation générale des apprentissages émanant des activités

La réflexion sur les apprentissages ressortissant des projets pilotes et leur utilisation est liée à une analyse des bonnes pratiques, car ultimement celles-ci seront la pierre de touche de toute capitalisation des apprentissages en vue de répliquer les acquis dans le cadre d’autres programmes.

En matière de bonnes pratiques, on peut noter les éléments suivants :

* au niveau du résultat 1, l’étude de scenarios réalisée par le PAA est une première car elle fait recours à d'une dizaine de modèles régionaux qui ont une plus grande résolution spatiale que les modèles globaux, permettant une résolution des images 50x50. Ceci marque une nette avancée par rapport eux modèles climatiques globaux qui avaient été réalisés pour le Niger dans le cadre de la seconde communication du Niger (2007-09) avec une résolution de 350x350 et un downscaling de 150x150. Le modèle climatique du PAA sera exploité dans le cadre de la TCN et permettra de grandes économies de temps et de moyen pour sa réalisation.
* L’atelier de formation sur l’ICC et les impacts du CC adressé aux techniciens en charge de la planification des ministères clés fut une des premières occasions de présenter une application sur cas réel de l’évaluation des coûts d’impacts de risques climatiques (étude des couts des vents violents de 2012).
* La mise en place du réseau des parlementaires sur le CC, avec l’appui du PAA de par les formations organisées pour le bénéfice des parlementaires constitue une première pour le pays et pour la région ouest-africaine.
* Le partenariat avec le PANA, qui repose sur des VNU pour le suivi et l’évaluation des projets sur le terrain, présente un aspect innovant et pertinent (qui requiert des ajustements en matière de S&E) à répliquer dans le cadre d’autres projets.
* Si le PAA n’a pas permis pour l’instant d’intégrer le changement climatique dans une large gamme de politiques, stratégies et lois, l’élaboration du cadre de la PNCC constitue un premier élément à cette fin. Il est à noter toutefois que cette PNCC, non encore validée à la clôture du programme, ne constitue pas à proprement parler une politique d’adaptation mais qu’elle donne les orientations possibles en la matière.

### Cadres des recommandations

Le tableau ci-dessous synthétise un diagnostic des difficultés rencontrées et éléments de réussite du PAA et propose des recommandations pour le suivi des cinq résultats du PAA, ainsi que la gestion générale de futurs programmes similaires.

Tableau 20 : Cadre des recommandations

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Diagnostic/**  **apprentissages** | **Recommandations pour le suivi des activités par les parties prenantes dans le cadre de leurs fonctions régaliennes et de futures programmations** | |
| **Résultat 1** | | |
| Le renforcement des capacités en matière de collecte des données et informations météorologiques, climatologiques et biophysiques n’a pas été pris en compte dans la planification des activités du programme. | | 1. Le capital de compétences en la matière doit être renforcé à tous les niveaux. Il est recommandé que le CNEDD conduise un bref audit du niveau de compétences en la matière dans toutes les institutions pertinentes, afin de permettre des interventions ciblées et graduelles en matière de formation dans les prochaine formations. Il est important que ce diagnostic soit conduit en interne et non sous-traité, pour permettre au CNEDD de réellement assimiler les besoins critiques en la matière. 2. Le CNEDD devrait tenir un registre des formations tenues et des bénéficiaires 3. Le CNEDD devrait mettre en place un « roster » de formateurs et d’experts nationaux et internationaux afin de pouvoir solliciter les experts quand de besoin, sans dépendre de l’appui du PNUD ou d’autre institution bilatérale ou multilatérale (commencer par obtenir copie du roster d’experts de l’IRTSC). 4. Mettre en place une équipe pluridisciplinaire permanente constituée d’experts des différents domaines et d’universitaires qui sera bénéficiaire des formations futures. Cette synergie avec le monde universitaire sera le gage de travaux de qualité. 5. Il est essentiel que les universités soient associées de près à la mise en œuvre de tels projets et qu’hormis les étudiants, ces formations visent aussi et surtout les professeurs d’universités. Il sera essentiel de mettre l’accent sur la formation de formateurs. 6. Plutôt que des formations éparses sur cet aspect, il est important que toute formation fasse l’objet d’une approche modulaire et continue, avec l’appui d’un expert international permettant au Niger de capitaliser sur les bonnes pratiques internationales. 7. Il est fortement recommandé que les parties prenantes se rapprochent d’Agryhmet pour l’organisation de toutes futures formations de cette nature pour assurer une économie de couts et de moyens. Agryhmet envisage en effet des formations sur la gestion des systèmes d’informations et il serait pertinent de faire venir un formateur au Niger plutôt que d’organiser des modules à l’étranger. 8. Au-delà de la génération des données, il s’agit aussi pour les partenaires de permettre la dissémination et l’exploitation effective des données au niveau communautaire. Tout futur développement de capacités devrait inclure un volet de formation sur l’interopération des données climatiques auprès des communicateurs. Ces communicateurs seront le relais de l’information scientifique auprès des communautés, leur permettant de savoir quelle ligne d’action adopter en fonction de la nature du risque climatique. |
| Besoin critique d’un système centralisé d’information et des données climatiques | | 1. La mise en place d’un système centralisé d’information et des données climatiques est requise. Idéalement sa mise en place ne devrait pas dépendre d’interventions programmatiques mais faire l’objet d’un investissement de l’Etat qui garantirait une réelle appropriation nationale et une communication interinstitutionnel. Le CNEDD constituerait une structure de coordination idéale pour ce système, mais ce système ne peut exister que par le biais de partenariats, avec une forte collaboration interinstitutionnelle. 2. Alternativement le PAC-RC constitue une réelle opportunité d’investissement a cet égard et les visées du PAA devraient être inclues dans la conceptualisation de tout système de cette nature (système de « cloud computing » reposant sur des stations automatiques, l’achat d’un serveur HPC et la mise en place d’un réseau sans fil). 3. Toute future intervention programmatique à cet égard devra assurer les éléments suivants[[17]](#footnote-17) : i) Définir, de concert avec l’INS et les autres services similaires, les types de données à collecter ; ii) Améliorer la qualité des données météorologiques par l’archivage des métadonnées.   L’attention des parties prenantes est portée a un outil cartographie disponible en ligne, développé dans le cadre de la stratégie de développement rural (projet gestion durable des terres) <http://www.ne-gdt.ige.fr/>. Il est suggéré que les partenaires s’accordent dans la mise à jour et l’exploitation en continu de cet outil, dans le cadre du PAC-CR et de futures activités programmatiques du CNEDD et du PNUD. Cet outil sera essentiel pour la mise en oeuvre de la stratégie 3N, mais également la mise œuvre de la PNCC. |
| LA DNM requiert des équipements critiques pour déployer l’infrastructure requise pour une collecte de données standardisées. | | 1. La DNM requiert les équipement suivants (source : entretien avec la DNM) – ce besoin en équipements est à prendre en compte pour toutes futures interventions mais il sera important d’en jauger la pertinence par rapport au déploiement de systèmes de troisième génération pour la gestion et l’exploitation des données comme mentionné ci-dessus.  Il sera important de faire ces acquisitions sur la base des équipements déjà en la possession de l’administration et non utilisées (voir notamment les deux serveurs achetés par le CNEDD dans le cadre du PAA et du PANA) :   * Un(1) Serveur de grande capacité ; * Un(1) Système d’Exploitation Windows 2003 NT * Trois (3) disques 500 GB * Un(1) antivirus pour serveur * Une(1) connexion Internet Haut Débit ; * Un(1) Split pour renforcer la climatisation de la salle abritant la Base de Données Climatologiques (BDC) ; * Un(1) groupe électrogène pour secourir la fourniture de l’énergie électrique ; * Deux (2) disques externes de backup * Quatre (4) micro-ordinateurs de bureau et accessoires pour renforcer les postes de saisie des données climatologiques ; * Des logiciels de contrôle de la qualité et de l’analyse des données climatologiques   2. Il est suggéré qu’un mémorandum d’accord soit signé entre le CNEDD et la DGM, établissant une coopération entre les deux entités qui se traduirait notamment par : i) une domiciliation du serveur à la DGM ; ii) une formation conjointe du personnel de la DGM et du CNEDD a l’exploitation du serveur ; iii) une mise a disposition de personnes ressources de la DGM pour appuyer le CNEDD sur l’élaboration en continu des données et études requises pour servir son mandat politique. Cette collaboration devrait également inclure l’Agryhmet, dont la tache est d’appuyer les pays de la région a l’exploitation de données climatiques, et qui serait disposée a organiser des formations conjointes a cet égard. |
| PTA Troisième Communication Nationale | | Le personnel de l’Agryhmet n’a à ce jour pas été (ou peu ) associé aux travaux de la TCN. Il est fortement recommandé d’associer les experts de l’Agryhmet pour améliorer la qualité des éléments de la TCN. |
| **Résultat 2** | | |
| L’UA est une structure qui n’a été exploitée que partiellement et envisagée de manière non pérenne | | Institutionnaliser par décret ministériel l’Unité d’adaptation l’UA au delà du PAA en clarifiant son mandat et ses attributions. L’UA existante pourrait consister le noyau dur de l’équipe pluridisciplinaire permanente constituée d’experts des différents domaines et d’universitaires qui seront bénéficiaires des formations futures, mentionnées ci-dessus. |
| Formation des décideurs et planificateurs : les formations en CC et ICC n’ont visé que les DEP | | 1. Etendre toutes futures formations aux cadres techniques et décentralisés des ministères (au-delà des DEP). 2. Afin de remédier aux difficultés liées aux financements parfois limités qui sont alloués aux formations dans le cadre de programmes prédéfinis, les DEP ont souligné que les ministères concernés pourraient financer les frais de rencontre pour les prochaines formations. Sous un tel partenariat, le CNEED mettrait le formateur à contribution et n ‘aurait pas à financer les fais d’organisation des ateliers. |
| **Résultat 3** | | |
| Manque de suivi post projet des micro-projets entravant une capitalisation des expériences pour l’intégration des apprentissages dans les politiques | | 1. Les futures missions de S&E des projets pilotes PANA devront permettre un rapport détaillé des obstacles, résultats, forces, faiblesses, apprentissage politiques etc. des micro-pilotes qui ont été financés. 2. Associer les directions nationales et décentralisées concernées aux projets mis en pieuvre (par exemple, Direction des énergies renouvelables pour le suivi des projets PAA en énergie). |
| **Résultat 4** | | |
| Les plans d’actions formulés suite aux formations effectuées n’ont pas été suivis par le PAA | | Le CNEDD devrait dans le cadre de ses fonctions régaliennes effectuer un suivi des activités initiées en ce sens, afin d’assurer un accompagnement soutenu des autres ministères dans leurs démarches de sollicitations de financement. |
| Les activités ne se sont pas traduites par l’identification de produits financiers innovants pour financer l’adaptation au Niger | | Poursuivre les échanges avec le siège du PNUD qui a initié une réflexion avancée sur les initiatives potentielles en la matière. Contact : Seon-Mi Choi [seon-mi.choi@undp.org](mailto:seon-mi.choi@undp.org) |
| **Résultat 5** | | |
| Manque de partage et de diffusion de l’information – plateforme de partage des connaissances non etablie | | 1. Finaliser et mettre en application de manière systématique et pour tous les programmes du CNEDD la stratégie de communication développée a travers le PAA. 2. Assurer une mise à disposition immédiate de tous les produits du PAA sur les plateformes de partage des connaissances agréées, notamment Teamworks, [www.undp-aap.org](http://www.undp-aap.org) et le <http://www.cnedd.ne/projet_app.htm> (le lien sur les produits PAA non fonctionnel), mais également l’ALM. |
| Un partenariat et un appui aux universités insuffisant | | 1. Renforcer l’appui amorcé au secteur universitaire en appuyant les rectorats des trois universités du centre déjà appuyées en équipements à développer des programmes de formation de troisième cycle complémentaires (l’appui de du CTP M. Ganta pourrait être sollicite pour poursuivre ces activités). 2. Associer les professeurs d’universités aux formations et les intégrer à toute future équipe pluridisciplinaire sur le CC. 3. Revoir les futures subventions aux étudiants à la hausse et les étendre sur toute la durée d’un programme de 3 ans. |
| **Opérationnel/ gestion de projet** | | |
| Un manquement à l’interne du PNUD concerne le degré de latence au niveau du service des finances concernant les éléments de dossier qui peuvent être manquants. | | Un délai de deux jours ouvrables devrait être fixé pour que les finances communiquent auprès de la partie concernée tout manquement au niveau des pièces justificatives. |
| Manque de compétences de l’UGP en matière de gestion de projet et gestion financière | | Assurer une formation approfondie (3-5 jours) de toute future UGP en matière de mise de gestion de projet sous la modalité NIM, logiciels comptables, procédures du PNUD, Teamworks, etc. |
| Manque de consensus sur la nature des pièces justificatives requises pour les décaissement | | Mettre à jour et harmonier et diffuser largement la note d’instruction gouvernant les attentes sur la formation des dossiers financiers pour les décaissements PNUD. |
| Un CPP a la base très lourd, ce qui limite le nombre de réunions et la réelle appropriation du programme par le CPP | | Viabiliser dans les documents officiels tout futur CPP restreint comme une structure décisionnelle et non seulement de concertation, qui doit être associé un minimum à la planification. Le CPP doit être souple et aisément réuni et ne pas excéder 20 membres. |
| Le chargé de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD au Ministère de l’économie et des finances n’a pas été associé aux étapes de mise en œuvre du programme | | Une plus grande appropriation nationale sera assurée par la participation du chargé de suivi et d’évaluation du CPAP Niger-PNUD à l’élaboration des termes de références et aux validations des études commanditées. Cela présenterait aussi le bénéfice d’accroître la qualité des livrables au regard de TdRs techniquement conçus pour garantir un meilleur S&E. |

### Conclusion

Au regard des éléments mis en avant à travers l’évaluation et notamment l’inventaire détaillé des produits et résultats du PAA-N, il apparaît que ce programme a constitué une réelle valeur ajoutée certaine pour le pays. Les acquis du PAA constitueront un héritage pertinent et durable, à condition que les recommandations émises ci-dessus soient mises en application.

Les personnes interrogées se sont globalement déclarées satisfaites de la manière dont le PAA avait été mis en œuvre et ont généralement souligné combien le PAA leur avait été bénéfique en termes d’apprentissage. A tous égards le PAA s’est bien révélé être la pierre d’assise qu’il aspirait être.

Cette évaluation devrait être soumise pour examen au comité pilotage du programme pour s’assurer que les aspects bénéfiques soient capitalisées et les considérations sur les faiblesses du programme soient adressées dans le cadre des fonctions régaliennes du CNEDD mais aussi de futures programmations. Cette évaluation appelle à une réponse du management du programme, qui devrait être partagée avec le CPP.

# Annexes

### Cadre de suivi de la planification des activités du PAA, des produits du PAA, des amendements à la planification et des partenariats (Tableau 21)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produits attendus par activités** | **PTA de l’activité** | **Produit : Date du livrable/**  **auteur / public cible/**  **nombre de bénéficiaires** | **Activités menant au produit** | **Obstacles a la réalisation des activités** | **Amendements /remaniement des activités par rapports aux activités initialement prévues** | **Réalisations conforme aux délais et au budget – et si non justification** | **Activités réalisées en partenariat avec les parties prenantes** | **Notation pour réalisation[[18]](#footnote-18)** |
| **Résultat 1** | | | | | | | | |
| Réalisation d’une étude de scenario climatiques (modélisation) | Activité planifiée sur les PTA 2010 (55000 $)  2011  (25000$) | Etude remise en janvier 2011  réalisée par M. Ibrah Seidou Sanda, Université de Niamey (présentement AGRHYMET), [ibrahs@yahoo.com](mailto:ibrahs@yahoo.com)  Yahaya Nazoumou, Université de Niamey,  Ousmane Seidou, Université d'Ottawa, Canada, [ousmane.seidou@uttawa.ca](mailto:ousmane.seidou@uttawa.ca)  Moussa Mouhaimouni, Direction de la Météorologie Nationale, [mouh\_moussa@yahoo.fr](mailto:mouh_moussa@yahoo.fr)  Public ciblé : experts scientifiques, ministères clés, étudiants, CNEDD. | Rédaction et publication des TdRs  Recrutement des experts  L’acquisition des données auprès de la météo, allant de  de 2006 à 2010 pour compléter la série[[19]](#footnote-19) .  Réalisation de l’étude sur la base de  modèles régionaux puis désagrégation statistique  Soumission de l’étude pour validation auprès de l’UA  Finalisation de l’étude | 1. La première difficulté a eu trait au recrutement u consultant – l’UGP a du effectuer  2 appels à candidature car ils ne recevaient qu’une candidature ; c’est le même soumissionnaire qui a réalisé l’étude.  2. L’équipe AAP avait sous-estimé la complexité de l’étude et les données qui seraient requises, donc une période de 3 mois seulement avait été allouée à cette étude.  3. La décision de limiter l’étude à trois mois a contraint le consultant à adopter une méthode statistique basée sur des données tirées de stations météorologiques synoptiques. Le nombre limité de stations utilisées pour extraire les données accentue le risque d’erreurs dans les séries. Or avec plus de temps (et plus de moyens) d’autres approches de modélisation auraient pu être adoptées pour nuancer et trianguler les résultats – et combler les erreurs attribuables aux observations humaines - et ainsi apporter plus de fiabilité aux scenarios.  4. Les données requises ont dues être achetées auprès de la DNM. Le PAA aurait pu constituer l’opportunité d’un partenariat avec la DNM | L’activité originellement prévue pour 3 mois n’a pas été remaniée malgré les recommandations des experts. L’étude a fini par s’étendre sur une durée de 6 mois et les contrats des experts étendus de 3 à 6 mois. | L’étude remise est techniquement conforme malgré un retard dans la soumission, due à la sous-estimation des activités requises.  L’extension des contrats a aussi signifié une augmentation du budget. | Engagement de ministères techniques.  Agryhmet a participé à la validation des TdRs  Réalisation de l’étude en collaboration avec l’Université d'Ottawa et de la Direction de la Météorologie Nationale.  Cependant l’accès aux données n’a pas fait l’objet d’un partenariat spécifique avec la DMN qui a vendu ses données climatiques pour les fins de l’étude.  Cette activité a été menée en collaboration avec les consultants assignés à la réalisation des études sectorielles, pour les assister dans l'utilisation des données dans chaque secteur. Les modeleurs se sont enquéris des paramètres climatiques et de la périodicité (exemple moyennes mensuelles, journalière etc.) requise pour chaque étude sectorielle. | 3,5 /5 |
| Evaluation des besoins informations/  données | PTA 2010 | Cette activité a été intégrée aux TdRs des consultants devant mener les études d’impact sectorielles | NA | NA | L’intégration de cette activité à une autre activité constitue une rationalisation du PTA. | Partiellement conforme – si cette activité a été sciemment organisée autrement, elle déroge cependant à l’intention initiale du Prodoc qui était de mettre a disposition des financements auprès de ministères clés pour cet inventaire. | NA | 3/5 |
| Etudes sur les impacts socio-économiques des changements climatiques | PTA 2011  (40,000 $)  Cette activité ne figure pas au PTA 2010 | Huit études d’impact sectorielles ont été réalisées, fin 2011 (voir détail). | Rédaction des TdRs des consultants  Réalisation des études (concertations avec les parties prenantes)  Validation des huit études par l’UA  Présentation des résultats des études aux ministères concernés (notamment la santé – cette présentation ministérielle n’a pu être vérifiée pour tous le ministères) | Comme mentionné pour l’étude de scenario, les données climatiques utilisées ont été limitées à des stations synoptiques sur une couverture limitée du pays. Il aurait été pertinent pour les études sectorielles de croiser ces données avec des séries de données sectorielles (hydrologie, agriculture) ; or ces données sont souvent difficilement accessibles et le temps imparti aux études n’a pas permis d’ordonner des données sectorielles souvent disparates, sur format papier, avec un contrôle qualité limité et un manque de rigueur scientifique. | Le retard dans l’élaboration de ces études a eu incidence sur élaboration de la politique nationale sur le CC (PNCC) qui n’a pu être validée avant la clôture du programme. | Réalisation conforme malgré le retard des études | Un appui a été apporté par l’équipe de consultants sur la modélisait climatique aux analyses statistiques sectorielles. Les flux de travail entre les différents consultants ont été gérés de manière optimale, par le biais d’un consultant assigné a cette tâche. | 4/5 |
| Formation des décideurs sur l’utilisation de l’outils/modèles | 2012  Activité non inscrite dans le PTA 10/11 ; cette activité fut planifiée a posteriori pour 2012  (10000$) | Atelier tenu du 14 au 15 juin 2012 à l’INRAN CERRA de Kollo  Le public cible : le groupe d’experts chargé de l’élaboration des communications sur les impacts des changements climatiques sur les secteurs clés au Niger, des conseillers du SE-CNEDD, les représentants des ONGs des ministères et des directions générales des secteurs concernés (35 personnes) | | Il y a eu un début de réflexion mais pas d’opérationnalisation de cette activité.  L’organisation de l’atelier a aussi été compromise par les nouvelles modalités de décaissement (DPD exclusif), perçues comme trop contraignantes par l’UGP. | Cette activité a été reformulée ; plutôt qu’une formation sur les outils/modèles, l’atelier a consiste en une restitution des études conduites sous le résultat 1 | Conformité partielle | NA | 3/5 |
| Information des décideurs sur les résultats des outils/opportunités de financement | 2012  Activité non inscrite dans PTA 10/11 | Cette activité de formation n’a pas été réalisée. | | Des difficultés liées à de telles activités concernent la difficulté à mobiliser les décideurs. Un autre problème est que le public visé n’est pas toujours le même qui participe aux formations. | activité annulée | Non conforme | NA | 0/5 |
| Former des experts locaux pour tester et affiner outils de modélisation des impacts du CC | PTA 2010  PTA 2011(40k) | Cette activité de formation n’a pas été réalisée.  Les outils n’ont pu être testés car en l’occurrence l’expertise repose dans le savoir de quelques consultants qui ne sont pas aisément transférables. | | L’inscription de cette activité dans le Prodoc était problématique pour l’UGP. Etant donné le contexte local et la manière dont la modélisation a été conduite, il n’était pas possible de tester de tels outils. | La réalisation du modèle appelait à une restitution plutôt qu’à un test des modèles ; l’activités a été remaniée en conséquence. | Non conforme | NA | NA |
| Formation sur l’analyse des données en matière de climat et de changement climatique | Atelier initialement non programmé et organisé avec l’appui de la cellule régionale | Atelier tenu a  Niamey, du 20 au 24 septembre 2012  Participation de 26 personnes  Rapport de l’atelier (octobre 2012) par des participants  BTOR de M. Salack  Eléments pédagogiques de la formation.  Etude de satisfaction (IRTSC) | Concertation avec l’IRTSC pour définir la formation  Appuyer le déplacement international des formateurs | L’atelier devait originellement se tenir à l’Aghrymet mais le lieu de l’atelier a été changé au dernier moment, ce qui a rendu plus difficile la participation de l’expert national M. Ibrah Seidou Sanda, qui a du être mis à disposition pour les 4 jours de l’atelier.  Les participants à l’atelier n’avaient pas le profil adéquat pour réellement capitaliser sur une formation qui se voulait une intervention de renforcement des capacités ; les faibles compétences des participants en informatique ont limité les impacts de l’atelier qui a dû par instants consister en une formation de base. | L’activité a été ajoutée au PTA 2012 suite aux recommandations de la RMP. | NA | NA | NA |
| Réalisation d’une étude pour l’intégration des changements climatiques dans le Système d’Alerte Précoce (SAP) | 2010  (30000 $)  2011 (50000 $)  2012 (formation agents) (15000$) | Etude réalisée fin 2011  Rapport de validation  15 agents formés en 2012 | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude au niveau sous régionale (à l’initiative du SAP)  Formation des agents | NA | NA | Activité originellement prévue pour 2010 n’a pu être réalisée qu’en 2011, d’où le report de budget. | NA | 4/5 |
| Base de donnée SAP AAP | 2010  non mentionnée dans 2011  2012 (9000$) | Activité non réalisée. | La base de donnée prévue consistait en la mise à jour des données par les agents SAP au sein du système d’information central qui devait être mise en place. | L’acquisition du serveur n’a pas été assortie de la formation requise et de la mise en place des protocoles requis pour le partage et la mise en ligne des informations. | Cette activité dépendait de la viabilisation du système intégré de gestion de l’information. | Non conforme | Activité non réalisée | 0/5 |
| Une étude de compilation des leçons apprises des projets et programmes d’adaptation antérieurs | 2010  (budget détaillé non spécifié) | Etude réalisée, soumise en septembre 2010.  Rapport de validation (janvier 2011) | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | NA | Conforme | Conforme. | Tous ministères et entités consultés | 4/5 |
| Synthèse des différents rapports d’études sur l’évaluation des impacts socioéconomiques | 2012 (10000$) - non mentionnée dans PTA 2010/11 | soumission du rapport de synthèse en octobre 2010. | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | NA | conforme | conforme | Tous ministères et entités consultés | 5/5 |
| Une session de formation organisée sur les outils d’intégration des changements climatiques dans les politiques, stratégies et PDC | PTA 2010 | Atelier de formation des techniciens en charge de la planification des ministères clés à Kollo, 13-14 aout 2012  Participation de 24 personnes (les cadres des directions des études de la programmation des ministères ciblés, des conseillers du SE-CNEDD)  Plusieurs sessions complémentaires de formation ont été organisées sur le sujet, notamment par le CTP, pour le PANA (voir section 3.8) | Termes de références  Sollicitation des intervenants  Logistiques pour l’organisation des ateliers | NA | conforme | conforme | Bénéfices mutuels des programmes AAP et PANA sur ces formations | 5/5 |
| **Résultat 2** | | | | | | | | |
| Une étude sur l’analyse du cadre institutionnel | 2010 (40000 $) 2011 (60000 $) | Etude globale remise en Octobre 2011  Huit études sur les cadres institutionnels sectoriels | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | NA | Conforme | Activité originellement prévue pour 2010 n’a pu être réalisée qu’en 2011, d’où le report de budget. | NA | 5/5 |
| Sessions au CNEDD | 2010 PTA mentionne 2 sessions (60000$) – PTA 2011 mentionne 1 session (3000$) ; PTA 2012 (2000$) | Une seule session du CNEDD s’est tenue en février 2011 | | Difficultés à organiser la session de 2012 suite aux nouvelles modalités de décaissement | Au delà de la tenue formelle du conseil du CNEDD, l’intention était de faire de cette session une plateforme de formation et de dissémination des connaissances, notamment sur la PNCC, auprès des parties prenantes | Une réunion annuelle aurait du être organisée (trois au total)  Conformité partielle  Activité originellement prévue pour 2010 n’a pu être réalisée qu’en 2011, d’où le report de budget. | NA | 2/5 |
| Formation parlementaire | Activité ne figure pas dans la programmation des PTA 2010/11/12 | Une formation des membres du réseau des  aires (Cinq parlementaires)  sur l’adaptation au CC et le développement durable les 5-10 août 2011 à Niamey  (Rapport de formation, PPT)  5 parlementaires envoyés au Burkina Faso (intégration CC dans planification locale) en 2011  une note de positionnement des parlementaires sur le CC | Identification des parlementaires, identification des formations internationales, développement des matériaux pédagogiques. NB : Le GRAR 2011 mentionne que les parlementaires ont participé à la conférence des Ministres de l’Environnement du 12 au 16 septembre 2011 à Bamako (Mali) ils prirent aussi part à une réunion du réseau parlementaire africain pour les changements climatiques à Dakar (Sénégal) du 17 au 20 août 2011. | Manque de dissémination des résultats de cette activité, notamment  la diffusion étendue de la note de positionnement des parlementaires sur le CC | Cette activité ne figure pas dans la programmation initiale et a été rajoutée parmi les activités liées à la formation des décideurs. | NA | Partenariat avec le réseau des parlementaires africains sur le CC  [www.iavs.org](http://www.iavs.org) | NA |
| Une Unité d’adaptation est mise en place | 2010 (31000$)- non mentionnée dans PTA 2011/12 | Etablissement de liste de l’UA par décret (la signature du décret n’a pu être vérifiée)  Lettres de nomination | Tenue d’au moins 1 réunion mensuelle de l’UA  Gratification des personnes ressources | Les attributions de l’UA durant la durée du programme ne correspond pas aux attributions définies dans le Prodoc.  Le statut de l’UA post PAA est incertain. Le cahier des charges de l’UA n’a pas été signé par les décideurs. | Le cahier des charges de l’UA été modifié ; plutôt que de constituer une entité d’experts qui génèreraient des études, etc., l’UA a eu un rôle de validation et de relais entre UGP et les ministères | Partiellement conforme | Tous les ministères et institutions clés mentionnés dans Prodoc sont représentés dans l’UA. | 3/5 |
| Renforcement des capacités de l’UA | 2010 (40000S) – 2011 (30000 $) | Equipement de chaque membre de l’UA avec des équipements informatiques (10 ordinateurs, 10 imprimantes, 10 onduleurs) | Participation de l ‘UA à toutes les formations | NA | conforme | conforme | NA | 5/5 |
| Evaluation des besoins en renforcement des capacités des parties prenantes | 2010 (2000$)– 2011 (10000$) | Etude remise en décembre 2011 | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | NA | Partiellement conforme : cette étude aurait du faire l’objet d’une auto évaluation par les structures concernées | Cette activité devait être réalisée en 2010 et a été réalisée en 2011, d’où le report de budget. | NA | 3/5 |
| Participation des cadres du CNEDD à plusieurs rencontres sur les changements climatiques | - non mentionnée dans PTA 2010/11 | Participation des cadres du CNEDD aux rencontres (fonds TRAC principalement)  Participation du chargé S&E de l’UGP à la COP de Durban (budget AAP)  Participation aux formations IRTSC (voir détails dans section 3.8) | | NA | NA | Conformité difficile à déterminer en raison du manque de rapports. | NA | 5/5 |
| Formations locales sur le CC et l’ICC | Formations ne figurant pas dans la programmation | Voir toutes les sessions de formations facilitées par le CTP du PAA (voir détails dans section 3.8) – Public : CNEDD, étudiants, autres organisations des NU | | NA | Ces formations n’ont pas été programmées et se sont tenues selon es requêtes et les disponibilités de l’équipe, notamment du CTP. | conforme | NA | 5/5 |
| Designer et opérationnaliser les points focaux ministériels | 2010 (30000$) - non mentionnée dans PTA 2011/12 | Cette activité n’a pas nécessité de produit ou d’activité car la CTCCQV est déjà en place avec tous points focaux nomines dans les ministères.  De plus l’UA joue déjà un rôle de point focal du PAA dans les ministères concernées. | | NA | Cette activité n’a pas eue à être exécutée. | NA | NA | NA |
| Une stratégie de communication est en place pour diffusion connaissances produites par UA | 2010 (20000$)  2011 (20000$) | Le plan d’action pour la diffusion de ces résultats s’inscrit dans le cadre de la stratégie de communication globale réalisée sous le résultat 5. | | Les études n’ont de fait pas été produites mais validées par l’UA. Les TdRs des consultants charges de rédiger les études devaient également proposer une stratégie de diffusion de leurs produits. Les connaissances n’ont que peu été diffusées. | Activité modifiée – les connaissances de l’UA seront diffusées dans le cadre de la stratégie de communication globale réalisée sous le résultat 5, mais cela n’a pas encore été concrétisé. | Non conforme  Report de l’activité en 2010 et 2011 et abandon de l’activité en 2012. | NA | 0/5 |
| Organisation d’une rencontre du cadre de concertation sur le changement climatique | 2012 (1000$) non mentionnée dans PTA 2010/11 | Octobre 2011 : signature d un décret par le Premier Ministre sur la création du cadre de concertation  Trois réunions effectives du cadre de concertation : Maradi en 2010 ; Tahoua en 2011 ; Zinder en 2012 à zinder) entre AAP) | Il s’agit d’un passage en revue de toutes les activités listes dans PTA 2010-11-12 pour discussion avec les partis prenantes | NA | Cette réunion du cadre de concertation s’est tenue sur les trois années du PAA, bien que ne figurant pas à la programmation 2010-2011. | conforme | Partenaires associes : PANA – PMF/FEM – ALP (Adaptation Learning de la coopération danoise) | 4/5 |
| validation de la méthodologie d'intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies de développement | 2012 (5000$) non mentionnée dans PTA 2010/11 | 1. 2 rapports d’ateliers  2. Méthodologie d'intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies de développement validée  3. création le 31 octobre 2011 d ‘une cellule technique d’ICC au CNEDD (plusieurs réunions tenues) | .Tenue de 3 ateliers (1er atelier en sept. 2011 conjointement avec le programme LUCP (3 Personnes du PAA) ; 2eme atelier le 10 décembre 2011 : 12 pax ;  3eme atelier : 18 pax) | NA | conforme | SI un seul atelier est mentionné dans le PTA 2012, de fait cette activité a donne cours a plusieurs ateliers | Un des ateliers fut tenu conjointement avec le LUCOP  (programme de Lutte contre la pauvreté Tillaberi et Tahoua Nord) de la GIZ.  Echange et formation sur l’outil de *climate proofing* proposé par la GIZ et l’expérience malienne sur l’adaptation au CC au niveau projet/programme. Ces activités s’inscrivent dans l’appui à la programmation du PANA | 5/5 |
| **Résultat 3** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Film documentaire sur AAP | PTA 2012 (sous le volet vulgarisation ? 5000$) | Réalisation du film documentaire de 28min réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie de communication sur le changement climatique | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | Le documentaire n’a pas encore été diffusé. | conforme | conforme | NA | 5/5 |
| Microprojets d’adaptation au changement climatique financés (total de 17 projets) | PTA 2010 (175000$)  2011 (420000$)  2012 (90000$) | 12 micro-projets réalisés en 2011 en cofinancement avec PANA : pas de rapports ; voir les rapports S&E des VNUs  5 micro-projets réalisés en 2012 – 5 rapports intérimaires soumis  Les projets finances incluent :  sept banques céréalières construites et achat de céréales  1 projet de mise en place d’une banque d’intrants zootechniques  1 projet d’appui à la sensibilisation des populations sur les effets néfastes des changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles (radio communautaire)  3 projets de récupération des terres couvrant une surface totale de 85 ha de terres  1 projet d’appui à la mise en place d’une banque aliment bétail  1 projet d’appui à la mise en valeur d’un site maraîcher  1 projet d’embouche des moutons  1 projet d’AGR : Appui à la création et à l’équipement d’un Centre de couture  1 projet d’appui en clôture et en semence potagère  Documents rédigés par le PANA-Agriculture résiliente et engageant le PAA :  Rapport à mi-parcours (juin 2012) | Présentations du PAA et des opportunités de financements dans les zones de vulnérabilité du PANA  Appel à projets  Mise en place d’un comité conjoint de sélection  Financement des projets (première tranche)  Mission de suivi et évaluation et remise de la 2eme tranche de financement | La première vague des micro-projets financés n’a pas fait l’objet d’un rapport remis au PAA, bien que celui-ci ait fait l’objet d’un suivi par le PANA. La gestion du S&E par le PANA et non le PAA a compromis le potentiel de capitalisation des apprentissages de ces micro-projets en interne au PAA.  2 projets n’avaient pas reçu leur deuxième tranche de financement lors de la mission d’évaluation.  Les bénéficiaires sont souvent analphabètes et les structures financières absentes des aires d’intervention, ce qui rend difficile le suivi assidu de la gestion financière des projets.  Tous les produits attendus dans les micro-projets n’ont pu être vérifies durant l’évaluations. Seuls deux des projets ont été visités dans l’arrondissement de Niamey 1. | A l’origine une mise en œuvre conjointe avec le SGP était envisagée – un mémorandum d’accord a été signé avec la SGP (2010) mais cette approche a été abandonnée au profit d’une collaboration avec le PANA en 2011. L’argument en faveur de cette approche est que le PAA n’aurait pas eu de contrôle des financements et du S&E si les projets pilotes avaient été gères par le SGP. | Budgets des projets conformes aux seuils prédéfinis.  Projets réalisés sur le terrain mais avec peu de suivi et évaluation de l’UGP. Une partie des budgets alloués aux prestataires pour les micro-projets 2012 n’avaient toujours pas été décaissés lors de l’évaluation.  Projets réalisés conformément aux attentes des accords entérinées avec le CNEDD mais gestion de ces projets par le PAA partiellement conforme. | Mise en oeuvre conjointe avec le PANA. | 3,5/5 |
| Une étude pour soutenir la recherche en termes de vulgarisation | 2010  (20000$)  2011 (30000$) | Etude remise par le  Dr Amin en 2011 | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | L’études n’a pas été vulgarisée. | conforme | L’étude devait être conduite en 2010 mais a été effectue en 2011 d’où le report de budget. | NA | 5/5 |
| Trois (3) projets financés pour énergie renouvelable et foyer améliorés | PTA 2010 mais projets effectués en 2011 | Activités réalisées en 2011 par le PAA  3 micro projets en adaptation (énergie) finances par le PAA Pas de rapports  2 projets d’énergie renouvelable : aménagement de systèmes solaires dans des structures institutionnelles (ces 2 projets font partie des zones de vulnérabilité mais pas de mise en œuvre conjointe avec le PANA)  1 projet de foyers améliorés (PAA) | Présentations du PAA et des opportunités de financements dans les zones de vulnérabilité du PANA  Appel a projets  Mise en place d’un comite conjoint de sélection  Financement des projets (première tranche)  Mission de suivi et évaluation et remise de la 2eme tranche de financement | Les 3 projets n’ont pas fait l’objet d’un S&E par le PAA et il n’existe pas de rapport d’activité pour ces 3 projets (les rapports des VNUS ne mentionnent pas ces projets) | conforme | Projets réalisés conformément aux attentes des accords entérinés avec le CNEDD mais la gestion de ces projets par le PAA n’est que partiellement conforme. | Partenariats avec les prestataires locaux (société solaire et ONG pour les FA) | 3/5 |
| Politique Nationale de changement climatique | PTA 2012 (65000$)  non mentionnée dans PTA 2010/11 | Version avancée du cadre d’une PNCC disponible en 2012 mais non validée. | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Elaboration du cadre de la PNCC | L’élaboration de la PNCC a pris du retard en raison du retard accuse en aval avec les études d’impact sectorielles. | Activité ajoutée à la programmation suite à la réunion de concertation avec l’IRTSC à Dakar en mai 2011 | Partiellement conforme (attente de validation). La démarche de concertation et de consultation adoptée pour l’élaboration de la PNCC n’a pu être vérifiée. | NA | 4/5 |
| Relecture des cadres de référence en matière de CC | 2011 (100000$) | Activité non réalisée | NA | La cause de l’annulation de cette activité n’a pas été clarifiée. | Activité annulée | Non conforme | NA | 0/5 |
| Acquisition équipements/  assistance technique auprès du ministère de l’énergie | 2011 (220000$) | Cette activité a été rajoutée au PTA 2011 pour appuyer le ministère de l’énergie dans le cadre d’un autre programme. Ce financement aurait ultérieurement été reverse au budget PAA. | | | | | | |
| **Résultat 4** | | | | | | | | |
| Identification /étude des instruments et mécanismes financiers appropriés | 2010 (2000$0 et 2011 (20000$) | Cette activité n’a pas été réalisée. | Pas d’activité | Il a été anticipé qu’il serait difficile de recruter un expert sur la question ; ainsi les TdRs n’ont pas rédigés Il a été anticipé qu’il serait difficile de recruter un expert sur la question ; ainsi les TdRs n’ont pas rédigés | Activité annulée | Non conforme | NA | 0/5 |
| Etude de la faisabilité de mettre en place une assurance climatique | 2012 (10000$) | Cette activité n’a pas été réalisée. | Pas d’activité | NA | Activité annulée | Non conforme | NA | 0/5 |
| Une session de formation organisée à l’endroit des institutions financières (banques) de la place | 2010 mais activité réalisée en 2012 (6000$) | Atelier de renforcement de capacités des Institutions de Planification et Financières à mobiliser des Fonds Innovants aux Fins d’Adaptation au Changement Climatique à Niamey les  26 au 28 juin 2012  Public : UA et banquiers  Participation de 30 personnes.  Rapport de l’atelier | Termes de référence de l’atelier  Identification des facilitateurs  Invitation des participants  Suivi des plans d’actions issus de l’atelier | Le plan d’action agréé a l’issue de l’atelier n’a pas fait l’objet d’un suivi | Conforme | Conforme | NA | 4/5 |
| Une session de formation organisée à l’endroit des membres de l’Unité d’Adaptation | 2010 mais activité réalisée en 2012 (budget commun aux 6000& ci-dessus) | Atelier de formation sur l’élaboration de Projets en Adaptation Climatique et en Mobilisation de Financements Innovants Atelier tenu à Kollo les 21-23 juin 2012  participation de 24 personnes  cibles : DEP et UA | Termes de référence de l’atelier  Identification des facilitateurs  Invitation des participants  Suivi des plans d’actions issus de l’atelier | Le plan d’action agréé à l’issue de l’atelier n’a pas fait l’objet d’un suivi | Conforme | Conforme | NA | 4/5 |
| Appui au Min. éco et finances pour mobilisation des fonds du projet pilote PPCR | Marquée dans PTA 2011 comme acquis du PTA 2010  (pas de budget précisé) | Co-financement de l’atelier de financement du PPCR tenu en (juillet 2010.  Rapport de l’atelier (pas de copie remise a l’UGP UGP) | Gestion de la logistique pour l’atelier | L’absence d’un rapport de l’atelier entache la traçabilité des décaissements | Cette activité n’avait pas été programmée dans le PTA 2012. L’UGP a répondu à une sollicitation du ministère du Plan de cofinancer cet atelier | NA | L’atelier fut  cofinancé avec la BM | NA |
| **Résultat 5** | | | | | | | | |
| Création d’une plateforme de connaissances | 2010 (25000$) non mentionnée dans PTA 2011/12 | Cette activité n’a pas été réalisée. | NA | L’UGP n’avait pas connaissance de qui était requis au niveau national, l’impression étant que ce système serait centralisé au niveau de l’IRTSC.  L’UGP attendait un appui de l’IRTC à cet égard or  aucune requête n’a été postée sur le compte de l‘aap helpdesk par le PAA-N. | Activité annulée | Non conforme | NA | 0/5 |
| Organisation de rencontres d’échanges et de partages | PTA 2011 | Les rencontres d’échanges organisées sous cette activité n’ont pas été détaillés dans le PTA ou dans les rapports trimestriels mais regrouperaient les sessions de formation initiées par M. Ganta. |  | NA | Conformité difficile à déterminer en raison du manque de reporting dans les rapports trimestriels |  |  | NA |
| Cinq (05) formations ont été données sur les changements climatiques (ONGs notamment) | 2010 (50000$)  2011  (50000$) | CNCOD : Atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités des ONG sur l’intégration de l’adaptation aux changements climatiques dans les programmes et Projets de développent locaux  ONG EDER-Niger : Atelier de Mise en place du réseau Climat et Développement  ONG /CODDAE : Atelier National sur la problématique de l’énergie en relation avec les changements climatiques au Niger  Délégation Générale des Etudiants de la Faculté des Sciences et Techniques : Organisation de la 7 éme édition de la semaine Scientifique, culturelle et Sportive  Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger (AREN) : Atelier de formation des Leaders d’opinion et les organisations d’éleveurs de la zone pastorale sur les stratégies et mesures d’adaptation des pasteurs aux variabilités et changements climatiques  Association Nigérienne des Exploitants de Bois : Renforcement des capacités des Membres de l’association | Termes de références avec requêtes de financements  Octroi des financements reçus aux ONG et associations de jeunes pour la formation sur CC  soumission de  Rapports des formations effectuées par ONGs | NA | Cette activité est programmée dans le PTA 20120 sous l’intitulé : campagne de sensibilisation | Conforme | Cette activité dénote un partenariat avec les ONG locales | 4/5 |
| Réalisation d’ne étude sur les outils/supports de communication | Activité non inscrite dans la programmation | Etude réalisée en janvier 2011 | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude  Validation de l’étude | Cette étude a constitué un prélude de la stratégie de commination | Conformité difficile à déterminer en raison du manque de reporting | NA | NA | NA |
| 4 bulletins trimestriels | 2011 (45000$)  2012 (1000$)  - non mentionnée dans PTA 2010 | 4 bulletins trimestriels produits de 2011 a 2012 | Ligne éditoriales  Sollicitation des contributeurs  Rémunération des contributeurs  Impression  Distribution | Les bulletins ont été sous-traités a des prestataires alors qu’idéalement ils auraient du entre rédigés principalement en interne au CNEDD pour une économie de moyens et pour renforcer l’expertise interne. | NA | Activité partiellement conforme : Les PTA prévoient la publication de bulletins trimestriels pour 2011 et 2012, soit un total de 8 bulletin | Partenariats non communiqués | 2/5 |
| Deux études et deux modules de formation en matière de changements climatiques pour soutenir le processus d’intégration du changement climatique dans les programmes scolaires | 2010 (60000$ pour 2 modules)  2011 (40000$) | Deux études de base (1 et 2) et deux (02) modules de formation en  matière de changements (modules pour les écoles et un pour formation des formateurs) réalisés et disponibles | Appel d’offres  Recrutement du consultant  Conduite de l’étude et coordination des parties prenantes au niveau du Ministère de l’éducation, etc  Validation des études et des modules | NA | NA | Retard pris dans la livraison des livrables prévus pour 2010, d’où report du budget. | Partenariats non communiqués | 5/5 |
| Bourses étudiantes | Budget 2010 (10000 $) Activité non inscrite aux PTAs  2011 2012, malgré la remise de financement sen 2011 | Treize bourses offertes aux étudiants  Treize conventions signées  L’appui aux étudiants a consisté en deux vagues: en 2010, 5 étudiants doctorants ont bénéficie d’un appui.  En 2011 un doctorant et 7 étudiants en master on bénéficié d’un appui. | Note de service appelant tous jeunes chercheurs a soumettre une demande de financement  Dépouillement des dossiers de candidature  Financement des étudiants par tranche ou remise d’équipement  Suivi des résultats des étudiants – copie des thèses ou mémoires de masters. | NA | Le PAA n’envisageait que de financer des thésards à l’origine et cette approche a été revue sous l’influence du CTP pour inclure les étudiants un master dans la deuxième vague. | Conformité difficile à évaluer car la programmation n’indiquait pas de cibles précises. | Universités. | 4/5 |
| Formation des enseignants /  Du matériel informatique mis à la disposition des Universités de Maradi, Tahoua et Zinder | 2011 (30000$) | Université de Maradi : 6 ordinateurs et une imprimante  Université de Zinder : 6 ordinateurs et une imprimante  Université de Tahoua: 6 ordinateurs et une imprimante  3 Conventions de mise a disposition du matériel | Signature des conventions  Achat et distribution du matériel informatique | NA | La nature de l’appui aux universités visait à l’origine la formation des enseignants ; à l’instar de cette formation, les curricula sur le CC développés ont été mis a disposition et ces équipements ont été achetés après une concertation avec les universités | Activité révisée | NA | 4/5 |
| Participation aux ateliers régionaux organisés | 2010  2011  2012 | 1. Revue PAA par les pairs, (septembre 2010), Dakar : 3 personnes  2. Formation PDP 1 (Chargé S&E de l’UGP Casablanca : 3 personnes (2011)  3. Formation PDP 2 a Mombassa : 3 personnes (2011)  4. Formation données CC et modélisation à Accra, Ghana (2011) : 2 personnes (consultants)  5. Mission de travail a Dakar (mai 2011) pour planifier la stratégie d’élaboration de la PNCC ;  6. Formation cadres d’adaptation et financements à Maurice (2012) (Chargé S&E de l’UGP et le Directeur des énergies renouvelables)  7. Atelier de renforcement des capacités sur le CC, Dakar : 1 journaliste  8. Formation des formateurs media & CC du 16 au 20 janvier, Nairobi, Kenya : 1 journalise  9. Formation sur la gestion des connaissances å Maputo (2012) : 1 personne (Chargé S&E de l’UGP)  10. Atelier final du PAA, Dakar (septembre 2012)  Rapports de missions | Logistique pour les déplacements | La participation aux missions aurait du faire l’objet de rapports partages au sein du CNEDD. La capitalisation des participations aux formations régionales par un plus grand nombre n’est pas évidente.  Il aurait été pertinent d’associer la chargée de communication du CNEDD a l’atelier de Maputo sur la capitalisation des expériences, afin qu’elle puisse travailler de pair avec le chargé S&E sur la rédaction d’outils de communication autour de la capitalisation des expériences. | Les ateliers régionaux n’ont généralement pas fait l’objet d’une planification concertée ; le PAA-N a été informé des évènements de manière *ad hoc* et les activités ajoutées à la programmation trimestrielle rétrospectivement. | NA | NA | NA |
| Une session de formation organisée pour les structures étatiques, les ONG et Associations de Développement sur l’approche Genre et changement climatique | Activité non inscrite dans la planification | Atelier tenu à Niamey, du 02 au 04 juillet 2012  Participation de 36 personnes  Matériaux pédagogiques | Liaison avec l’IRTSC (experte genre) pour l’organisation de l’atelier.  Logistique, envoi des invitations | Cette activité n’a pas fait l’objet d’un suivi sur les retombées de la formation auprès des participants. | Activité planifiée de manière rétroactive suite aux recommandations de la RMP. | NA | NA | NA |
| Formation de l’équipe PAA et des membres du gouvernement à Teamworks | Activité non inscrite dans la planification | Formation Teamworks le 26 septembre 2012 pour les partenaires du Niger  27-28 septembre 2012 : remise a niveau Teamworks pour le PNUD  Tous les participants à la formation ont été invités à l’espace Teamworks  BTOR du formateur  Copie des matériaux pédagogiques |  | Difficultés à la mise en pratique de la formation.  Les parties prenantes ont exprime le besoin d’un approfondissement de la formation. | Activité planifiée de manière rétroactive. | NA | NA |  |
| Atelier sur la formation des journalistes nigériens sur le CC | Activité non inscrite dans la planification, financée par la cellule des medias du PAA | Niamey 20-22 février 2012  Participation de 20 personnes |  |  | Activité planifiée de manière rétroactive, sans concertation avec l’UGP. | Conformité difficile à évaluer sans rapport. | NA |  |
| **Résultat 6** | | | | | | | | |
| Activités de fonctionnement | 2010 (495000)  2012 (235500$) |  |  |  |  |  |  |  |
| Formation du personnel | 20110 (25000$) |  |  |  |  |  |  |  |
| Acquisition et formation au logiciel comptable | 2011 (30000$) | Acquisition du logiciel en 2011  Formation auprès des charges de finances des diverses UGP |  | NA | NA | conforme | NA | 5/5 |
| Tenue des comites de pilotage | 2011 (20000) | 3 comites de pilotages organises sur les 3 années  3 procès verbaux | Organisation des CPP  Rédaction des procès verbaux | Difficultés à rassembler tous les membres du CPP | NA | Conforme | NA | 5/5 |
| **Résultat 7** | | | | | | | | |
| Restitution de la COP de Cancun | 2011 (10000$)  PAA | Pas de rapport de la restitution communiqué |  |  |  | Conformité n’a pu être établie |  |  |
| Restitution de la COP de Durban | 2012 (10000$)  PAA | Rapport de la restitution Atelier ? |  |  |  | Conformité n’a pu être établie |  |  |
| Préparation du Prodoc TCN | 2011 (20000$)  PAA | Prodoc TCN disponible en 2012 | Recrutement des consultants  Validation du Prodoc |  |  | Conforme |  |  |
| Capacités de la CTCV renforcées | Fonds PAA en 2011 – Fonds TRAC en 2012 | Organisation des rencontres de la commission |  |  |  | Conformité n’a pu être établie |  |  |
| Participation aux réunions de CC | Fonds TRAC | Nombre de réunions non précisé. |  |  |  | Conformité n’a pu être établie |  |  |

### Cadre des produits, risques, et résultats des projets pilotes (Tableau 22)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Intitulé du Microprojet** | **Montant du financement planifié**  **(CFA)** | **Partenaire de réalisation** | **Registre des risques[[20]](#footnote-20)** | **Activités Prévues** | **Activités Réalisées et produits** | **Résultats** | **Observations/ Leçons Apprises** |
| 1. Construction et approvisionnement d’une banque céréalière (BC) au profit du Groupement de Base des Eleveurs ataymakemou d’Aderbissanat/Yamara | 3 838 200 | Structure décentralisée du ministère de l’agriculture | Aucun outil de gestion à savoir le cahier de suivi de stock, le cahier de recettes, le cahier de dépenses. | Construction  Travaux de finition  Fonds de roulement  Formation du groupement  Elaboration DAO et prise/ charge comité d’analyse  Suivi – durant visite de juillet 2012 |  | Du point de vue de la gestion du magasin, un comité de gestion est mis en place, on constate des difficultés pour dresser les comptes rendus des réunions. Le stock initial a été vendu et il n y a pas eu de renouvellement de stock. Le groupement dispose d’une somme d’argent en espèce de 1 743 850fcfa. Le groupement n’a pas de compte et cette situation n’est pas sécurisante pour l’argent. |  |
| 2. Mise en place d’une banque céréalière à Eknawane | 4 019 400 |  |  | Mise en place et formation du COGES  Préparation du local de stockage  Désinfection du local  Achat du mil  Achat du ciment  Achat de porte et fenêtres  Construction local  Achat des bascules  Préparation dossier d’appel offre  Suivi /Accompagnement de la BC |  | Concernant la gestion du magasin, il n’existe aucun outil de gestion, six sacs de riz de 50kg ne sont pas encore vendus. Une somme de 2 627 200FCFA est déposée chez un commerçant selon le président du groupement, le groupement a accordé un crédit de 242 200fcfa. On peut dire que le groupement n’a pas respecté les principes élémentaires de gestion des fonds. | Les bénéficiaires sont un groupe de nomades Touareg. Un défi concerne la difficulté a suivre des groupes pastoraux pour permettre le suivi des projets car il est difficile de localiser le groupe.  L’absence de caisse mutuelle accentue le risque d’une mauvaise gestion financière. |
| 3. Mise en place d’une banque céréalière à Intchilit | 2 711 800 |  | Risque d’accaparement des fonds par les comites de gestion | Mise en place et formation du COGES  Préparation du local de stockage  Désinfection du local  Achat du mil  Achat du ciment  Achat de porte et fenêtres  Construction magasin  Achat de bascules  Dossier d’appel offres (DAO)  Suivi /Accompagnement de la BC |  | Au niveau de la gestion du magasin, on constate que l’ensemble des outils de gestion manquent et le stock initial a été vendu à crédit ce qui est contraire aux instructions données lors de la formation du comité de gestion, on peut dire que l’opération est mal partie. Le montant de la vente à crédit est de 1 588 550fcfa. | Dans ce cas, l’UGP a été confrontée a une situation de malversations ; les membres du comite sont suspectes de s’être accaparés les fonds.  Des solutions de reddition de compte doivent pouvoir être identifiées pour ce genre de scenarios. |
| 4. Mise en place d’une banque céréalière à Adakara | 3 400 000 |  |  | Mise en place et formation du COGES  Préparation du local de stockage  Désinfection du local  Achat du mil  Achat du ciment  Achat de porte et fenêtres  Construction local  Achat des bascules  Préparation dossier d’appel offre  Suivi /Accompagnement de la BC |  | Au niveau de la gestion du magasin, on constate le manque d’outils de gestion (cahier de suivi de stock, cahier des dépenses, cahier de réunions, cahier de recettes). Une somme en espèce de 1 846 000fcfa est disponible avec le comité de gestion, le comité a accordé un crédit de 429 400fcfa. |  |
| 5. Construction et approvisionnement d’une banque céréalière (BC) au profit du Groupement de Base des Eleveurs Biradame d’Aderbissanat | 3 978 790 | Ministère de l’elevage ? |  | Construction  Travaux de finition  Fonds de roulement  Formation du groupement  Elaboration DAO et prise/ charge comité d’analyse  Suivi |  | Du point de vue gestion, la totalité du stock a été vendue et l’argent d’un montant de 2 118 000fcfa est disponible au niveau du comité de gestion. | Le Président a été demis de ses fonctions car ne rendait pas de comptes a la communauté ; mais il a par la suite ouvert compte d’épargne a Agadez – mais qui n’était pas utilisable par la communauté. |
| 6. Appui à la sensibilisation des populations de la commune sur les effets néfastes des changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles (FM TADRESS) | 3 153 600 |  |  | Organisation des interviews sur les perceptions des changements climatiques par les populations  Synthèse et diffusion des interviews  Célébration de la journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse  Identification des effets néfastes des changements climatiques vus par les populations  Identification des mesures endogènes d’adaptation  Diffusion des mesures d’adaptation mises en œuvre par le PANA  Communication des données météorologiques (sensibilisation des populations sur la prévention des feux de brousse)  Célébration de la journée mondiale de l’eau  Célébration de la journée mondiale de la météorologie  Célébration de la journée mondiale de la biodiversité | Signature d’un contrat avec la radio communautaire  Produits en langues vernaculaires | La chargée de communication du CNEDDD (Mme Issa) a vérifié contenu des livrables (cassettes) |  |
| 7. Création d’un stock de sécurité alimentaire a Soukhoumour (banque céréalière communautaire) | 5 371 020 |  |  | Mise en place et formation du COGES  Préparation du local de stockage  Désinfection du local  Achat du mil  Achat du ciment  Achat de porte et fenêtres  Construction local  Suivi /Accompagnement de la BC |  | Concernant la gestion du magasin, on note l’absence d’outils de gestion. Le suivi du stock n’est pas assuré, la mission a constaté, 39 sacs de mil non vendus, 11 sacs de riz non vendus, mais le gérant parle de 38 sacs de mil non vendus et 22 sacs de riz non vendus, puisque selon le même gérant 11 autres sacs sont dans un autre magasin. Il existe une somme en liquide de 2 031 000fcfa au niveau du comité de gestion déposé chez un commerçant, malgré tout on constate un manquant de 606 900fcfa. |  |
| 8. Construction et approvisionnement d’une banque céréalière (BC) au profit du Groupement de Amintchi / kAOU | 3 711 800 |  |  | Information sensibilisation  Formation comité de gestion  Construction de magasin  Achat des palettes  Achat et Mise en place stocks initiaux  Suivi/évaluation des activités |  | Au niveau de la gestion du magasin, le comité de gestion dispose d’un compte courant BIA à Tahoua  créditeur de 1 200 000FCFA et l’argent en espèces est de 467 000fcfa; il existe un cahier de recettes et de dépenses, il ne manque que le cahier de suivi de stock. Pour l’instant la gestion est transparente, aucune difficulté majeure à signaler. |  |
| 9. Mise en place d’une banque d’intrants zootechniques à Issari | 9 205 619 |  |  | Construction magasin (1 bâtiment construit)  Formation de 1 comité de gestion et para vétérinaires (11 personnes formées)  Mise en place des stocks initiaux (30 tonnes mises en place)  Mise en place des produits (Lot des produits disponibles) vétérinaires (vermifuges)  Suivi/encadrement (1 banque opérationnelle) |  | L’eau de pluie pénètre dans le magasin puisque la tôle est trouée donc une intervention est nécessaire même si actuellement le stock se trouvant dans le magasin est vendu.  Pour la gestion du magasin, le comité dispose d’un compte d’épargne créditeur de 3 015 500fcfa, une somme de 755 000fcfa en espèces et un stock de 50 sacs de natron. Les 50 sacs de natron sont stockés dans un magasin de l’OPVN.  Concernant les outils de gestion, le comité possède d’un cahier de suivi de stock qui n’est pas à jour, il n y a aucun registre de dépenses ni de recettes.  Une telle situation risque de rendre la transparence difficile à long terme. |  |
| 10. Restauration de 30 ha de terres dégradées sur le plateau de Goudel Gorou | 7 900 000 | Partenaire de projet : orientait verte  division de l’environnement |  | Achat matériel aratoire, boites pharmaceutiques  Confection de banquettes (30 ha)  Levé TOPO  Formation  Plantation des arbres (30ha : 12 000 plants) **NB : ce chiffre paraît peu crédible**  Suivi des travaux de confection de banquettes et plantation (6 banquettes par hec) |  | Suite à la mission de suivi, une seule activité reste à finaliser, il s’agit de la plantation des arbres au niveau des banquettes déjà réalisées. Cette opération est en bonne voie et va démarrer incessamment.  Discussion avec l’ONG durant l’évaluation :  De 100 a 150 personnes touchées par le projet (les personnes ont été employées pour les travaux par roulements) |  |
| 11. Appui à la mise en place d’une banque aliment bétail dans le village de Sabarou Commune Rurale de Roumbou (Dakoro) | 7 062 545 |  |  | Information et sensibilisation  Mise en place du comité de gestion  Formation des membres CDG en vie associative et bonne gouvernance  Formation du CDG en gestion des stocks et des fonds et entretien de banque  3 missions de Sensibilisation en santé animale et complémentation stratégique  Approvisionnement de la BAB (10 tonnes son de blé et 5 tonnes graines de coton)  Construction magasin (matériaux semi locaux)  Suivi CEB – durant visite conjointe PNUD 2011 et juillet 2012 + rapport 2011 | Avaient un livret d’épargne– le VNU mettait en doute cette mutuelle | Toutes les activités prévues ont été réalisées.  Au niveau de la gestion du magasin, le comité de gestion dispose d’un compte d’épargne créditeur de 1 610 00FCFA, ainsi il se dégage un manquant de 640 000fcfa (garde par un membre du comité a domicile ?)  Il n’existe aucun outil de gestion à savoir le cahier de suivi de stock, le cahier de recettes et le cahier de dépenses. | Importance du suivi du mouvement des stocks et de l’argent  Pertes/vol de stock possible – on peut  Le comité doit rendre compte a l’assemblée générale |
| 12. Projet d’Electrification du CSI de Kouro Béri dans la commune urbaine de Loga 2011 | 9 480 000 |  | L’association du Centre National d’ Energie Solaire (CNES) n’a pu être établie | Information/ Sensibilisation  Achat de Panneau solaire 200w (4)  Achat de Régulateur 50A (1)  Achat de Accessoires d’installation (vis, supports, ct.)  Achat de Convertisseurs 24/220V/50HZ/3000W (2)  Achat de Batteries (6) 100A/120V  Achat de ventilateur s (5)  Chauffe Eau(1)  Accessoires d’installation (réglettes, contacts, fils, ampoules)  Encadrement/Suivi |  | juillet 2012 : Suite à la mission de suivi, on constate que cinq (05) ventilateurs et un chauffe-eau n’ont pas été livrés. On constate aussi que l’installation électrique ne fonctionne pas.  Le S&E de l’UGP a par la suite été informé que les batteries solaires de ce projet ne fonctionnaient plus. | Difficulté afférente aux projets solaires – ces projets appellent à un suivi sur le long terme et ne se prêtent pas a des projets de courte durée (6 mois) |
| 13. Projet d’Electrification du CEG de Tondibiah dans l’arrondissement communal de Niamey I  projet 2011 (projet visité) | 9 110 000 |  |  | Information/ Sensibilisation  Achat de Panneau solaire 200w (2)  Achat de Régulateur 50A (1)  Achat de Accessoires d’installation (vis, supports, ct.)  Achat de Convertisseurs 24/220V/50HZ/3000W (2)  Achat de Batteries (6) 100A/120V  Achat de ventilateurs (5)  Encadrement/Suivi  visite évaluation |  | Le transmetteur du système solaire a été volé – 3 tentatives de vol ; Les panneaux et batteries sont encore en place mais le système n’est pas fonctionnel | Le projet a été mis en place sans la participation du ministère de l’énergie.  Une participation de la direction des énergies renouvelables serait cruciale pour remédier à ces problèmes de suivi quand les projets ne fonctionnent plus. |
| 14. Projet d’Adaptation au changement climatique à travers l’utilisation de foyers améliorés dans 150 ménages de SAGA (projet visité) | 5 315 000 |  | Partenariat avec un ONG locale | Construction de 300 foyers éconobois  Confection de 150 coockits  Confection de 300 Idadafoua  Formation des groupements  Formation de 6 femmes formatrices (sur 6 jours)  Achat de matériels de confection des cuiseurs solaires  Suivi/ Coordination  Visite suivi en aout 2012 (pas de rapport) | Visite d’évaluation : Les ambitions du projet mentionnent un total de 150 FA puis le détail de l’activité liste 300 FA, 150 sacs thermos et 300 foyers solaires, ce qui constitue une première inconsistance.  La visite de terrain a permis d’établir, par un entretien avec la présidente de l’association locale, qu’en fait 15 a 20 foyers solaires avaient été construits (ceux-ci ne font pas réellement l’objet d’une réplication spontanée au sein de la communauté) , environ 25 FA (foyers fixes) avaient été construits. Le nombre de sac thermos manufacturés n’a pu être établi (ces données n’ont pu être vérifiées par une visite de tous les ménages touchés). | Visite d’évaluation :  La plupart des FA en banco qui ont été construits ont été très endommagées suite a la dernière inondation.  La présidente s’est estimée satisfaite de la formation reçue - le directeur de l’ONG est venu a plusieurs reprises faire un suivi. Or le siège de l’ONG a été déplacé donc les femmes n’ont plus de contact avec l’ONG. A l’heure de la visite d’évaluation les femmes ne recevaient plus d’appui ou de suivi ; les acquis du projet demeurent incertains et la réplication des FA a plus grande échelle improbable sans accompagnement, bien que la technologie semble être appréciée localement. La présidente rapporte que les économies de bois réalisées sont significatives : le bois qu’elle utilise dure 2 mois avec le FA ai lieu d’1 mois avec un foyer traditionnel.  Certains ménages ont construits jusqu'à 3 foyers de taille différentes (pour utiliser 3 pots de cuisson de tailles différentes) ; mais la réplication de la technologie demeure limitée par rapport aux ambitions affichées. | Visite d’évaluation  Ce projet est le seul projet qui ne tombe pas sous zone de vulnérabilité du PANA et qui a été réalisé exclusivement par le PAA. L’ambition de 150 FA n’a pas été atteinte et il est essentiel qu’une mission de S&E établisse objectivement les produits et résultats du programme.  La technologie du foyer fixe construit en banco présente une mesure d’adaptation communautaire fortuite.  Des modifications aux futurs prototypes sont suggérées : élever les structures afin d’éviter aux femmes de se pencher pour cuisiner et pour protéger les structures de toute future inondation. Appliquer un revêtement imperméable sur les FA (chaux ou extraits végétaux endogènes)  La direction des énergies renouvelables aurait du être associée à ce projet pilote pour accompagner une capitalisation des apprentissages sur cette solution d’adaptation ‘low tech’, sans quoi ce projet ne permettra pas d’apprentissages politiques.  Une reproduction à plus grande échelle de ce projet pourrait permettre l’avènement d’un projet de compensation carbone. |
| 15. Appui à la mise en valeur du site maraîcher des femmes du groupement de Soudjimazoumbou de Soudouré dans l’arrondissement communal de Niamey I  2012 (projet visité) | 4 025 000 |  | Visite d’évaluation :  Les femmes ne sont généralement pas titulaires du foncier ; la sécurisation d’une tenure fixe pendant la période du programme devra être négociée mais il s’agira aussi de trouver un mécanisme durable une fois le projet termine.  risques d’inondation des parcelles | Clôture de protection de site maraîcher  construction de 2 bassins de réception  Achat des motopompes (2 Motopompes achetés)  Achat des matériels aratoires  Achat des semences  Achat des engrais  Construction de hangars  Recrutement d’un agent (Un agent des techniques agricole recruté)  Formation des membres des groupements en techniques de maraîchage (membres des groupements formés en techniques de maraîchage)  Visite évaluation | Produit : film institutionnel – réalisé par un prestataire Un site de 0,7 ha est clôturé  2 bassins construits  20 tias de semences achetés  Des matériels aratoires achetés  10 sacs d’engrais chimiques et 5 sacs d’engrais organiques achetés  2 hangars construits  1 générateur et 1 pompe achetée | Projet fonctionnel  22 femmes formées en techniques culturales,  10 brigadiers formés  (source: PANA)  Voir ci-dessous le tableau . d’estimation de la production maraîchère dans les sites maraichers de Soudouré et de Tondikoirey dans le 1er Arrondissement Communal de Niamey (source PANA).  Visite d’évaluation :  Les femmes mutualisent 500 CFA par parcelle par saison pour l’achat de l’essence requise pour le générateur.  Les produits générés sont d’abord utilisés pour l’autoconsommation, puis pour le don puis pour la vente.  Face aux succès de la parcelle clôturée, des femmes ont pris possession d’une parcelle non clôtures a proximité et ont répliqué ce projet de maraichage (12 femmes seraient actives) . Elles ont reçu des semences sauvegardé par les femmes du projet maraîcher. | Le maraichage et les centres de coutures constituent les activités « Phares » du PANA  La performance de ces projets a été jugée projet est Très Satisfaisante  (HS) par l’évaluation a mi-parcours du PANA  Visite d’évaluation :  La proximité avec le fleuve Niger permet l’accès à l’eau d’irrigation mais accentue les risques d inondation des parcelles |
| 16. Appui à l’amélioration des conditions de vie des femmes vulnérables à travers l’embouche des moutons et à l’adaptation face aux changements climatiques dans le village de Garin Gado dans la Commune Rurale de Roumbou, Département de Dakoro/ Niger  2012 | 3 982 425 |  |  | Sensibilisation de la communauté aux risques des changements climatiques et stratégie d’adaptation.  Organisation des femmes en groupement de quartier, puis en coopérative villageoise. Les coopératives seront regroupées au sein d’une fédération au niveau communal.  Renforcement des capacités des femmes des groupements en vie associative pour promouvoir une bonne gouvernance.  Appuyer les femmes en les octroyant deux ovins pour l’embouche soit 2 moutons par femme  visite de suivi |  |  |  |
| 17. Récupération des terres dégradées (20 ha) du plateau de Gorou Banda (NY1)/ « LA CLE DES CHAMPS » (CLC)  2012 (projet visité) | 4 964 250 |  |  | Sensibilisation - information, formations ;  Organisation du chantier et la réalisation des ouvrages mécaniques ;  encadrement technique du chantier ;  ensemencement des espèces pastorales ;  suivi des travaux ;  suivi technique du site pendant trois ans.  Viiste de terrain |  | Visite d’évaluation :  Les membres de la communauté local recrutés pour les travaux de récupération ont exprimé leur satisfaction quant a ce projet ; le bénéfice semble avant tout être de nature pécuniaire, car ces travaux sont sources d’emplois. Les bénéfices de ces travaux ont été constatées dans les communes voisines.  Des travaux de demi-lunes et de bassins ont été observés ; des arbres sont plantes au sein des demi-lunes pour encourager la couverture végétale. Le taux de mortalité des arbres plantés n’a pu être estimé.  Le nombre de bénéficiaires /la composition d ; un comite n’a pu être estimé. | Visite d’évaluation :  Les membres de la communauté local recrutés pour les travaux de récupération sont rémunérés une certain somme par ouvrage. Par exemple une demi-lune est rémunéré 1000 CFA (il faut en moyenne 3 personnes pour faire une demi lune en une heure de temps) |
| 18. renforcement de la résilience des femmes de Soudouré par la sécurisation de leurs activités génératrices de revenu : Appui à la création et à l’équipement d’un Centre de couture | 4 997 000 |  |  | Formation en technique d'entretien au profit de trois personnes du groupement  Recyclage en technique de couture  Construction du local en matériaux définitif  Suivi des techniciens et des autorités  Visite de suivi | - Couture tous les modèles ;  - robes simples ;  - robe *marinière* ;  - tricotage  14 stagiaires dont 11 femmes et 3 hommes avec attribution des attestations,  4 sont retenus pour la formation d’autres stagiaires  (source : PANA) | - Le centre fonctionne bien,  - horaires d’ouverture du lundi au vendredi de 8h à 12h00 ; *fermé* d*urant le mois de carême*  - Remise des attestations aux stagiaires formés,  - 4 formatrices retenues parmi les anciennes,  - obtention du financement (PAA) pour la construction du local et la formation en maintenance des machines source : PANA) | - Achat consommables,  - Réparation et entretien des machines,  - Prise en charge Honoraires formatrices : 5000 F/formatrice/mois  - 20 stagiaires en cours de formation (1500 Fcfa/mois/stagiaire)  (Source: PANA) |
| 19. Appui en clôture et en semence potagère au groupement féminin «wafakeye» de kokodo berie (commune rurale de tondikiwindi)  2012 | 4 977 315 |  |  | Information sensibilisation  Formation des producteurs  Installation de la clôture  Achat matériel de travaux pratique  Achat des intrants agricole  Suivi et encadrement  Suivi autorités | Partenaire de réalisation : les mais des hippopotames et lamantins  Visite en aout 2012 par l’UGP pour voir les toutes premières opérations | Les travaux ont commencé avec la redynamisation du groupement féminin, la clôture du site et la mise en place d’une haie vive, et l’achat du matériel de travaux pratiques. |  |
| 20. Microprojet de récupération de 25 hectares de terres dégradées dans la commune urbaine de Loga | 5 000 000 |  |  | Sensibilisation - information, formations ;  Organisation du chantier et la réalisation des ouvrages mécaniques ;  encadrement technique du chantier ;  ensemencement des espèces pastorales ;  suivi des travaux ;  suivi technique du site. | Le porteur du Projet est l’ONG ONG AFRICHAC  Les travaux ont commencé avec les séances d’animation, information et formation et même la confection des ouvrages mécaniques. |  |  |

Tableau 23 : Estimation de la production maraîchère dans les sites maraichers de Soudouré et de Tondikoirey dans le 1er Arrondissement Communal de Niamey (source: PANA 2011)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cultures** | **Superficie emblavée par culture**  **(ha)** | **Production**  **(t)** | **Coût unitaire**  **(Fcfa/kg)** | **Valeur monétaire Estimée**  **( Fcfa)** |
| **Chou** | 0,23 | 13,628 | 300 | 4 088 400 |
| **Laitue** | 0,5 | 27,66 | - | - |
| **Carotte** | 0,0370 | 1, 225 | - | - |
| **tomate** | 0,15 | 5,72 | 400 | 2 286 400 |
| **Pomme de terre** | 0,285 | 17,865 | 450 | 7 904 250 |
| **Oignon** | 0,5330 | 15,268 | **-** | **-** |
| **Concombre** | 0,0420 | 1,331 | 500 | 665 500 |
| **TOTAL** |  |  |  | **14 944 550** |

Source : (CDA CUNI, 2011) dans PANA (2011)

### Cadre de suivi des résultats du PAA (Tableau 24)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultats attendus du CPAP** | **Cible 2010/2011/2012** | **Résultats escomptés et indicateurs (source : prodoc)** | **Produit** | **Résultat de l’activité** | | **Exploitation des produits/ Potentiel impact future** | **Intégration de la dimension de genre** |
| Le Secrétariat Exécutif du CNEDD et les autres institutions sont accompagnés pour la mise en œuvre du Programme Africain d'Adaptation | Résultat 1  Des outils d’aide à la décision sur les mesures d'adaptation des secteurs clés sont disponibles | Base:  B1: Pas d’évaluation complète aux risques climatiques disponibles. Des données climatiques de base et environnementales limités et dépassés et la capacité institutionnelle renforcée pour produire et utiliser des informations climatiques et d’adaptation, et des outils de planification à long terme.  I3: Les SAP renforcés.  *Indicateurs :*  - I1 Au moins 3 outils de planification à long terme élaborés.  - I2 L’Adaptation intégrée aux processus de prise de décision dans au moins 5 institutions, en utilisant des informations tirées des résultats de l’évaluation et des outils de planification à long terme. | Réalisation d’une étude de scenario climatiques (modélisation) | L’étude constitue une référence en matière de scenarios climatiques à l’horizon 2025 au Niger. Les découvertes de l’étude ont été présentées aux planificateurs et cadres de CNEDD (voir ci-dessous) permettant une assimilation auprès des parties prenantes des besoins en adaptation au Niger.  L’étude n'est pas directement exploitable par les parties prenantes du fait de sa nature technique, mais les études devaient aboutir à des résultats facilement compréhensibles et exploitables par les parties prenantes (voir ci-dessous).  Il n’existe pas d’accès en ligne de cette étude ou de protocole d'exploitation de ces données.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R1.** | | Les études menées par le PAA ont été remises au consultant associé à la formulation du PDES formulé en 2012.  Les découvertes faites par l’étude ont été présentées lors de l’atelier de Kollo en 2012 avec les parties prenantes (au rand desquels des cadres de la planification et des directeurs généraux).  De nombreux partenaires ont sollicité l’UGP pour avoir copie de l’étude réalisée, au nom desquelles GIZ, la coopération Danoise – l’évaluation n’a pas pu répertorié l’exploitation faite par tous les partenaires stratégiques mais ceci devrait être documenté par le CNEDD.  Ce modèle climatique sera utilisé comme base des scenarios climatiques pour la TCN.  Ces données peuvent par être utilisées par des étudiants de Master ou de thèse dans le contexte de leurs recherches sur les changements climatiques au Niger. | Non applicable |
| Huit études sur les impacts socio-économiques des changements climatiques | Ces études partagées auprès des planificateurs et autres parties prenantes permettent aux acteurs de décrypter les impacts socio-économiques du CC sur des secteurs clés de l’économie, et d’appréhender dans quelle mesure la mal-adaptation entrave les acquis du développement.  L’analyse des résultats de ces études sectorielles n’a pu être évaluée dans tous les secteurs au sein de chacun des ministères concernées en raison du manque de réponse des personnes interrogées).  On peut toutefois noter que l’étude sectorielle sur les impacts du CC sur la santé remise au ministère  a sensibilisé le ministère sur le besoin de prendre de nouvelles dispositions par rapport aux maladies climato- sensibles. L’étude a en l’occurrence permis une nouvelle cartographie des maladies climato- sensibles, étendant la prise en compte des risques de paludismes à de nouveaux territoires. Le point focal du ministère a indiqué que ces informations auraient une incidence sur le pré-dispositionnement des médicaments antipaludiques avant la saison des pluies.  Il n’existe sinon pas d’évidence documentée de l exploitation effective de ces études dans la planification sectorielles.  Les études d’impacts n’ont pas permis une optimisation au niveau e la collecte des données. Il aurait été pertinent de demander à chaque expert de répertorier les outils existants pour suivre les indicateurs clés de chaque secteur (approches statistiques, modèles biophysiques, etc.)  Les données obtenues sont en général de bonne qualité, excepté pour les secteurs de l’énergie, de la pèche, des zones humides, de l’élevage, qui constituent des secteurs généralement peu suivis (source : consultant).  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R1.** | | Ces études d’impacts et scenario climatique notamment) feront partie intégrante de la TCN et appuieront notamment le volet  concernant « la mise à jour de l’évaluation de la Vulnérabilité et de l’Adaptation (V&A) aux changements climatiques dans les secteurs suivants: Agriculture, Elevage, Ressources en Eau, Foresterie et Santé ».  Les discussions conduites avec les responsables au plus haut niveau ont contribué à les sensibiliser sur l’impact du CC sur leur secteur.  Pour le secteur de la sante, l’étude s’est traduite par un partenariat entre le Ministère de la Santé, le Ministère chargé de la Météorologie, Aghrymet et Acmad pour les problèmes sanitaires induits par le changement et la variabilité climatique. | Les études sectorielles ne tiennent en général pas compte du genre. L’étude sectorielle sur les forets y fait une référence et l’étude d’impact sur la santé fait plusieurs référence a la vulnérabilité des femmes |
| Décideurs et cadres en charge de la planification au sein des ministères techniques sont formés prise en compte de la dimension changement climatique dans les programmes et plans nationaux, régionaux ou locaux | Formation sur l’analyse des données en matière de climat et de changement climatique | Les résultats attendus de la formation furent les suivants :  1. enseigner l’utilisation d’outil gratuitement disponibles en ligne tels que Linux OS, outils R (remindex, NCDF R), IDV, logiciel New\_locClim  2. analyser les tendances et les variabilités globales et nationales  3. Analyser les extrêmes aux niveaux locaux et nationaux  4. Interpréter et rédiger des rapports permettant d’accroitre les capacités informationnelles aux niveaux nationaux et infranationaux.  Les consultants/chercheurs/membres de l’administration ont tous exprimé leur appréciation de l’atelier qui fut conclu par un scénario d’intégration des changements climatiques dans la gestion et la planification du développement des ressources en eau.  Les étudiants qui ont participé à cette formation en ont souligné les bénéfices dans le cadre de leurs recherches ; l’atelier a permis de partager des données notamment de nature hydrique que les participants ne détenaient pas.  Parmi les faiblesses de cette activité en matière de résultats on peut citer les éléments suivants :  - Cette activité ne s’est pas traduite par une opérationnalisation effective du serveur, supposé servir comme système central de gestion de l’information et des connaissances. Les outils sont tout de même exploitables sur les ordinateurs privés des participants.  - Plus qu’un renforcement général des capacités tels qu’originellement envisagé, la formation a consiste en une formation de base sur certains outils, en raison des faibles compétences des participants en informatique. Le profil des participants n’était pas à la mesure des attentes en matière de compétences, ce qui a limite les opportunités d’apprentissages.  - Seul le consultant a apporté des données pour la conduite de l’atelier, ce qui dénote un manque de préparation des participants.  - L’absence de la DMN sur toute la formation est un aspect négatif de cette formation.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | | Les apprentissages de cette formation devraient être capitalisés ; le Dr Salack devrait être intégré au roster des consultants à être appelés par le CNEDD dans le cadre de formations futures, notamment avec le PAC-RC.  Les professeurs d’universités des facultés pertinentes auraient dû être associés à cette formation pour renforcer les compétences globales dans le secteur académique également. | NA |
| Formation des planificateurs sur l’utilisation de l’outils/modèles | L’atelier fut l’occasion de disséminer les résultats des études (scenarios climatiques et impacts sectoriels du CC). Les impacts présents et futurs du CC ont été présentés et expliques, et les stratégies pour une adaptation durable. Les présentateurs ont en retour reçu le feed-back des participants pour une amélioration des études.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | |  | NA |
| Une étude de compilation des leçons apprises des projets et programmes d’adaptation antérieurs | Cette étude exhaustive consiste en une compilation de toutes les initiatives d’adaptation au Niger depuis les années 1990. Elle ne propose pas réellement une analyse critique des bonnes pratiques ou des pratiques de mal-adaptation. Néanmoins elle contient beaucoup d’information pertinentes, notamment sur le jeu des acteurs.  Ce guide devait être utilisée pour guider l’élaboration des micro-projets mais il n’a pas été exploitée à cette fin.  Ce document n’a pas fait l’objet d’une large diffusion et il n’existe sinon pas d’évidence documentée de son exploitation effective. | | Ce premier document pourrait consister une référence de départ pour les futurs travaux de conseil de l’UA, si cette structure est pérennisée. | Pas de prise en compte du genre |
| Synthèse des différents rapports d’études sur l’évaluation des impacts socioéconomiques | Participation des DEP à une restitution appréciée.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | | Les DEP ont émis la recommandation que les futures formations soient élargies aux cadres techniques et décentralisés. Afin de remédier aux difficultés liées aux financements de formations, les DEP ont souligné que les ministères concernés pourraient financer les frais de rencontre pour les prochaines formations. | NA |
| Formation ICC et impacts du CC des techniciens en charge de la planification des ministères clés. | La formation de Kollo (13-14 aout 2012) a consiste en une application pratique de l’ICC. Trois) groupes de travail ont été mis en place afin d’essayer d’intégrer la dimension des changements climatiques dans les secteurs ci-après :Développement rural ; Energie ; Santé, en utilisant le guide Méthodologique d’intégration de la dimension changements climatiques (IDCC) dans la planification sectorielle  développé par le PAA.  Les 3 groupes thématiques constitués auraient du faire l’objet d’un suivi par l’UGP pour permettre un S&E des conclusions.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | | L’atelier a été conclu par les recommandations suivantes qu’il est pertinent de suivre :  1) Formuler et mettre en œuvre un projet de renforcement des capacités des enseignants dans l’optique de l’intégration des changements climatiques dans les structures scolaires et universitaire ;  2) Impliquer davantage le Ministère en charge des finances dans les activités de renforcement des capacités pour une résilience plus accrue des structures gouvernementales ;  3) Que le SE-CNEDD poursuive son appui technique en matière de renforcement des capacités pour accroître la résilience du pays aux changements climatiques. | L’implication des considérations de genre dans la tenue de l’atelier n’a pu être évaluée. |
| Sessions de formation organisée sur les outils d’intégration des changements climatiques dans les politiques, stratégies et PDC | Ces formations ont contribue a vulgariser les connaissances sur les outils ICC.  Les nombreuses sessions de formation ont permis de créer une masse critique de jeunes chercheurs experts sur les questions d’ICC. Six parmi les dix chercheurs en question ont par la suite été intégrés aux équipes d’appui conseil pour l’ICC dans les Plans de développement Communaux (PDC), qui est une des activités du PANA-résilience. L’ICC a ainsi été intégré dans huit PDC validés.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | |  |  |
| Des agents du SAP formés sur la collecte et la gestion de données sur les risques cc | Intégration des changements climatiques dans le Système d’Alerte Précoce (SAP) (étude et formation) | Des dispositions sont prises pour incorporer le risque climatique dans le system SAP. Au-delà des menaces a la sécurité alimentaire, le SAP est équipé pour tenir compte du risque d’inondation et de feux de brousse.  Les officiers SAP ont commencé à exploiter les outils pour alimenter leurs études des ménages pour une meilleure collecte des données et informations | | Proposition de réviser outils de collecte d’analyse dans le PTA 2013 du SAP (rapport interner fait acte des nouvelles méthodologies de collecte)  La révision du SAP donnera lieu a une série de renforcement des capacitives des acteurs | NA |
|  |  |  |  | **Les objectifs de l’I1 du R1 n’ont pas été remplis.** | | | |
|  | Résultat 2  Les acteurs nationaux sont informés et formés sur la prise en compte du changement climatique dans les politiques/programmes | Base:  B1: Le cadre institutionnel existant pour le changement climatique est limité dans son étendue et le CNEDD manque actuellement de capacité pour mettre en œuvre des mesures d’adaptation.  B2: Les institutions et leurs principales parties prenantes (dont les responsables des orientations politiques, les décideurs et les législateurs) manquent de centre d’adaptation.  Indicateurs:  I1: L’ECP et le réseau de communication fonctionnent – les évaluations sont menées efficacement et des rapports réguliers diffusés pour informer les décideurs.  I2: Capacité humaine et institutionnelle renforcée pour le traitement et l’intégration du changement climatique et des informations d’adaptation dans les processus de planification. | Une étude sur l’analyse du cadre institutionnel | Etude fait un état des lieux sur le renforcement des capacités requises au sein des ministères techniques et ne propose pas de reforme institutionnelle a proprement parler.  Cette étude n’a pas donné lieu à une concertation pour prendre acte des découvertes de l’étude en matière de coordination interinstitutionnelle du CC. | | La direction de l’hydrologie, le ministère des forets et le ministère de la pèche et de l‘élevage se sont réfères aux recommandations de l’étude (source : consultant). Les attributions des diffèrent ministères et délégations officielles décrites dans l ‘étude ont permis de clarifier les mandats des institutions là où un manque de clarté posait problème. | Cette étude n’a pas donne lieu à une désagrégation des données en fonction du genre |
| Sessions au CNEDD | Une session du CNEDD a été appuyée par le PAA. Le résultat attendu d’un renforcement des capacités du CNEDD n’est que partiellement atteint car cela sous-entendrait des réunions d’échanges bien plus fréquentes (le Prodoc recommandait une base trimestrielle) pour permettre une capitalisation et des échange optimaux. | |  | NA |
| Formation parlementaire | Cette formation a permis la mise en place mise en place du Réseau Parlementaire Nigérien sur les changements climatiques, l'Environnement et le Développement durable. Cette sensibilisation des parlementaires et leur meilleure appréhension des CC constituent une première étape en vue de futures législations.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | |  | Pas de prise en compte du genre (pas de femmes parmi les parlementaires) |
| Une Unité d’adaptation est mise en place | L’UA a constitué un noyau névralgique pour la validation des études mais son expertise n’a pas été capitalisée.  Le résultat attendu de la mise en place d’un centre d’a adaptation a partiellement été atteint mais ces acquis sont compromis si l’UA venait a être supprimée suite à la clôture du PAA. | | L’expertise de l’UA a été aussi utilisée dans le cadre de la validation des études/l’assurance qualités des activités du PANA.  Il serait pertinent d’institutionnaliser l’UA comme structure pérenne, selon les attributions originellement définies dans le Prodoc. | L’UA ne compte pas de femmes. |
| Renforcement des capacités de l’UA | L’UA a bénéficié de nombreuse formation et de d’équipements. Mais la capitalisation de l’UA sera perdue si la structure n’est pas pérennisée. | |  | NA |
|  | Evaluation des besoins en renforcement des capacités des parties prenantes | L’étude fait état des besoins génériques des institutions (formations, besoins humains, équipements, besoins financiers) mais elle devrait être assortie de concertation avec les institutions concernées pour permettre un réel diagnostic des besoins (par exemple, besoin d’équipements de la DNM).  L’étude n’a pas fait l’objet d’une concertation avec les parties prenantes. | |  | NA |
| Participation des cadres du CNEDD à plusieurs rencontres CC | Les rapports de ces rencontres n’ont pas été communiqués ; il est difficile d’évaluer les résultats de ces rencontres et dans quelle mesure les apprentissages ont été partagés au retour des missions.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R2.** | |  | NA |
| Organisation d’une rencontre du cadre de concertation sur le changement climatique | Le partenariat établi à travers la mise en place en 2010 d’un cadre de concertation avec le PANA Résilience, le Programme de Micro Financement du Fonds pour l’Environnement Mondial (PMF/FEM), l’initiative Adaptation Learning de la coopération Danoise et les ONGs actives dans les mêmes zones d’intervention, a permis d’assurer une synergie dans les interventions et éviter les duplications éventuelles. Cette approche marque une nette amélioration par rapport à la discontinuité et à la fragmentation des appuis apportés à travers des projets de développement et interventions programmatiques dont le Prodoc fait état. | |  | NA |
| Méthodologie d’ICC dans les politiques et stratégies de développement | Le guide développé a travers le PAA est un outil qui a été très bien accueilli par le public visé. Son élaboration a su inspirer les travaux de la stratégie d’ICC dans les PDC, témoignage immédiat de son impact.  L ‘exploitation du guide dans les politiques et stratégies de développement ne s’est pas traduite par d’autres résultats pour l’instant.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R3.** | |  | NA |
|  | Résultat 3  La politique nationale sur le changement climatique élaborée et intégrée dans les cadres nationaux de référence | Base:  B1: Les politiques, les stratégies et les lois ne prennent pas en compte les risques climatiques.  B2: Les projets d’adaptation sont ponctuels, localisés et manquent de financement pour l’augmentation et d’autres recherches.  Indicateurs:  I1: Changement climatique intégré dans une large gamme de politiques, stratégies et lois.  I2: Projets d’adaptation coordonnés et augmentés sur l’ensemble du pays. | Film documentaire sur AAP | Le film documentaire réalisé n’avait pas encore été diffusé à l’heure de l’évaluation.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R5.** | |  | NA |
| 17 microprojets d’adaptation au changement climatique financés | Les résultats des micro-projets sont détaillés dans le tableau xx de la présente annexe.  **Ces résultats contribuent à l’atteinte de l’I2 du R3.** | | Les micro-projets ont été exécutés de concert avec le PANA et pallient de ce fait à l’isolement et à la réalisation ponctuelle de projets. | Prise en compte de la dimension de genre par le s micro-projets qui oeuvrent de manière générale à prendre en compte la vulnérabilité des femmes. On note plusieurs projets visant exclusivement les femmes qui associent le ministère de la promotion de la femme. |
| Une étude pour soutenir la recherche en termes de vulgarisation | Cette étude n’a pas été pas très vulgarisée et les études réalisées par le PAA ont par la même peu été diffusées. Ce manquement est aussi partiellement lié à l’incapacité de mettre en place le système centralisé de gestion de l’information. | |  | L’étude fait une référence a l’émergences nouvelle de groupements féminins mais ne tien sinon pas compte des questions de genre |
| projets financés pour l’énergie renouvelable et les foyers améliorés (FA) | Les résultats des micro-projets sont détaillés dans le tableau xx de la présente annexe.  **Ces résultats contribuent à l’atteinte de l’I2 du R3.** | |  | Le projet FA vise spécifiquement les femmes |
| Politique Nationale de changement climatique | Si le PAA n’a pas permis pour l’instant d’intégrer le changement climatique dans une large gamme de politiques, stratégies et lois, l’élaboration du cadre de la PNCC constitue un premier élément à cette fin. Il est à noter toutefois que cette PNCC, non encore validée à la clôture du programme, ne constitue pas à proprement parler une politique d’adaptation mais qu’elle donne les orientations possibles en la matière.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R3.** | |  | La version corrigée du document inclut de nombreuses références aux impacts différenciés du CC sur les hommes et les femmes et les enfants |
|  | Résultat 4  Des options de financement innovant sont connues et exploitées | Base:  B1: Opportunités limitées pour les moyens d’existence alternatifs et pour collecter des fonds pour les activités d’adaptation dans les zones rurales.  B2: La capacité de mobiliser les fonds pour l’adaptation au changement climatique est limitée.  Indicateurs:  I1: Budgets et investissements alignés pour faciliter un financement durable pour l’adaptation nationale.  I2: Instruments et mécanismes de financements appropriés sont élaborés et introduits pour diversifier les sources de financement pour l’adaptation.  I3: Les principales parties prenantes ont la capacité d’attirer le financement | atelier de formation organisée à l’endroit des institutions financières (banques) de la place | La formation a notamment inclus une communication sur les guides de préparation (élaboration et montage) de projets adaptation aux changements climatiques à soumettre aux fonds d’adaptation du fonds pour l’environnement mondial (FEM). Les participants ont été invités à mettre en œuvre ces guides pour l’élaboration de fiches de projet par des travaux de groupe. En vue de valoriser les travaux de groupe sur l’adaptation, les secteurs de développement qui ont été furent l’énergie, le transport, la santé et le tourisme.  Cette activité n’a pas été suivie d’effets immédiats, en raison d’un manque de suivi des groupes d’actions qui devaient être activés sur convocation du CNEDD.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R4.** | |  | L’implication des considérations de genre dans la tenue de l’atelier n’a pu être évaluée |
| session de formation organisée à l’endroit des membres de l’Unité d’Adaptation | Cette formation a constitue un deuxième volet de la session qui l’a précédée (ci-dessus).  Les membres UA et DEP ont assisté à ces deux formations.  Demande de financements complémentaires de certains DEP pour former davantage les techniques  A la suite des formations il était attendu des DEP qu’elles soumettent des idées de projets ou des requetés auprès du CNEDD.  Le ministère du tourisme a soumis une requête quant a un besoin de formation accrue qui n’a pu être honorée car reçue tardivement par le CNEDD.  Cette activité n’a pas été suivie d’effets immédiats, en raison d’un manque de suivi des groupes d’actions qui devaient être activés sur convocation du CNEDD mais aussi car il faut 1 an pour faire suivi de telles actions (source : DEP).  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I3 du R4.** | | Les DEP ont de manière général émis la recommandation que les futures formations soient élargies aux cadres techniques et décentralisés. Ceci est particulièrement applicable au Ministère du Plan, sensé mettre en oeuvre toute politique liée au cc tant au niveau national qu’infranational. Afin de remédier aux difficultés liées aux financements parfois limites qui sont allouées aux formations dans le cadre de programmes prédéfinis, les DEP ont souligne que les ministères concernes pourraient financer les frais de rencontre pour prochaines formations. Sous un tel partenariat, le CNEED mettrait le formateur a contribution et n’aurait pas a financer les fais d’organisation des ateliers | L’implication des considérations de genre dans la tenue de l’atelier n’a pu être évaluée |
| Appui au Min. éco et finances pour mobilisation des fonds du projet pilote PPCR | Cet atelier a visiblement appuyé l’élaboration du Prodoc pour le PPCR. Le degré d’influence des activités PAA et leur incorporation dans le PPCR n’a pu être évalué. | |  | NA |
| Organisation de rencontres d’échanges et de partages | Ces rencontres ont permis un renforcement des capacités générales difficilement quantifiable. | |  | NA |
|  |  | **Les objectifs de l’I1 et de l’I2 n’ont pas ete remplis.** | | | | |
|  | Résultat 5  Connaissances sur l'adaptation et opportunités liés aux changements climatiques générées et partagées aux niveaux local, régional, national et international | Base:  B1: Pas de mécanisme en place pour enregistrer et diffuser les leçons tirées.  B2: La connaissance du grand public sur les impacts du changement climatique et les mesures d’adaptation mesures est limitée.  B3: Les élèves et les étudiants de l’université reçoivent des informations minimales sur le changement climatique et l’adaptation.  Indicateurs:  I1: Tous les autres projets et activités d’adaptation mis en oeuvre au Niger utilisent les bases de ressources ’ALM du PNUD et WikiADAPT et autres méthodes de communication pour enregistrer et diffuser les leçons tirées.  I2: Le secteur publique et privé conscients des impacts du changement climatique et de l’adaptation et appuyer les mesures d’adaptation.  I3: La recherche en cours dans d’autres impacts du changement climatique et de nouvelles mesures d’adaptation est en cours et les résultats publiés régulièrement. | Plateforme de partage des connaissances | **Cette plateforme n’a pas été mise en place et les extrants du PAA peu diffusés en ligne. L’I1 du R5 n’a pas été atteint.** |  | | NA |
| Cinq formations de sensibilisation sur les changements climatiques organisées par des ONG | 5 ONG ont bénéficié de la formation ; ceci a donné lieu à des formations d’autres ONG. L’UGP estime à 40 le nombre total des ONG touchées par la formation par effet de contamination. Le nombre total de personnes touchées n’a pu être évalué. Cette formation a fait partie inhérente de l’appui apporte a la mise en place d’une plateforme nationale sur les CC des ONG qui est intégrée au programme « Voix du Sud ».  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R5.** |  | | L’implication des considérations de genre dans ces activités n’pu être évaluée |
| Etude sur les outils/supports de communication | Cette étude a constitué un prélude à la stratégie de communication, laquelle doit encore être élaborée. La chargée de communication du CNEDD a indique que cette étude était déjà une référence pour guider les orientations en communications du CNEDD mais celle-ci n’a pas fait l’objet d’une mise en œuvre concrète à ce jour. | On peut anticiper une exploitation future de ce document pour la formulation d’une stratégie qui sera adoptée par d’autres partenaires. | | L’étude fait de nombreuses référence au genre pour une stratégie communication, soulignant le besoin de viser les groupements de femme |
| 4 bulletins trimestriels | Les bulletins ont permis de diffuser les activités du PAA, des autres programmes du CNEDD et de la thématique CC. La diffusion du CNEDD n’a pu être quantifiée.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R5.** |  | |  |
| études et modules de formation CC dans les programmes scolaires | Le manuel de formation a fait l’objet d’un partage avec d’autres organisations intervenant sur le CC, notamment les programmes de CARE et PPSFEM  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I3 du R5.** | Ces modules ont été exploites dans le cadre du programme PANA concernant la formation des encadreurs pédagogiques - 30 enseignants par commune d’interventions, soient 240 enseignants en moyenne. Ces modules sont exploites depuis la fin de l’année 2012 et l’activité se poursuivra en 2013. | |  |
| Bourses étudiantes | L’appui financier ou en équipements des étudiants était assorti d’un accompagnement technique par le CTP. Les étudiants étaient invités à se rendre aux ateliers du samedi, aussi bien que les étudiants stagiaires ou les membres de la société civile et des ministères intéressés.  Cette activité d’appui universitaire s’est traduite par la création en novembre 2011 du réseau d’adaptation au CC (le réseau regroupe uniquement des étudiants qui ont bénéficié de l’appui AAP). Dans le cadre de ce réseau une conférence débat télévisée sur le CC avec les étudiants financés par le PAA s’est tenue a la faculté des lettres le 26 juin 2012.  Les étudiants ont généralement souligné que le montants des bourses alloués étaient insuffisants. Pour des étudiants en thèse, ces subventions auraient du s’étendre sur 3 ans.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I3 du R5.** | Suite aux entretiens, l’évaluation a pu identifier 7 des 13 sujets de recherches des étudiants. Il est important que le CNEDD fasse un suivi sur ces recherches et garde copie (dans le future système d’information centralisée) des mémoires :  Impacts des CC sur les agrosystèmes de la région de Maradi  CC et vulnérabilités des exploitants agricoles de la ville de Niamey  Etude des algues des milieux humides du sud-ouest du Niger (fleuve Niger-Dallol-Bosso)  Population rurale et CC : perceptions paysannes et adaptation  Problématiques d’accès à l’eau potable dans la commune rurale de Saram : cas du village d’Ayawa  Rongeurs urbains et invasion biologique dans le sud ouest du Niger  Perceptions paysannes aux CC et stratégies d’adaptation dans les communes de Rombou et Dakoro (liste à compléter par le CNEDD). | |  |
| Matériel informatique mis à la disposition des Universités | La mise à disposition des équipement a été fort appréciée et a donne lieu à une allocution publique des recteurs d’université pour remercier le PAA (source : M. Ganta).  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I3 du R5.** | Il s’agira a l’avenir de renforcer cette première étape en appuyant d’avantage la formation des formateurs et de développement de formations CC | | NA |
| Participation aux ateliers régionaux | Ces ateliers se sont généralement traduits par un renforcement des capacités de l’UGP et de l’équipe PAA-N en général dans la gestion du projet. |  | | NA |
| Une session de formation Genre et changement climatique | Cette formation s’est traduite par un fort renforcement des capacités de la société civile et une sensibilisation élargie des liens entre CC et genre.  Cette formation ne s’est pas traduite par des mesures concrètes qui aient pu être documentées à ce jour.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I2 du R5.** |  | | Plusieurs ONG féminines aptes à intégrer le CC dans leurs initiatives/demandes de financements |
| Formation Teamworks | Le BTOR de M. Lepage indique que très peu de coordinateurs ont répondu présent à l'invitation à une session de travail sur la gestion des connaissances durant la mission. Les quelques participants présents ont montré un fort intérêt pour la gestion des connaissances. Sans suivi de la part du bureau pays, cette bonne volonté restera sans effet par la suite.  Les DEP ont qui plus est exprimé leur engouement pour la formation Teamworks et exprime le souhait d’être exposés davantage a cet outil et d’éventuellement l’adopter comme un outil de gestion des connaissances en interne à l’administration.  **Ce résultat contribue partiellement à l’atteinte de l’I1 du R5 mais les produits PAA n’ont été que marginalement postes sur Teamworks** *NB : une difficulté rapportée est spécifique à l’outil – il n’est pas possible de créer des sous dossiers, ce qui rend l’organisation des documents difficile.* | Il est recommandé d'organiser une nouvelle session pour l'ensemble des coordinateurs de projet & d'impliquer M. Soumana (BTOR M. Lepage) | | NA |
| Atelier sur la formation des journalistes nigériens sur le CC | Aucun rapport sur les formations reçues n’ont été mis à disposition.  Un article redige par le journaliset est visible sur le site du PAA Les projets pilotes du PAA au Niger tracent la voie de la resilience” (16.10.12) url : <https://www.undp-aap.org/resources/news/surmonter-la-vulnérabilité-locale?language=fr> | Suivi requis du CNEDD (notamment la chargée de communication pour apprécier la qualité et la quantité d’articles sur le CC qui ont rédigés et publiés au Niger suite aà ces formations. | |  |

### Equipements physiques acquis avec les fonds PAA (Tableau 25)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **DESIGNATION** | **Date Acquisition** | **Montant CFA** | **Montan US $** | **Affectation** |
|
| vehicule station wagon | 2010 |  | 70523 | PAA |
| vehicule station wagon | 2010 |  | 70523 | PAA |
| vehicule station wagon | 2010 |  | 42232 | PANA |
| vehicule station wagon | 2011 |  | 69164,04 | PANA/autres usages |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/05/05 |  | 5578,69 | Mr Gousmane |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/10/05 |  | 5138,59 | Mr Rouscoua |
| Entreprise fourniture | 2010/-6/12 |  | 5490,01 | non specifie |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/10/05 |  | 5490,01 | Dr Kamyé |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/10/05 |  | 5490,01 | SE/CNEDD |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/10/05 |  | 5490,01 | Mr Coulibaly |
| Micro Ordinateur Desk Top Dell | 2010/10/05 |  | 5490,01 | Secrétaire |
| Split de Marque SHARP 2 CH | 2010/05/11 | 500 000 | 1 026 | Salle Réunion CNEDD |
| Split de Marque SHARP 2 CH | 2010/05/11 | 500 000 | 1 026 | Salle Réunion CNEDD |
| Split de Marque SHARP 2 CH | 2010/05/11 | 500 000 | 1 026 | Bureau du SE/CNEDD |
| Split de Marque SHARP 2 CH | 2010/05/11 | 500 000 | 1 026 | Bureau Mr Gousmane |
| Split de Marque SHARP 2 CH | 2010/05/11 | 500 000 | 1 026 | Bureau Mr Rouscoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA L450 | 2010/05/06 | 637 954 | 1 309 | Mr Gousmane |
| Ordinateur Portable TOSHIBA L450 | 2010/05/06 | 637 954 | 1 309 | Mr Rouscoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA L450 | 2010/05/06 | 637 954 | 1 309 | Dr Kamyé |
| Ordinateur Portable TOSHIBA L450 | 2010/05/06 | 637 954 | 1 309 | Mr Coulibaly |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | Mr Gousmane |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | Mr Rouscoua |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | Dr Kamyé |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | CTP |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | Mr Coulibaly |
| Imprimante HP Laserjet P1006 | 2010/05/19 | 221 040 | 454 | Secrétaire |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | Mr Gousmane |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | Mr Rouscoua |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | Dr Kamyé |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | CTP |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | Mr Coulibaly |
| Onduleur original 650VA | 2010/05/19 | 201 000 | 412 | Secrétaire |
| Fauteuil Directeur | 2010/08/17 | 120 000 | 226 | Bureau Mr Gousmane |
| Chaises Visiteurs | 2010/08/17 | 35 000 | 66 | Bureau Mr Gousmane |
| Chaises Visiteurs | 2010/08/17 | 35 000 | 66 | Bureau Mr Gousmane |
| Bureau avec caisson | 2010/08/17 | 530 000 | 996 | Bureau Mr Gousmane |
| Fauteuil Directeur | 2010/08/18 | 125 000 | 235 | Bureau du SE/CNEDD |
| Chaises Visiteurs | 2010/08/18 | 40 000 | 75 | Bureau du SE/CNEDD |
| Chaises Visiteurs | 2010/08/18 | 40 000 | 75 | Bureau du SE/CNEDD |
| Vidéo Projecteur | 2010/08/30 | 629 925 | 1 184 | SE/CNEDD |
| GPS Garmin | 2010/09/13 | 350 000 | 658 | SE/CNEDD |
| Bureau | 2010/08/31 | 407 500 | 766 | Bureau du SE/CNEDD |
| Apparei Photo Numérique | 2010/09/13 | 350 000 | 658 | SE/CNEDD |
| Scanner HP Scanjet G2410 | 2010/10/28 | 135 700 | 287 | Bureau Mr Gousmane |
| Copieur Numérique XEROX 5230 | 2010/10/28 | 3 777 311 | 7 998 | SE/CNEDD |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | SAP |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | DMN |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | MEE/LCD |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | MME |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | INRAN |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | MAG/EL |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | MSP |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | ME/F/CCD |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/10/20 | 595 000 | 1 260 | CNCOD |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | SAP |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | DMN |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | MEE/LCD |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | MME |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | INRAN |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | MAG/EL |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | MSP |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | ME/F/CCD |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/10/20 | 145 000 | 307 | CNCOD |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | SAP |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | DMN |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | MEE/LCD |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | MME |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | INRAN |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | MAG/EL |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | MSP |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | ME/F/CCD |
| Imprimante Laser jet HP 1009 | 2010/10/20 | 195 000 | 413 | CNCOD |
| VéhiculeToyota double Hilux 4x4 | 2010/12/27 | 21 116 000 | 44 710 | SE/CNEDD |
| VéhiculeToyota station Wagon 4x4 | 2010/12/27 | 35 261 500 | 74 661 | SE/CNEDD |
| VéhiculeToyota double Hilux 4x4 | 2010/12/27 | 35 261 500 | 74 661 | SE/CNEDD |
| Bureau avec retour et caisson | 2010/12/30 | 365 000 | 773 | CTP |
| Fauteuil Directeur | 2010/12/30 | 140 000 | 296 | CTP |
| Fauteuil Directeur | 2010/12/30 | 125 000 | 265 | Secrétaire |
| Chaise Visiteur | 2010/12/30 | 40 000 | 85 | CTP |
| Chaise Visiteur | 2010/12/30 | 40 000 | 85 | CTP |
| Chaise Visiteur | 2010/12/30 | 40 000 | 85 | Mr Rouscoua |
| Chaise Visiteur | 2010/12/30 | 40 000 | 85 | Mr Rouscoua |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2010/12/29 | 595 000 | 1 260 | CTP |
| Ordinateur Portable HP Présario CQ61 | 2010/12/29 | 620 000 | 1 313 | CTP |
| Onduleur UPS 800 VA | 2010/12/29 | 145 000 | 307 | CTP |
| Imprimante Laser jet Multifonction | 2010/12/29 | 325 000 | 688 | CTP |
| Imprimante Laser jet 1005 | 2011/01/12 | 185 700 | 386 | Bureau Mr Gousmane |
| Imprimante couleur HP F 2483 | 2011/01/12 | 195 600 | 406 | CTP |
| Imprimante couleur HP Office Jet | 2011/07/21 | 373 510 | 813 | CTP |
| I.G.Jet Générateur 80KVA | 2011/07/21 | 9 988 000 | 21 752 | SE/CNEDD |
| Scanner Must | 2011/08/24 | 750 000 | 1 633 | CTP |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2011/11/11 | 620 000 | 1 289 | Université de Maradi |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2011/11/11 | 620 000 | 1 289 | Université de Zinder |
| Ordinateur HP Compaq 500B E5400 | 2011/11/11 | 620 000 | 1 289 | Université de Tahoua |
| Imprimante Laser jet HP P1566 | 2011/11/11 | 255 000 | 530 | Université de Maradi |
| Imprimante Laser jet HP P1566 | 2011/11/11 | 255 000 | 530 | Université de Zinder |
| Imprimante Laser jet HP P1566 | 2011/11/11 | 255 000 | 530 | Université de Tahoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Maradi |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Maradi |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Maradi |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Maradi |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Maradi |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Zinder |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Zinder |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Zinder |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Zinder |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Zinder |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Tahoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Tahoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Tahoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Tahoua |
| Ordinateur Portable TOSHIBA C66T6670 | 2011/12/26 | 595 000 | 1 237 | Université de Tahoua |
| Apparei Photo Numérique | 2011/11/25 | 145 000 | 302 | Gousmane |
| Apparei Photo Numérique | 2011/11/25 | 145 000 | 302 | Rouscoua |
| Fauteuil Directeur | 2012/06/27 | 150 000 | 304 | Gousmane |
| Total |  | **140 171 302** | 586 469 |  |

### Termes de référence de l’évaluation

**Consultant international pour l’évaluation finale de la mise en œuvre du Programme d'Adaptation en Afrique (PAA) au Niger**

**DUREE**  : 25 jours (répartit sur 6 semaines)

**LIEU DE LA MISSION** : Home (avec une mission au Niger)

###### TYPE ET NIVEAU DE CONTRAT : Contrat Individuel

###### DEMARRAGE : 10 décembre 2012 (fin au plus tard le 18 janvier 2013)

**Contexte**

Grâce à un financement de 92,1 millions de dollars du gouvernement du Japon, le PNUD a lancé le programme, «Appui à la mise en œuvre d’approches intégrées et globales de l’adaptation aux changements climatiques en Afrique (ci-après dénommé le Programme d'Adaptation en Afrique ou PAA) » en partenariat avec l'Organisation des Nations pour le développement de l’Industrie (ONUDI), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Le PAA appuie 20 pays à travers le continent africain à intégrer les risques du changement climatique et les possibilités dans les processus nationaux de développement pour obtenir des gains de développement dans un climat variable. Le Programme appuie les pays à créer un environnement favorable et à développer la capacité nécessaire au niveau local et national pour leur permettre de concevoir, financer, mettre en œuvre, faire le suivi et ajuster les politiques d'adaptation à long terme, intégrés et rentables et des plans qui sont robustes au sein d'un large éventail de possibilités de changement des conditions climatiques.

Dans le cadre du PAA, le Niger a lancé la composante nationale du Programme Africain d’Adaptation au changement climatique en 2010 et dont l’objectif général est d’intégrer l’adaptation au changement climatique dans les secteurs clés and les processus de développement au Niger. Les produits attendus sont :

* Des mécanismes dynamiques et de planification à long terme pour la gestion des incertitudes inhérentes au changement climatique sont introduits ;
* Les capacités de leadership et les cadres institutionnels pour gérer les risques et opportunités liées au changement climatique de manière intégrée aux niveaux local, régional et national sont renforcés ;
* Des politiques et mesures de renforcement de la résilience climatique sont mises en œuvre dans les secteurs prioritaires ;
* Des options de financement pour couvrir les coûts nationaux d’adaptation sont accrues au niveau local , régional et national ;
* La connaissance pour ajuster les processus nationaux de développement en incorporant pleinement les risques et les opportunités climatiques est générée et partagée à tous les niveaux.

Le projet touchant à sa fin, les bureaux pays du PNUD doivent conduire un processus d’évaluation finale.

**Objectifs de la prestation**

L’évaluation finale va produire un rapport d'évaluation contenant une liste détaillée des leçons apprises. Le rapport d'évaluation vise à évaluer de façon critique les étapes du PAA et de ses produits à travers des approches participatives, dans quelle mesure les objectifs/produits/activités ont été réalisés par rapport aux résultats prévu dans le cadre logique, et identifier les facteurs qui ont entravé ou favorisé le succès du projet. La section des leçons apprises vise à saisir les enseignements clés pour évaluer quelles sont les approches d'adaptation et mesures qui ont été efficaces dans divers domaines thématiques (par exemple l'eau, l'agriculture, la santé, la réduction des risques de catastrophes, la gestion des zones côtières) à plusieurs échelles spéciales (tel qu’au niveau national, sous-régionale, local). Cette partie est réservée pour le future et vise à promouvoir les enseignements du PAA, afin que les héritages du PAA soient reproduits et maintenus au-delà de la durée du projet.

En vue d’appuyer ce processus, le système des Nations Unies au Niger souhaite recruter un consultant international.

**Description des tâches et responsabilités :**

Le consultant international procédera à l'évaluation en suivant les 3 étapes principales suivantes:

1. revue de la documentation (à domicile),
2. des entretiens sur le terrain avec les parties prenantes (mission),
3. le suivi des enquêtes par téléphone/e-mail et développer les produits finaux (à domicile).

Le consultant international travaillera en étroite coordination avec le Coordonnateur de Projet et le point focal du bureau pays du PNUD pour obtenir les documents nécessaires pour les étudier à domicile et planifier la mission.

Le rapport final d'évaluation doit être envoyé à Ian Rectorr, Directeur du Programme PAA et à Jen Stephens, au siège du PNUD.

Le calendrier/tâches proposés sont les suivants:

|  |  |
| --- | --- |
| Action | Délais suggérés (Jours) |
| Étape 1 Revue de la documentation (à domicile) | 1 semaine (5 jours ouvrables) |
| Étape 2: Entrevues avec les intervenants clés (mission) | 2 semaines (10 jours ouvrables) |
| Étape 3: Suivi des demandes de renseignements et développement des brouillons de produits (à domicile) | 1 semaine (5 jours ouvrables) |
| Étape 4: Les parties prenantes du PAA examinent les brouillons et soumettent leurs commentaires au consultant | 1 semaines - 5 jours (aucune action nécessaire de la part du consultant) |
| Étape 5: Finaliser un rapport d'évaluation et un document des leçons apprises qui reflètent les commentaires (à domicile) | 1 semaine (5 jours ouvrables) |
| Durée totale | 6 semaines (durant lesquelles le consultant est actif pendant 5 semaines (25 jours ouvrables) |

L'évaluation sera menée de manière participative à travers une combinaison de processus.

L'évaluation sera menée pendant une période de 6 semaines, durant lesquelles le consultant sera actif pendant 5 semaines avec un total de 25 jours ouvrables. La méthodologie d'évaluation finale détaillée sera convenue dans le cadre du processus de finalisation du contrat par le biais de la communication virtuelle avec le bureau pays du PNUD.

Le consultant commencera le processus d'évaluation avec une réunion de lancement avec les représentants du PNUD. Le consultant devra soumettre un plan de lancement en référence à la réunion dans la semaine qui suit l'émission du contrat. Il / elle procédera alors à l’étude de la documentation (à domicile), des entrevues avec des intervenants clés et de visites sur le terrain (mission), la préparation d'un rapport d'évaluation et d'un document des leçons apprises (à domicile). Il / elle présentera les brouillons de produits pour le bureau pays du PNUD pour les commentaires et finaliser les produits dans les 2 semaines après réception des commentaires.

**Résultats attendus/ produits livrés**

Le consultant international devra produire:

1. **Un plan de lancement**. Le plan devrait décrire l’ensemble des stratégies, des actions et chronologie de l'évaluation.

2) **Un rapport d'évaluation**. Le rapport ne devrait pas faire plus de 40 pages. Il doit être structuré selon l’esquisse indiqué dans l'annexe 2. Il comprend une composante des leçons apprises détaillées et une liste de toutes les personnes interrogées dans l'annexe.

Un brouillon du point 1) doit être présenté une semaine après que le contrat soit émis. Un brouillon du point 2) doit être soumis dans les 2 semaines qui suivent la fin de la mission de l'évaluateur, et une copie finale dans la semaine qui suit la réception des observations et commentaires écrites sur les brouillons. Les brouillons et les évaluations finales des produits devraient être soumis au bureau de pays du PNUD.

**Compétences requises**

* Engagement à l’égard des valeurs, de la vision et de la mission du PNUD
* Excellentes aptitudes interpersonnelles et de communication,
* Excellentes aptitudes analytiques de résolution de problèmes et d’écriture/rédaction,
* Forte orientation vers le client et les services, ainsi qu’une souplesse avérée ;
* Capacité à travailler de manière autonome dans un environnement d’équipe ;
* Aptitude à accepter les contributions et à recevoir des orientations de plusieurs sources et créer une synthèse nécessaire pour aboutir à des résultats concrets ; et
* Avoir une attention particulière pour les détails et capacité à travailler sous pression et à respecter les délais.

### Chronogramme de mission

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date** | **Personnes à rencontrer** | **Format de la discussion** |
| **Mardi 22 janvier** | 9h-10h30 Briefing sécurité  10h30-12h30 Briefing avec Madame Julie Teng - PNUD  14h00-18h00 Briefing avec l’UGP du PAA (M. Gousmane Moussa, M. Rouscoua Boubacar, M. Coulibaly Abdramane) | Entretien individuel  Entretien en groupe |
| **Mercredi 23 janvier 2013** | 9h00 Rencontre avec M. Seni Soumana – Ministère du Plan, chargé suivi CDAP Min. Plan/UNDP  11h: session de travail avec l’UGP  14h00- Madame Bako Safi Mody Solange, directrice PANA- Résilience au secteur agricole | Entretien individuel  Entretien en groupe  Entretien individuel |
| **Jeudi 24 janvier 2013** | *Férié -* Travail depuis l’hôtel – revue documentaire, organisation du chronogramme, etc. |  |
| **Vendredi 25 janvier 2013** | 8h30-10h30 Membres de l’unité d’adaptation  11h-13 h M. Mahamane Lawali Directeur de Programme PNUD  15h – 16h : M. Traore - Directeur de la Météorologie (Ministère des Transports) et M. Abdoul Karim Traore  16h30-18h00 : Rencontre avec M. Bila Maina, DGA Environnement et des Eaux et forets, Président du comité de pilotage PAA | Groupe-focus  Entretien individuel  Entretien individuel  Entretien individuel |
| **Samedi 26 janvier 2013** | 9h00 Visites de terrain (micro projets), avec Mme Loucoumane Zara (VNU PANA de la zone de Niamey), M. Rouscoua Boubacar - Village de Souduré | Visites de terrain en groupe |
| **Dimanche 27 janvier 2013** | Travail depuis l’hôtel |  |
| **Lundi 28 janvier 2013** | 8h-9h00 rencontre avec le Dr Kamayé Maâzou SE CNEDD  9h00-9h30 Rencontre avec la chargée administrative du PAA  9h-10h30 Rencontre avec la Société civile (ONG femmes ayant bénéficié de la formation sur le genre)  11h30 Mme Issa, chargée communication du CNEDD  11h30-12h30 Rencontre avec les étudiants appuyés par le PAA  12h30 : Rencontre avec le Dr Nazoumou (consultant chargé de coordonner les études d’impact sectorielles)  15h : Rencontre avec M. M. Attari Boukar – conseiller CNEDD charge de l’intégration du CC dans le PDES  15h30-17h30 – session de travail avec l’UGP  17h30- 18h30 Rencontre avec M. Abdoulaye Issa, expert suivi /évaluation PANA- Résilience au secteur agricole | Entretien individuel  Entretien individuel  Groupe –focus  Entretien individuel  Groupe –focus  Entretien individuel  Entretien individuel  Travail en groupe  Entretien individuel |
| **Mardi 29 janvier 2013** | 8h30-rencontre consultant M. Aliou (Bureau d’études en ingénierie pour l’environnement)  9h00- 10h : unité risques de désastres M. Diawoye et M. Salomon  10h00-11h00 : Rencontre avec les DEP  11h30 – 13h00 M. Ibrahim Goumeye , charge finances à l’UEE  13H-14H – rencontre avec Mme Julie Teng, PNUD  14h30 – 18h00 : session de travail avec l’UGP | Entretien individuel  Entretiens individuels  Group focus  Entretiens individuels  Entretien individuel  Travail en groupe |
| **Mercredi janvier 2013** | 9h0 Suivi avec M. Goumeye  9h30 Zalika, Services généraux PNUD  10h0 Session de travail avec M. Mahamane Lawali, PNUD  14h-15h00 Timothée Ourbak – Agryhmet, directeur en sciences de l’environnement  15h00 – 18h00 : session de travail avec l’UGP | Entretien individuel  Entretien individuel  Entretien individuel  Entretien individuel  Travail en groupe |
| **Jeudi 31 janvier 2013** | 8h30-9h30 Rencontre avec M. le Représentant Résident M. Fode Ndiaye, M. le Représentant Résident adjoint M. Victor Womitso (DRRP), Laoualy Ada (ARRP), Mahamane Lawali.  10h-11h Rencontre et suivi avec UGP PAA et PANA  11h-12h30 Visite de terrain : projet foyers améliorés  14h-15h00 Chargé de l’évaluation PAA : M. Sylvain et Mme Maria Iboune Keita, ONUD  15h30-16H30 Mme Ousseni Mariama (SAP)  16h30-17h clôture des discussions avec l’UGP | Débriefing – discussion en groupe  Entretien individuel  Visite de terrain  Entretien individuel  Entretien individuel  Travail en groupe |
| **Vendredi 1 février 2013** | Départ de la consultante  Suivis entretiens individuels, collecte des dernières données. |  |

### Liste des personnes rencontrées

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Noms / Prénoms** | **Structure** | **Contact** | **Email** | **Rencontre** |
| 1 | Dr Kamayé Maâzou | SE/CNEDD | 96 98 74 70 | [kmaazou@live.fr](mailto:kmaazou@live.fr) | 28/01/13 |
| 2 | Gousmane Moussa | Directeur UGP, SE/CNEDD | 20 72 25 59 | [imgousmane@yahoo.fr](mailto:imgousmane@yahoo.fr) | Tout au long de la mission |
| 3 | Rouscoua Boubacar | UGP, chargé S&E | 93 81 54 64 | [rouscoua@yahoo.fr](mailto:rouscoua@yahoo.fr) | Tout au long de la mission |
| 4 | Coulibaly Abdramane | UGP, chargé finances | 96 98 48 45 | Coulibaly1\_abder1@yahoo.fr | Durant toute la mission |
| 5 | Mme | UGP, administratrice de projet |  |  | 28/01/13 |
| 6 | Elhadji Mahamane L. | PNUD, chargé de programme EEU | 94 65 15 29 | mahamane.lawali@undp.org | 25/01/13 et 31/01/13 |
| 7 | Julie Teng | PNUD, spécialiste CC | 91208360 | [Julie.Teng@undp.org](mailto:Julie.Teng@undp.org) | Entretien le 24/10/12 et échanges durant toute la mission |
| 8 | Fodé Ndiaye | Représentant Résident, PNUD | 91208301 | [Fodé.Ndiaye@undp.org](mailto:Fodé.Ndiaye@undp.org) | 31/01/13 |
| 9 | Laoualy Ada | PNUD Assistant RR |  |  | 31/01/13 |
| 10 | Sylvain | PNUD Chargé S&E |  |  | 31001/13 |
| 11 | Mme Bako Solange S. | PANA Résilience | 20 72 25 59 | [safimod07@yahoo.fr](mailto:Safimod07@yahoo.fr) | 23/01/13 |
| 12 | Daouda Mamadou | DMN/MT/A, point focal PAA à la DNM | 96 72 26 76 | [daouda\_mamadou@yahoo.fr](mailto:daouda_mamadou@yahoo.fr) | 25/01/13 |
| 13 | Abdoul Karim Traore | Directeur national de la météorologie | 96 29 36 12 | [Traore.Karim62@yahoo.fr](mailto:Traore.Karim62@yahoo.fr) | 25/01/13 |
| 14 | M. Bonaventure Eustache Ganta | Consultant, Conseiller technique principal du PAA jusqu'à juin 2012 |  | [bbkganta@yahoo.com](mailto:bbkganta@yahoo.com) | Correspondance et entretien téléphonique le 13/02/13 |
| 15 | M. Seni Soumana | Ministère du Plan, chargé S&E CDAP PNUD |  |  | 22/01 |
| 19 | M. Bila Maina | DGA Environnement et des Eaux et forets, Président CPP |  | [Bila\_maina@yahoo.fr](mailto:Bila_maina@yahoo.fr) | 25/01 |
| 20 | Abdoulaye Issa | SE/CNEDD, chargé S&E PANA | 96 89 10 14 | [Abdl\_issa@yahoo.fr](mailto:Abdl_issa@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 22 | Garba Tahirou Issa | RJNCC | 96 49 33 52 | [yiccniger@gmail.com](mailto:yiccniger@gmail.com) | 28/01/13 |
| 23 | Boukar Attari | SE/CNEDD | 20 72 25 59 | [attariboukar@yahoo.fr](mailto:attariboukar@yahoo.fr) | 28/01 |
| 24 | Ibrah Seydou Sanda | FAST/UAM, Consultant AAP, presentemment Aghrymet | 90 57 17 06 | [ibrahs@yahoo.com](mailto:ibrahs@yahoo.com) | Correspondance et entretien téléphonique le 11/02/13 |
| 25 | Mme Issa Hamsatou Kailou | SE/CNEDD, chargée de communication | 96 98 69 29 | [khamsatou@yahoo.fr](mailto:khamsatou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 26 | Garba Abdou Aboubacary | SE/CNEDD | 96 12 63 07 | [agarbaabdou@yahoo.fr](mailto:agarbaabdou@yahoo.fr) | 29/01/13 |
| 27 | Candida | Chargée S&E IRTSC |  | CandidaSS@unops.org | 14/01/13 |
| 28 | Salissou Assane Seyni | CNCOD | 96 97 74 19 | salif\_eipniger@yahoo.fr | 28/01/13 |
| 29 | Jean-Baptists Migraine | Banque Mondiale |  |  | 25/01/12 |
| 30 | Philippe | Consultant Banque Mondiale | +33618917934 | [contact@ige.fr](mailto:contact@ige.fr) | 25/01/12 |
| 31 | Dr Nazoumou | Consultant AAP  Conseiller special du PM |  |  | 26/01/13 |
| 32 | M. Alio | (Bureau d’études en ingénierie pour l’environnement) | 805556 | [hamidil@intnet.ne](mailto:hamidil@intnet.ne) | 29/01/13 |
| 33 | Joseph Intsiftul | Expert DIMC IRTSC, task manager PAA-N |  |  | Echange skype le 27/01 |
| 34 | Diawoye Konte | Expert réductions des risques Unité prévention des crises et relèvement PNUD | 91208367 | [Diawoye.konte@undp.org](mailto:Diawoye.konte@undp.org) | 29/01 |
| 35 | Salvator Nkurunziza | Programme spécialiste  Expert réductions des risques Unité prévention des crises et relèvement PNUD |  | [Salvator.nziza@undp.org](mailto:Salvator.nziza@undp.org) kurun | 29/01 |
| 36 | Ibrahim Goumey | PNUD, assistant programme |  | [Ibrahim.Goumey@undp.org](mailto:Ibrahim.Goumey@undp.org) | 28/01/13 et 30/01 |
| 37 | De Adamou Moutari | UA du PAA, INRAN | 96981874 | [Mountari\_adamou@yahoo.fr](mailto:Mountari_adamou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 38 | Mama Nehabibon | UA du PAA, DHP/ES/MSP | 961064 45 | [Mamane.habibou@yahpp.fr](mailto:Mamane.habibou@yahpp.fr) | 28/01/13 |
| 39 | Baouoa Issoufou | UA du PAA, CC/SAP | 96520854 | [baouai@yahoo.fr](mailto:baouai@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 40 | Lawali Malam Kamani | UA du PAA, CNCOD | 96962055 | [Lawali36@gmail.com](mailto:Lawali36@gmail.com) | 28/01/13 |
| 41 | Abdoul Aziz Omar | UA du PAA, DGA/MAG | 96962068 | [Abdoulazizomar459@yahoo.fr](mailto:Abdoulazizomar459@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 42 | Issa Maidagi | UA du PAA, DGE/DERED | 96499722 | [maidagissa@yahoo.fr](mailto:maidagissa@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 43 | Mme Solange Tibiri | Charge de programme UN-V | 91208334 | [Solange.tibiri@undp.org](mailto:Solange.tibiri@undp.org) | 30/01/13 |
| 44 | Timothee Ourbak | Agrhymet, directeur en sciences de l’environnement | 98180404 | [t.ourbak@agrhymet.ne](mailto:t.ourbak@agrhymet.ne) | 30/01/13 |
| 45 | Djibril Saidou | journaliste | 90914043 – 96094351 | [dsaidou1@gmail.com](mailto:dsaidou1@gmail.com) | Echange mail et telephone |
| 46 | Abdralamane Ibrahim | Agent DEP Ministère du tourisme | 96543417 | [Ab\_ibrahima1@yahoo.fr](mailto:Ab_ibrahima1@yahoo.fr) | 29/01/13 |
| 47 | Soumaila Boureima | Agent DEP Ministère du tourisme | 96543417 | [Boureima\_soumaila@ymail.com](mailto:Boureima_soumaila@ymail.com) | 29/01/13 |
| 48 | Ali dogo | Agent DEP Ministère du plan | 98120976 | [dogoalou@yahoo.fr](mailto:dogoalou@yahoo.fr) | 29/01/13 |
| 49 | Kane Oumarou | Agent DEP Ministère des mines et du développement industriels | 97919982 | [Oumarou\_kane@yahoo.fr](mailto:Oumarou_kane@yahoo.fr) | 29/01/13 |
| 50 | Chaibou Gourmanctche | Agent DEP Ministère de la communication | 96873011 | [Chaibou64@yahoo.com](mailto:Chaibou64@yahoo.com) | 29/01/13 |
| 51 | Mme Rakoumatou Soumaila | AFN (ONG) | 96529768 |  | 28/01/13 |
| 52 | Mme Nazire Rakiatou | KASSAI (ONG) | 91137778 |  | 28/01/13 |
| 53 | Mme Maiguizo Rakatou Zads | Congo Fen(ONG) | 96967293 | [maiguizorakiatou@yahoo.fr](mailto:maiguizorakiatou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 54 | Mme Abdou Hadiza | AFJN (ONG) | 96193973 | [zadakarimou@hadiza@yahoo.fr](mailto:zadakarimou@hadiza@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 55 | Sithou Rani Abdoul Moumouni | Etudiant – faculté des lettres et sciences humaines, dép. Dep. géographie Assistant stagiaire du CTP | 96477321 | m. [sithou@yahoo.fr](mailto:sithou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 56 | Mahazou Garba | Etudiant – faculté des lettres et sciences humaines, dép. Dep. géographie | 96985233 | [gmahazou@yahoo.fr](mailto:gmahazou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 57 | Moutari Issoufou | Etudiant – faculté des lettres et sciences humaines, dép. Dep. géographie | 96563061 | [moutissouf@yahoo.fr](mailto:moutissouf@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 58 | Djima Idrissou Tahirou | Etudiant- faculté des sciences, Univ Abdou Moumouni | 94855638 | [Djimaidrissou2007@yahoo.fr](mailto:Djimaidrissou2007@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 59 | Soba Mahamadou | Etudiant – faculté des lettres et sciences humaines, dép. Dep. géographie | 97194413 | [Soba.mahamadou@yahoo.fr](mailto:Soba.mahamadou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 60 | Garba Madougou | Etudiant- faculté des sciences, Univ Abdou Moumouni | 96870225 | [Garba\_madougou@yahoo.fr](mailto:Garba_madougou@yahoo.fr) | 28/01/13 |
| 61 | Garba Harouna | Etudiant – faculté des lettres et sciences humaines, dép. Dep. géographie | 96404600 | [Hgarba57@yahoo.com](mailto:Hgarba57@yahoo.com) | 28/01/13 |
| 62 | Seybou Ibrahim | ONG locale appuyant le projet de Soudjimazoumbou de Soudouré dans l’arrondissement communal de Niamey I | 97184191 | [Seybou-ibrahim@yahoo.fr](mailto:Seybou-ibrahim@yahoo.fr) | 26/01/13 |
| 63 | Mme Loucoumane Zara | VNU PANA - Niamey | 96 28 33 38 | [zfannami@yahoo.fr](mailto:zfannami@yahoo.fr) | 26/01/123 – visites de terrain |
| 64 | Gambi Mounkeila | Présidente de l’association des femmes du groupement de Soudjimazoumbou de Soudouré dans l’arrondissement de Niamey I |  |  | 26/01/13 |
| 65 | Dahari Abdourahamane | ONG orientation verte | 96284100 | [Dahani1er@yahoo.fr](mailto:Dhani1er@yahoo.fr) | 26/01/13 |
| 66 | M. Mamoudou Djilo | Principal du CEG de Tondibiah dans l’arrondissement communal de Niamey I | 96620842 |  | 26/01/13 |
| 67 | Madame Inoussa Fadima Karinou | Présidente de l’association des femmes du projet maraicher de Soudouré | 96816972 |  | 31/01/12 |
| 68 | M. Seiny Salack | Consultant PAA présentement Agryhmet |  |  | Echanges email et Entretien téléphonique le 14/02/13 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Entretiens et rencontres sollicités mais qui n’ont pu être concrétisés** | | | | | |
| 1 | Mounkaila Kabo | Dir.Curricula | 96 56 05 40 | [kabomounk@yahoo.fr](mailto:kabomounk@yahoo.fr) |  |
| 2 | Ibrahim Mallam Soumaila | DECN/MEE/LCD | 96 96 25 92 | [soumaila\_70@yahoo.fr](mailto:soumaila_70@yahoo.fr) |  |
| 3 | Moussa Halilou | RESAD | 90 14 43 88 | resadniger@yahoo.fr |  |
| 4 | Mme Sidikou Maimou | SE/CNEDD | 91 12 01 14 | [Amoune86@yahoo.com](mailto:Amoune86@yahoo.com) |  |
| 5 | Abou Kouré Jackou | DRE/MEE/LCD | 90 20 20 65 | jackou2007@yahoo.com |  |
| 6 | Bouzou Lawl | PNUD, Assistant RR opérations | 91208316 | [Bouzou.lawi@undp.org](mailto:Bouzou.lawi@undp.org) |  |
| 7 | M. ALASSANE | Sr. Agricultural Services Specialist  The World Bank | (227) 20 73 56 16 / (227) 73 59 29 |  |  |
| 8 | Angela Commisso |  | 00227  97611018 | [angela.commisso@undp.org](mailto:angela.commisso@undp.org) |  |
| 9 | Douma Soumana | VNU/PANA | 90 47 58 13 | aliah@refer.ne |  |
| 10 | Bassirou Dan Magaria | PMF/FEM | 96 88 34 34 | [bassirou.dan.magaria@undp.org](mailto:bassirou.dan.magaria@undp.org) |  |
| 11 | Amadou Souley Massaoudou | SE/CNEDD | 96 98 92 98 | [asouleym@yahoo.fr](mailto:asouleym@yahoo.fr) |  |
| 12 | Dr Adamou Moustapha | FAC Agronomie | 96 88 42 32 | adamou@refer.ne |  |
| 13 | M. Chaibou Dan Bakoye – | point focal FEM et point focal AAP au Plan | 20722683 |  |  |

### Liste des documents examinés

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N.** | **document** | **Documentation/pièces justificatives consultées (96)[[21]](#footnote-21)** | | **Documentation/pièces justificatives manquantes (38)** |
| **Ateliers PAA de formation et de renforcements des capacités, de sensibilisation (finances par le PAA ou auxquels le PAA été associé)** | | | | |
| 1 | Formation des membres du réseau des parlementaires sur l’adaptation au CC et le développement durable | Rapport de formation, 5-10 aout 2011  PPT Animé par M. Ganta et M. Maazou Kamaye | | Note de position des parlementaires sur le changement climatique - non communiquée |
| 2 | Atelier de formation sur l’ICC du CC dans le plan de développement communal | Rapport par M. Ganta, 10 décembre 201 | | Rapport de l’atelier non communiqué |
| 3 | Atelier de formation sur l’élaboration de Projets en Adaptation Climatique et en Mobilisation de Financements Innovants | Atelier tenu à Kollo les 21-23 juin 2012 Rapport de l’atelier, M. BAdolo | |  |
| 4 | Atelier de renforcement de capacités des Institutions de Planification et Financières à mobiliser des Fonds Innovants aux Fins d’Adaptation au Changement Climatique | Atelier tenu à Niamey les 26 au 28 juin 2012 - Rapport de l’atelier, M. Badolo | | Plan d’action non communiqué |
| 5 | Atelier de formation des techniciens en charge de la planification des ministères clés. | Kollo, 13-14 aout 2012- rapport de formation | |  |
| 6 | atelier de formation et de renforcement des capacités sur l’intégration du Genre dans les Politiques et Programmes d’Adaptation aux Changements Climatique | Niamey, du 02 au 04 juillet 2012 – BTOR Mme Badianky- Matériels pédagogiques | | Rapport de l’atelier non communiqué |
| 7 | formation sur l’analyse des données en matière de climat et de changement climatique en vue des évaluations d’impacts. | Atelier organisé par M. Salack- BTOR – Rapport de l’atelier par les participants – Matériels pédagogiques | |  |
| 8 | Atelier de formation sur les outils d’évaluation des impacts du CC au Niger | Juin 2012, rapport de formation | |  |
| 9 | Formation a l’ICC dans la gestion des ressources en eau | Octobre 2012- rapport de formation par Dr Nazoumou Yahaya, M. Bako Yacouba  M. Lawali Mallam Karami, M. Rouscoua Boubacar | |  |
| **Ateliers de formation et de renforcement des capacités sur le CC –ateliers annexes ne figurant pas dans la programmation** | | | | |
| 10 | Renforcement des capacités de chercheurs juniors en environnement et adaptions aux cc | Rapport de formation conduite par Sithou Rani Abdoul Moumouni | |  |
| 11 | Formation Lucop et CNEDD | Daouda Diallo, AEDD/Mali, sept 2011 (source : raport `ganta`) | | contact GIZ : wetzer andrea Lucop [andrea.wetzer@giz.de](mailto:andrea.wetzer@giz.de) et Matthias Banzhaf [mbanzhaf@gmx.net](mailto:mbanzhaf@gmx.net) |
| 12 | Formation sur les CC pour la FAO | 4 octobre 2011 | |  |
| 13 | Formation sur les CC | 27 octobre 2011 – public : nations unies & Teamworks programme/rapport | |  |
| 14 | Atelier de renforcement des capacités sur l’ICC | M. Ganta décembre 2011 | | Rapport de l’atelier non communiqué |
| 15 | Atelier de formation de la SDR pour l’ICC | Atelier tenu à Kollo, Rapport par M. Garba Abdou Aboubacary, | |  |
| 16 | Atelier de renforcement des capacités sur l’ICC | Rapport Ganta, tenu avec assistants de formation mars 2012 | |  |
| 17 | renforcement des capacités de SDR, SDRP et DGAT pour l’ICC dans les politiques sectorielles | Plan de formation Programme/rapport | |  |
| 18 | Présentation/formation lors de la 8eme édition de la semaine scientifique, culturelle et sportive de l’Etudiant, Université Abdou Moumouni | 4-7 avril 2012  PPT | |  |
| **Ateliers appuyés par le PAA pour un renforcement des capacités (non spécifique aux CC)** | | | | |
| 19 | Initiation aux procédures NEX | Rapport du consultant venu pour les former (formation NEX ) et participation de M. Saliou | | Contenu de la formation non communiqué |
| 20 | Atelier de formation sur la Gestion Axée sur les résultats (GAR) | Atelier de formation tenu à Kollo, du 02 octobre au 05 octobre 2010 | | Rapport de l’atelier non communiqué |
| 21 | Renforcement des capacités en anglais technique au profit des négociateurs du Niger sur le CC | TdRs rédigés par M. Ganta 6 janvier 2012 | | Rapport non communiqué |
| 22 | Formation a l’utilisation du logiciel comptable |  | | Rapport non communiqué |
| **Ateliers de validation** | | | | |
| 23 | Atelier de validation du cadre méthodologique d’élaboration de schéma d’aménagement du territoire (SRAT) | Rapport de M. Ganta, octobre 2011 | |  |
| 24 | ICC dans le schéma d’aménagement du territoire de Maradi | Atelier tenu le 20 octobre 2011-Rapport de l’atelier | |  |
| 25 | Prise en compte des CC dans la SDR | TdRs rédigés par M. Ganta, aout 2011 | |  |
| 26 | Méthodologie d’analyse de la vulnérabilité et d’intégration de la dimension CC dans les PDC et politiques sectorielles | Rapport de M. Ganta, décembre 2011 -Méthodologie validée | |  |
| 27 | Méthodologie de l‘ICC dans les PDC et dans la palification sectorielle | 2 méthodologies validées- Rapport d’atelier par M. Ganta, 2 avril 2012 | |  |
| 28 | Validation de la Formation des techniciens sur l’utilisation des outils/modèles et participants | Sept 2012 Rapport de l’atelier - Liste de participation | |  |
| 29 | Validation de l’étude pour l’intégration des changements climatiques dans le Système d’Alerte Précoce (SAP) et participation | Etude validée | |  |
| 30 | Validation de étude sur l’analyse du cadre institutionnel | Etude validée | |  |
| **Réunions de partage des connaissances** | | | | |
|  | Réunion de la présentation de la SDR aux conseillers/cadres du CNEED | M. Saadou, 10 nov 2011- Rapport | |  |
| 31 | 3 renions de concertation avec les partenaires | 2010-2011-2012 | | Rapports et liste des participants non communiqués |
| 32 | Atelier du PAC-CR | 2010 | | Rapports et liste des participants non communiqués |
| 33 | Intégration des outils AAP dans la PNCC | NA | | Rapports et liste des participants non communiqués |
| 34 | Tenue d’une session du CNEDD | 2012 | | Compte rendu de la Session et participation non communiqué |
| **Participations à des ateliers hors du Niger (seuls sont référencés ici les participations a des ateliers financés par le PAA et non par le fond TRAC du PNUD) – rapports de missions réalisées au Niger** | | | | |
| 35 | Intégration des changements climatiques dans les Politiques et Stratégies Nationales | Formation des parlementaires à Ouagadougou/ Burkina-Faso | | Rapport de mission non communiqué |
| 36 | Prise en compte de la composante Communication dans les Programmes de développement | Formation tenue à Nairobi, Kenya - Participation de M, Sani Boubacar, Journaliste  et de Rouscoua Boubacar, Expert Suivi/ Evaluation AAP | | Rapport de mission non communiqué |
| 37 | Formation des formateurs | Formation tenue à Dakar, Participation de M, Sani Boubacar, Journaliste | | Rapport de mission non communiqué |
| 38 | Initiation à la Gestion des Connaissances | Atelier tenu a Maputo, 2012  Rapport de mission Participations du Dr Kamayé Maâzou, Conseil National changement climatique ; Rouscoua Boubacar, Expert Suivi/Evaluation AAP | |  |
| 39 | Rapport d’étapes d’activités –mai a décembre 2011 | Dr Bonaventure Eustache BOKONON-GANTA | |  |
| 40 | Mission d’appui de Mme Becharaoui et Gregory Woodsworth | BTOR - mars 2011 | |  |
| 41 | Mission d’appui de Mme Becharaoui | BTOR - juillet 2011 | |  |
| 42 | Mission d’appui de Mme Becharaoui | BTOR – septembre 2011 | |  |
| 43 | Missions d’appui de M. Alioune | septembre 2012 | | BTOR non communiqué |
| 44 | Missions d’appui de M. Intsiful | Diverses missions | | BTOR non communiqués |
| 45 | Rapport de fin de mission | Dr Bonaventure Eustache BOKONON-GANTA | |  |
| 46 | Formation Teamworks : rapport et participation | Rapport de la formation (BTOR de M. Lepage) – septembre 2012 | |  |
| **Documents officiels, plans nationaux, etc** | | | | |
| 47 | Copie de l’arrêté établissant l’UA | | | non communiqué |
| 48 | Cahier des charges de l’UA | | | non communiqué |
| 49 | Organogramme/structure du CNEDD | | | ok |
| 50 | Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015 | | | ok |
| 51 | Initiative 3 N : pour la sécurité alimentaire nutritionnelle et le développement agricole « Les Nigeriens Nourissent les Nigeriens »- Cadre stratégique 2012-2015 | | | ok |
| 52 | Plan d’actions du Programme de Pays – Gouvernement de la Républiques du Niger – Programme des nations Unies pour le développement (2009-2013) | | | ok |
| 53 | Plan national de l’environnement pour un développement durable, 1998 | | | ok |
| 54 | Prodoc du PPCR | | | ok |
| 55 | PTA Biennal 2012-2012 de la 3eme communication nationale | | | ok |
| 56 | PTA 2011 du PANA-Agriculture résiliente | | | ok |
| 57 | PTA 2012 du PANA-Agriculture résiliente | | | ok |
| 58 | Autorisation de financement et justification des dépenses (3- septembre 2012) du PANA-Agriculture résiliente | | | ok |
| 59 | Evaluation à mi-parcours du projet PANA-Agriculture résiliente | | | ok |
| **Documents sectoriels, stratégiques et manuels produits par le PAA** | | | | |
| 60 | Revue et la Compilation des Leçons Tirées des Projets Passés et en Cours en Matière d’Adaptation aux Changements Climatiques au Niger | Mr Ahmed Oumarou, 11 septembre 2010 | |  |
| 61 | Exercice d’Inventaire pour l’Auto – Evaluation de la Seconde Communication Nationale du Niger sur les Changements Climatiques | Daouda Mamadou, décembre 2010 | | Pas de copie du rapport |
| 62 | Appuyer la recherche en termes de vulgarisation | Janvier 2011 (rapport provisoire) – Auteur : SIDO Y. Amir | |  |
| 63 | Rapport de l’étude sur les outils et supports de communication pour une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et l’adaptation | Janvier 2011- Abdoulaye Djibo | |  |
| 64 | Elaboration d’une Stratégie de communication sur les Questions de Changements et Variabilité Climatiques et de l’Adaptation | Mr Abdoulaye Djibo, avril 2011 | |  |
| 65 | Elaboration du Document de la Troisième Communication Nationale du Niger au Titre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques | Mr Garba Goudou Dieudonné, avril 2011  PTA 2013 | | Pas de copie du Prodoc |
| 66 | Etude pour l’évaluation des besoins en renforcement des capacités des parties prenantes des secteurs clés | Aout 2011- Mr Abba Mallam Boukar | |  |
| 67 | Scenarios de changements climatiques sur le Niger | Ibrah Seidou Sanda, Seidou Ousmane, Yhaya Nazoumou, Moussa Mouhaimouni  Décembre 2011 | |  |
| 68 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’agriculture au changement climatique | Souley Mahamadou – Octobre 2011 | |  |
| 69 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’eau au changement climatique | Par MAGAGI Yacouba, Septembre 2011 | |  |
| 70 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’élevage au changement climatique | Dr DINA TANKARI [tankaridina@yahoo.fr](mailto:tankaridina@yahoo.fr) Bureau d’Etude en Ingénierie et en Environnement | |  |
| 71 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de l’énergie et des transports au changement climatique | SANI Ibrahim, [ibrahimdak@yahoo.fr](mailto:ibrahimdak@yahoo.fr), Octobre 2011 | |  |
| 72 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur forestier au changement climatique | HASSANE DJIBO- Novembre 2011 | |  |
| 73 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de la pêche et de la faune au changement climatique | LAOUALI HAMISSOU- Octobre 2011 | |  |
| 74 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur de la sante au changement climatique | DR ISSA BAARE Ibrahim  [ibaares@yahoo.fr](mailto:ibaares@yahoo.fr) - Bureau d’Etude en Ingénierie et en Environnement - Octobre, 2011 | |  |
| 75 | Analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation du secteur des zones humides au changement climatique | Abdoulaye MAIZAMA, DESS/AGRN [maizama@yahoo.fr](mailto:maizama@yahoo.fr)  Novembre 2011 | |  |
| 76 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur agricole | Amoukou A. Ibrahi - Décembre 2011 | |  |
| 77 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur des ressources en eau | Décembre 2011 | |  |
| 78 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de l’vêlage | Décembre 2011 | |  |
| 79 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de l’énergie et des transports | Décembre 2011 | |  |
| 80 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur forestier | Décembre 2011 | |  |
| 81 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de pêche et de la faune | Décembre 2011 | |  |
| 82 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur de la sante | Dr GUERO Maimouna HALIDOU DOUDOU, Décembre 2011 | |  |
| 83 | Etude d’impact du changement climatique sur le secteur des zones humides | Décembre 2011 | |  |
| 84 | Etude pour une meilleure prise en charge des risques majeurs liées aux CC par le système d’alerte précoce (SAP) du Niger | Mr Bawa Gaoh Ousmane, sahel alternatives development  [sadec\_niger@yahoo.fr](mailto:sadec_niger@yahoo.fr) | | copie de l’étude incomplète (5 pages du rapport) |
| 85 | Evaluation des Impacts Liés aux Changements Climatiques pour les Secteurs Clés du Développement Economique et Social du Niger | Dr Nazoumou Yahaya Octobre 2010 | |  |
| 86 | Etude sur l’analyse du cadre institutionnel en matière d’adaptation dans les secteurs-clés de la foresterie, pèche, faune, agriculture et élevage. | bureau d’étude en ingénierie pour l’environnement, décembre 2011 | |  |
| 87 | Modules sur l’adaptation et la gestion des risques climatiques à introduire dans les cours du cycle de base 1 | Mme Djibrilla Safia Moustapha  Janvier 2011 | |  |
| 88 | Modules sur l’adaptation aux CC à introduire dans les cycles de base II et moyen | Mme Traoré Aïssata Ali Mamadou Janvier 2011 | |  |
| 89 | Appui Technique à l’Université Abdou Moumouni et les Autres Institutions de Formation pour l’Introduction des Questions de Changements Climatiques dans les Programmes d’Enseignement et de Formation | Dr Mahamadou Adamou Moustapha  Février 2011 | | Pas de copie du rapport |
| 90 | Avant-projet de document de politique national en matière de changements climatiques (PNCC) | Mr Aminou Tassiou, mai 2012 | |  |
| **Produits de la programmation, suivi et évaluation et reporting** | | | | |
| 91 | Plans de travail trimestriels 2010 | Q1 - 0  Q2 - 0  Q3 – 1 PTT format narratif , récapitulant activités du trimestre précèdent  Q4 – 1 PTT format narratif , récapitulant activités du trimestre précèdent |  | |
| 92 | Plans de travail trimestriels 2011 | Q1 – 1PTT Q2 Q3 Q4 |  | |
| 93 | Plans de travail trimestriels 2012 | Q1 Q2 Q3 Q4 – 0 – substituée par revue semetrielle |  | |
| 94 | Rapports trimestriels 2010 | Q2 – 1xRT format UNDP  Q3 – 1xRT format narratif  Q4 – 1xRT format narratif |  | |
| 95 | Rapports trimestriels 2011 | Q1 3xRT - format UNDP tableau - format narratif UNDP (spécifie modalités de mise en oeuvre)– format tableau  Q2 3xRT - format UNDP tableau - format narratif – format tableau  Q3 3xRT - format UNDP - format narratif (version améliorée)– format tableau  Q4 3xRT - format UNDP tableau - format narratif UNDP (narratif (version améliorée) –rapport de progrès trimestriel |  | |
| 96 | Rapports trimestriels 2012 | Q1 3xRT - format UNDP tableau - format narratif - format tableau  Q2 2x RT – 1 rapport de progrès – 1 format PNUD (nouveau format)  Q3 1XRT 1 format PNUD (nouveau format)  Q4 1xRT 1 format PNUD (nouveau format)  1 REVUE SEMESTRIELLE 1 janvier – 31 aout 2012 indiquant réalisations S1 et planning S2 |  | |
| 97 | 2 audits PAA | 1 rapport d’audit 2011  1 rapport d’audit 2012 | Rapport d’audit non communiqué | |
| 98 | Rapport annuel 2010 | ok |  | |
| 99 | Rapport annuel 2011 | ok |  | |
| 100 | Rapport annuel 2011 soumis a l’RTSC | ok |  | |
| 101 | Rapport annuel 2012 | Canevas de transmission de données concernant les réalisation physique de l’année 2012 |  | |
| 102 | Rapport de revue finale du PAA | ok |  | |
| 103 | GRAR 2010-2011-2012 | ok |  | |
| 104 | 3 lettres d’avances | 2010  2011  2012 |  | |
| 105 | cadre des ressources et des résultats du paa |  | Pas de document exploité | |
| 106 | cadre logique du PAA |  | Pas de document exploité | |
| 107 | cadre suivi et évaluation avec indicateurs |  | Pas de document exploité | |
| 108 | Rapports et listes des ateliers de validation des études techniques par UA |  | Non communiqués | |
| 109 | atlas registre des risques ; |  | Pas de document exploité | |
| 110 | atlas registre des problèmes |  | Pas de document exploité | |
| 111 | atlas registre des apprentissages ; |  | Pas de document exploité | |
| 112 | atlas registre des ressources ; |  | Pas de document exploité | |
| 113 | Le rapport de la revue a mi-parcours des plans de travail 2012 du programme de coopération Niger-PNUD | Septembre 2012, Chargé de Suivi-Evaluation CPAP Niger-PNUD |  | |
| 114 | Rapport de la revue a mi parcours | Date janvier 2012 – soumis juin 2012, Dr Joseph Intsiful |  | |
| 115 | Analyse du cadre de résultats et d’allouant de ressources du CPAP | Juin 2012, Chargé de Suivi-Evaluation CPAP Niger-PNUD |  | |
| 116 | Rapport de la mission de supervision conjointe PNUD-Gouvernement | 11-17 juillet 2012 Chargé de Suivi-Evaluation CPAP Niger-PNUD |  | |
| 117 | première réunion du comité de pilotage du PAA | Procès verbal 29 avril 2010- liste des participants | Pas de liste des participants | |
| 118 | deuxième réunion du comité de pilotage du PAA | Procès verbal |  | |
| 119 | Troisième réunion du comité de pilotage du PAA | Procès verbal 8 aout 2012 Rapporteurs : Rouscoua Boubacar & GARBA ABDOU Aboubacary - liste des participants |  | |
| 120 | Protocoles d’ente entre L’Université de MARADI et e Secrétariat Exécutif du Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) | 3 protocoles d’entente |  | |
| 121 | Lettres d’accord avec les étudiants récipiendaire des financements PAA | 13 lettres d’accord |  | |
| 122 | copie du rapport de l’inspection du gouvernement 2011 |  | Non communiqué | |
| 123 | produit(s) de la révision de la 2eme communication nationale ; |  | Non communiqué | |
| 124 | base de données sur la gestion des connaissances et tous les produits dérivés de la gestion des connaissances |  | Non communiqué | |
| 125 | directives/documents de discussion du projet national du paa |  | Non communiqué | |
| 126 | Termes de référence de Salak et des autres TDRS des autres formateurs |  | Non communiqué | |
| 127 | copie des conventions signées avec les ONG et OCB locales |  | Non communiqué | |
| 128 | copie des propositions des projets 2011 finances par le PAA |  | Non communiqué | |
| 129 | rapport des UNV sur les projets cofinancés PAA\_PANA |  | Non communiqué | |
| **Listes** | | | | |
| 130 | Liste des contacts du PAA Niger | ok |  | |
| 131 | Liste des membres de l’UA | ok |  | |
| 132 | Liste des équipements achetés par le CNEDD | ok |  | |
| 133 | Listes des étudiants appuyés | ok |  | |
| 134 | liste de tous les consultants recrutés par l’UGP durant la durée du projet | ok |  | |
| 135 | liste de tous les ateliers de formation menés de 2010-12 |  | Liste partielle | |
| 136 | Liste des Campagnes sensibilisation | ok |  | |
| 137 | Liste des micro-projets | ok |  | |
| 138 | Liste globale des partenaires de mise en œuvre du paa-n (coordonnées, société civile, ministères, etc) ; |  | Non communiquée | |
| **Produits de communication** | | | | |
| 139 | documentaire réalisé en 2012 par prestataire | ok |  | |
| 140 | Photos de mission | ok |  | |
| 141 | 2 copies de la revue trimestrielle du CNEDD |  | 2 copies non communiquées | |

### Questionnaire cadre utilisé auprès des parties prenantes lors des entretiens semi-structurés

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PHASE DE PROJET/ RESULTAT** | **Audience : officiels, CNEDD, PNUD** | | **Unité de gestion projet PAA-N** | | **Parties prenantes – ONG, communautés, corps académique, scientifiques, consultants, etc.** |
| **Phase de conception de projet** | 1. Pouvez-vous décrire le processus de planification du PAA (parties engagées (nominalement, entités leader du processus, écriture effective du Prodoc, etc.) 2. Qui a été chargé de la conception du projet ? 3. Qui a écrit le Prodoc ? 4. Quels sont les processus nationaux (priorités nationales, législation, plans, autres interventions de bailleurs, etc.) qui ont influencé et informé la conceptualisation du PAA ? 5. Est-ce que les étapes de planification ont inclus les étapes suivantes (quelle entité était détentrice de ces éléments) :   plan d’activité du processus de planification (échéancier, budget, etc.)   * matrice de l’importance et de l’influence des parties prenantes * listes des problèmes/priorités * diagramme de causalité/analyse des problèmes pour cibler au mieux les activités du PAA * vision pour chaque problème identifié * cartographie des résultats escomptes pour chaque priorité * cadre des résultats  1. Le scenario de référence a-t-il été clairement défini au préalable ? 2. La conception du projet PAA-N a-t-il permis une identification préalable et claire des objectifs du programme (vision), des produits escomptés, des activités et résultats attendus ? 3. La rédaction du PRODOC a-t-elle d’après-vous été rédigé en bonne et due forme pour permettre une bonne planification du programme, mise en œuvre et suivi & évaluation ? 4. Les indicateurs de réussite identifiés sont-ils réalistes, mesurables et faisables ? 5. La phase de conception a-t-elle inclus de manière adéquate toutes les parties prenantes concernées (verticalement et horizontalement) en matière de livrables, activités, résultats? 6. Qu’est-ce qui aurait pu être fait différemment pour aboutir a une conceptualisation optimale du PAA ? 7. La mise en œuvre conjointe du PAA avec une autre agence onusiennes a-t-elle été envisagée (si oui/non pourquoi ?) ? 8. Réalisations du PAA en harmonie avec vision (communautés locales des villages, société civile, services techniques décentralisés, communes) ? 9. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour la formulation du projet ? | | 1. Avez-vous été associé aux procédures de planification du PAA ? 2. Quand avez-vous été recrutés (entité contractuelle, procédure de recrutement, début contrat) ? 3. Avez-vous tenu une session de briefing du Prodoc et PTA lors de votre prise de fonction ? 4. Quels autres membres ont composé l’équipe a un moment donné (pourquoi sont-ils partis – si applicable) 5. dater le lancement official du projet et son vrai début opérationnel – expliquer tout retard (mai 2010 ?) | | 1. Le processus de consultation a t-il répondu aux priorités des parties prenantes ? 2. Consultant : estimez-vous que les objectifs de la mission étaient clairement définis, pertinents et faisables ? 3. Quelles sont les difficultés/aspects essentiels qui n’ont pas été adressées au début et qui auraient facilité les travaux de l’équipe de planification ? 4. Quelles mesures avez-vous prises pour surmonter les défis de l’équipe de planification pour cette phase initiale ? |
| **Modalités de mise en œuvre** | 1. Prodoc définit peu les activités. Comment ont-elles été définies pour chaque année ? 2. Le PAA a-t-il été caractérisé par l’implication des institutions gouvernementales dans l’exécution du projet ? 3. Quelle a été l’ampleur de l’appui du gouvernement au projet ? 4. Les taches accomplies par l’UA sont-telles en adéquation avec celles définies dans le PRODOC ? 5. Les modalités de mise en œuvre NEX ont-elles été respectées (quels avantages/inconvénients) ? 6. Les différents registres (problèmes, risques, ressources, apprentissages) ont-ils été tenus et si oui par qui ? 7. Utilisation et mise à jour du cadre logique ? 8. Révisions du PTA – quels processus, consultations, etc. surtout suite la rationalisation du PTA post MTR  (concertation/validation CP) ? 9. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales (IRTSC) pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu à vos attentes ? 10. Quels mécanismes de communication en place  pour communiquer avec :  * Les décideurs * les ministères clés * UA * Comite de pilotage * Communautés * Corps académique * ONG  1. Une stratégie de durabilité et la réplicabilité des résultats du PAA est-elle en place ? Quels en sont les éléments de succès ? Les faiblesses/menaces sur la pérennisation des acquis ? 2. Convention du CNEDD ave les ONGs pour les micro-projets–incidence sur les ONG qui seront assermentées/utilisées par PNUD ? quel préalable ces conventions pour de futures collaborations (ou juste pour la durée du PAA ?) | | | | |
| **Gestion et coordination du projet** | 1. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu à vos attentes ? 2. Où l’appui technique était-il le plus nécessaire ? 3. Gestion adaptative : comment les PTA ont-ils été modifies ? qu’est ce qui a informe ces modifications ? comment ont-elles été communiquées ? 4. UNDP/CNEDD : Future signature de PTA biannuel (sous CDAP) avec gouvernement ? 5. rôle de l’UGP ? 6. concertation pour définir les rôles et responsabilités ? 7. Modalités de recrutement des experts | | | | |
| **Influences extérieures** | 1. incidences variabilité climatique 2. changement de président 3. autre ? | | | | |
| **Cycle financier** | 1. Prodoc a t-il permis des allocations budgétaire initiales claires ? 2. Quel mécanismes pour allouer financements aux activités ? 3. Modalités opérationnelles de gestion du budget  (compte ?avance de fonds ? DPD ?) 4. Nature des contributions du gouvernement ? 5. Contributions PNUD (fonds TRAC - (historique, postes de dépenses) ) ? 6. Qu’est-il ressorti des audits et Inspection état ? 7. Rapports d’audit : quelle réponse du CNEDD ? concertation pour résoudre problème ? 8. Modalités de rapprochement bancaires compte CNEDD versus PNUD ? rapprochement avec ATLAS ? 9. retards dans mise a disposition des fonds par PNUD ? 10. Modalités pour décaissement (sur signature ? décaissent autorises par PNUD sans concertation cf activités 6 et 7) 11. Comment réconcilier dépenses de fonds PNUD versus compte CNEDD ? 12. Acquisition logiciel de comptabilité 2011 (30k) et formation ? 13. Qu’est-il ressorti des audits du PNUD ? (pourquoi audit PNUD si concerne financement gérés par la gouvernement) ? 14. Analyse financière des achats 15. Contribution du gouvernement ? | | | | |
| **Output 1** | 1. Quels sont les défis que les activités sous ce résultat ont cherché à répondre ? 2. Quels sont été les **livrables/produits** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 3. Quels ont été les **résultats** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 4. Quel produit/système devait être mis en place/atteint pour permettre la **gestion du risque climatique et la planification sur le long-terme**? (et dans quelle mesure ces produits/résultats ont été atteints) ? *NB : plus précisément l’étude sur l’intégration du CC dans les SAP a-t-elle été opérationnalisée (quelles modalités)?* 5. Pourquoi le R1 a exclu des investissements infrastructurels (stations météos, etc – scenario de référence ?)? 6. Quelles sont les avancées fondamentales réalisées par le PAAN qui d’après-vous permettront une **prise de décision** informée par les décideurs ? *NB : plus précisément les études sectorielles sur l’intégration sectorielle des CC ont-elle donne lieu à une révisions de la planification au niveau des ministères concernés/a la formulation de plans d’actions, etc. ?* 7. Les produits émanant de cette activité sont-ils dores et déjà fonctionnels/exploités ? (et par qui ?) – *NB : les outils mis a disposition des parties prenantes sur l’évaluation des impacts CC ont-été exploites ?* 8. Quels sont les **éléments manquants**des produits/résultats escomptés sous ce résultat? 9. Quelles ont été les autres entités partenaires de ce résultat ? 10. Quel a été le degré d’appropriation nationale de cette activité ? 11. Partant du principe que le résultats obtenus sont le produit des efforts de divers organisations ou entités, quel est d’après-vous le degré **d’attribution du PAA** à l’atteinte de ces résultat ? (%) 12. Des résultats non encore visibles peuvent-ils encore être attendus ? (si oui lesquels et a quel horizon ?) 13. Les activités réalisées sous ce résultat ont-elle donné lieu à des résultats/conséquences inattendus ? 14. Quel est d’après-vous l’impact (objectivement vérifiable) de ce résultat 1? 15. La conduite des activités sous ce résultat a-t-elle donné lieu à des innovations/partenariats ex. AGHRYMET – ACMAD – CARE (Adaptation learning) /bonnes pratiques ? 16. Quels ont été les obstacles critiques à l’atteinte des produits et résultats ? 17. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu a vos attentes ? 18. Pourquoi le R1 a exclu des investissements infrastructurels (stations météos, etc – scenario de référence ?)? | 1. Quelles sont les contributions attendues des partenaires pour s’assurer de la continuité des acquis du PAA ? 2. Quelle a été/ sera la plateforme de dissémination utilisée pour chacune des études réalisée, et notamment la compilation des apprentissages des prog. d’adaptation antérieurs/en cours ? | | 1. Considérez-vous que les capacités techniques pour une planification adaptive au changement climatique sont accrues ? quels sont les mecanismes tangibles qui en ressortent, dans quels insitutions et a quel niveau ? 2. Les produits du R1 ont-ils été utilises dans les activités de sensibilisation ? | |
| **Output 2** | 1. Quels sont été les **livrables/produits** critiques escomptés sous ce résultat pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 2. Quels ont été les **résultats** critiques escomptés ce résultat pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 3. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu à vos attentes ? **qu’est il advenu du cadre de planification intégré ?** 4. Quelles sont les **avancées fondamentales réalisées par le PAAN** qui d’après-vous ont permis d’améliorer les cadres institutionnels pour la gouvernance climatique ? 5. L’étude sur l’analyse du cadre institutionnel a-t-elle donné lieu à une **reforme du cadre institutionnel** ? quelles retombées de la concertation ? les recommandations ont-elles été mises en œuvre ? 6. Comment estimez-vous l’ancrage institutionnel/la pérennité de la mise en place de **l’UA** ? 7. Peut-on estimer que la **collaboration a) interinstitutionnelle b) interministérielle** a été améliorée et dans quelle mesure est-ce attribuable au PAA-N ? 8. Dans quelle mesure le PAA a –t-il été instrumental pour **remédier a l’enclavement institutionnel / manque de communication** dont le Prodoc fait état comme scenario de référence ? 9. Quels sont les **éléments manquants**des produits/résultats escomptés sous ce résultat? 10. Quelles ont été les autres entités **partenaires** de ce résultat ? 11. Partant du principe que le résultats obtenus sont le produit des efforts de divers organisations ou entités, quel est d’après-vous le degré **d’attribution du PAA** à l’atteinte de ces résultat ? (%) (et q 12. Des **résultats non encore visibles** peuvent-ils encore être attendus ? (si oui lesquels et a quel horizon ?) 13. Les activités réalisées sous ce résultat ont-elle donné lieu à des **résultats/conséquences inattendus**? 14. Quel est d’après-vous l’impact (objectivement vérifiable) de ce résultat 2? 15. La conduite des activités sous ce résultat a-t-elle donné lieu à des **innovations/partenariats/bonnes pratiques**? 16. Quels ont été les **obstacles critiques** à l’atteinte des produits et résultats ? 17. Quel a été le processus de mobilisation pour l’avant-projet de document de **politique nationale en matière de changements climatiques (PNLCC)**? 18. de quelle manière cette politique a pu influer sur les politiques existantes ? 19. De quel appui cette PNLCC bénéfice-t-elle ?\quelles sont les prochaines étapes envisagées pour sa mise en œuvre ? 20. Est-ce que les **études réalisées par l’UA ont été effectivement intégrées/utilisées** par les différents ministères, et si oui comment ? 21. Retombées de ces interventions sur les décideurs, influence vérifiable sur **orientations sectorielles**? 22. Combien de réunion de la **CNDTCV** se sont tenues avec l’appui du PAA et qu’en est-il ressorti ? 23. Y a t- il une nomination effective et opérationnelle des points focaux et ont –ils fait des avancées pour intégrées les CC dans leurs ministères respectifs (Prodoc) ? 24. Evidence vérifiable d’une plus grande **aptitude du leadership a la prise de décision** informée tenant compte de la variabilité et vulnérabilité climatique ? | 1. Composition de l’UA ? 2. sa composition et ses TdRs de référence sont-ils tels que définis dans le PRODOC[[22]](#footnote-22) (l’UA est supposée réaliser les études d’impact) 3. Dans quelle mesure le PAA a t’-il contribue a une intégration du CC au niveau regional (décentralisation) 4. Le PAA a t-il contribue a des activités de renforcement des capacités de la jeunesse et d’intégration du genre dans les questions de CC ? nature et impact des activités. | | Quelle a été la nature de votre participation dans les formations en termes de renfoncement des capacités ? | |
| **Output 3** | 1. Quels sont été les **livrables/produits** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 2. Quels ont été les **résultats** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 3. Quel produit/système devait être mis en place/atteint pour permettre **la formulation de politiques basées sur les faits**? (et dans quelle mesure ces produits/résultats ont été atteints) ? 4. *Exploitation effective de l’étude sur la revue des projets au Niger ?* 5. *Contribution du PAA au Plan National de l’Environnement pour un Développement durable (PNEDD* Quelles sont les avancées fondamentales réalisées par le PAAN qui d’après-vous permettront une **prise de décision** informée par les décideurs ? *NB : plus précisément les études sectorielles sur l’intégration sectorielle des CC ont-elle donne lieu à une révisions de la planification au niveau des ministères concernés/a la formulation de plans d’actions, etc. ?* 6. Les produits émanant de cette activité sont-ils dores et déjà fonctionnels/exploités ? (et par qui ?) – *NB : les outils mis a disposition des parties prenantes sur l’évaluation des impacts CC ont-été exploites ?* 7. Quels sont les éléments manquants des produits/résultats escomptés sous ce résultat? 8. Quelles ont été les autres entités partenaires de ce résultat ? 9. Partant du principe que le résultats obtenus sont le produit des efforts de divers organisations ou entités, quel est d’après-vous le degré **d’attribution du PAA** à l’atteinte de ces résultat ? (%) (et q 10. Des résultats non encore visibles peuvent-ils encore être attendus ? (si oui lesquels et a quel horizon ?) 11. Les activités réalisées sous ce résultat ont-elle donné lieu à des résultats/conséquences inattendus ? 12. Quel est d’après-vous l’impact (objectivement vérifiable) de ce résultat 1? 13. La conduite des activités sous ce résultat a-t-elle donné lieu à des innovations/partenariats ex. AGHRYMET – ACMAD – CARE (Adaptaiton learning) /bonnes pratiques ? 14. Quels ont été les obstacles critiques à l’atteinte des produits et résultats ? 15. Pourquoi l’approche originellement préconisée de mise en œuvre via GEF/UNDP Small Grants Programme (UNDP-GEF–SGP) et BCPR-CRM a été avortée ? 16. Modalités de définition de la stratégie nationale de CC (versus d’adaptation – Prodoc, laquelle recommande une approche territoriale)? 17. Montage de projet : apprentissages réels émanant des pilotes si mis en oeuvre par le biais d’un autre programme (NAPA ag. Résilient) – bénéfices et inconvénients de l approche? 18. Contribution aux politiques nationales  * PNCC * Stratégie Nationale et Plans d’action en matière de Changements et Variabilité Climatiques (SNPCVC 2004) * 3N * PDES * 3eme communication  1. Sur la base de la matrice de Dakar l’UGP dit que « les rapports et les études produits par AAP ont permis de formuler des projets d’adaptation aux changements climatiques. – lesquelles ? | 1. Quelle a été la focalisation principale de ce résultat et comment la réflexion a-t-elle été menée ? (*les PTA ont évolué pour passer d’une simple mise en œuvre de micro-projets à l’élaboration de la politique nationale de CC*) ? 2. S’agit-il de micro-projet nouveaux ou de projets existants qui ont été étendus/répliqués (tel que recommandé par le Prodoc) ? 3. Comment ces projets ont été identifies (thématiques choisies) et des secteurs prioritaires ont-ils été mis de cote ? 4. Alignement a la PNEDD  et a 3N ? 5. Si l’on tient compte de la PNEDD et des nombreux projets de résilience et d’adaptation engages au Niger (voir étude AAP), dans quelle mesure approche AAP a apporte une innovation dans la mise en œuvre de projets déjà traditionlement mis en œuvre (BC, etc) ? 6. Quels mécanismes en place pour informer les politiques ? / partage d’information ? 7. Prodoc mentionne qu’une revue et analyse de ce qui a été fait devait informer ce projets – est-ce que ca été fait et dans quelle mesure cela a influence le choix des projets ?   Comment les micro-projets ont ils été identifies ? (Prodoc mentionne CdP versus PTA qui réfère a présentation de projets par communautés)[[23]](#footnote-23)  Quelles prédispositions pour la pérennisation des projets (Rouscoua : pas de suivi considere)  Mise en œuvre de concert avec le projet PCPR BM /lien PAC -CR? | | Impacts du micro-projet au niveau communautaire ?  Suivi continu des cellules d’appui ?  Difficultés et défis ? | |
| **Output 4** | 1. Quels sont été les **livrables/produits** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 2. Quels ont été les **résultats** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 3. Quel produit/système devait être mis en place/atteint pour permettre au programme de contribuer a l’identification et a l mobilisation de **financements innovants**? (et dans quelle mesure ces produits/résultats ont été atteints) ? 4. *Quelles modalites pour atteindre activites en 2012 (differentes de 2010) ?* 5. Les produits émanant de cette activité sont-ils dores et déjà fonctionnels/exploités ? (et par qui ?) – *NB : les outils mis a disposition des parties prenantes sur l’évaluation des impacts CC ont-été exploites ?* 6. Quels sont les éléments manquants des produits/résultats escomptés sous ce résultat? 7. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu à vos attentes ? 8. Quelles ont été les autres entités partenaires de ce résultat ? 9. Partant du principe que le résultats obtenus sont le produit des efforts de divers organisations ou entités, quel est d’après-vous le degré **d’attribution du PAA** à l’atteinte de ces résultat ? (%) (et q 10. Des résultats non encore visibles peuvent-ils encore être attendus ? (si oui lesquels et a quel horizon ?) 11. Les activités réalisées sous ce résultat ont-elle donné lieu à des résultats/conséquences inattendus ? 12. Quel est d’après-vous l’impact (objectivement vérifiable) de ce résultat 1? 13. Quels ont été les obstacles critiques à l’atteinte des produits et résultats ? | 1. PTA très remanie, comment les activités 2010 ont-été identifiées ? dans quelle mesure ces activités ont-elles été complétées ? 2. Le public visé (PTA 2010 :UA, DEP, banques) – a t-il finalement été touché ? 3. Les interventions/formations ont-elles permis a ce jour abouti sur la viabilisation de mécanismes/instruments financiers innovants/de plan d’action pour mobiliser des fonds ? 4. Des ressources additionnelles pour d’adaptation ont-elles a ce jour été mobilisées comme résultante du PAA (degré d’attribution) ? 5. AAP devait appuyer gouv a mieux recevoir ressources financement – appui du PAA a ete dertmiant pour finaliser la préparation du PPCR et démarche des financement BM central 110 Million $ PPCR – voir avec Rouscoua | | - | |
| **Output 5** | 1. Quels sont été les **livrables/produits** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 2. Quels ont été les **résultats** critiques escomptés sous cette activité pour atteindre les objectifs visés ? Ont-ils été produits ? 3. Quel produit/système devait être mis en place/atteint pour permettre la **diffusion et partage de informations et connaissances**? (et dans quelle mesure ces produits/résultats ont été atteints) ? 4. Dans quelle mesure est-ce la personne chargée de la gestion des connaissances a été appuyée par l’IRTSC ? 5. Les produits émanant de cette activité sont-ils dores et déjà fonctionnels/exploités ? (et par qui ?) – *NB : les outils mis a disposition des parties prenantes sur l’évaluation des impacts CC ont-été exploites ?* 6. Quels sont les éléments manquants des produits/résultats escomptés sous ce résultat? 7. Quelles ont été les autres entités partenaires de ce résultat ? 8. Des résultats non encore visibles peuvent-ils encore être attendus ? (si oui lesquels et a quel horizon ?) 9. Les activités réalisées sous ce résultat ont-elle donné lieu à des résultats/conséquences inattendus ? 10. Quel est d’après-vous l’impact (objectivement vérifiable) de ce résultat 1? 11. Quels ont été les obstacles critiques à l’atteinte des produits et résultats ? 12. Une plateforme de communication nationale sur les résultats des études a t-elle été mise en place et exploitée ? | 1. Nombre total de personnes touchées par les activités de sensibilisation au niveau ?  * ministériel (technique) * décideurs (gouvernent/parlementaires) * communautaire * société civile * académique * autres partenaires stratégiques  1. mise en œuvre effective de la stratégie de communication ? 2. partage d’information avec autre ministères/OIs ? 3. publications des bulletins trimestriels – quelle audience / diffusion ? | | 1. Les ateliers PAA/formations étaient-elles pertinents et efficaces ? 2. Utilisation personnelle ? 3. Facilité d’exploitation des outils développés ? | |
| **Output 6 : suivi et évaluation/mise en oeuvre** | 1. Quelle a été la nature et l’impact de l’appui technique par les équipes internationales et régionales pour ce résultat ? celui-ci a-t-il répondu à vos attentes ? 2. Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux attentes du Prodoc en matière de S&E (*rapport de progrès du projet par le directeur de projet – plan d’évaluation dans Atlas – rapport de revue annuelle – mise a jour du cadre logique (appele cadre des ressources et le Gestion de la qualité des résultats d’activités du projet du Prodoc*) ? 3. Quels sont les problèmes et contraintes qui ont eu un impact sur la réussite de l'exécution du projet et qui ont été identifié à l'étape de la conception du projet et par la suite dans le cadre de la Revue à Mi- parcours (RMP) ? 4. La RMP a-t-elle été validée par la partie nationale ? (faire référence à la matrice) 5. Des réponses managériales ont-elles été apportées à la RMP (produit) ? 6. impact des recommandations de la Revue à Mi-parcours RMP ? 7. menaces/risques pour la réussite du projet qui ont émergé lors de l'exécution et les stratégies de mises en œuvre pour surmonter ces menaces et risques ? 8. PNUD : les systèmes de suivi & évaluation et les plans, ont-ils été bien conçu, mis en œuvre et budgétisés, et leur contribution aux processus obligatoires de rapports trimestriels et annuels aux niveaux national et régional[[24]](#footnote-24) 9. Ouverture et tenue des 4 registres ? 10. Modalités de validation des rapports trimestriels technique d’évaluation et financier (composition des comites, etc.) 11. Lister les activités et livrables ayant découlé du processus de S&E durant les 3 années du programme 12. le S&E était-il base sur le suivi de l adéquation des actions avec ce qui est planifie ou le suivi des réalisations escomptés dans la phase de planification? | 1. 4 registres des risques (p66 du Prodoc), problèmes, ressources et apprentissage du PAA - s'ils sont tenus a jour qui s'en occupe et puis-je en avoir copie? 2. Évaluation de la capacité: Résultats des évaluations des capacités de partenaires d'exécution - qui s'en occupe et puis-je en avoir copie (si applicable)? 3. Quelles furent les difficultés/entraves a la bonne conduite du S&E ? 4. Quels sont pour vous les apprentissages qui ressortent du suivi et évaluation de ce programme ? 5. Qu’est ce qui devrait change dans un future programme de la même nature ? | | - | |
| **partenariats** | 1. mécanismes pour la diffusion de l'information dans l'exécution de projet auprès des parties prenantes – nature/impact? 2. Utilisateurs locaux de ressources et participation d'O.N.G dans l'exécution et la prise de décision de projet 3. évaluer la capacité du projet à développé des partenariats et à collaboration avec les structures nationales et internationales et les impacts de ce partenariat sur la mise en œuvre du projet. 4. Réunions de partage sur le PAA avec autres unités du PAA? Inter-PNUD/inter CNEDD ? 5. PNUD : Le PAA a t’il fait l’objet de coopération inter-unités (cela s’est-il traduit par des co-projets? Co-financements?) 6. rôle du PAA avec la création du réseau de la jeunes nigérienne sur le CC (RJNCC) ? 7. Quelle a été la nature de la collaboration avec les organismes et initiatives ci –dessous  (synergie, co-mise en oeuvre, accords de pérennisation des acquis, etc) et si la coopération n’a pas eu lieu, pourquoi ? | | | | |

### Questionnaires utilisés pour les études de satisfaction

**EVALUATION INDEPENDANTE DU PROGRAMME D’ADAPTATION EN AFRIQUE**

**AU NIGER – JANVIER 2013 : *Appréciation qualitative du projet par les parties prenantes***

*Ce questionnaire a pour objectif d’évaluer la satisfaction des parties prenantes aux processus de collaboration, de partage d’information et de gestion du programme PAA et aussi de jauger les apports tangibles du PAA à leur organisation et à leur développement personnel. Les résultats de ce questionnaire seront intégrés à l’évaluation de manière anonyme. Les coordonnées des informateurs sont demandées à titre d’information pour permettre un suivi éventuel par l’évaluatrice ; les informateurs sont libres de ne pas mentionner leurs noms et coordonnées.*

Nom : Organisation :

Coordonnées (téléphone, email, skype) :

Date :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Thème** | **Très satisfaisant** | **Satisfaisant** | **Moyennement satisfaisant** | **Pas satisfaisant** |
| **Conception du projet**  *êtes-vous satisfait de la mesure dans laquelle votre organisation/vous a(vez) été engagé dans les étapes de conception/de planification des activités du PAA ?* |  |  |  |  |
| **Remarques sur la conception de projet** |  | | | |
| **Mise en œuvre/Gestion du PAA**  *êtes-vous satisfait de la manière dont les activités du PAA ont été mises en œuvre ?* |  |  |  |  |
| **Remarques sur la mise en œuvre/gestion de projet** |  | | | |
| **Objectifs / résultats**  Dans quelle mesure pensez-vous que le PAA a rempli les objectifs visés sous chacun des résultats stratégiques ? (note globale) |  |  |  |  |
| **Résultat 1** Données climatiques |  |  |  |  |
| **Résultat 2** Cadres institutionnels et leadership |  |  |  |  |
| **Résultat 3** Politiques informées par une évidence de terrain (micro-projets) |  |  |  |  |
| **Résultat 4** Financements innovants |  |  |  |  |
| **Résultat 5** Gestion des connaissances et de l’information |  |  |  |  |
| **Remarques sur les résultats obtenus** |  | | | |
| **Suivi-évaluation**  Estimez-vous que les systèmes de suivi et évaluation étaient efficaces, permettant de suivre les avancées du projet ? |  |  |  |  |
| **Remarques sur le suivi et évaluation** |  | | | |
| **Partage et diffusion de l’information**  Les mécanismes pour la diffusion de l'information dans l'exécution de projet auprès des parties prenantes étaient-ils adéquats et le PAA a–t-il diffusé l’information relative aux programme et à ses produits de manière adéquate ? |  |  |  |  |
| **Remarques sur le partage et la diffusion de l’information** |  | | | |
| **Appropriation nationale**  *Le PAA a-t-il été caractérisé par l’implication des institutions gouvernementales dans l’exécution du projet et le gouvernement a-t-il appuyé projet ?* |  |  |  |  |
| **Remarque sur l’appropriation nationale (*toutes entités de mise en œuvre concernées)*** |  | | | |
| **Efficience de l’utilisation des ressources**  Pensez-vous que les résultats du PAA sont à la mesure des financements investis sous les différents résultats ? |  |  |  |  |
| **Remarques sur l’efficience et la bonne gestion des ressources financières du PAA** |  | | | |
| **Partenariats**  Le PAA a-t-il engagé des partenariats pertinents pour une mise en œuvre pertinente du programme capitalisation sur les synergies et évitant les duplications ? |  |  |  |  |
| **Remarques sur les partenariats** |  | | | |
| **Développement des capacités**  *Etes-vous satisfait des apprentissages techniques apportes par le PAA (en termes de formation) ?* |  |  |  |  |
| **Développement des capacités**  Précisez la nature des capacités/compétences essentielles que les formations PAA (mentionnez des exemples concrets d’utilisation de ces nouvelles aptitudes dans le cadre de vos fonctions) |  | | | |
| **Pérennisation/durabilité du projet**  Les mécanismes de pérennisation des acquis du PAA sont-ils suffisants et garantissent-ils une continuité des acquis du PAA ? |  |  |  |  |
| **Remarques sur la pérennisation/durabilité du projet** |  | | | |
| **Forces**  *Quels sont d’après-vous les points forts clés qui ont été la source des succès du programme ?* |  | | | |
| **Faiblesses/défis**  *Quelles ont été d’après-vous les faiblesses/défis rencontres par le programme qui ont affaibli le programme ?* |  | | | |

### Synthèse des commentaires des intervenants pour le rapport d'évaluation provisoire

Les commentaires reçus ont généralement concerné des précisions sur le contexte global du programme.

### Management Response

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Recommandation ou problème 1 de l’évaluation : Mettre en place des mesures pour assurer la pérennisation des acquis** | | | | |
| **Réponse du Management:**   * La pérennisation des acquis du projet AAP doit être assurée à travers les autres projets d’adaptation au changement climatique mis en œuvre par le CNEDD et dont le PNUD assure le suivi, à savoir le projet d’élaboration de la troisième communication nationale et le projet PANA-résilience. * Le PNUD tiendra compte des recommandations dans l’élaboration de nouveaux projets | | | | |
| **Action(s) clé(s)** | **Date limite** | **Partie(s) responsable(s)** | **Suivi** | |
| **Commentaires** | **Etat de mise en oeuvre** |
| 1.1 Le CNEDD devrait conduire un bref audit du niveau de compétences avec un registre des formations tenues et des bénéficiaires, et mettre en place une équipe pluridisciplinaire permanente (telle que l’unité d’adaptation par exemple) constituée d’experts des différents domaines et d’universitaires qui sera bénéficiaire des formations futures. Il faudrait élargir les formations à du personnel autre que les DEP. | Juil. 2014 | SE/CNEDD | L'audit sera conduit dans le cadre des PTB 2014-2015 | Non adressé |
| 1.2 Le CNEDD devrait mettre en place un « roster » de formateurs et d’experts nationaux et internationaux | Déc. 2013 | SE/CNEDD | Une liste est en cours d'élaboration et sera disponible en fin d'année | En cours |
| 1.3 Renforcer la coopération et l’appui aux centres de recherche et universités | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.4 Mettre en place un système centralisé d’information et des données climatiques | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.5 Mettre à la disposition de la DMN des équipements nécessaires à la collecte de données standardisées, si ceux-ci ne sont pas couverts par d'autres projets | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.6 Poster en ligne tous les produits du PAA sur les plateformes de partage des connaissances agréées | Déc. 2013 | SE/CNEDD | Les produits ont été mis en ligne sur teamworks mais reste à être diffusés sur le nouveau site du PNUD Niger, l'ALM, le site du CNEDD et d'autres plateformes. | En cours |
| **Recommandation ou problème 2 de l’évaluation : Améliorer la gestion du projet** | | | | |
| Réponse du Management :   * Le PNUD veille à améliorer la conformité avec le SOP et met déjà en œuvre des mesures pour éviter les retards de décaissement et une meilleure appropriation par la partie nationale des procédures du PNUD * Le PNUD veillera à réviser les comités de pilotage pour s’assurer qu’ils jouent réellement le rôle qui leur est assigné, et à tenir compte de la recommandation dans les futurs documents de projet. | | | | |
| **Action(s) clé(s)** | **Date limite** | **Partie(s) responsable(s)** | **Suivi** | |
| **Commentaires** | **Etat de mise en oeuvre** |
| Key Action(s) | Time Frame | Responsible Unit(s) | Tracking | |
| Comments | Status |
| 2.1 Assurer une formation approfondie (3-5 jours) de toute future UGP en matière de mise de gestion de projet sous la modalité NIM, logiciels comptables, procédures du PNUD, Teamworks, etc. | Juil. 2013 | PNUD | Cette recommandation est prise en compte dans les procédures du PNUD Niger dans l'élaboration des PTB et mise en place des UGP | En cours |

**Evaluation finale du projet AAP – réponse aux recommandations**

**Contexte**

L’évaluation finale du projet AAP a été menée du 14 janvier au 15 février 2013 par la consultante Sasha Lagrange. Elle a consisté en une revue documentaire (rapports techniques et financiers, produits du projet), des rencontres avec les principaux intervenants et partenaires du projet AAP lors de la mission de la consultante et des échanges par email. Un premier draft a été soumis le 6 février et a fait l’objet d’observations initiales et le rapport final a été soumis le 18 février. L’étape finale consisterait en une validation du rapport par le Secrétariat Exécutif du CNEDD.

**Principales conclusions et recommandations de l’évaluation**

Les principales recommandations du rapport sont résumées et consolidées sur la page suivante. L’évaluation conclut que le projet a apporté une valeur ajoutée certaine pour le pays et que les acquis du PAA constitueront un héritage pertinent et durable pour les projets à venir mais doivent être consolidés par une série de mesures. Le rapport présente ainsi les principaux progrès réalisés à travers le projet. Les réussites majeures sont la bonne appropriation nationale et le renforcement des capacités institutionnelles et des relations entre institutions, ainsi que les études et les modélisations, qui ont pu servir, entre autres, à l’élaboration du PDES et de la politique nationale sur le changement climatique. Toutefois, l’évaluation souligne des points faibles de la mise en œuvre, notamment en matière de gestion de projet, la faiblesse de certains partenariats (avec les universités et les centres de recherche par exemple), l’absence de mise en place d’une base de données et d’un système de partage et le faible taux de réalisation des activités concernant les financements innovants. Par ailleurs les frais de gestion du projet et de per diem semblent disproportionnés par rapport aux dépenses d’autres activités.

L’évaluation présente également des recommandations de deux ordres, soit portant sur des activités à mener pour la pérennisation des acquis du projet qui sont plutôt destinés au CNEDD, soit sur des mesures à prendre en matière de gestion des projets dont certaines sont adressées au PNUD. La première série de recommandations sera à prendre en compte dans la mise en œuvre et/ou le développement d’autres projets mis en œuvre dans le domaine du changement climatique. La seconde pourrait être mise en œuvre par le PNUD dans le suivi et la gestion de tous ses projets.

**Management Response**

**Evaluation finale du Projet AAP-Composante Niger , Février 2013**.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Recommandation ou problème 1 de l’évaluation : Mettre en place des mesures pour assurer la pérennisation des acquis** | | | | |
| **Réponse du Management:**   * La pérennisation des acquis du projet AAP doit être assurée à travers les autres projets d’adaptation au changement climatique mis en œuvre par le CNEDD et dont le PNUD assure le suivi, à savoir le projet d’élaboration de la troisième communication nationale et le projet PANA-résilience. * Le PNUD tiendra compte des recommandations dans l’élaboration de nouveaux projets | | | | |
| **Action(s) clé(s)** | **Date limite** | **Partie(s) responsable(s)** | **Suivi** | |
| **Commentaires** | **Etat de mise en oeuvre** |
| 1.1 Le CNEDD devrait conduire un bref audit du niveau de compétences avec un registre des formations tenues et des bénéficiaires, et mettre en place une équipe pluridisciplinaire permanente (telle que l’unité d’adaptation par exemple) constituée d’experts des différents domaines et d’universitaires qui sera bénéficiaire des formations futures. Il faudrait élargir les formations à du personnel autre que les DEP. | Juil. 2014 | SE/CNEDD | L'audit sera conduit dans le cadre des PTB 2014-2015 | Non adressé |
| 1.2 Le CNEDD devrait mettre en place un « roster » de formateurs et d’experts nationaux et internationaux | Déc. 2013 | SE/CNEDD | Une liste est en cours d'élaboration et sera disponible en fin d'année | En cours |
| 1.3 Renforcer la coopération et l’appui aux centres de recherche et universités | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.4 Mettre en place un système centralisé d’information et des données climatiques | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.5 Mettre à la disposition de la DMN des équipements nécessaires à la collecte de données standardisées, si ceux-ci ne sont pas couverts par d'autres projets | Juil. 2013 | SE/CNEDD | Cette recommandation a été prise en compte dans l'élaboration du nouveau projet "Adaptation au CC en Afrique et sécuriré alimentaire" | Achevé |
| 1.6 Poster en ligne tous les produits du PAA sur les plateformes de partage des connaissances agréées | Déc. 2013 | SE/CNEDD | Les produits ont été mis en ligne sur teamworks mais reste à être diffusés sur le nouveau site du PNUD Niger, l'ALM, le site du CNEDD et d'autres plateformes. | En cours |
| **Recommandation ou problème 2 de l’évaluation : Améliorer la gestion du projet** | | | | |
| Réponse du Management :   * Le PNUD veille à améliorer la conformité avec le SOP et met déjà en œuvre des mesures pour éviter les retards de décaissement et une meilleure appropriation par la partie nationale des procédures du PNUD * Le PNUD veillera à réviser les comités de pilotage pour s’assurer qu’ils jouent réellement le rôle qui leur est assigné, et à tenir compte de la recommandation dans les futurs documents de projet. | | | | |
| **Action(s) clé(s)** | **Date limite** | **Partie(s) responsable(s)** | **Suivi** | |
| **Commentaires** | **Etat de mise en oeuvre** |
| Key Action(s) | Time Frame | Responsible Unit(s) | Tracking | |
| Comments | Status |
| 2.1 Assurer une formation approfondie (3-5 jours) de toute future UGP en matière de mise de gestion de projet sous la modalité NIM, logiciels comptables, procédures du PNUD, Teamworks, etc. | Juil. 2013 | PNUD | Cette recommandation est prise en compte dans les procédures du PNUD Niger dans l'élaboration des PTB et mise en place des UGP | En cours |

1. Le choix des secteurs prioritaires était guidé par l’identification par le PANA des secteurs socioéconomiques les plus susceptibles de subir les effets du changement climatique, ainsi que par la participation des parties prenantes lors de la mission des consultants internationaux au Niger. [↑](#footnote-ref-1)
2. Par contraste, la direction de la météorologie au Burkina Faso, pays voisin, a gratuitement mis à disposition toutes les données météorologiques requises pour le développement de modèles climatiques dans le cadre du PAA. [↑](#footnote-ref-2)
3. L’acquisition de ces équipements dans les autres pays du PAA incluent en l’ocurrence: l’achat de stations automatiques, l’achat d’une serveur HPC et la mise ne place d’un reseau sans fil. [↑](#footnote-ref-3)
4. Deux stagiaires d’Aghrymet ont ete envoyes en formaiton au CNEDD pendant la duree du PAA et le PAA a achetee des donees climatiques aupres d’Aghrymet. Hormis ces interactions la contribution de l’Aghrymet aux resultats 1 demeure minimale, alors que le besoin en renforcement de collecte des données et informations météorologiques, climatologiques et biophysiques demeure critique. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le Prodoc suggérait ce qui suit: “L’équipe adaptation en collaboration avec les ministères clés et les consultants internationaux sera en charge de : i) l’évaluation des risques et de l’analyse des coût et rendements en extrant 1, ii) la synthèse et le traitement des données obtenues des ministères clés, iii) la mise à la disposition des décideurs des résultats des évaluations afin de les intégrer dans les planifications iv) la coordination de l’exécution des projets d’adaptation, v) veiller à ce que tous les ministères se conforment les engagements du projet, vi) coordination des réunions des ministères et du Comité de pilotage du projet, vii) la gestion financière, viii) la rédaction des rapports, ix) les révisions du budget, x) le suivi évaluation. » [↑](#footnote-ref-5)
6. Les délais de la mission et les circonstances sécuritaires particulières n’ont permis à la mission d’évaluation de ne conduire que trois visites de terrain. Les projets pilotes suivants ont fait l’objet d’une visite :

   1. Projet d’Electrification du CEG de Tondibiah dans l’arrondissement communal de Niamey I (PAA)
   2. Projet d’Adaptation au changement climatique à travers l’utilisation de foyers améliorés dans 150 ménages de SAG (PAA)
   3. Récupération des terres dégradées du plateau de Gorou Banda (NY1)/ « LA CLE DES CHAMPS » (CLC) (PANA/PAA)
   4. Appui à la mise en valeur du site maraîcher des femmes du groupement de Soudjimazoumbou de Soudouré dans l’arrondissement communal de Niamey I. (PANA/PAA)

   [↑](#footnote-ref-6)
7. Source: BTOR de Mme Nadia Bechroui [↑](#footnote-ref-7)
8. Hormis l’achat d’un serveur pour le stockage des données qui n’a pas été exploité. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le nombre de participants au CPP n’est pas spécifié dans le procès verbal de 2012 [↑](#footnote-ref-9)
10. La RMP est datee janvier 2012 mais le PNUD dit ne lá voir recue qu’en juin 2012. [↑](#footnote-ref-10)
11. Les termes de référence du conseiller technique mentionnent spécifiquement en rapport au S&E: Aider le Coordonnateur du projet à l'élaboration d'un plan efficace de S & E; et conjointement concevoir et mettre en œuvre le S&E des activités ; Contribuer à la capitalisation des leçons apprises ; entreprendre des rapports réguliers, conformes aux lignes directrices de gestion de projet. [↑](#footnote-ref-11)
12. La mission de suivi de Mme Bechraoui (septembre 2011) répertorie les besoins d’appui du PAA-N. Ces besoins incluent : R1 : appui pour la mise ne place de bases de données pour la dissémination des informations ; R2 : Appui pour le développement d’un programme de formation visant les parlementaires ; R3 : Appui pour l’élaboration de la PNCC ; R4 : appui pour l’identification d’interventions types sur les financements innovants ; R5 : Appui pour la dissémination des produits aux niveau régional et international. [↑](#footnote-ref-12)
13. il était question de piloter une nouvelle initiative régionale au Niger, appelle cadre de développement intégré ; or cette initiative ne s’est jamais concrétisée. [↑](#footnote-ref-13)
14. Seuls les formations conclues par un rapport répertoriant le nombre de participants ont pu ertre comptabilisées. Ce nombre est certainmennt plus élevé mais les pieces confirmant le nombre de participants n’ont pas ete mises a disposition de l’évaluaiton. [↑](#footnote-ref-14)
15. Un malentendu qui a persité par rapport à ces pièces justificaitves concerne la perception de l’UGP qu’il fallait lister les noms des particiapitons à des ateliers pour le paiement des *per diems*; tandis que la procédure du PNUD à cet égard ne requiert que la liste des insitutions invitées et non des listes nominales. Il sera important de s’assurer d’une communicaiotn claire sur la nature de speices justificatives requises lors de futures programmations avec d’autres UGP. [↑](#footnote-ref-15)
16. La réunion du CPP qui s’est tenue en juin 2012 souligne le retard préoccupant dans la réalisation des activités et requerra la mise en place d’un plan d’action pour accélérer la mise en oeuvre des activités et les décaissements. [↑](#footnote-ref-16)
17. Recommandations reprises de l’étude PAA sur les scenarios climatiques du Niger (2011 :48) [↑](#footnote-ref-17)
18. Cette notation est proposee a titre indicatif. La notation a ete defnie comme suit: conformite technique (/2 points); realisaiotn avec partenaires (1 point), diffusion et partage des produits de l’activite (1 point), satifaction du pubic cible (1 point). [↑](#footnote-ref-18)
19. Les données des stations synoptiques de 1961 à 2005 avaient déjà été acquises au cours d'une étude précédente faite pour le CNEDD. [↑](#footnote-ref-19)
20. Ce registre des risques inscrit aux micro-projet n’est pas tire du Prodoc ou de registre des risques tenu par le projet; il ressort des entretiens tenus avec l’UGP et les partenaires de mise en oeuvre lors de la mission d’évaluation. [↑](#footnote-ref-20)
21. Des 141 documents sollicités, 96 ont été consultés, 36 non disponibles et 7 n’existaient pas [↑](#footnote-ref-21)
22. a core group of local experts and analysts (trained in Output 1), international experts and a project coordinator. The AU will be responsible for: i) undertaking the risk assessments and cost-benefit analyses in Output 1; ii) synthesising and processing information received from the key line ministries; iii) providing results of the assessments to policy- and decision-makers to be integrated into planning; and iv) co-ordinating the implementation of adaptation and climate risk management projects. International consultants may be required to facilitate the initiation of the PCU and AU, but the local experts (trained in Output 1) will take on this role once trained. [↑](#footnote-ref-22)
23. Prodoc mentionne focalisation sur la foresterie, la santé et l’energie car projet GEF/LDC gerent autres secteurs? [↑](#footnote-ref-23)
24. Prodoc Niger: *respect adéquat et périodique des activités pendant l'exécution pour établir le point auquel les intrants, programme d’activités, d'autres actions et résultats sont exécutés selon les prévisions; si des évaluations formelles ont été tenues et si une mesure a été prise sur les résultats de ces rapports de suivi et évaluation.* [↑](#footnote-ref-24)